

# SÉNAT

---

## TABLE DES DÉBATS

### TABLE THÉMATIQUE

---

Seconde session ordinaire de 1992-1993 .....	Du 2 avril au 30 juin 1993.
Deuxième session extraordinaire de 1992-1993 .....	Du 1 <sup>er</sup> au 13 juillet 1993.
<i>Congrès du Parlement</i> .....	<i>19 juillet 1993.</i>
Troisième session extraordinaire de 1992-1993 .....	Du 28 septembre au 1 <sup>er</sup> octobre 1993.
Première session ordinaire de 1993-1994 .....	Du 2 octobre au 20 décembre 1993.
<i>Congrès du Parlement</i> .....	<i>19 novembre 1993.</i>
Première session extraordinaire de 1993-1994 .....	Du 21 au 23 décembre 1993.

---

# AVERTISSEMENT

---

Les Tables des Débats du Sénat se composent de trois parties distinctes : Table nominative, Table thématique, et recueil des Informations parlementaires annuelles sur la composition et l'activité du Sénat.

La **Table nominative** contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et Ministres, un récapitulatif chronologique, de leur activité durant l'année au cours des séances publiques du Sénat.

La **Table thématique** contient la liste alphabétique des principaux sujets examinés par le Sénat ; à cette Table est annexé le recueil des **Informations parlementaires annuelles**. Elle est élaborée à partir de la base de données « **Travaux du Sénat** », constituée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service de l'informatique et du développement technologique.

# SOMMAIRE

Avertissement .....	3*
Liste des principales abréviations utilisées .....	6*

## PREMIÈRE PARTIE : INFORMATIONS PARLEMENTAIRES ANNUELLES

I. – COMPOSITION DU SÉNAT :	
A. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1993 .....	7*
B. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1993 .....	10*
C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat .....	14*
D. – Sénateurs décédés .....	15*
E. – Remplacement de sénateurs .....	15*
F. – Élections partielles .....	15*
G. – Sénateurs en mission .....	15*
H. – Sénateurs membres du Gouvernement .....	15*
I. – Cessation de mandat de sénateurs .....	15*
J. – Anciens sénateurs décédés .....	15*
II. – BUREAU DU SÉNAT .....	15*
III. – SESSIONS .....	16*
IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES .....	16*
V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS	
A. – Commissions permanentes .....	18*
B. – Commission d'enquête .....	19*
C. – Commission chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat .....	19*
D. – Commissions mixtes paritaires .....	19*
VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES) .....	24*
VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES .....	25*
VIII. – MISSIONS D'INFORMATION .....	26*
IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE - COUR DE JUSTICE DE LA RÉPU- BLIQUE .....	27*
X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'ÁPURER LES COMPTES .....	28*

XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE .....	28*
XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES .....	29*
XIII. – MINISTÈRES	
A. – Gouvernement Pierre Bérégovoy .....	34*
B. – Gouvernement Edouard Balladur .....	35*
XIV. – TEXTES	
A. – Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1993 .....	36*
B. – Déposés en 1993, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat ...	39*
XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL .....	43*
XVI. – PÉTITIONS .....	44*
XVII. – TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL .....	46*
XVIII. – EXPLICATION DES SIGLES .....	47*

## DEUXIÈME PARTIE : TABLE THÉMATIQUE

## ABRÉVIATIONS

### Groupes politiques :

C .....	Groupe communiste.
RDE .....	Groupe du Rassemblement démocratique et européen.
RPR .....	Groupe du Rassemblement pour la République.
S .....	Groupe socialiste.
UC .....	Groupe de l'Union centriste.
RI .....	Groupe des Républicains et Indépendants (UREI, jusqu'au 28 avril 1993).
NI .....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A .....	Apparenté à un groupe politique.
-R .....	Rattaché administrativement à un groupe politique.

### Divers :

AFCL .....	Commission des affaires culturelles.
ECON .....	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD .....	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI .....	Commission des affaires sociales.
FINC .....	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS .....	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**NOTA :** Pour l'usage des Tables et de la présente brochure, il faut préciser que :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « *JO Débats* » renvoient à celles du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat ;
- enfin, les dates précédées de la mention « *JO Lois et Décrets* » renvoient à ce *Journal officiel*.

# I. - COMPOSITION DU SÉNAT

## A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1993

### A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDE - ETRD.  
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.  
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - RI - ETRD.  
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.  
Guy ALLOUCHE, Nord - S - LOIS.  
Louis ALTHAPÉ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - SOCI.  
Maurice ARRECKX, Var - RI - AFCL.  
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - FINC.  
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.  
François AUTAIN, Loire-Atlantique - S - AFCL.  
Germain AUTHIÉ, Ariège - S - LOIS.

### B

Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL.  
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - RI - SOCI.  
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.  
Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.  
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - RI - FINC.  
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.  
Jacques BAUDOT, Meurthe-et-Moselle - UC - ECON.  
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.  
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.  
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.  
Jacques BELLANGER, Yvelines - S - ECON.  
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.  
Monique Ben GUIGA, Français établis hors de France - S - ETRD.  
Jacques BÉRARD, Vaucluse - RPR - LOIS.  
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDE - ECON.  
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - S - FINC.  
Jean BERNADAU, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.  
Jean BERNARD, Marne - RPR - AFCL.  
Roland BERNARD, Rhône - S - ETRD.  
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.  
Roger BESSE, Cantal - RPR - ECON.  
Jean BESSON, Drôme - S - ECON.  
André BETTENCOURT, Seine-Maritime - RI - ETRD.  
Jacques BIALSKI, Nord - S - SOCI.  
Pierre BIARNÈS, Français établis hors de France - S - AFCL.  
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.  
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDE - SOCI.  
François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - LOIS.  
Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.  
Paul BLANC, Pyrénées-Orientales - RPR - SOCI.  
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.  
André BOHL, Moselle - UC - LOIS.  
Christian BONNET, Morbihan - RI - LOIS.  
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - S - ECON.  
James BORDAS, Indre-et-Loire - RI - AFCL.  
Didier BOROTRA, Pyrénées-Atlantiques - UC - LOIS.  
Joël BOURDIN, Eure - RI - AFCL.  
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.  
Philippe de BOURGOING, Calvados - RI - LOIS.  
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.  
André BOYER, Lot - RDE - ETRD.  
Eric BOYER, La Réunion - RPR-A - SOCI.  
Jean BOYER, Isère - RI - ECON.  
Louis BOYER, Loiret - RI - SOCI.  
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.  
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - ETRD.

Louis BRIVES, Tarn - RDE - SOCI.

### C

Camille CABANA, Paris - RPR - FINC.  
Guy CABANEL, Isère - RDE-R - LOIS.  
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.  
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.  
Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - AFCL.  
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.  
Jacques CARAT, Val-de-Marne - S - AFCL.  
Paul CARON, Seine-Maritime - UC - ETRD.  
Jean-Louis CARRERE, Landes - S - AFCL.  
Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - RDE - FINC.  
Robert CASTAING, Gers - S - AFCL.  
Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.  
Joseph CAUPERT, Lozère - RI - ECON.  
Francis CAVALIER-BÉNÉZET, Gard - S - SOCI.  
Raymond CAYREL, Aveyron - RI - ECON.  
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.  
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR-A - ECON.  
Jean CHAMANT, Yonne - RPR - LOIS.  
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - RI - ETRD.  
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - S - FINC.  
Marcel CHARMANT, Nièvre - S - LOIS.  
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.  
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.  
William CHERVY, Creuse - S - ECON.  
Roger CHINAUD, Paris - RI - AFCL.  
Jean CLOUET, Val-de-Marne - RI - FINC.  
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.  
Henri COLLARD, Eure - RDE - FINC.  
François COLLET, Paris - RPR - LOIS.  
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDE - ETRD.  
Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.  
Claude CORNAC, Haute-Garonne - S - ETRD.  
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - RI - ETRD.  
Raymond COURRIÈRE, Aude - S - LOIS.  
Roland COURTEAU, Aude - S - ECON.  
Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.  
Pierre CROZE, Français établis hors de France - RI - FINC.  
Michel CRUCIS, Vendée - RI - ETRD.  
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

### D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - RDE - LOIS.  
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.  
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.  
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.  
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - RI - ECON.  
Jean-Paul DELEVOYE, Pas-de-Calais - RPR - SOCI.  
Gérard DELFAU, Hérault - S - AFCL.  
François DELGA, Tarn - NI - SOCI.  
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.  
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - S - ECON.  
Michelle DEMESSINE, Nord - C - SOCI.  
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.  
Rodolphe DÉsirÉ, Martinique - S-A - ECON.  
Marie-Madeleine DIEULANGARD, Loire-Atlantique - S - SOCI.

André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.  
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - ECON.  
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - S - LOIS.  
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.  
Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.  
Jean DUMONT, Deux-Sèvres - RI - SOCI.  
Ambroise DUPONT, Calvados - RI - AFCL.  
Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI  
- ETRD.  
Josette DURRIEU, Hautes-Pyrénées - S - ECON.  
Bernard DUSSAUT, Gironde - S - ECON.  
Joëlle DUSSEAU, Gironde - NI - SOCI.

## E

André ÉGU, Ile-et-Vilaine - UC - AFCL.  
Jean-Paul ÉMIN, Ain - RI - ECON.  
Claude ESTIER, Paris - S - ETRD.

## F

Léon FATOUS, Pas-de-Calais - S - SOCI.  
Pierre FAUCHON, Loir-et-Cher - UC - LOIS.  
Jean FAURE, Isère - UC - ECON.  
Roger FOSSÉ, Seine-Maritime - RPR-A - ETRD.  
André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - ECON.  
Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.  
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - RI - SOCI.  
Alfred FOY, Nord - NI - SOCI.  
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.  
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.  
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - SOCI.  
Claude FUZIER, Seine-Saint-Denis - S - AFCL.

## G

Aubert GARCIA, Gers - S - ECON.  
Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.  
Gérard GAUD, Drôme - S - ETRD.  
Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - RI - ETRD.  
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.  
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.  
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.  
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.  
François GIACOBBI, Haute-Corse - RDE - LOIS.  
Charles GINESY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.  
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - RI - LOIS.  
Paul GIROD, Aisne - RDE - FINC.  
Henri GÛETSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.  
Jacques GOLLIET, Haute-Savoie - UC - ETRD.  
Daniel GOULET, Orne - RPR - AFCL.  
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.  
Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.  
Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.  
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.  
Yves GUÉNA, Dordogne - RPR - ETRD.  
Bernard GUYOMARD, Paris - UC - ETRD.

## H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - ETRD.  
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - LOIS.  
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.  
Jean-Paul HAMMANN, Bas-Rhin - RPR - SOCI.  
Anne HEINIS, Manche - RI - ECON.  
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.  
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.

Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.  
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.  
Jean-Paul HUGOT, Maine-et-Loire - RPR - AFCL.  
Roland HUGUET, Pas-de-Calais - S - SOCI.  
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.  
Roger HUSSON, Moselle - RPR - ECON.

## J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ETRD.  
Pierre JEAMBRUN, Jura - RDE - AFCL.  
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - RI - LOIS.  
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.  
Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

## L

Philippe LABEYRIE, Landes - S - SOCI.  
Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.  
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDE - AFCL.  
Pierre LAGOURGUE, La Réunion - UC - LOIS.  
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.  
Alain LAMBERT, Orne - UC-R - FINC.  
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR-A - LOIS.  
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - RI - LOIS.  
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.  
Tony LARUE, Seine-Maritime - S - FINC.  
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - S - ECON.  
Bernard LAURENT, Aube - UC - LOIS.  
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.  
Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - ETRD.  
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.  
Dominique LECLERC, Indre-et-Loire - RPR - AFCL.  
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.  
Jacques LEGENDRE, Nord - RPR - AFCL.  
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.  
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.  
Max LEJEUNE, Somme - RDE - ETRD.  
Guy LEMAIRE, Loire-Atlantique - RPR - AFCL.  
Charles-Edmond LENGLET, Somme - RDE - ECON.  
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.  
François LESEIN, Aisne - RDE - AFCL.  
Félix LEYZOUR, Côtes d'Armor - C - ECON.  
Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.  
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.  
Paul LORIDANT, Essonne - S-R - FINC.  
Simon LOUECKHOTE, Nouvelle-Calédonie - RPR - SOCI.  
François LOUISY, Guadeloupe - S - SOCI.  
Pierre LOUVOT, Haute-Saône - RI - SOCI.  
Roland du LUART, Sarthe - RI - FINC.  
Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.  
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - RI - AFCL.

## M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.  
Jean MADELAIN, Ile-et-Vilaine - UC - SOCI.  
Philippe MADRELLE, Gironde - S - ETRD.  
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.  
André MAMAN, Français établis hors de France - NI - AFCL.  
Michel MANET, Dordogne - S - FINC.  
Max MAREST, Essonne - RPR - SOCI.  
Philippe MARINI, Oise - RPR - FINC.  
René MARQUÈS, Pyrénées-Orientales - UC - ECON.  
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - S - FINC.  
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.  
François MATHIEU, Loire - UC - ECON.  
Serge MATHIEU, Rhône - RI - ECON.

Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.  
Pierre MAUROUY, Nord - S - ETRD.  
Jean-Luc MÉLENCHON, Essonne - S - ETRD.  
Jacques de MENO, Finistère - RPR - ECON.  
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.  
Charles METZINGER, Moselle - S - SOCI.  
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.  
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.  
Gérard MIQUEL, Lot - S - ECON.  
Michel MIROUDOT, Haute-Saône - RI - AFCL.  
Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.  
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.  
René MONORY, Vienne - UC.  
Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.  
Michel MOREIGNE, Creuse - S - FINC.  
Jacques MOSSION, Somme - UC - FINC.  
Georges MOULY, Corrèze - RDE - SOCI.

## N

Philippe NACHBAR, Meurthe-et-Moselle - RI - AFCL.  
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - SOCI.

## O

Charles ORNANO, Corse-du-Sud - NI - LOIS.  
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.  
Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - ECON.  
Georges OTHILY, Guyane - RDE - LOIS.  
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

## P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - C - LOIS.  
Sosefo Makapé PAPILIO, Iles Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.  
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - UC-R - FINC.  
Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - S-R - ECON.  
Guy PENNE, Français établis hors de France - S - ETRD.  
Jean PÉPIN, Ain - RI - ECON.  
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - S - ECON.  
Louis PERREIN, Val-d'Oise - S - FINC.  
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - S - ECON.  
Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - S - SOCI.  
Robert PIAT, Seine-et-Marne - UC - AFCL.  
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.  
Alain POHER, Val-de-Marne - UC - ETRD.  
Guy POIRIEUX, Loire - RI - AFCL.  
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.  
Michel PONIATOWSKI, Val-d'Oise - RI - ETRD.  
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.  
André POURNY, Saône-et-Loire - RI-R - ECON.  
Claude PRADILLE, Gard - S - LOIS.

## Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - S - AFCL.

## R

Henri de RAINCOURT, Yonne - RI - ECON.  
Paul RAOULT, Nord - S - ECON.  
Jean-Marie RAUSCH, Moselle - RDE-R - ECON.  
René RÉGNAULT, Côtes-d'Armor - S - FINC.  
Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.

Henri REVOL, Côte-d'Or - RI - ECON.  
Philippe RICHERT, Bas-Rhin - UC - AFCL.  
Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - ECON.  
Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.  
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.  
Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône - S-R - ECON.  
Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.  
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - RDE - ECON.  
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.  
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - S - SOCI.  
André ROUVIÈRE, Gard - S - ETRD.  
Michel RUFIN, Meuse - RPR - LOIS.

## S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - S - AFCL.  
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC - AFCL.  
Jean-Pierre SCHOSTECK, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.  
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.  
Bernard SEILLIER, Aveyron - RI - SOCI.  
Françoise SELIGMANN, Hauts-de-Seine - S - LOIS.  
Michel SERGENT, Pas-de-Calais - S - FINC.  
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - S - SOCI.  
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - S - AFCL.  
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.  
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.  
Jacques SOURDILLE, Ardennes - RPR - FINC.  
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

## T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - RI - SOCI.  
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - S - ECON.  
Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.  
Jean-Pierre TIZON, Manche - RI - LOIS.  
Henri TORRE, Ardèche - RI - FINC.  
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - FINC.  
Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - ETRD.  
François TRUCY, Var - RI - FINC.  
Alex TÜRK, Nord - NI - LOIS.

## U

Maurice ULRICH, Paris - RPR - LOIS.

## V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - FINC.  
André VALLET, Bouches-du-Rhône, RDE - LOIS.  
Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.  
Alain VASSELLE, Oise - RPR - SOCI.  
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.  
André VÉZINHET, Hérault - S - AFCL.  
Marcel VIDAL, Hérault - S - AFCL.  
Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - S-R - ETRD.  
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.  
Serge VINÇON, Cher - RPR - ETRD.  
Robert VIZET, Essonne - C - FINC.  
Albert VOILQUIN, Vosges - RI - ETRD.



## B. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1993

### a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 – **AIN** (2 Sénateurs).  
Jean-Paul Emin.  
Jean Pépin.
- 2 – **AISNE** (3 Sénateurs).  
Jacques Braconnier.  
Paul Girod.  
François Lesein.
- 3 – **ALLIER** (2 Sénateurs).  
Bernard Barraux.  
Jean Cluzel.
- 4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).  
Fernand Tardy.
- 5 – **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).  
Marcel Lesbros.
- 6 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).  
Honoré Baillet.  
José Balarello.  
Charles Ginesy.  
Pierre Laffitte.
- 7 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).  
Bernard Hugo.  
Henri Torre.
- 8 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).  
Maurice Blin.  
Jacques Sourdille.
- 9 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).  
Germain Authié.
- 10 – **AUBE** (2 Sénateurs).  
Philippe Adnot.  
Bernard Laurent.
- 11 – **AUDE** (2 Sénateurs).  
Raymond Courrière.  
Roland Courteau.
- 12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).  
Raymond Cayrel.  
Bernard Seillier.
- 90 – **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).  
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).  
Jean-Pierre Camoin.  
Jean-Claude Gaudin.  
Louis Minetti.  
Louis Philibert.  
Jacques Rocca Serra.  
André Vallet.  
Robert-Paul Vigouroux.
- 14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).  
Philippe de Bourgoing.  
Ambroise Dupont.  
Jean-Marie Girault.
- 15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).  
Roger Besse.  
Roger Rigaudière.
- 16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).  
Michel Alloncle.  
Pierre Lacour.
- 17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).  
Claude Belot.  
François Blaizot.  
Michel Doublet.
- 18 – **CHER** (2 Sénateurs).  
Jacques Genton.
- Serge Vinçon.
- 19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).  
Henri Belcour.  
Georges Mouly.
- 20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).  
Charles Ornano.
- 20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).  
François Giacobbi.
- 21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).  
Bernard Barbier.  
Maurice Lombard.  
Henri Revol.
- 22 – **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).  
Félix Leyzour.  
René Régnauld.  
Claude Saunier.
- 23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).  
William Chervy.  
Michel Moreigne.
- 24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).  
Yves Guéna.  
Michel Manet.
- 25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).  
Georges Gruillot.  
Jean Pourchet.  
Louis Souvet.
- 26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).  
Jean Besson.  
Gérard Gaud.
- 91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).  
Paul Loridant.  
Max Marest.  
Jean-Luc Mélenchon.  
Jean-Jacques Robert.  
Robert Vizet.
- 27 – **EURE** (3 Sénateurs).  
Joël Bourdin.  
Henri Collard.  
Alain Pluchet.
- 28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).  
Jean Grandon.  
Martial Taugourdeau.
- 29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).  
Alphonse Arzel.  
Alain Gérard.  
Edouard Le Jeune.  
Jacques de Menou.
- 30 – **GARD** (3 Sénateurs).  
Francis Cavalier-Bénézet.  
Claude Pradille.  
André Rouvière.
- 31 – **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).  
Maryse Bergé-Lavigne.  
Claude Cornac.  
Jean Peyrafitte.  
Gérard Roujas.
- 32 – **GERS** (2 Sénateurs).  
Robert Castaing.  
Aubert Garcia.
- 33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).  
Gérard César.  
Bernard Dussaut.  
Joëlle Dusseau.  
Philippe Madrelle.

- Jacques Valade.
- 92 – **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).  
André Fosset.  
Jean-Pierre Fourcade.  
Jacqueline Fraysse-Cazalis.  
Paul Graziani.  
Michel Maurice-Bokanowski.  
Jean-Pierre Schosteck.  
Françoise Seligmann.
- 34 – **HÉRAULT** (3 Sénateurs).  
Gérard Delfau.  
André Vézinhet.  
Marcel Vidal.
- 35 – **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).  
Yvon Bourges.  
Marcel Daunay.  
André Égu.  
Jean Madelain.
- 36 – **INDRE** (2 Sénateurs).  
Daniel Bernardet.  
François Gerbaud.
- 37 – **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).  
James Bordas.  
Jean Delaneau.  
Dominique Leclerc.
- 38 – **ISÈRE** (4 Sénateurs).  
Jean Boyer.  
Guy Cabanel.  
Charles Descours.  
Jean Faure.
- 39 – **JURA** (2 Sénateurs).  
Pierre Jeambrun.  
André Jourdain.
- 40 – **LANDES** (2 Sénateurs).  
Jean-Louis Carrère.  
Philippe Labeyrie.
- 41 – **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).  
Jacques Bimbenet.  
Pierre Fauchon.
- 42 – **LOIRE** (4 Sénateurs).  
François Mathieu.  
Louis Mercier.  
Lucien Neuwirth.  
Guy Poirieux.
- 43 – **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).  
Jean-Paul Chambriard.  
Adrien Gouteyron.
- 44 – **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).  
François Autain.  
Charles-Henri de Cossé-Brissac.  
Luc Dejoie.  
Marie-Madeleine Dieulangard.  
Guy Lemaire.
- 45 – **LOIRET** (3 Sénateurs).  
Louis Boyer.  
Kléber Malécot.  
Paul Masson.
- 46 – **LOT** (2 Sénateurs).  
André Boyer.  
Gérard Miquel.
- 47 – **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).  
Jean François-Poncet.  
Raymond Soucaret.
- 48 – **LOZÈRE** (1 Sénateur).  
Joseph Caupert.
- 49 – **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).  
Jean Huchon.
- Jean-Paul Hugot  
Charles Jolibois.
- 50 – **MANCHE** (3 Sénateurs).  
Anne Heinis.  
Jean-François Le Grand.  
Jean-Pierre Tizon.
- 51 – **MARNE** (3 Sénateurs).  
Jean Bernard.  
Jacques Machet.  
Albert Vecten.
- 52 – **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).  
Georges Berchet.  
Jacques Delong.
- 53 – **MAYENNE** (2 Sénateurs).  
Jean Arthuis.  
René Ballayer.
- 54 – **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).  
Jacques Baudot.  
Jean Bernadaux.  
Claude Huriet.  
Philippe Nachbar.
- 55 – **MEUSE** (2 Sénateurs).  
Rémi Herment.  
Michel Rufin.
- 56 – **MORBIHAN** (3 Sénateurs).  
Christian Bonnet.  
Henri Le Breton.  
Josselin de Rohan.
- 57 – **MOSELLE** (5 Sénateurs).  
André Bohl.  
Roger Husson.  
Jean-Pierre Masseret.  
Charles Metzinger.  
Jean-Marie Rausch.
- 58 – **NIÈVRE** (2 Sénateurs).  
Marcel Charmant.  
René-Pierre Signé.
- 59 – **NORD** (11 Sénateurs).  
Guy Allouche.  
Jacques Bialski.  
Michelle Demessine.  
André Diligent.  
Alfred Foy.  
Jacques Legendre.  
Pierre Mauroy.  
Paul Raoult.  
Ivan Renar.  
Maurice Schumann.  
Alex Türk.
- 60 – **OISE** (3 Sénateurs).  
Philippe Marini.  
Michel Souplet.  
Alain Vasselle.
- 61 – **ORNE** (2 Sénateurs).  
Daniel Goulet.  
Alain Lambert.
- 75 – **PARIS** (12 Sénateurs).  
Camille Cabana.  
Michel Caldaguès.  
Jean Chérioux.  
Roger Chinaud.  
François Collet.  
Maurice Couve de Murville.  
Claude Estier.  
Philippe de Gaulle.  
Bernard Guyomard.  
Christian de La Malène.  
Pierre-Christian Taittinger.  
Maurice Ulrich.
- 62 – **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).  
Jean-Luc Bécart.

- Désiré Debavelaere.  
Jean-Paul Delevoye.  
Léon Fatous.  
Roland Huguet.  
Daniel Percheron.  
Michel Sergent.
- 63 – **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).  
Marcel Bony.  
Michel Charasse.  
Roger Quilliot.
- 64 – **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).  
Louis Althapé.  
Didier Borotra.  
Auguste Cazalet.
- 65 – **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).  
François Abadie.  
Josette Durrieu.
- 66 – **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).  
Paul Blanc.  
René Marquès.
- 67 – **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).  
Jean-Paul Hammann.  
Louis Jung.  
Joseph Ostermann.  
Philippe Richert.
- 68 – **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).  
Henri Gœtschy.  
Hubert Haenel.  
Pierre Schiélé.
- 69 – **RHÔNE** (7 Sénateurs).  
Roland Bernard.  
Francisque Collomb.  
Emmanuel Hamel.  
Serge Mathieu.  
Franck Sérusclat.  
René Trégouët.  
Pierre Vallon.
- 70 – **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).  
Pierre Louvot.  
Michel Miroudot.
- 71 – **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).  
André Jarrot.  
Marcel Lucotte.  
André Pourny.
- 72 – **SARTHE** (3 Sénateurs).  
Michel d'Aillières.  
Jacques Chaumont.  
Roland du Luart.
- 73 – **SAVOIE** (2 Sénateurs).  
Jean-Pierre Blanc.  
Pierre Dumas.
- 74 – **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).  
Raymond Bouvier.  
Jacques Golliet.  
Bernard Pellarin.
- 76 – **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).  
André Bettencourt.  
Paul Caron.  
Roger Fossé.  
Tony Larue.  
Robert Pagès.  
N\*
- 77 – **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).  
Étienne Dailly.  
Philippe François.  
Jacques Larché.
- Robert Piat.
- 93 – **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).  
Danielle Bidard-Reydet.  
Robert Calmejane.  
Ernest Cartigny.  
Paulette Fost.  
Claude Fuzier.  
Jean Garcia.
- 79 – **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).  
Jean Dumont.  
Georges Treille.
- 80 – **SOMME** (3 Sénateurs).  
Max Lejeune.  
Charles-Edmond Lenglet.  
Jacques Mossion.
- 81 – **TARN** (2 Sénateurs).  
Louis Brives.  
François Delga.
- 82 – **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).  
Yvon Collin.  
Jean Roger.
- 94 – **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).  
Jacques Carat.  
Jean Clouet.  
Lucien Lanier.  
Charles Lederman.  
Hélène Luc.  
Alain Poher.
- 95 – **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).  
Marie-Claude Beauveau.  
Hélène Missoffe.  
Louis Perrein.  
Michel Poniatowski.
- 83 – **VAR** (3 Sénateurs).  
Maurice Arreckx.  
René-Georges Laurin.  
François Trucy.
- 84 – **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).  
Jacques Bérard.  
Alain Dufaut.
- 85 – **VENDÉE** (3 Sénateurs).  
Michel Crucis.  
Louis Moinard.  
Jacques Oudin.
- 86 – **VIENNE** (2 Sénateurs).  
René Monory.  
Guy Robert.
- 87 – **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).  
Jean-Pierre Demerliat.  
Robert Laucournet.
- 88 – **VOSGES** (2 Sénateurs).  
Christian Poncelet.  
Albert Voilquin.
- 89 – **YONNE** (2 Sénateurs).  
Jean Chamant.  
Henri de Raincourt.
- 78 – **YVELINES** (5 Sénateurs).  
Jacques Bellanger.  
Louis de Catuelan.  
Gérard Larcher.  
Marc Lauriol.  
Nelly Rodi.
- b. **DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**GUADELOUPE** (2 Sénateurs).  
Henri Bangou.

(\*) Il sera procédé à une élection partielle, organisée dans un délai de trois mois dans le département de Seine-Maritime, afin de pourvoir au siège devenu vacant par suite du décès, le 7 novembre 1993, de M. André Martin.

François Louisy.

**GUYANE** (1 Sénateur).  
Georges Othily.

**MARTINIQUE** (2 Sénateurs).  
Rodolphe Désiré.  
Roger Lise.

**LA RÉUNION** (3 Sénateurs).  
Eric Boyer.  
Pierre Lagourgue.

Paul Moreau.

**c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

**NOUVELLE CALÉDONIE** (1 Sénateur).  
Simon Loueckhote.

**POLYNÉSIE FRANÇAISE** (1 Sénateur).  
Daniel Millaud.

**ILES WALLIS-ET-FUTUNA** (1 Sénateur).  
Sosefo Makapé Papilio.

**d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**MAYOTTE** (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).  
Marcel Henry.

**SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON** (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).  
Albert Pen.

**e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE**

(12 Sénateurs).  
Monique Ben Guiga.  
Pierre Biarnès.  
Paulette Brisepierre.  
Jean-Pierre Cantegrit.  
Pierre Croze.  
Charles de Cuttoli.  
Hubert Durand-Chastel.  
Jacques Habert.  
André Maman.  
Paul d'Ornano.  
Guy Penne.  
Xavier de Villepin.

## C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

### Conformément à l'ordre des séries des départements métropolitains et des territoires d'outre-mer

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la loi organique du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959.)

#### SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1998

Ain à Indre (\*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (\*\*) (4 Sénateurs : M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, MM. Pierre Croze, Jacques Habert).

#### SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 2001

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (\*\*\*).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (\*\*\*\*).

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : Mme Monique Ben Guiga, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, André Maman).

#### SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 1995

Bas-Rhin à Yonne.

Essonne à Yvelines (\*\*\*\*\*).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

\*  
\* \*

Au 31 décembre 1993, 320 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (\*\*\*\*).

(\*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(\*\*) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(\*\*\*) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(\*\*\*\*) Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1<sup>er</sup> juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.  
Un siège vacant (Seine-Maritime) à la suite du décès de M. André Martin.

(\*\*\*\*\*). Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

## D. – Sénateurs décédés

Mme Nicole de Hauteclocque, sénateur de Paris de 1986 à 1993, le 18 janvier 1993 (*JO Lois et décrets* du 19 janvier 1993).

M. Jean Lecanuet, sénateur de Seine-Maritime de 1959 à 1973 et 1977 à 1993, le 22 février 1993 (*JO Lois et décrets* du 23 février 1993).

M. Geoffroy de Montalembert, sénateur de Seine-Maritime de 1946 à 1993, le 2 mars 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mars 1993).

M. Marc Bœuf, sénateur de la Gironde de 1980 à 1993, le 27 août 1993 (*JO Lois et décrets* du 29 août 1993).

M. Jean Simonin, sénateur de l'Essonne de 1986 à 1993, le 6 novembre 1993 (*JO Lois et décrets* du 7 novembre 1993).

M. André Martin, sénateur de Seine-Maritime en 1993, le 7 novembre 1993 (*JO Lois et décrets* du 9 novembre 1993).

## E. – Remplacement de sénateurs

### • Remplacement de sénateurs décédés

M. Roger Fossé remplace *M. Jean Lecanuet* (Seine-Maritime) le 23 février 1993 (*JO Lois et décrets* du 23 février 1993).

M. André Martin remplace *M. Geoffroy de Montalembert* (Seine-Maritime) le 4 mars 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mars 1993).

M. Maurice Ulrich\* remplace *Mme Nicole de Hauteclocque* (Paris) le 18 avril 1993 (*JO Lois et décrets* du 20 avril 1993).

Mme Joëlle Dussau remplace *M. Marc Bœuf* (Gironde) le 28 août 1993 (*JO Lois et décrets* du 31 août 1993).

M. Max Marest remplace *M. Jean Simonin* (Essonne) le 7 novembre 1993 (*JO Lois et décrets* du 9 novembre 1993).

### • Remplacement de sénateurs nommés membres du Gouvernement

M. Jean-Pierre Schosteck remplace *M. Charles Pasqua* (Hauts-de-Seine) le 1<sup>er</sup> mai 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993).

M. Raymond Cayrel remplace *M. Jean Puech* (Aveyron) le 1<sup>er</sup> mai 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993).

M. Jean-Paul Hammann remplace *M. Daniel Hoeffel* (Bas-Rhin) le 1<sup>er</sup> mai 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993).

M. François Collet\* remplace *M. Roger Romani* (Paris) le 20 juin 1993 (*JO Lois et décrets* du 22 juin 1993).

\* Voir F. – Elections partielles.

## F. – Elections partielles

M. Maurice Ulrich, proclamé élu sénateur de Paris, à la suite des opérations électorales du 18 avril 1993, en remplacement de *Mme Nicole de Hauteclocque*, décédée (*JO Lois et décrets* du 20 avril 1993).

M. François Collet, proclamé élu sénateur de Paris, à la suite des opérations électorales du 20 juin 1993, en remplacement de *M. Roger Romani*, nommé ministre le 30 mars 1993 (*JO Lois et décrets* du 22 juin 1993).

## G. – Sénateurs en mission

Mission de M. Jean-François Le Grand, sénateur, auprès du Ministre de l'environnement (*JO Lois et décrets* du 9 juillet 1993).

Mission de M. François Trucy, sénateur, auprès du Ministre d'Etat, ministre de la défense (*JO Lois et décrets* du 5 août 1993).

Mission de M. Hubert Haenel, sénateur, auprès du Ministre d'Etat, ministre de la défense (*JO Lois et décrets* du 9 octobre 1993).

## H. – Sénateurs membres du Gouvernement

M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), nommé ministre d'Etat,

ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ; démissionne de son mandat sénatorial le 30 avril 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993).

M. Jean Puech (Aveyron), nommé ministre de l'agriculture et de la pêche ; démissionne de son mandat sénatorial le 30 avril 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993).

M. Roger Romani (Paris), nommé ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés ; démissionne de son mandat sénatorial le 30 avril 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993).

M. Daniel Hoeffel (Bas-Rhin), nommé ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales ; démissionne de son mandat sénatorial le 30 avril 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993).

## I. – Cessation de mandat de sénateurs

De M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), nommé ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire le 30 mars 1993 ;

de M. Jean Puech (Aveyron), nommé ministre de l'agriculture et de la pêche le 30 mars 1993 ;

de M. Roger Romani (Paris), nommé ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés le 30 mars 1993 ;

de M. Daniel Hoeffel (Bas-Rhin), nommé ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales le 30 mars 1993 ;

Cessation de leur mandat sénatorial le 30 avril 1993 à minuit (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993).

## J. – Anciens sénateurs décédés

*M. Jean Filippi*, sénateur de Corse de 1955 à 1980, le 15 janvier 1993 (2 avril 1993) (p. 3).

*M. Paul Porteu de la Morandière*, sénateur d'Ille-et-Vilaine en 1971, le 21 janvier 1993 (2 avril 1993) (p. 3).

*M. Fernand Esseul*, sénateur de Maine-et-Loire de 1965 à 1974, le 10 mars 1993 (2 avril 1993) (p. 3).

*M. Modeste Zussy*, sénateur du Haut-Rhin de 1948 à 1968, le 18 avril 1993 (27 avril 1993) (p. 104).

*M. Armand Ohlen*, sénateur de Nouvelle-Calédonie de 1955 à 1959, le 12 mai 1993 (18 mai 1993) (p. 313).

*M. Alsid Cheikh*, sénateur de Saoura de 1959 à 1962, le 1<sup>er</sup> mai 1993 (25 mai 1993) (p. 385).

*M. André Méric*, sénateur de Haute-Garonne de 1948 à 1988, le 14 août 1993 (29 septembre 1993) (p. 2369).

*M. Robert Aubé*, sénateur de l'Oubangui-Chari de 1948 à 1958, le 1<sup>er</sup> septembre 1993 (29 septembre 1993) (p. 2639).

*M. Marc Bardon-Damarzid*, sénateur de la Dordogne de 1946 à 1955, le 17 octobre 1993 (27 octobre 1993) (p. 3517).

*M. Jacques Debu-Bridel*, sénateur de la Seine de 1948 à 1958, le 20 octobre 1993 (26 octobre 1993) (p. 3410).

*M. Léo Hamon*, sénateur de la Seine de 1946 à 1958, le 27 octobre 1993 (28 octobre 1993) (p. 3631).

*M. Jacques Descours-Desacres*, sénateur du Calvados de 1955 à 1989, le 31 octobre 1993 (2 novembre 1993) (p. 3656).

*M. Bernard Parmantier*, sénateur de Paris de 1977 à 1986, le 22 novembre 1993 (25 novembre 1993) (p. 4734).

## II. – BUREAU DU SÉNAT

*Composition au 1<sup>er</sup> janvier 1993* : voir Table thématique 1992 « Informations parlementaires annuelles ».

*Modification intervenue au cours de l'année 1993* :  
– le 6 octobre 1993, nomination de Mme Maryse Bergé-Lavigne,

secrétaire du Sénat, en remplacement de M. André Vallet, démissionnaire (*J.O. Lois et décrets* du 7 octobre 1993).

*Président* : M. René Monory.

*Vice-présidents* : MM. Jean Chamant, Jean Faure, Michel Dreyfus-Schmidt, Roger Chinaud, Etienne Dailly, Yves Guéna.

*Questeurs* : MM. Jacques Bialski, Lucien Neuwirth, Serge Mathieu.

*Secrétaires* : MM. Philippe Adnot, François Autain, Mme Maryse Bergé-Lavigne, Emmanuel Hamel, Roger Husson, Gérard Larcher, François Lesein, Daniel Millaud, Jacques Mossion, Henri de Raincourt, André Rouvière, Robert Vizet.

### III. – SESSIONS

Seconde session ordinaire de 1992-1993 : ouverture (2 avril 1993) (p. 3) ; clôture (30 juin 1993) (p. 1942).

Deuxième session extraordinaire de 1992-1993 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1993 (*JO Lois et décrets* du 1<sup>er</sup> juillet 1993) (p. 9329) ; ouverture (1<sup>er</sup> juillet 1993) (p. 1946) ; clôture (13 juillet 1993) (p. 2628) (*JO Lois et décrets* du 14 juillet 1993) (p. 9944).

Congrès du Parlement : convocation du Parlement en Congrès le 19 juillet 1993 (*JO Lois et décrets* du 14 juillet 1993) (p. 9944) ; Constitution du Parlement en Congrès (19 juillet 1993) (p. 3) ; clôture de la session du Congrès (19 juillet 1993) (p. 19).

Troisième session extraordinaire de 1992-1993 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 28 septembre 1993 (*JO Lois et décrets* du 14 septembre 1993) (p. 12831) ; ouverture (29 septembre 1993) (p. 2639) ; ajournement (30 septembre 1993) (p. 2727) ; clôture (*JO Lois et décrets* du 2 octobre 1993) (p. 13695).

Première session ordinaire de 1993-1994 : ouverture (2 octobre 1993) (p. 2733) ; clôture (20 décembre 1993) (p. 6764).

Congrès du Parlement : convocation du Parlement en Congrès le 19 novembre 1993 (*JO Lois et décrets* du 17 novembre 1993) (p. 15846) ; Constitution du Parlement en Congrès (19 novembre 1993) (p. 3) ; clôture de la session du Congrès (19 novembre 1993) (p. 14).

Première session extraordinaire de 1993-1994 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 21 décembre 1993 (*JO Lois et décrets* des 20 et 21 décembre 1993) (p. 17768) ; ouverture (21 décembre 1993) (p. 6775) ; ajournement (23 décembre 1993) (p. 6911) ; clôture (*JO Lois et décrets* du 24 décembre 1993) (p. 17968).

### IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

*Composition des différents groupes au 1<sup>er</sup> janvier 1993* : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles » 1992.

#### Groupe communiste (C)

*Composition au 31 décembre 1993* (14 membres) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Michelle Demessine, Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean Garcia, Charles Lederman, Félix Leyzour, Louis Minetti, Robert Pagès, Ivan Renar, Robert Vizet.

*Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement* (1 membre) : M. Henri Bangou.

*Présidente du groupe* : Mme Hélène Luc.

#### Groupe du Rassemblement démocratique et européen (RDE)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

– Le 8 mars 1993, M. André Martin adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 9 mars 1993) ;

– le 28 septembre 1993, M. André Vallet adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 29 septembre 1993) ;

– le 7 novembre 1993, décès de M. André Martin (*JO Lois et décrets* du 9 novembre 1993).

*Composition au 31 décembre 1993* (22 membres) :

MM. François Abadie, Georges Berchet, Jacques Bimbenet, André Boyer, Louis Brives, Henri Collard, Yvon Collin, Etienne Dailly, Jean François-Poncet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Pierre Laffitte, Max Lejeune, Charles-Edmond Lenglet, François Lesein, Georges Mouly, Georges Othily, Jean Roger, Raymond Soucaret, André Vallet.

*Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement* (2 membres) : MM. Guy Cabanel, Jean-Marie Rausch.

*Président du groupe* : M. Ernest Cartigny.

#### Groupe de l'Union centriste (UC)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

– Le 22 février 1993, décès de M. Jean Lecanuet (*JO Lois et décrets* du 23 février 1993) ;

– le 30 mars 1993, M. Daniel Hoeffel est nommé ministre (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993) ; cessation de son mandat sénatorial le 30 avril 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993) ;

– le 7 avril 1993, élection de M. Maurice Blin en tant que président du groupe en remplacement de M. Daniel Hoeffel, nommé ministre (*JO Lois et décrets* du 7 avril 1993).

*Composition au 31 décembre 1993* (57 membres) :

MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, René Ballayer, Bernard Baraux, Jacques Baudot, Jean Bernadaux, Daniel Bernardet, François Blaizot, Jean-Pierre Blanc, André Bohl, Didier Borotra, Raymond Bouvier, Paul Caron, Louis de Catuelan, Jean Cluzel, André Diligent, André Egu, Pierre Fauchon, Jean Faure, André Fosset, Jacques Genton, Henri Goetschy, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Marcel Henry, Rémi Herment, Jean Huchon, Claude Huriet, Louis Jung, Pierre Lacour, Pierre Lagourgue, Bernard Laurent, Henri Le Breton, Edouard Le Jeune, Marcel Lesbros, Roger Lise, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, René Marquès, François Mathieu, Louis Mercier, Daniel Millaud, Louis Moinard, René Monory, Jacques Mossion, Robert Piat, Alain Poher, Jean Pourchet, Philippe Richert, Guy Robert, Pierre Schiélé, Michel Souplet, Pierre Vallon, Albert Vecten, Xavier de Villepin.

*Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement* (7 membres) : MM. Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, Francisque Collomb, Marcel Daunay, Alain Lambert, Bernard Pellarin, Georges Treille.

*Président du groupe* : M. Maurice Blin.

**Groupe de l'Union des républicains et des indépendants (UREI)** puis **Groupe des Républicains et Indépendants (RI)** (*JO Lois et décrets* du 29 avril 1993)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

– Le 28 avril 1993, le groupe change sa dénomination en **Groupe des Républicains et indépendants** (*JO Lois et décrets* du 29 avril 1993) ;

– Le 30 mars 1993, M. Jean Puech est nommé membre du Gouvernement : cessation de son mandat sénatorial le 30 avril 1993 (*JO Lois et décrets* du 4 mai 1993) ;

– Le 11 mai 1993, M. Raymond Cayrel adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 12 mai 1993).

*Composition au 31 décembre 1993* (46 membres) :

MM. Michel d'Aillières, Maurice Arreckx, José Balarello, Bernard Barbier, André Bettencourt, Christian Bonnet, James Bordas, Joël Bourdin, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Joseph Caupert, Raymond Cayrel, Jean-Paul Chambriard, Roger Chinaud, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Michel Crucis, Jean Delaneau, Jean Dumont, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Claude Gaudin, Jean-Marie Girault, Mme Anne Heinis, MM. Charles Jolibois, Jacques Larché, Pierre Louvot, Roland du Luart, Serge Mathieu, Michel Miroudot, Philippe Nachbar, Jean Pépin, Guy Poirieux,

Michel Poniatowski, Henri de Raincourt, Henri Revol, Bernard Seillier, Pierre-Christian Taittinger, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, François Trucy, Albert Voilquin.

*Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement* (1 membre) : M. André Pourny

*Président du groupe* : M. Marcel Lucotte.

#### **Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)**

*Modifications intervenues en cours d'année* :

– Le 18 janvier 1993, décès de *Mme Nicole de Hauteclocque* (JO Lois et décrets du 19 janvier 1993) ;

– Le 2 mars 1993, décès de *M. Geoffroy de Montalembert* (JO Lois et décrets du 3 mars 1993) ;

– Le 30 mars 1993, M. Charles Pasqua est nommé ministre (JO Lois et décrets du 31 mars) ; cessation de son mandat sénatorial le 30 avril 1993 (JO Lois et décrets du 4 mai 1993) ;

– Le 30 mars 1993, M. Roger Romani est nommé ministre (JO Lois et décrets du 31 mars 1993) ; cessation de son mandat sénatorial le 30 avril 1993 (JO Lois et décrets du 4 mai 1993) ;

– Le 7 avril 1993, élection de M. Josselin de Rohan en tant que président du groupe, en remplacement de M. Charles Pasqua, nommé ministre (JO Lois et décrets du 7 avril 1993) ;

– Le 8 avril 1993, M. Roger Fossé adhère au groupe (JO Lois et décrets du 9 avril 1993) ;

– Le 21 avril 1993, M. Maurice Ulrich adhère au groupe (JO Lois et décrets du 22 avril 1993) ;

– Le 30 avril 1993, M. Jean-Pierre Schosteck adhère au groupe (JO Lois et décrets du 4 mai 1993) ;

– Le 4 mai 1993, M. Jean-Paul Hammann adhère au groupe (JO Lois et décrets du 5 mai 1993) ;

– Le 20 juin 1993, M. François Collet adhère au groupe (JO Lois et décrets du 22 juin 1993) ;

– Le 6 novembre 1993, décès de *M. Jean Simonin* (JO Lois et décrets du 7 novembre 1993) ;

– Le 9 novembre 1993, M. Max Marest se rattache administrativement au groupe (JO Lois et décrets du 10 novembre 1993) ;

– Le 24 novembre 1993, M. Max Marest cesse d'être rattaché administrativement et adhère au groupe (JO Lois et décrets du 25 novembre 1993).

*Composition au 31 décembre 1993* (86 membres) :

MM. Michel Alloncle, Louis Althapé, Honoré Baillet, Henri Belcour, Jacques Bérard, Jean Bernard, Roger Besse, Paul Blanc, Yvon Bourges, Jacques Braconnier, Mme Paulette Brisepierre, MM. Camille Cabana, Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Jean-Pierre Camoin, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Jean Chérioux, François Collet, Maurice Couve de Murville, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Jacques-Richard Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Alain Dufaut, Pierre Dumas, Roger Fossé, Philippe François, Philippe de Gaulle, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginesy, Daniel Goulet, Adrien Gouteyron, Paul Graziani, Georges Gruillot, Yves Guéna, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Jean-Paul Hammann, Bernard Hugo, Jean-Paul Hugot, Roger Husson, André Jarrot, André Jourdain, Christian de La Malène, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Jean-François Le Grand, Guy Lemaire, Maurice Lombard, Simon Loueckhote, Max Marest, Philippe Marini, Paul Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques de Menou, Mme Hélène Missoffe, MM. Paul Moreau, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Michel Rufin, Jean-Pierre Schosteck, Maurice Schumann, Jacques Sourdille, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Maurice Ulrich, Jacques Valade, Alain Vasselle, Serge Vinçon.

*Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement* (4 membres) : MM. Eric Boyer, Gérard César, Désiré Debavelaere, Lucien Lanier.

*Président du groupe* : M. Josselin de Rohan.

#### **Groupe socialiste (S)**

*Modifications intervenues en cours d'année* :

– Le 6 janvier 1993, M. Francis Cavalier-Bénézet adhère au groupe (JO Lois et décrets du 7 janvier 1993) ;

– le 6 avril 1993, MM. Michel Charasse et Paul Loridant cessent d'être membres pour se rattacher administrativement (JO Lois et décrets du 7 avril 1993) ;

– le 8 avril 1993, M. Roger Quilliot cesse d'être membre pour se rattacher administrativement (JO Lois et décrets du 9 avril 1993) ;

– le 25 juin 1993, M. Roger Quilliot cesse d'être rattaché administrativement pour adhérer au groupe (JO Lois et décrets du 26 juin 1993) ;

– le 27 août 1993, décès de *M. Marc Bœuf* (JO Lois et décrets du 29 août 1993) ;

– le 28 septembre 1993, M. André Vallet cesse d'être rattaché administrativement au groupe socialiste pour adhérer au groupe RDE (JO Lois et décrets du 29 septembre 1993) ;

– le 8 novembre 1993, M. Michel Charasse cesse d'être rattaché administrativement pour adhérer au groupe (JO Lois et décrets du 9 novembre 1993).

*Composition au 31 décembre 1993* (64 membres) :

MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Jacques Bellanger, Mmes Monique Ben Guiga, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roland Bernard, Jean Besson, Jacques Bialski, Pierre Biarnès, Marcel Bony, Jacques Carat, Jean-Louis Carrère, Robert Castaing, Francis Cavalier-Bénézet, Michel Charasse, Marcel Charmant, William Chervy, Claude Cornac, Raymond Courrière, Roland Courteau, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Léon Fatous, Claude Fuzier, Aubert Garcia, Gérard Gaud, Roland Huguet, Philippe Labeyrie, Tony Larue, Robert Laucournet, François Louisy, Philippe Madrelle, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Charles Metzinger, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Guy Penne, Daniel Percheron, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Louis Philibert, Claude Pradille, Roger Quilliot, Paul Raoult, René Régnauld, Gérard Roujas, André Rouvière, Claude Saunier, Mme Françoise Seligmann, MM. Michel Sergent, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, André Vézinhé, Marcel Vidal.

*Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement* (1 membre) : M. Rodolphe Désiré.

*Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement* (4 membres) : MM. Paul Loridant, Albert Pen, Jacques Rocca Serra, Robert-Paul Vigouroux.

*Président du groupe* : M. Claude Estier.

#### **Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)**

*Liste des membres non-inscrits en cours d'année* :

– M. Francis Cavalier-Bénézet, du 21 décembre 1992 au 6 janvier 1993 ;

– M. Roger Fossé, du 23 février 1993 au 8 avril 1993 ;

– M. André Martin, du 4 au 8 mars 1993 ;

– M. Maurice Ulrich, du 19 au 21 avril 1993 ;

– M. Raymond Cayrel, du 30 avril au 11 mai 1993 ;

– M. Jean-Paul Hammann, du 30 avril au 4 mai 1993 ;

– Mme Joëlle Dusseau, à partir du 31 août ;

– M. Max Marest, du 7 au 9 novembre 1993.

*Membres de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe au 31 décembre 1993* (10 membres) : MM. Philippe Adnot, François Delga, Hubert Durand-Chastel, Mme Joëlle Dusseau, MM. Albert Foy, Jean Grandon, André Maman, Charles Ornano, Alex Türk.

*Délégué* : M. Jacques Habert.



## V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

### A. – COMMISSIONS PERMANENTES

*Composition des différentes commissions au 1<sup>er</sup> janvier 1993 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles » 1992.*

#### 1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année :*

– Le 5 mai 1993, nomination de M. Jean-Pierre Schosteck, en remplacement de M. Charles Pasqua, nommé ministre (JO Lois et décrets du 6 mai 1993) ;

– le 7 juillet 1993, nomination de M. Pierre Biarnès, en remplacement de Mme Françoise Seligmann, démissionnaire (JO Lois et décrets du 8 juillet 1993).

*Composition au 31 décembre 1993 :* MM. Maurice Arreckx, François Autain, Honoré Bailet, Jean Bernadaux, Jean Bernard, Pierre Biarnès, Jean-Pierre Blanc, James Bordas, Joël Bourdin, Jean-Pierre Camoin, Jean-Louis Carrère, Robert Castaing, Roger Chinaud, Gérard Delfau, André Diligent, Ambroise Dupont, André Égu, Claude Fuzier, Alain Gérard, Daniel Goulet, Adrien Gouteyron, Jean-Paul Hugot, Pierre Jeambrun, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Guy Lemaire, François Lesein, Mme Hélène Luc, MM. Marcel Lucotte, Kléber Malécot, Philippe Nachbar, Sosefo Makapé Papilio, Robert Piat, Guy Poirieux, Roger Quilliot, Ivan Renar, Claude Saunier, Pierre Schiélé, Jean-Pierre Schosteck, René-Pierre Signé, Albert Vecten, André Vézinhet, Marcel Vidal.

*Bureau : Président :* M. Maurice Schumann ; *Vice-Présidents :* MM. Michel Miroudot, Jacques Carat, Pierre Vallon, Pierre Lafitte ; *Secrétaires :* Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Alain Dufaut, André Maman, Philippe Richert.

#### 2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année :*

– Le 8 avril 1993, nomination de M. Albert Pen en remplacement de M. Claude Pradille, démissionnaire (JO Lois et décrets du 9 avril 1993) ;

– le 12 mai 1993, nomination de M. Raymond Cayrel, en remplacement de M. Jean Puech, nommé ministre (JO Lois et décrets du 13 mai 1993) ;

– le 1<sup>er</sup> juin 1993, nomination de M. Jean Faure, en remplacement de M. François Blaizot, démissionnaire (JO Lois et décrets du 2 juin 1993).

*Composition au 31 décembre 1993 :* MM. Henri Bangou, Bernard Barraux, Jacques Baudot, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Roger Besse, Jean Besson, Marcel Bony, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Robert Calmejane, Louis de Catuelan, Joseph Caupert, Raymond Cayrel, Gérard César, Roland Courteau, Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Jean Delaneau, Jean-Pierre Demerliat, Rodolphe Désiré, Michel Doublet, Pierre Dumas, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Jean Faure, André Fosset, Aubert Garcia, Charles Ginesy, Jean Grandon, Georges Gruillot, Mme Anne Heinis, MM. Rémi Herment, Bernard Hugo, Roger Husson, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Jean-François Le Grand, Charles-Edmond Lenglet, Félix Leyzour, Maurice Lombard, René Marquès, François Mathieu, Serge Mathieu, Jacques de Menou, Louis Mercier, Gérard Miquel, Louis Moinard, Paul Moreau, Joseph Ostermann, Albert Pen, Jean Pépin, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, Jean Pourchet, André Pourny, Henri de Raincourt, Paul Raoult, Jean-Marie Rausch, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Jacques Rocca Serra, Jean Roger, Josselin de Rohan, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Fernand Tardy.

*Bureau : Président :* M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents :* MM. Philippe François, Henri Revol, Robert Laucournet, Jean Huchon ; *Secrétaires :* MM. William Chervy, Francisque Colomb, Jean-Paul Émin, François Gerbaud, Louis Minetti.

#### 3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année :*

– Le 18 janvier 1993, décès de Mme Nicole de Hauteclouque (JO Lois et décrets du 19 janvier 1993) ;

– le 22 février 1993, décès de M. Jean Lecanuet (JO Lois et décrets du 23 février 1993) ;

– le 6 avril 1993, nomination de M. Georges Treille, en remplacement de M. Jean Lecanuet, décédé (JO Lois et décrets du 7 avril 1993) ;

– le 13 avril 1993, nomination de M. Roger Fossé, en remplacement de Mme Nicole de Hauteclouque, décédée (JO Lois et décrets du 14 avril 1993) ;

– le 14 avril 1993, la commission a procédé à l'élection de M. Xavier de Villepin en tant que président et de M. Jacques Golliet en tant que secrétaire (JO Lois et décrets du 15 avril 1993) ;

– le 6 novembre 1993, décès de M. Jean Simonin (JO Lois et décrets du 7 novembre 1993) ;

– le 23 décembre 1993, nomination de M. Hubert Haenel, en remplacement de M. Jean Simonin, décédé (JO Lois et décrets du 24 décembre 1993).

*Composition au 31 décembre 1992 :* M. Jean-Luc Bécart, Mme Monique Ben Guiga, MM. Daniel Bernardet, André Bettecourt, André Boyer, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Paul Caron, Jean-Paul Chambriard, Yvon Collin, Claude Cornac, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Roger Fossé, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Genton, Yves Guéna, Bernard Guyomard, Jacques Habert, Hubert Haenel, Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malène, Marc Lauriol, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Paul d'Ornano, Alain Poher, Michel Poniatowski, André Rouvière, Georges Treille, Robert-Paul Vigouroux, Serge Vinçon, Albert Voilquin.

*Bureau : Président :* M. Xavier de Villepin ; *Vice-présidents :* MM. Yvon Bourges, Michel d'Aillières, François Abadie, Guy Penne ; *Secrétaires :* MM. Jean Garcia, Michel Alloncle, Roland Bernard, Jacques Golliet.

#### 4 - Commission des affaires sociales (49 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année :*

– Le 6 avril 1993, nomination de M. André Marin, à la place laissée vacante par M. Gilbert Baumet, démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 7 avril 1993) ;

– le 13 avril 1993, nomination de M. Francis Cavalier-Bénézet, à la place laissée vacante par M. André Bohl, démissionnaire (JO Lois et décrets du 14 avril 1993) ;

– le 6 mai 1993, M. Philippe Marini, nommé à la commission des finances, cesse d'appartenir à cette commission (JO Lois et décrets du 7 mai 1993) ;

– le 11 mai 1993, nomination de M. Jean-Paul Hamman, en remplacement de M. Philippe Marini, démissionnaire (JO Lois et décrets du 12 mai 1993) ;

– le 1<sup>er</sup> juillet 1993, nomination de M. François Collet, en remplacement de M. Jean Faure, démissionnaire (JO Lois et décrets du 2 juillet 1993) ;

– le 27 août 1993, décès de M. Marc Bœuf (JO Lois et décrets du 29 août 1993) ;

– le 30 septembre 1993, nomination de M. Lucien Neuwirth, en remplacement de M. François Collet, démissionnaire, et de Mme Joëlle Dusseau, en remplacement de M. Marc Bœuf, décédé (JO Lois et décrets du 1<sup>er</sup> octobre 1993) ;

– le 7 novembre 1993, décès de M. André Martin (JO Lois et décrets du 9 novembre 1993) ;

– le 23 décembre 1993, nomination de M. Max Marest, en remplacement de M. Lucien Neuwirth, démissionnaire (JO Lois et décrets du 24 décembre 1993).

*Composition au 31 décembre 1993 :* MM. Louis Althapé, José Balarello, Henri Belcour, Jacques Bialski, Paul Blanc, Eric Boyer, Louis Boyer, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit,

Francis Cavalier-Bénézet, Jean Chérioux, Jean-Paul Delevoye, François Delga, Mme Michelle Demessine, M. Jean Dumont, Mme Joëlle Dussau, MM. Léon Fatous, Alfred Foy, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Paul Hammann, Roland Huguët, André Jourdain, Philippe Labeyrie, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Simon Loueckhote, François Louisy, Pierre Louvot, Jacques Machet, Jean Madelain, Max Marest, Charles Metzinger, Mme Hélène Missoffe, MM. Georges Mouly, Louis Philibert, Guy Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Gérard Roujas, Bernard Seillier, Pierre-Christian Taittinger, Martial Taugourdeau, Alain Vasselle, N....

*Bureau* : *Président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents* : MM. Jacques Bimbenet, Claude Huriet, Franck Sérusclat, Louis Souvet ; *Secrétaires* : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Roger Lise.

## **5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (43 membres)**

*Modifications intervenues en cours d'année* :

– Le 2 mars 1993, décès de M. Geoffroy de Montalembert (JO Lois et décrets du 4 mars 1993) ;

– le 13 avril 1993, nomination de M. Camille Cabana, en remplacement de M. Geoffroy de Montalembert, décédé (JO Lois et décrets du 14 avril 1993) ;

– le 6 mai 1993, nomination de M. Philippe Marini, en remplacement de M. Roger Romani, nommé ministre délégué (JO Lois et décrets du 7 mai 1993).

*Composition au 31 décembre 1993* : MM. Philippe Adnot, René Ballayer, Bernard Barbier, Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Camille Cabana, Ernest Cartigny, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jacques Chaumont, Henri Collard, Maurice Couve de Murville, Pierre Croze, Jacques-Richard Delong, Mme Paulette Fost, MM. Henri Gœtschy, Emmanuel Hamel, Alain Lambert, Tony Larue, Paul Loridant, Roland du Luart, Michel Manet, Philippe Marini, Michel Moreigne, Jacques Mossion, Bernard Pellarin, René Régnauld, Michel Sergent, Jacques Sourdille, Henri Torre, René Trégouët, Jacques Valade.

*Bureau* : *Président* : M. Christian Poncelet ; *Vice-présidents* : MM. Jean Cluzel, Paul Girod, Jean Clouet, Jean-Pierre Masseret ; *Secrétaires* : MM. Jacques Oudin, Louis Perrein, François Trucy, Robert Vizet ; *Rapporteur général* : M. Jean Arthuis.

## **6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (43 membres)**

*Modifications intervenues en cours d'année* :

– Le 8 avril 1993, nomination de M. André Bohl, en remplacement de M. Georges Treille, démissionnaire (JO Lois et décrets du 9 avril 1993) ;

– le 8 avril 1993, nomination de M. Claude Pradille, en remplacement de M. Albert Pen, démissionnaire (JO Lois et décrets du 9 avril 1993) ;

– le 28 avril 1993, nomination de M. Maurice Ulrich, en remplacement de M. Camille Cabana, démissionnaire (JO Lois et décrets du 29 avril 1993) ;

– le 1<sup>er</sup> juin 1993, nomination de M. François Blaizot, en remplacement de M. Daniel Hoeffel nommé ministre délégué (JO Lois et décrets du 2 juin 1993) ;

– le 7 juillet 1993, nomination de Mme François Seligmann, en remplacement de M. Pierre Biarnès, démissionnaire (JO Lois et décrets du 8 juillet 1993) ;

– le 30 septembre 1993, nomination de M. François Collet, en remplacement de M. Lucien Neuwirth, démissionnaire (JO Lois et décrets du 1<sup>er</sup> octobre 1993) ;

– le 23 décembre 1993, nomination de M. Lucien Neuwirth, en remplacement de M. Hubert Haenel, démissionnaire (JO Lois et décrets du 24 décembre 1993).

*Composition au 31 décembre 1993* : MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Jacques Bérard, François Blaizot, André Bohl, Christian Bonnet, Didier Borotra, Philippe de Bourgoing, Guy Cabanel,

Jean Chamant, Marcel Charmant, François Collet, Raymond Courrière, Etienne Dailly, Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Jean-Marie Girault, Paul Graziani, Charles Jolibois, Pierre Lagourgue, Lucien Lanier, Lucien Neuwirth, Paul Masson, Daniel Millaud, Charles Ornano, Georges Othily, Robert Pagès, Claude Pradille, Michel Rufin, Mme Françoise Seligmann, MM. Jean-Pierre Tizon, Alex Türk, Maurice Ulrich, André Vallet, N....

*Bureau* : *Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-présidents* : MM. Charles de Cuttoli, François Giacobbi, Germain Authié, Bernard Laurent ; *Secrétaires* : MM. Charles Lederman, René-Georges Laurin, Raymond Bouvier.

## **B. – COMMISSION D'ENQUÊTE**

Commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

(Voir sa composition dans les Informations parlementaires annuelles 1992).

*Nomination du bureau le 6 janvier 1993 (JO Lois et décrets du 7 janvier 1993)* : *Président* : M. Hubert Haenel ; *Vice-présidents* : MM. Jacques Bellanger, Jean Clouet, Georges Berchet, Jacques Chaumont ; *Secrétaires* : MM. Félix Leyzour, Paul Raoult ; *Rapporteur* : M. Claude Belot.

Rapport de M. Claude Belot (2 juin 1993) [n° 335 (92-93)].

## **C. – COMMISSION DE TRENTE MEMBRES CHARGÉE D'EXAMINER LA DEMANDE DE LEVÉE D'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE D'UN MEMBRE DU SÉNAT (Article 105 du Règlement du Sénat)**

*Nomination des membres le 6 juillet 1993 (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993)* : MM. Guy Allouche, Maurice Arreckx, François Autain, Jacques Bellanger, Mme Monique Ben Guiga, MM. Jacques Bérard, Michel Caldaguès, Jean-Louis Carrère, Charles de Cuttoli, Michel Dreyfus-Schmidt, Ambroise Dupont, Pierre Fauchon, Jacques Golliet, Georges Guillot, Bernard Guyomard, Jacques Habert, Hubert Haenel, Mme Anne Heinis, MM. Jean Huchon, Alain Lambert, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Charles Lederman, François Lesein, Philippe Marini, Maurice Ulrich.

*Nomination du bureau le 6 juillet 1993 (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993)* :

*Président* : M. Etienne Dailly ; *Vice-président* : M. Germain Authié ; *Secrétaires* : M. Paul Caron ; *Rapporteur* : M. Charles Jolibois.

Rapport de M. Charles Jolibois (7 juillet 1993) [n° 411 (92-93)].

## **D. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES**

### **1. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 10 juin 1993 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 9 juin 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Philippe Auberger, Jacques Barrot, Augustin Bonrepaux, Charles de Courson, Gilbert Gantier, Mme Elisabeth Hubert, M. Michel Inchauspé.

*Suppléants* : MM. Jean-Pierre Delalande, Xavier Dugoin, Jean-François Mancel, Jean-Jacques Descamps, Jean-Pierre Thomas, Didier Migaud, Louis Pierna.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Jean Clouet, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Paul Loridant, Robert Vizet.

*Suppléants* : MM. Camille Cabana, Ernest Cartigny, Alain Lambert, Roland du Luart, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Michel Sergent.

Dans sa séance du jeudi 10 juin 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Barrot ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Auberger ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

2. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 5 juillet 1993 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 2 juillet 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Jacques Barrot, Philippe Auberger, Charles de Courson, Jean-François Mancel, Mme Françoise de Panafieu, MM. Alain Rodet, Jean-Pierre Thomas.

*Suppléants* : MM. Yves Deniaud, Patrick Devedjian, Raymond Lamontagne, Jean-Jacques Descamps, Yves Fréville, Henri Emmanuelli, Louis Pierna.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Pierre Fauchon, Jean Clouet, Paul Girod, Paul Lorient, Robert Vizet.

*Suppléants* : M. Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Ernest Cartigny, Roland du Luart, Jean-Pierre Masseret, Jacques Oudin, René Tréguët.

Dans sa séance du mardi 6 juillet 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Barrot ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Auberger ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

3. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 6 juillet 1993 et par le Sénat dans sa séance du lundi 5 juillet 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Jacques Barrot, Alain Griotteray, Patrick Devedjian, Xavier de Roux, René Galy-Dejean, Mme Elisabeth Hubert, M. Didier Migaud.

*Suppléants* : MM. Philippe Auberger, Michel Inchauspé, Jean-François Mancel, Jean-Jacques Descamps, Jean-Pierre Thomas, Augustin Bonrepaux, Louis Pierna.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Christian Poncelet, Claude Belot, Etienne Dailly, Camille Cabana, Ernest Cartigny, Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.

*Suppléants* : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean Cluzel, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Paul Lorient, Philippe Marini, François Trucy.

Dans sa séance du mardi 6 juillet 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Jacques Barrot. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Griotteray ; au Sénat : M. Claude Belot.

4. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 6 juillet 1993 et par le Sénat dans sa séance du lundi 5 juillet 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Michel Péricard, Jean-Yves Chamard, Jean Ueberschlag, Jean-Paul Fuchs, Jean-Luc Prével, Francisque Perrot, Michel Berson.

*Suppléants* : MM. Jean-Paul Anciaux, Gérard Cherpion, Gilbert Meyer, Edouard Landrain, Mme Christine Boutin, M. Jean-Claude Beauchaud, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Jean Chérioux, Jean Madelain, Guy Robert, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Michelle Demessine.

*Suppléants* : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Charles Descours, Pierre Louvot, Jacques Mchet, Charles Metzinger.

Dans sa séance du mardi 6 juillet 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Michel Péricard. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Paul Fuchs ; au Sénat : M. Louis Souvet.

5. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 8 juillet 1993 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 7 juillet 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Michel Péricard, Jean-Yves Chamard, Jean-Pierre Delalande, Jean-Paul Fuchs, Francisque Perrut, Adrien Zeller, Claude Bartolone.

*Suppléants* : Mme Monique Rousseau, MM. Jean-Claude Etienne, Bernard Leccia, Edouard Landrain, Mmes Christine Boutin, Martine David, Janine Jambu.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jean-Pierre Fourcade, Alain Vasselle, Jean Chérioux, Jacques Mchet, Jacques Bimbenet, Charles Metzinger, Mme Michelle Demessine.

*Suppléants* : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Paul Blanc, François Delga, Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean Madelain, Bernard Seillier.

Dans sa séance du jeudi 8 juillet 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Michel Péricard ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Yves Chamard ; au Sénat : M. Alain Vasselle.

6. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 9 juillet 1993 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Pierre Mazeaud, Jean-Pierre Philibert, Alain Marsaud, Raoul Béteille, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyest, Jean-Pierre Michel.

*Suppléants* : MM. Christian Dupuy, Christian Estrosi, Eric Raoult, Xavier de Roux, Jean-Pierre Bastiani, Jacques Floch, André Gérin.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Mme Hélène Missoffe, MM. Daniel Millaud, Christian Bonnet, Germain Authié, Charles Lederman.

*Suppléants* : MM. Jacques Bérard, François Blaizot, Philippe de Bourgoing, Pierre Fauchon, Robert Pagès, Mme Françoise Seligman, M. Maurice Ulrich.

Dans sa séance du vendredi 9 juillet 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Philibert ; au Sénat : M. Paul Masson.

**7. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 10 novembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du mardi 9 novembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Pierre Mazeaud, Jean Tiberi, Guy Drut, Edouard Landrain, Jean-Pierre Philibert, Jean-Jacques Hyst, Mme Véronique Neiertz.

*Suppléants* : MM. Christian Estrosi, Xavier Dugoin, Philippe Goujon, Daniel Poulou, Serge Didier, Jacques Floch, Jacques Brunhes.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Jean-Marie Girault, François Lesein, Charles de Cuttoli, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

*Suppléants* : MM. Guy Allouche, Germain Authié, Jacques Bérard, Pierre Fauchon, Daniel Millaud, Jean-Pierre Tizon, Maurice Ulrich.

Dans sa séance du mercredi 17 novembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Charles de Cuttoli ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Philibert. *Rapporteurs à l'Assemblée nationale* : M. Jean Tibéri ; au Sénat : M. Jean-Marie-Girault.

**8. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 15 novembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 10 novembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Michel Péricard, Jean-Yves Chamard, Jean-Pierre Delalande, Denis Jacquat, Hervé Novelli, René Couanau, Michel Berson.

*Suppléants* : MM. Pierre Bédier, Jean-Paul Anciaux, Jean Ueberschlag, Mme Bernadette Isaac-Sibille, M. Claude Goasguen, Mme Martine David, M. Maxime Gremetz.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Jean Madelain, Jacques Legendre, Jean Chérioux, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Michelle Demessine.

*Suppléants* : M. Charles Descours, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Claude Huriet, Pierre Louvot, Charles Metzinger, Guy Robert, Mme Nelly Rodi.

Dans sa séance du lundi 15 novembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Michel Péricard ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Denis Jacquat ; au Sénat : MM. Louis Souvet, Jean Madelain.

**9. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 2 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 1<sup>er</sup> décembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Pierre Mazeaud, Alain Marsaud, Eric Raoult, Jean-Pierre Philibert, Jean-Jacques Hyst, Francis Delattre, Julien Dray.

*Suppléants* : MM. Philippe Goujon, Raoul Béteille, Christian Estrosi, Dominique Bussereau, Claude Goasguen, Jacques Floch, Rémy Auchédé.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Bernard Laurent, Etienne Dailly, Lucien Lanier, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

*Suppléants* : MM. Guy Allouche, Jacques Bérard, André Bohl, Guy Cabanel, Luc Dejoie, Pierre Fauchon, Robert Pagès.

Dans sa séance du jeudi 9 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Philibert ; au Sénat : M. Paul Masson.

**10. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 13 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du samedi 11 décembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Jacques Barrot, Philippe Auberger, Augustin Bonrepaux, Yves Deniaud, Gilbert Gantier, Mme Elisabeth Hubert, M. Jean-Pierre Thomas.

*Suppléants* : MM. Gilles Carrez, Arthur Dehaine, Hervé Gaymard, Jean-Jacques Descamps, Yves Fréville, Didier Migaud, Jean-Pierre Brard.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Ernest Cartigny, Jean Clouet, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet.

*Suppléants* : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Jacques-Richard Delong, Paul Girod, Paul Loridant, Roland du Luart, Philippe Marini.

Dans sa séance du mardi 14 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Barrot ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Auberger ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

**11. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 17 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 16 décembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Jacques Barrot, Yves Deniaud, Gilbert Gantier, Michel Inchauspé, Eric Raoult, Alain Rodet, Jean-Pierre Thomas.

*Suppléants* : M. Charles Ceccaldi-Raynaud, Mme Françoise de Panafieu, MM. Robert-André Vivien, Charles de Courson, Yves Fréville, Charles Josselin, Daniel Colliard.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Christian Poncelet, Philippe Marini, Jean Arthuis, Ernest Cartigny, Jean Clouet, Paul Loridant, Robert Vizet.

*Suppléants* : MM. Bernard Barbier, Claude Belot, Camille Cabana, Jacques Chaumont, Henri Collard, Jean-Pierre Masseret, Michel Sergent.

Dans sa séance du mercredi 22 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Barrot ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Yves Deniaud ; au Sénat : M. Philippe Marini.

12. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 18 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 17 décembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Jacques Barrot, Philippe Auberger, Augustin Bonrepaux, Charles Ceccaldi-Raynaud, Gilbert Gantier, Eric Raoult, Jean-Pierre Thomas.

*Suppléants* : MM. Gilles Carrez, Hervé Gaymard, Jean-Paul de Rocca Serra, Charles de Courson, Jean Proriol, Didier Migaud, Louis Pierna.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Jean Clouet, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Paul Loridant, Robert Vizet.

*Suppléants* : MM. Maurice Blin, Camille Cabana, Ernest Cartigny, Roland du Luart, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Louis Perrein.

Dans sa séance du lundi 20 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Jacques Barrot. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Auberger ; au Sénat : M. Jean Arthuis.

13. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 20 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 17 décembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* MM. Jacques Barrot, Bernard de Froment, Gilbert Gantier, Claude-Gérard Marcus, Gilbert Meyer, Didier Migaud, Jean-Pierre Philibert.

*Suppléants* : MM. Gilles Carrez, Charles Ceccaldi-Raynaud, Eric Raoult, Laurent Dominati, Jean-Pierre Thomas, Augustin Bonrepaux, Patrick Braouezec.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Christian Poncelet, René Trégouët, Claude Belot, Ernest Cartigny, Roland du Luart, Paul Loridant, Robert Vizet.

*Suppléants* : MM. Bernard Barbier, Camille Cabana, Michel Charasse, Henri Collard, Emmanuel Hamel, Alain Lambert, Louis Perrein.

Dans sa séance du mardi 21 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Christian Poncelet. *Vice-Président* : M. Gilbert Gantier. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bernard de Froment ; au Sénat : M. René Trégouët.

14. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le samedi 18 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 17 décembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Michel Péricard, Jean Bardet, Mme Roselyne Bachelot, MM. Jean-Pierre Foucher, Denis Jacquat, Jean-Luc Préel, Claude Bartolone.

*Suppléants* : M. Jean-Yves Chamard, Mme Elisabeth Hubert, MM. Yves Van Haecke, Germain Gengenwin, Pierre Hellier, Mmes Martine David, Muguette Jacquaint.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Charles Descours, Jean Chérioux, Georges Mouly, Franck Sérusclat, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

*Suppléants* : M. Jacques Bimbenet, Mme Michelle Demessine, MM. André Jourdain, Jean Madelain, Charles Metzinger, Bernard Seillier, Martial Taugourdeau.

Dans sa séance du samedi 18 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Michel Péricard. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Bardet ; au Sénat : MM. Claude Huriet, Charles Descours.

15. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 21 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du lundi 20 décembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : M. Michel Péricard, Mme Anne-Marie Couderc, MM. Bertrand Cousin, Michel Pelchat, Alain Griotteray, Christian Kert, Didier Mathus.

*Suppléants* : MM. Louis de Broissia, Gautier Audinot, Mme Françoise de Panafieu, MM. Franck Thomas-Richard, Yves Rousset-Rouard, Claude Bartolone, Georges Hage.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Maurice Schumann, Adrien Gouteyron, Pierre Vallon, Michel Miroudot, Pierre Laffitte, François Autain, Ivan Renar.

*Suppléants* : MM. Jean Bernard, Jacques Carat, Gérard Delfau, Ambroise Dupont, André Égu, Dominique Leclerc, Pierre Schiélé.

Dans sa séance du mercredi 22 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Michel Péricard ; *Vice-président* : M. Maurice Schumann. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Pelchat ; au Sénat : M. Adrien Gouteyron.

16. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le conseil supérieur de la magistrature.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 21 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Pierre Mazeaud, André Fanton, Mme Nicole Catala, MM. Claude Goasguen, Xavier de Roux, Jean-Jacques Hyst, Julien Dray.

*Suppléants* : MM. Raoul Béteille, Christian Dupuy, Marcel Porcher, Michel Mercier, Francis Delattre, Jean-Pierre Michel, André Gérin.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Hubert Haenel, Etienne Dailly, Bernard Laurent, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

*Suppléants* : MM. André Bohl, Philippe de Bourgoing, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann, M. Maurice Ulrich.

Dans sa séance du mercredi 22 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. André Fanton ; au Sénat : M. Hubert Haenel.

17. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 21 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Pierre Mazeaud, André Fanton, Mme Nicole Catala, MM. Claude Goasguen, Xavier de Roux, Jean-Jacques Hyst, Julien Dray.

*Suppléants* : MM. Raoul Béteille, Christian Dupuy, Marcel Porcher, Michel Mercier, Francis Delattre, Jean-Pierre Michel, André Gérin.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Hubert Haenel, Etienne Dailly, Bernard Laurent, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

*Suppléants* : MM. André Bohl, Philippe de Bourgoing, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann, M. Maurice Ulrich.

Dans sa séance du mercredi 22 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. André Fanton ; au Sénat : M. Hubert Haenel.

18. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 22 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du mardi 21 décembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Pierre Mazeaud, Xavier de Roux, Jérôme Bignon, Jean-Michel Fourgous, Claude Goasguen, Jean-Jacques Hyst, Julien Dray.

*Suppléants* : MM. Marcel Porcher, Gérard Hamel, Richard Dell'Agnola, Jean-Pierre Philibert, Francis Delattre, Mme Véronique Neiertz, M. André Gérin.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Hubert Haenel, Bernard Laurent, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

*Suppléants* : MM. André Bohl, Philippe de Bourgoing, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann, M. Maurice Ulrich.

Dans sa séance du mercredi 22 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-Président* : M. Pierre Mazeaud. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Xavier de Roux ; au Sénat : M. Etienne Dailly.

19. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une peine incompressible et portant diverses dispositions de droit pénal et de procédure pénale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 21 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Pierre Mazeaud, Pierre Pasquini, Marcel Porcher, Claude Goasguen, Xavier de Roux, Jean-Jacques Hyst, Julien Dray.

*Suppléants* : MM. Alain Marsaud, Philippe Goujon, Mme Suzanne Sauvaigo, MM. Jean-Pierre Philibert, Francis Delattre, Jean-Pierre Michel, André Gérin.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, Etienne Dailly, Bernard Laurent, François Collet, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman.

*Suppléants* : MM. André Bohl, Philippe de Bourgoing, Pierre Fauchon, Hubert Haenel, Lucien Lanier, Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann.

Dans sa séance du mercredi 22 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Pierre Pasquini ; au Sénat : M. Charles Jolibois.

20. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 22 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Patrick Ollier, Jean Charropin, Alain Marleix, Germain Gengenwin, Gérard Boche, Mme Marie-Thérèse Boisseau, M. Jean-Pierre Defontaine.

*Suppléants* : MM. Arnaud Lepercq, Christian Daniel, Jean-Claude Lemoine, Roger Lestas, Jean-Jacques Delmas, Jean-Louis Idiart, Rémy Auchédé.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jean François-Poncet, Gérard César, Louis Moinard, Jean Delaneau, Alain Pluchet, Jacques Bellanger, Félix Leyzour.

*Suppléants* : MM. Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Michel Doublet, Aubert Garcia, Robert Laucournet, Charles-Edmond Lenglet, René Marquès.

Dans sa séance du jeudi 23 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Alain Marleix ; *Vice-président* : M. Jean François-Poncet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Patrick Ollier ; au Sénat : M. Gérard César.

21. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 23 décembre 1993 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 22 décembre 1993, cette commission est ainsi composée :

Députés

*Titulaires* : MM. Michel Inchauspé, Patrick Ollier, Pierre-André Périssol, André Santini, René Beaumont, Jean-Jacques Hyst, Jacques Guyard.

*Suppléants* : MM. Michel Bouvard, Gilles Garrez, Pierre Laguilhon, Pierre Hérisson, Claude Birraux, Jean-Claude Bois, Mme Janine Jambu.

Sénateurs

*Titulaires* : MM. Philippe François, Jean-Marie Girault, Alain Pluchet, Bernard Barraux, Charles-Edmond Lenglet, Jacques Bellanger, Félix Leyzour.

*Suppléants* : MM. Gérard César, Désiré Debavelaere, Jean Delaneau, Aubert Garcia, Robert Laucournet, René Marquès, Louis Moinard.

Dans sa séance du jeudi 23 décembre 1993, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Patrick Ollier ; *Vice-président* : M. Alain Pluchet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. André Santini ; au Sénat : M. Philippe François.

## VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

### A. – Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

#### I. – BUDGETS CIVILS

##### A. – Budget général.

Affaires étrangères	Jacques Chaumont
Affaires sociales, santé et ville :	
I. – Affaires sociales et santé	Jacques Oudin
II. – Ville	Philippe Marini
Anciens combattants	Auguste Cazalet
Agriculture et pêche	Roland du Luart
Commerce et artisanat	René Ballayer
Communication :	
Communication audiovisuelle	Jean Cluzel
Presse	Jean Cluzel
Coopération	Michel Charasse
Culture	Camille Cabana
Départements et territoires d'outre-mer	Henri Goetschy
Economie et budget :	
Charges communes	Claude Belot
Services financiers	Michel Manet
Education nationale (enseignement scolaire)	Jacques-Richard Delong
Enseignement supérieur et recherche :	
I. – Enseignement supérieur	Jean Clouet
II. – Recherche	Jacques Valade
Environnement	Philippe Adnot
Équipement, transports et tourisme :	
I. – Urbanisme et services communs	Henri Collard
II. – Transports :	
• 1. Transports terrestres	Jean-Pierre Masseret
• 2. Routes	Paul Loridant
• 3. Sécurité routière	Paul Loridant
• 4. Transport aérien	Ernest Cartigny
• 5. Météorologie	Ernest Cartigny
III. – Tourisme	Pierre Croze
IV. – Mer :	
• Marine marchande	René Regnault
• Ports maritimes	Tony Larue
Industrie et postes et télécommunications et commerce extérieur :	
I. – Industrie	Bernard Barbier
II. – Postes et télécommunications	Henri Torre
• Commerce extérieur	Maryse Bergé-Lavigne
Intérieur et aménagement du territoire :	
I. – Intérieur :	
• Administration centrale et sécurité	Paul Girod
• Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation	Jacques Mossion
II. – Aménagement du territoire	Jacques Sourdille
Jeunesse et sports	Bernard Pellarin
Justice	Alain Lambert
Logement	Henri Collard
Rapatriés	Henri Torre

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux	Maurice Couve de Murville
• Fonction publique	René Trégouët
II. – Secrétariat général de la Défense nationale	Louis Perrein
III. – Conseil économique et social	Paulette Fost
IV. – Plan	Michel Moreigne
Travail, emploi et formation professionnelle	
Affaires sociales et travail : services communs	Emmanuel Hamel

##### B. – Budgets annexes

Aviation civile	Ernest Cartigny
Imprimerie nationale	Robert Vizet
Journaux officiels	Paulette Fost
Légion d'honneur - Ordre de la Libération	Louis Perrein
Monnaies et Médailles	Michel Sergent
Prestations sociales agricoles	Roland du Luart

#### II. – DÉFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital	Maurice Blin
Dépenses ordinaires	François Trucy

#### III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor	Philippe Marini
----------------------------	-----------------

### B. – Rapporteurs pour avis

#### 1. – Commission des Affaires culturelles

Culture	Michel Miroudot
Cinéma - Théâtre dramatique	Jacques Carat
Environnement	Ambroise Dupont
Enseignement scolaire	Pierre Vallon
Enseignement agricole	Albert Vecten
Enseignement supérieur	Jean-Pierre Camoin
Enseignement technique	Gérard Delfau
Recherche scientifique et technique	Pierre Laffitte
Jeunesse et sports	François Lesein
Communication	Adrien Gouteyron
Relations culturelles, scientifiques et techniques	Joël Bourdin
Francophonie	Jacques Legendre

#### 2. – Commission des Affaires économiques et du Plan

Agriculture	Alain Pluchet
Aménagement rural	Henri de Raincourt
Industries agricoles et alimentaires	Aubert Garcia
Industrie	Francisque Collomb
Energie	Robert Laucournet
Recherche	Jean-Marie Rausch
Artisanat et commerce	Jean-Jacques Robert
Consommation et concurrence	Louis Minetti
Commerce extérieur	Marcel Daunay
Aménagement du territoire	Jean Pépin
Plan	Jean Boyer
Routes et voies navigables	Jacques Braconnier
Ports maritimes	Josselin de Rohan
Logement	William Chervy

Urbanisme .....	Jacques Bellanger	Santé et politique hospitalière .....	Louis Boyer
Tourisme .....	Charles Ginesy	Politique familiale .....	Jean Chérioux
Environnement .....	Bernard Hugo	Politique en faveur des personnes âgées .....	Alain Vasselle
Transports terrestres .....	Georges Berchet	Politique en faveur des handicapés .....	Jacques Machet
Aviation civile et transport aérien .....	Jean-François Le Grand	Politique de la ville .....	Hélène Missoffe
Marine marchande .....	Louis de Catuelan	Travail, emploi et formation professionnelle ..	Louis Souvet et Jean Madelain
Postes et télécommunications .....	André Fosset	Prestations sociales agricoles .....	Bernard Seillier
Départements d'outre-mer .....	Rodolphe Désiré	Anciens combattants .....	Guy Robert
Territoires d'outre-mer .....	Pierre Lacour	DOM-TOM (aspects sociaux) .....	Roger Lise
Ville .....	Gérard Larcher	Logement social .....	Jacques Bimbenet
<b>3. – Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées</b>		Rapatriés .....	José Balarello
Affaires étrangères .....	Bernard Guyomard	<b>5. – Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale</b>	
Affaires étrangères, relations culturelles extérieures ..	Guy Penne	Intérieur - Décentralisation .....	André Bohl
Coopération .....	Paul d'Ornano	Intérieur - Police et Sécurité .....	Paul Masson
Défense - Nucléaire, espace et services communs	Jacques Golliet	Intérieur - Sécurité civile .....	Jean-Pierre Tizon
Défense - Gendarmerie .....	Michel Alloncle	Justice - Services généraux .....	Germain Authié
Défense - Forces terrestres .....	Serge Vinçon	Justice - Administration pénitentiaire .....	Guy Cabanel
Défense - Air .....	Albert Voilquin	Justice - Protection judiciaire de la jeunesse .....	Michel Rufin
Défense - Marine .....	Max Lejeune	Départements d'outre-mer .....	Pierre Lagourgue
<b>4. – Commission des Affaires sociales</b>		Territoires d'outre-mer .....	Jean-Marie Girault
Sécurité sociale (problèmes généraux et équilibre financier) .....	Charles Descours		

## VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

*Composition des différentes délégations au 1<sup>er</sup> janvier 1993 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles » 1992.*

### **Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes**

(Lois n<sup>os</sup> 79-564 du 6 juillet 1979 et 90-385 du 10 mai 1990)

*Modifications intervenues en cours d'année :*

Le 27 avril 1993, M. Jacques Golliet est désigné comme vice-président, en remplacement de M. Xavier de Villepin, démissionnaire (JO Lois et décrets du 28 avril 1993).

*Composition au 31 décembre 1993 :*

*Membres :* Mme Monique Ben Guiga, MM. Maurice Blin, Ernest Cartigny, Jean Delaneau, Charles Descours, Ambroise Dupont, Philippe François, Jean François-Poncet, Yves Guéna, André Jarrot, Pierre Lagourgue, Lucien Lanier, Charles Lederman, Paul Masson, Charles Metzinger, Daniel Millaud, Philippe Nachbar, Georges Othily, Louis Perrein, Jacques Rocca Serra, René Trégouët, Marcel Vidal, Xavier de Villepin.

*Bureau :* *Président :* M. Jacques Genton ; *Vice-présidents :* MM. Michel Caldaguès, Claude Estier, Jacques Golliet, Michel Poniatowski ; *Secrétaires :* MM. Guy Cabanel, Marcel Daunay, Jean Garcia, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Roland du Luart, Jacques Oudin, André Rouvière.

### **Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques**

(Loi n<sup>o</sup> 79-1204 du 31 décembre 1979)

*Composition au 31 décembre 1993 :*

**Représentants du Sénat :** Mmes Marie-Claude Beaudeau, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Eric Boyer, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Pierre Louvot, Guy Robert.

*Election par l'Assemblée nationale le 14 avril 1993 (JO Lois et décrets du 15 avril 1993) :*

**Représentants de l'Assemblée nationale :** Mme Roselyne Bachelot, MM. Jean-Louis Beaumont, Jean-Louis Bernard, Bruno Bourg-Broc, Louis de Brossia, Christian Cabal, Bernard Debré, Michel Ghysel, Michel Godard, Mme Bernadette Isaac-Sibille, MM. Louis Jambu, Jean-François Mattei, Mme Véronique Neiertz, M. Francisque Perrut, Mme Monique Rousseau.

*Bureau :* *Président :* N..., député ; *Vice-présidents :* MM. Claude Huriet, Bernard Seillier, sénateurs ; N..., députés.

### **Délégation parlementaire du Sénat pour la planification**

(Loi n<sup>o</sup> 82-653 du 29 juillet 1982)

*Composition au 31 décembre 1993 :*

*Membres du Sénat :* MM. Jacques Bellanger, Jacques Braconnier, Roger Husson, Henri Le Breton, Pierre Louvot, Gérard Miquel, Bernard Pellarin, Jean-Jacques Robert.

*Bureau :* *Président :* M. Bernard Barbier ; *Vice-présidents :* MM. Marcel Lesbros, Georges Mouly, Bernard Hugo, Gérard Delfau ; *Secrétaires :* MM. Hubert Durand-Chastel, Louis Minetti.



**Office parlementaire d'évaluation  
des choix scientifiques et technologiques**  
(Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983)

*Composition au 31 décembre 1993 :*

**Membres nommés par le Sénat :**

*Titulaires :* MM. Louis Boyer, René Regnault, Franck Sérusclat, Jacques Valade, Pierre Vallon.

*Suppléants :* MM. Henri Revol, André Boyer, Pierre Lacour, Paul Loridant, Jean-Luc Mélenchon, Adrien Gouteyron, Charles Descours, Claude Huriet.

**Membres nommés par l'Assemblée nationale :**

*Election par l'Assemblée nationale le 14 avril 1993 (JO Lois et décrets du 15 avril 1993) :*

*Titulaires :* Mme Roselyne Bachelot, MM. Jean-Marie Demange, Jean-François Mattei, Serge Poignant.

*Suppléants :* M. Jean-Yves Chamard, Mme Marie-Thérèse Boisseau, MM. Jean-Michel Dubernard, Jean-Louis Léonard, Christian Bataille, Marc Laffineur, François-Michel Gonnot, Michel Péricard.

*Nomination du bureau le 28 avril 1993 (JO Lois et décrets du 29 avril 1993) :*

*Président :* M. Jacques Mossion, sénateur ; *Vice-président :* M. Robert Galley, député ; *Secrétaires :* M. Pierre Laffitte, sénateur ; M. Claude Birraux, député.

*Nomination du bureau le 12 octobre 1993 (JO Lois et décrets du 14 octobre 1993) :*

*Président :* M. Jacques Mossion, sénateur ; *Vice-président :* M. Robert Galley, député ; *Secrétaires :* M. Pierre Laffitte, sénateur ; M. Jacques Sourdille, sénateur ; M. Claude Birraux, député ; M. Michel Pelchat, député.

*Délégué aux relations avec le réseau européen des offices parlementaires d'évaluation :* M. Jean-Yves Le Déaut, député.

**Délégation française à l'Assemblée parlementaire  
de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)**

(Résolution adoptée par la réunion des délégations parlementaires des pays participant à la CSCE qui s'est tenue à Madrid les 2 et 3 avril 1991)

*Election le 1<sup>er</sup> juin 1993 (JO Lois et décrets du 3 juin 1993) :*

*Membres :* MM. Michel d'Aillières, Ernest Cartigny, sénateurs ; Jean-Louis Borloo, Jean-Michel Boucheron, Jean-Claude Lefort, Arthur Paecht, Michel Voisin, députés.

*Bureau :* *Président :* M. Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes ; *Premier vice-président :* M. Jean de Lipkowski, député ; *Vice-présidents :* MM. Jacques Boyon, député, président de la commission de la défense nationale ; Claude Estier, Yves Guéna, sénateurs ; Pierre Lellouche, député.

*Modifications intervenues entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 1993 :*

Le 12 octobre 1993, M. Jean de Lipkowski, député, est nommé président en remplacement de M. Jacques Genton, démissionnaire ; et M. Michel d'Aillières, sénateur, est nommé premier vice-président en remplacement de M. Jean de Lipkowski (JO Lois et décrets du 15 octobre 1993).

**Délégation du Sénat  
à l'Assemblée de l'Atlantique Nord**

*Renouvellement à la suite des élections sénatoriales de 1992.*

*Composition pour la période 1992-1995\* :*

*Titulaires :* MM. Michel d'Aillères, Maurice Blin, Mme Paulette Brisepierre, MM. Ernest Cartigny, Gérard Gaud, Robert Laucournet.

*Suppléant :* MM. Jean-Luc Bécart, Michel Caldaguès, Yvon Collin, Jean-Pierre Demerliat, Jean Dumont, Aubert Garcia

*Président :* M. Jacques Chaumont.

**VIII. – MISSIONS D'INFORMATION**  
(autorisées par le Sénat)

**A. – Missions d'information effectuées sur des questions relevant de la compétence des commissions  
(article 21 du Règlement)**

1 – Rapport de M. Xavier de Villepin fait au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 384 (92-93)] (23 juin 1993).

2 – Rapport de M. René Tréguët fait au nom de la mission commune d'information désignée par la commission des affaires culturelles, la commission des affaires économiques et du plan, la commission des affaires sociales, la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation et la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur la télévision éducative [n° 17 (93-94)] (7 octobre 1993).

*a) Commission des affaires économiques et du Plan*

1 – Rapport d'information de MM. Jean Huchon et Jean-François Le Grand fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan à la suite de la mission chargée d'étudier le fonctionnement des marchés des fruits, des légumes et de l'horticulture, d'examiner leurs perspectives d'évolution, compte tenu de la réforme de la politique agricole commune et de formuler toute proposition de nature à remédier aux difficultés dont souffrent ces secteurs [n° 303 (92-93)] (13 mai 1993).

2 – Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques et du Plan, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, afin d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays ainsi que les relations économiques, commerciales et financières de ces pays avec la France (15 juin 1993) (p. 1283). Octroi de l'autorisation demandée (9 juillet 1993) (p. 2431). Mission effectuée du 21 au 31 juillet 1993. Rapport de MM. Jean François-Poncet, William Chervy, Michel Doublet, Aubert Garcia, Jean Huchon, Louis Mercier, Louis Minetti, Joseph Ostermann, Henri Revol et Jean Roger [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993).

\* La composition des membres de cette délégation n'est pas publiée au J.O. Lois et décrets.

b) *Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*

1 – Rapport d'information de *MM. Michel d'Aillères, Guy Penne, André Boyer, Edouard Le Jeune, Jean Simonin* fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée en **Côte-d'Ivoire** et au **Cameroun** du 8 au 17 février 1993 [n° 251 (92-93)] (8 avril 1993).

2 – Rapport d'information de *MM. André Bettencourt, Claude Estier, Paul Caron et Paul d'Ornano* fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée au **Cambodge** et au **Vietnam** du 26 février au 9 mars 1993 [n° 268 (92-93)] (21 avril 1993).

3 – Rapport d'information de *MM. Xavier de Villepin et Claude Estier*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée en **Algérie** du 4 au 6 juin 1993 [n° 364 (92-93)] (16 juin 1993).

4 – Rapport d'information de *M. Michel Alloncle*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite des missions effectuées les 4 et 20 mars, 7 et 8 juin 1993 auprès de diverses unités de la **gendarmérie nationale** [n° 42 (93-94)] (20 octobre 1993).

5 – Demande de *M. Xavier de Villepin*, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information :

- la première en **Afrique du Sud**, chargée d'apprécier l'évolution politique de ce pays et l'état des **relations avec la France** ;
- la seconde en **Inde**, chargée d'évaluer l'état des **relations bilatérales franco-indiennes** (3 décembre 1993) (p. 5507). Octroi de l'autorisation demandée (21 décembre 1993) (p. 6790).

c) *Commission des affaires sociales*

1 – Rapport d'information de *M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Huriet, Pierre Louvot, Guy Robert et Alain Vasselle* fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993 dans les départements de la **Martinique** et de la **Guadeloupe** afin d'y étudier les problèmes de l'**emploi** et de l'**insertion sociale et professionnelle** [n° 263 (92-93)] (16 avril 1993).

2 – Demande de *M. Jean-Pierre Fourcade*, président de la commission des affaires sociales, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Suède** pour étudier les modalités d'**insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs** et de **conversion** des personnes menacées de licenciement ainsi que l'organisation du **service public de l'emploi** (15 juin 1993) (p. 1283). Octroi de l'autorisation demandée (9 juillet 1993) (p. 2431). Mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993. Rapport d'information de *MM. Jean-Pierre Fourcade, Jacques Bimbenet, Mmes Michelles Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Marcel Lesbros, Simon Loueckhote, Jean Madelain, Bernard Seillier et Louis Souvet* [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993).

d) *Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation*

1 – Rapport d'information de *MM. Paul Girod, Jean Arthuis, Roland du Luart et Jean-Pierre Masseret*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation à la suite d'une mission effectuée aux **Etats-Unis**, du 28 février au 6 mars 1993, sur la position de la nouvelle administration américaine dans les **négociations du GATT** [n° 267 (92-93)] (21 avril 1993).

2 – Rapport d'information de *M. Christian Poncelet* fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation à la suite d'une mission effectuée à **Moscou**, du 21 au 24 février, puis à **Saint-Pétersbourg** du 24 au 27 février 1993 [n° 357 (92-93)] (14 juin 1993).

e) *Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale*

1 – Rapport d'information de *MM. Jean-Marie Girault, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt et Camille Cabana* fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à la suite d'une mission effectuée en **Nouvelle-Calédonie**, en **Polynésie française** et à **Wallis-et-Futuna** du 16 au 31 juillet 1992 [n° 299 (92-93)] (11 mai 1993).

2 – Demande de *M. Jacques Larché*, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Russie** et en **Ukraine** afin d'étudier les **problèmes d'ordre constitutionnel et juridique** posés par l'évolution institutionnelle de ces pays (16 juin 1993) (p. 1334). Octroi de l'autorisation demandée (9 juillet 1993) (p. 2431). Mission effectuée du 8 au 20 septembre 1993. Rapport de *MM. Jacques Larché, Guy Allouche, Guy Cabanel, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Bernard Laurent et Paul Masson* [n° 132 (93-94)] (1<sup>er</sup> décembre 1993).

**B. – Missions d'information effectuées dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat (article 22 du Règlement)**

1 – Rapport d'information de *M. Henri Gætschy*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, à la suite d'une mission effectuée dans les **terres australes** [n° 279 (92-93)] (28 avril 1993).

2 – Rapport d'information de *MM. François Abadie, Jean-Paul Chambriard, Michel Crucis, Bernard Guyomard et Michel Poniatowski*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une visite effectuée en **région maritime Méditerranée** à Toulon, le 8 juin 1993 [n° 366 (92-93)] (16 juin 1993).

3 – Rapport d'information de *M. Michel Caldaguès*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et de forces armées sur le **Corps européen** [n° 48 (93-94)] (20 octobre 1993).

**IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE**  
(Titre IX de la Constitution)

*Composition au 1<sup>er</sup> janvier 1993* : voir « Informations parlementaires annuelles 1992 ».

**Membres élus par le Sénat :**

*Juges titulaires* : *MM. Guy Allouche, Jean-Louis Carrère, Charles de Cuttoli, Jean Delaneau, André Diligent, Jacques Larché, Charles Lerdemann, Kléber Malécot, Paul Masson, Michel Rufin.*

*Juges suppléants* : *MM. Germain Authié, Georges Berchet, Daniel Millaud, Luc Dejoie, André Jarrot, Jean-Pierre Tizon.*

### **Membres élus par l'Assemblée nationale :**

*Election le 14 avril 1993 (JO Lois et décrets du 15 avril 1993) :*

*Juges titulaires :* M. Didier Bariani\*, Mme Nicole Catala, MM. Jean-François Deniau, Alain Grioteray, Georges Hage, Jean-Jacques Hyst, Jacques Limouzy, Pierre Mazeaud, Jean-Pierre Michel, Didier Migaud, Patrick Ollier, Mme Suzanne Sauvaigo.

*Juges suppléants :* MM. Xavier Deniau, Claude Dhinnin, André Gérin, Henry Jean-Baptiste, Georges Mesmin, Roger-Gérard Schwartzberg.

## **COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE**

(Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993)

### **Membres élus par le Sénat :**

*Election des membres le 8 décembre 1993 (JO Lois et décrets du 9 décembre 1993) :*

*Juges titulaires :* MM. Louis Brives, Luc Dejoie, André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Masson, Jean-Pierre Tizon.

*Juges suppléants :* MM. Germain Authié, Georges Berchet, Philippe de Bourgoing, René-Georges Laurain, Daniel Millaud, Michel Rufin.

### **Membres élus par l'Assemblée nationale :**

*Election des membres le 8 décembre 1993 (JO Lois et décrets du 9 décembre 1993) :*

*Juges titulaires :* MM. Raoul Béteille, Xavier Deniau, Georges Durand, Georges Hage, Jean-Jacques Hyst, Didier Migaud.

*Juges suppléants :* MM. Louis de Broissia, Jean-Claude Decagny, André Gérin, Georges Mesmin, Mme Suzanne Sauvaigo, M. Roger-Gérard Schwartzberg.

*Bureau : Président :* Magistrat du siège à la Cour de cassation.

## **X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES**

(nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire d'octobre, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat).

*Composition au 1<sup>er</sup> janvier 1993 :* voir « Informations parlementaires annuelles 1992 ».

*Nomination par le Sénat le 6 octobre 1993 (JO Lois et décrets du 7 octobre 1993) :*

*Membres :* Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Berchet, Jean Chérioux, Luc Dejoie, Gérard Delfau, Rémi Herment, Tony Larue, Roland du Luart, Philippe Marini, Pierre Schiélé, Albert Voilquin.

*Nomination du bureau le 12 octobre 1993 (JO Lois et décrets du 13 octobre 1993) :* *Président :* M. Jean Chérioux ; *Vice-président :* M. Albert Voilquin ; *Secrétaire-rapporteur :* M. Tony Larue.

## **XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE**

*Délégués du Sénat et de l'Assemblée nationale au 1<sup>er</sup> janvier 1993 :* voir « Informations parlementaires annuelles 1992 ».

*Modifications intervenues en cours d'année :*

Le 11 mai 1993, M. Jean Dumont est nommé membre titulaire et M. Pierre Croze est nommé membre suppléant, en remplacement respectivement de MM. Jean Puech et Jean Dumont (JO Lois et décrets du 12 mai 1993) ;

le 18 juin 1993, M. Serge Vinçon est nommé membre suppléant, en remplacement de M. Paul d'Ornano, démissionnaire (JO Lois et décrets du 19 juin 1993).

### **Représentants du Sénat :**

*Délégués titulaires :* MM. Pierre Jeambrun, Michel Alloncle, Adrien Gouteyron, Louis Jung, Jean Dumont, Jean-Pierre Masseret.

*Délégués suppléants :* MM. Edouard Le Jeune, Pierre Croze, Mme Josette Durrieu, MM. Jean Roger, Jean-François Le Grand, Serge Vinçon.

### **Représentants de l'Assemblée nationale :**

*Election par l'Assemblée nationale le 14 avril 1993 (JO Lois et décrets du 15 avril 1993) :*

*Délégués titulaires :* MM. Jacques Baumel, Claude Birraux, Jean-Michel Boucheron, Georges Colombier, René Couveinhes, Robert Galley, Aloys Geoffroy, Denis Jacquat, Gabriel Kasperreit, Bernard Schreiner, Jean Seitlinger, Jean Valleix.

*Délégués suppléants :* MM. Augustin Bonrepaux, Jean-Guy Branger, Jean Briane, Christian Daniel, Jean-Claude Decagny, Xavier Deniau, Charles Ehrmann, Michel Hunault, Jean de Lipkowski, Jean-Louis Masson, Jean-Claude Mignon, Jean Proriol.

*Nomination du Bureau le 5 mai 1993*

*Président :* M. Jean Valleix, député ; *Vice-présidents :* MM. Louis Jung et Jean-Pierre Masseret, sénateurs, MM. Jean Seitlinger et Jean de Lipkowski, députés ; *Secrétaire général :* M. Pierre Jeambrun, sénateur.

\* M. Didier Bariani a été élu juge titulaire de la Haute Cour de justice, le 8 décembre 1993 (JO Lois et décrets du 9 décembre 1993) en remplacement de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch.

## XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>		
Conseil national des politiques de <b>lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</b> (décret N° 93-650 du 26 mars 1993)	MM. Pierre Louvot	Louis Souvet
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES</b>		
Conseil d'administration de l'Agence pour <b>l'enseignement français à l'étranger</b>	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale des Bourses de l'Agence pour <b>l'enseignement français à l'étranger</b>	Mme Paulette Brisepierre M. Xavier de Villepin	
Comité directeur du fonds d'aide et de <b>coopération</b>	M. Michel Charasse	
Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du <b>fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger</b>	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale pour <b>l'éducation, la science et la culture (U.N.E.S.C.O.)</b>	MM. Jacques Golliet Adrien Gouteyron	
<b>AGRICULTURE</b>		
Comité consultatif du fonds national des <b>abattoirs</b>	MM. Alain Pluchet	Fernand Tardy
Conseil supérieur de <b>l'aménagement rural</b>	(*)	
Conseil national <b>d'aménagement du territoire</b>	M. Jean François-Poncet	
Conseil supérieur du <b>cheval</b>	MM. Josselin de Rohan	Michel Souplet
Comité de contrôle du <b>fonds forestier national</b>	M. Jacques-Richard Delong	
Conseil supérieur de la <b>forêt et des produits forestiers</b>	MM. Philippe François	Charles-Edmond Lenglet
Conseil national de la <b>montagne</b>	MM. Raymond Bouvier André Jourdain Jean Faure Bernard Hugo	
<b>ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE</b>		
Conseil d'administration de l'office national des <b>anciens combattants</b> et victimes de guerre	M. Guy Robert	
Commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour <b>les anciens combattants d'Afrique du Nord</b>	MM. Auguste Cazalet Michel Miroudot Guy Robert Ernest Cartigny Léon Fatous	Roger Rigaudière Jean-Pierre Fourcade Jacques Habert André Bohl Robert Pagès
Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la <b>valeur du point de pension</b>	MM. Auguste Cazalet Roger Rigaudière Michel Miroudot Guy Robert Léon Fatous Max Lejeune Robert Vizet	Emmanuel Hamel Henri Belcour Jean Dumont Louis de Catuelan Gérard Roujas Jacques Bimbenet Mme Marie-Claude Beaudou
Comité d'honneur pour la <b>Commémoration du Maréchal Jean de Lattre de Tassigny</b>	M. René Monory	

(\*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
<b>COLLECTIVITÉS LOCALES</b>		
Fonds national pour le développement des <b>adductions d'eau</b> dans les communes rurales	MM. Roland du Luart Louis Mercier	
Comité des <b>finances</b> locales	MM. Jacques Oudin Christian Bonnet	Jean Clouet Raymond Bouvier
Conseil national des <b>services publics départementaux et communaux</b>	MM. Germain Authié Bernard Laurent René-Georges Laurin Pierre Schiélé	
<b>COMMUNICATION</b>		
<b>France 2</b>	M. André Fosset	
<b>France 3</b>	M. Michel Miroudot	
<b>Institut national de l'audiovisuel</b>	Mme Paulette Brisepierre	
<b>Radio-France</b>	M. Jacques Carat	
<b>Radio-France internationale</b>	M. Charles de Cuttoli	
<b>Radio-Télévision française d'outre-mer</b>	M. Daniel Millaud	
<b>CULTURE ET ÉDUCATION</b>		
Conseil d'orientation du centre national d'art et de la culture <b>Georges-Pompidou</b>	MM. Michel Miroudot Camille Cabana Marcel Vidal	
Conseil national de la <b>cinématographie</b>	MM. Jacques Sourdille Jean Delaneau	Jean Cluzel Michel Miroudot
Conseil d'administration de l'établissement public de la <b>Cité des sciences et de l'industrie de la Villette</b>	M. Philippe François	
Conseil national de l' <b>enseignement supérieur et de la recherche</b>	MM. Pierre Laffitte	Jean Clouet
Conseil national des <b>fondations</b>	M. Pierre Laffitte	
<b>DÉFENSE</b>		
Comité des prix de revient des fabrications d' <b>armement</b>	M. Maurice Blin	
Conseil permanent du <b>service militaire</b>	(*)	
<b>DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER</b>		
Comité directeur du <b>F.I.D.E.S.T.O.M.</b>	MM. Daniel Millaud Henri Gœtschy	Jacques Bimbenet Michel Charasse
Comité directeur du <b>F.I.D.O.M.</b>	MM. Henri Gœtschy Albert Pen Paul Moreau	
<b>ÉCONOMIE ET FINANCES</b>		
Conseil national des <b>assurances</b>	M. Etienne Dailly	
Commission de surveillance de la <b>Caisse des dépôts et consignations</b>	M. Christian Poncelet	

(\*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil de surveillance du Centre national des <b>caisses d'épargne et de prévoyance</b>	M. Jean Arthuis	
Commission des <b>comptes et budgets économiques de la Nation</b>	MM. Christian Poncelet Jean Arthuis	
Conseil supérieur de la <b>coopération</b>	MM. Franck Sérusclat Henri de Raincourt	
Comité central d'enquête sur le <b>coût et le rendement des services publics</b>	MM. Maurice Blin René Tréguët	Jacques Oudin
Conseil national du <b>crédit</b>	MM. Jean Arthuis	Paul Loridant
Commission supérieure du <b>crédit maritime mutuel</b>	MM. Louis de Catuelan René Régnauld Josselin de Rohan	
Commission centrale de classement des <b>débts de tabac</b>	M. Auguste Cazalet	
Conseil national de l'information <b>statistique</b>	MM. René Tréguët	Georges Berchet
Haut Conseil du <b>secteur public</b>	MM. Camille Cabana Raymond Bouvier Louis Souvet Jean Arthuis	
Caisse française de <b>développement</b>	MM. Jacques Chaumont	Michel Charasse
<b>ÉNERGIE</b>		
Commission consultative pour la production de <b>carburants</b> de substitution	MM. Philippe François Rémi Herment	
Conseil supérieur de l' <b>électricité et du gaz</b>	MM. Bernard Barbier Alain Pluchet	
Comité consultatif de l'utilisation de l' <b>énergie</b>	M. Henri Revol	
Agence de l' <b>environnement et de la maîtrise de l'énergie</b>	M. Michel Souplet	
Comité de contrôle du fonds de soutien aux <b>hydrocarbures</b>	M. Bernard Barbier	
Conseil supérieur du <b>pétrole</b>	(*)	
Conseil supérieur de la <b>sûreté</b> et de l' <b>information nucléaire</b>	M. Henri Revol	
<b>ENVIRONNEMENT, LOGEMENT, URBANISME</b>		
Conseil national du <b>bruit</b>	M. Paul Blanc	
Conseil d'administration du conservatoire de l' <b>espace littoral</b> et des rivages lacustres	MM. Alphonse Arzel Ambroise Dupont	Claude Pradille Marcel Vidal
Conseil national de l' <b>habitat</b>	MM. Louis Moinard	Maurice Lombard
Commission supérieure des <b>sites</b>	M. Robert Piat	
Commission nationale d' <b>urbanisme commercial</b>	MM. Roger Husson Jean-Paul Emin Louis Moinard Jacques Bellanger	Jean-Jacques Robert Jean Huchon Jean Boyer Jean-Pierre Demerliat

(\*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
<b>INTÉRIEUR, LIBERTÉS PUBLIQUES</b>		
Commission d'accès aux <b>documents administratifs</b>	MM. Pierre Fauchon	Guy Allouche
Commission consultative des <b>droits de l'homme</b>	M. Pierre-Christian Taittinger	
Commission nationale consultative des <b>gens du voyage</b>	MM. José Balarello Philippe François	
Commission nationale de l' <b>informatique et des libertés</b>	MM. Alex Türk Pierre Schiélé	
Commission nationale de contrôle des <b>interceptions de sécurité</b>	M. Jacques Golliet	
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des <b>jeux</b>	M. Ernest Cartigny	
Commission de surveillance et de contrôle des <b>publications destinées à l'enfance et à l'adolescence</b>	MM. Jacques Carat Joël Bourdin	James Bordas Ivan Renar
<b>JEUNESSE, SPORTS, TOURISME, VIE ASSOCIATIVE</b>		
Haut comité du <b>loisir social</b> , de l'éducation populaire et des activités de pleine nature	M. Maurice Schumann	
Comité de l'éthique du <b>loto sportif</b>	MM. Jean Delaneau	François Lesein
Commission nationale du <b>sport de haut niveau</b>	MM. Bernard Pellarin François Lesein	
Conseil national du <b>tourisme</b>	MM. Pierre Vallon	Charles Ginesy
Fonds national pour le développement de la vie <b>associative</b>	M. Pierre Vallon	
<b>JUSTICE, LÉGISLATION GÉNÉRALE</b>		
Conseil supérieur de l' <b>administration pénitentiaire</b> .	MM. Alain Lambert Charles de Cuttoli Guy Cabanel	
Conseil supérieur de l' <b>adoption</b>	M. Michel Rufin	
Commission consultative des <b>archives audiovisuelles de la justice</b>	M. Michel Dreyfus-Schmidt	
Commission supérieure de <b>codification</b>	MM. Michel Rufin	Maurice Ulrich
Conseil d'administration de l'établissement d' <b>hospitalisation de Fresnes</b>	M. José Balarello	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Comité national chargé de la publication des <b>travaux préparatoires des institutions de la V<sup>e</sup> République</b>	M. Jacques Larché	
<b>POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>		
Commission supérieure du service public des <b>Postes et Télécommunications</b>	MM. André Fosset Gérard Larcher Louis Perrein Henri Torre	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
<b>SANTÉ</b>		
Conseil supérieur de l'établissement national des <b>invalides de la marine</b>	MM. Louis de Catuelan Guy Robert	
Comité national de l' <b>organisation sanitaire et sociale</b>	MM. Jean-Pierre Fourcade	Franck Sérusclat
Conseil d'administration de l'hôpital des <b>Quinze-Vingt</b>	M. François Delga	
Etablissement national des convalescents de <b>Saint-Maurice</b>	Mme Marie-Claude Beaudeau	
Comité consultatif national d' <b>éthique</b> pour les sciences de la vie et de la santé	M. Michel Miroudot	
Conseil national du <b>syndrome immunodéficientaire acquis</b>	M. François Delga	
Comité de liaison pour le <b>transport des personnes handicapées</b>	M. Maurice Lombard	
Commission nationale de l' <b>équipement sanitaire</b>	M. Jean-Pierre Fourcade	
<b>SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL</b>		
Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des <b>conditions de travail</b>	Mme Michelle Demessine	
Commission des <b>comptes de la sécurité sociale</b>	MM. Louis Boyer Charles Descours Roland du Luart Jacques Oudin	
Conseil supérieur de la <b>mutualité</b>	M. Jean Chérioux	
Conseil supérieur des <b>prestations sociales agricoles</b>	MM. Bernard Seillier Roland du Luart	Jacques Bialski Jacques Machet
Conseil pour la protection sociale des <b>Français de l'étranger</b>	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Comité national des <b>retraités et des personnes âgées</b>	M. Bernard Seillier	Mme Hélène Missoffe
Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des <b>travailleurs handicapés</b>	Mme Hélène Missoffe M. Franck Sérusclat	
<b>TRANSPORTS</b>		
Conseil d'administration de l'établissement public « <b>Autoroutes de France</b> »	M. Paul Girod	
Conseil supérieur de l' <b>aviation</b> marchande	MM. Pierre Jeambrun	Jean-François Le Grand
Conseil national des <b>transports</b>	MM. Charles-Edmond Lenglet Maurice Lombard	Jacques Rocca Serra Bernard Hugo



### XIII. – MINISTÈRES

#### A. – Gouvernement Pierre BEREGOVY

(Nommé les 2, 4 avril, 23 mai, 3 juin, 2 octobre et 26 décembre 1992.)  
(J.O. des 3, 5 avril, 24 mai, 4 juin, 3 octobre et 27 décembre 1992.)

##### 1. – Composition au 1<sup>er</sup> janvier 1993 :

Premier ministre .....	Pierre Bérégovoy
Ministre d'État, ministre de l'éducation nationale et de la culture .....	Jack Lang
Ministre d'État, ministre des affaires étrangères .....	Roland Dumas
Ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives .....	Michel Delebarre
Garde des Sceaux, ministre de la justice .....	Michel Vauzelle
Ministre de l'intérieur et de la sécurité publique .....	Paul Quilès
Ministre de la défense .....	Pierre Joxe
Ministre de l'économie et des finances .....	Michel Sapin
Ministre de l'agriculture et du développement rural .....	Jean-Pierre Soisson
Ministre de l'environnement .....	Ségolène Royal
Ministre de l'équipement, du logement et des transports .....	Jean-Louis Bianco
Ministre de l'industrie et du commerce extérieur .....	Dominique Strauss-Kahn
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle .....	Martine Aubry
Ministre des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement .....	Louis Mermaz
Ministre du budget .....	Martin Malvy
Ministre des affaires sociales et de l'intégration .....	René Teulade
Ministre de la santé et de l'action humanitaire .....	Bernard Kouchner
Ministre de la ville .....	Bernard Tapie
Ministre des départements et territoires d'outre-mer .....	Louis Le Pen
Ministre de la recherche et de l'espace .....	Hubert Curien
Ministre des postes et télécommunications .....	Emile Zuccarelli
Ministre de la jeunesse et des sports .....	Frédérique Bredin
Ministre délégué aux affaires européennes .....	Elisabeth Guigou
Ministre délégué aux affaires étrangères .....	Georges Kiejman
Ministre délégué à la coopération et au développement .....	Marcel Debarge
Ministre délégué au commerce et à l'artisanat .....	Gilbert Baumet
Ministre délégué au logement et au cadre de vie .....	Marie-Noëlle Lienemann
Ministre délégué au tourisme .....	Jean-Michel Baylet
Ministre délégué au commerce extérieur .....	Bruno Durieux
Ministre délégué à l'énergie .....	André Billardon
Secrétaire d'État aux anciens combattants et victimes de guerre .....	Louis Mexandeau
Secrétaire d'État à l'aménagement du territoire .....	André Laignel
Secrétaire d'État aux grands travaux .....	Emile Biasini
Secrétaire d'État au plan .....	François Loncle
Secrétaire d'État à l'enseignement technique .....	Jean Glavany
Secrétaire d'État à la communication .....	Jean-Noël Jeanneney
Secrétaire d'État à la francophonie et aux relations culturelles extérieures .....	Catherine Tasca
Secrétaire d'État aux collectivités locales .....	Jean-Pierre Sueur
Secrétaire d'État à la défense .....	Jacques Mellick
Secrétaire d'État aux droits des femmes et à la consommation .....	Véronique Neiertz
Secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux .....	Georges Sarre
Secrétaire d'État à la mer .....	Charles Josselin
Secrétaire d'État à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés .....	Laurent Cathala
Secrétaire d'État à l'intégration .....	Kofi Yamgnane
Secrétaire d'État aux handicapés .....	Michel Gillibert

**2. – Attributions des ministres et secrétaires d'État en exercice au 1<sup>er</sup> janvier 1993 :**

Voir table thématique 1992 et « Informations parlementaires annuelles 1992 ».

**3. – Modifications intervenues entre le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et le 29 mars 1993 :**

– Décret du 9 mars 1993 (JO Lois et décrets du 10 mars 1993) :

Il est mis fin aux fonctions de M. Pierre Joxe, ministre de la défense, appelé à d'autres fonctions.

M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, est nommé ministre de la défense.

**4. – Attributions des ministres et secrétaires d'État entre le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et le 29 mars 1993 :**

– Décret n° 93-25 du 8 janvier 1993 relatif aux attributions du secrétaire d'État au Plan (JO Lois et décrets du 9 janvier 1993) ;

– Décret n° 93-31 du 8 janvier 1993 relatif aux attributions du ministre de la ville (JO Lois et décrets du 9 janvier 1993) ;

– Décret n° 93-348 du 15 mars 1993 relatif aux attributions du secrétaire d'État à la défense (JO Lois et décrets du 17 mars 1993).

**5. – Cessation des fonctions du Gouvernement le 29 mars 1993 :**

– Décret du 29 mars 1993 (JO Lois et décrets du 30 mars 1993).

**B. – Gouvernement Edouard BALLADUR**

(Nommé les 29 et 30 mars 1993.)

(J.O. des 30 et 31 mars 1993.)

**1. – Composition au 30 mars 1993 :**

Premier ministre .....	Edouard Balladur
Ministre d'État, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville .....	Simone Veil
Ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire .....	Charles Pasqua
Ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice .....	Pierre Méhaignerie
Ministre d'État, ministre de la défense .....	François Léotard
Ministre des affaires étrangères .....	Alain Juppé
Ministre de l'éducation nationale .....	François Bayrou
Ministre de l'économie .....	Edmond Alphandéry
Ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur .....	Gérard Longuet
Ministre de l'équipement, des transports et du tourisme .....	Bernard Bosson
Ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat .....	Alain Madelin
Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle .....	Michel Giraud
Ministre de la culture et de la francophonie .....	Jacques Toubon
Ministre du budget, porte-parole du Gouvernement .....	Nicolas Sarkozy
Ministre de l'agriculture et de la pêche .....	Jean Puech
Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche .....	François Fillon
Ministre de l'environnement .....	Michel Barnier
Ministre de la fonction publique .....	André Rossinot
Ministre du logement .....	Hervé de Charette
Ministre de la coopération .....	Michel Roussin
Ministre des départements et territoires d'outre-mer .....	Dominique Perben
Ministre de la jeunesse et des sports .....	Michèle Alliot-Marie
Ministre de la communication .....	Alain Carignon
Ministre des anciens combattants et victimes de guerre .....	Philippe Mestre
Ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale .....	Pascal Clément
Ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés .....	Roger Romani
Ministre délégué à la santé .....	Philippe Douste-Blazy
Ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales .....	Daniel Hoeffel
Ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme .....	Lucette Michaux-Chevry
Ministre délégué aux affaires européennes .....	Alain Lamassoure

**2. – Attributions des ministres en exercice au 30 mars 1993 :**

• Décrets du 8 avril 1993 (JO Lois et décrets du 9 avril 1993) :

– n° 93-778 portant transfert au Premier ministre des attributions relatives aux relations avec le Parlement et aux rapatriés.

- n° 93-779 relatif aux attributions du ministre d'État, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville.
- n° 93-780 relatif aux attributions du ministre de l'économie.
- n° 93-781 relatif aux attributions du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur.
- n° 93-782 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, des transports et du tourisme.
- n° 93-783 relatif aux attributions du ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat.
- n° 93-784 relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.
- n° 93-785 relatif aux attributions du ministre du budget, porte-parole du Gouvernement.
- n° 93-786 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche.
- n° 93-787 relatif aux attributions du ministre de l'environnement.
- n° 93-788 relatif aux attributions du ministre du logement.
- n° 93-789 relatif aux attributions du ministre des anciens combattants et victimes de guerre.
- **Décrets du 13 avril 1993 (JO Lois et décrets du 14 avril 1993) :**
  - n° 93-790 relatif aux attributions du ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale.
  - n° 93-791 relatif aux attributions du ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés.
  - n° 93-792 relatif aux attributions du ministre délégué à la santé.
- **Décret n° 93-793 du 15 avril 1993** relatif aux attributions du ministre de la fonction publique (JO Lois et décrets du 16 avril 1993).
- **Décrets du 16 avril 1993 (JO Lois et décrets du 17 avril 1993) :**
  - n° 93-794 relatif aux attributions du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.
  - n° 93-795 relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale.
  - n° 93-796 relatif aux attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- **Décret n° 93-797 du 16 avril 1993** relatif aux attributions du ministre de la culture et de la francophonie (JO Lois et décrets du 20 avril 1993).
- **Décret n° 93-806 du 26 avril 1993** relatif aux attributions du ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme (JO Lois et décrets du 27 avril 1993).
- **Décret n° 93-796 du 16 avril 1993** relatif aux attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (rectificatif) (JO Lois et décrets du 8 mai 1993).

## XIV. – TEXTES

### A. – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1993

(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table thématique et de la **date de première inscription** à l'ordre du jour)\*

#### Deuxième session ordinaire de 1992-1993 (2 avril - 30 juin 1993)

**8 avril 1993.** – Déclaration de politique générale. – **Gouvernement (déclarations).**

**13 avril 1993.** – Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe trans-Manche. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux États (ensemble une annexe, un règlement d'application et une délibération). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution. – **Traités et conventions.**

**15 avril 1993.** – Déclaration de politique générale. – **Gouvernement (déclarations).**

**5 mai 1993.** – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière domaniale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du Traité sur le régime « Ciel ouvert » (ensemble douze annexes), signé à Helsinki le 24 mars 1992. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes, adoptée à Genève le 24 juin 1974. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Yémen relatif à la coopération culturelle, scientifique et technique, signé à Sanaa le 31 octobre 1991. – **Traités et conventions.**

\* Pour connaître le détail des travaux parlementaires, se reporter à la rubrique dans le corps de la table thématique 1993.

– Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lituanie. – **Traités et conventions.**

**6 mai 1993.** – Proposition de loi tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme. – **Participation des salariés.**

**13 mai 1993.** – Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société Nationale des Chemins de fer Français. – **Transports.**

**18 mai 1993.** – Déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire. – **Gouvernement (déclarations).**

**25 mai 1993.** – Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X. – **Constitution.**

**27 mai 1993.** – Proposition de résolution sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (N° E-3). – **Commerce extérieur.**

**28 mai 1993.** – Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative). – **Code de la consommation.**

**1<sup>er</sup> juin 1993.** – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales. – **Procédure pénale.**

**3 juin 1993.** – Proposition de loi tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République. – **Collectivités territoriales.**

**8 juin 1993.** – Projet de loi de finances rectificative pour 1993. – **Lois de finances rectificatives.**

**10 juin 1993.** – Projet de loi de privatisation. – **Privatisations.**

**15 juin 1993.** – Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité. – **Nationalité française.** (1<sup>re</sup> lecture le 20 juin 1990).

**17 juin 1993.** – Proposition de loi précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales. – **Elections.**

**21 juin 1993.** – Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la Nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1<sup>re</sup> partie : législative). – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

**22 juin 1993.** – Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale. – **Retraites.**

**23 juin 1993.** – Projet de loi portant transposition de la directive du Conseil n° 90/377/CEE du 29 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité. – **Energie.**

– Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol. – **Agriculture.**

– Projet de loi relatif à la partie législative du livre III (nouveau) du code rural. – **Code rural.**

– Projet de loi relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural. – **Code rural.**

**24 juin 1993.** – Projet de loi relatif à la conduite des inspections menées en vertu de l'article 14 du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et du protocole sur l'inspection annexé à ce traité. – **Défense.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la

République de Mongolie, relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. – **Traités et conventions.**

– Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration. – **Elections.**

**28 juin 1993.** – Proposition de loi relative à la mise en œuvre des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes. – **Propriété intellectuelle.**

– Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal. – **Code pénal.**

**29 juin 1993.** – Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité. – **Ordre public.**

– Résolution adoptée par la commission des Affaires culturelles, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62). – **Marchés financiers.**

– Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales. – **Enseignements privés.**

#### Deuxième session extraordinaire de 1992-1993

(1<sup>er</sup> juillet - 13 juillet 1993)

**1<sup>er</sup> juillet 1993.** – Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit. – **Banques et établissements financiers.**

**5 juillet 1993.** – Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel. – **Enseignement supérieur.**

– Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage. – **Emploi.**

**6 juillet 1993.** – Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France. – **Etrangers.**

**8 juillet 1993.** – Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat. – **Immunité parlementaire.**

**9 juillet 1993.** – Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1991. – **Lois de règlements.**

**13 juillet 1993.** – Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures signée à Bonn le 3 décembre 1976 (ensemble quatre annexes). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et le Gouverneur de la Banque de France. – **Banques et établissements financiers.**

**19 juillet 1993.** – Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI. – **Constitution. Congrès du Parlement.**

#### Troisième session extraordinaire de 1992-1993

(29 septembre - 30 septembre 1993)

**29 septembre 1993.** – Déclaration de politique générale. – **Gouvernement (déclarations).**

#### Première session ordinaire de 1993-1994

(2 octobre - 20 décembre 1993)

**5 octobre 1993.** – Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature. – **Magistrature.**

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature. – **Magistrature.**

**7 octobre 1993.** – Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales. – **Sociétés civiles et commerciales.**

– Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative), en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes. – **Assurances.**

**12 octobre 1993.** – Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil. – **Etrangers.**

**14 octobre 1993.** – Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative). – **Code de commerce.**

– Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992. – **Travail.**

– Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction. – **Urbanisme.**

**15 octobre 1993.** – Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la république de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la république de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettres concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne et deux déclarations de la Pologne), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991. – **Traités et conventions.**

**19 octobre 1993.** – Projet de loi relatif à l'imprimerie nationale. – **Sociétés nationales.**

**20 octobre 1993.** – Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République. – **Cour de justice.**

**21 octobre 1993.** – Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives. – **Sports.**

– Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. – **Marchés publics.**

– Projet de loi instituant la société par actions simplifiées. – **Sociétés civiles et commerciales.**

**22 octobre 1993.** – Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en œuvre de l'accord sur l'Espace économique européen. – **Europe.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale de sécurité sociale du 29 mars 1974 entre la France et le Sénégal. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land Bade-Wurtemberg concernant les relations de coopération entre les établissements portuaires de Strasbourg et de Kehl. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant approbation d'un quatrième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'Etat et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port. – **Etablissements publics.**

**26 octobre 1993.** – Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale. – **Santé.**

**27 octobre 1993.** – Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts. – **Finances locales.**

**2 novembre 1993.** – Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle. – **Politique économique et sociale.**

**15 novembre 1993.** – Proposition de loi modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques. – **Professions judiciaires et juridiques.**

– Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux. – **Elections.**

**16 novembre 1993.** – Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile. – **Etrangers.**

**17 novembre 1993.** – Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale. – **Code pénal.**

**18 novembre 1993.** – Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers. – **Politique économique et sociale.**

**19 novembre 1993.** – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil visant au renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement (n° E-109). – **Communautés européennes.**

– Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile. – **Etrangers. Congrès du Parlement.**

**22 novembre 1993.** – Projet de loi de finances pour 1994. – **Lois de finances.**

**13 décembre 1993.** – Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998. – **Sports.**

**15 décembre 1993.** – Déclaration de politique générale. – **Gouvernement (déclarations).**

**16 décembre 1993.** – Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires. – **Produits agricoles et alimentaires.**

– Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture. – **Agriculture.**

**17 décembre 1993.** – Projet de loi de finances rectificative pour 1993. – **Lois de finances rectificatives.**

– Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes. – **Impôts et taxes.**

**18 décembre 1993.** – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et les Communautés européennes portant sur le transfert de droits à pension (ensemble quatre annexes). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'acte modifiant le protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement habilitant le conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signées à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le

19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990. – **Traités et conventions.**

**20 décembre 1993.** – Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication. – **Communication audiovisuelle.**

## B. – Textes déposés en 1993, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat (avec indication de la rubrique de classement dans la table thématique et de la date de dépôt).

**Première session extraordinaire 1992-1993**  
(dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal  
de la séance du 23 décembre 1992)

**13 janvier 1993.** – Projet de loi relatif aux polices municipales. – **Communes.**

**21 janvier 1993.** – Projet de loi relatif aux musées, aux établissements publics territoriaux à vocation culturelle et aux restaurateurs du patrimoine. – **Arts et spectacles.**

**1<sup>er</sup> février 1993.** – Proposition de loi sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires. – **Transports.**

**3 février 1993.** – Proposition de loi relative à l'attribution de la carte de combattant aux soldats polonais ayant servi dans l'armée française. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi sur la retraite des stagiaires de la formation professionnelle qui sont anciens combattants d'Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative à la modification de la loi du 27 juillet 1917 pour les orphelins de guerre et les pupilles de la Nation. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 521-6 du code du travail. – **Grève (droit de).**

**11 février 1993.** – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le code de l'urbanisme. – **Environnement.**

– Proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat. – **Collectivités territoriales.**

**17 février 1993.** – Proposition de loi visant à restaurer la confiance nécessaire au sauvetage du secteur locatif privé. – **Logement.**

**19 février 1993.** – Proposition de loi tendant à permettre la création de fonds de pension. – **Épargne.**

**24 février 1993.** – Proposition de loi visant à modifier l'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1992 (n° 92-1476 du 31 décembre 1992). – **Lois de finances.**

– Proposition de loi visant à créer un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire. – **Aménagement du territoire.**

**3 mars 1993.** – Proposition de loi visant à démocratiser l'impôt de solidarité sur la fortune. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public des postes et télécommunications. – **Postes et télécommunications (P et T).**

**11 mars 1993.** – Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et relatif à l'organisation des pouvoirs publics. – **Constitution.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont été conduites par le Gouvernement français les négociations sur le volet agricole du GATT. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

– Proposition de loi tendant à garantir, en toute période, le caractère de libertés publiques fondamentales à l'affichage et à la diffusion d'opinion. – **Élections.**

**13 mars 1993.** – Proposition de loi modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale. – **Fonctionnaires et agents publics.**

**Première session extraordinaire de 1993-1994**  
(21 décembre - 23 décembre 1993)

**21 décembre 1993.** – Projet de loi relatif au patrimoine monumental. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

– Proposition de loi relative à la prise en charge des personnes âgées dépendantes. – **Personnes âgées.**

**16 mars 1993.** – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 122-20 du code des communes. – **Communes.**

**17 mars 1993.** – Proposition de loi visant à abroger l'article 27 de la loi de finances pour 1993 (n° 92-1376 du 30 décembre 1992). – **Taxe professionnelle.**

**18 mars 1993.** – Projet de loi portant création d'une caisse de garantie des retraites. – **Retraites.**

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française. – **Langue française.**

**20 mars 1993.** – Proposition de loi tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « Personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « Victimes de la déportation du travail ». – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

**23 mars 1993.** – Proposition de loi tendant à alléger certaines procédures applicables aux collectivités territoriales. – **Collectivités territoriales.**

**29 mars 1993.** – Proposition de loi relative à la décentralisation de la politique du développement rural. – **Aménagement rural.**

**30 mars 1993.** – Proposition de loi instituant une taxe de servitude pour le passage des réseaux de transport souterrain. – **Impôts et taxes.**

**Seconde session ordinaire 1992-1993**  
(2 avril - 30 juin 1993)

*Propositions de loi reprises par leurs auteurs*  
(6 avril 1993)

**23 juillet 1991.** – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête parlementaires. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

**19 novembre 1991.** – Proposition de loi relative au statut et à la promotion de la langue régionale en Alsace et en Moselle. – **Alsace et Moselle** (27 avril 1993)

**20 septembre 1991.** – Proposition de loi tendant à créer une commission nationale des méthodes substitutives à l'expérimentation animale. – **Animaux.**

**5 novembre 1991.** – Proposition de loi tendant à sanctionner les personnes recherchées ne prévenant pas les équipes de secours lorsque ces dernières deviennent inutiles. – **Sécurité civile.**

**13 novembre 1991.** – Proposition de loi tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles. – **Créances.**

*Textes déposés au cours de la session*

**6 avril 1993.** – Proposition de loi relative à la composition des listes de candidats aux élections sénatoriales et régionales. – **Élections.**

– Proposition de loi visant à modifier la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. – **Communication audiovisuelle.**

**8 avril 1993.** – Proposition de loi tendant à aligner le mode d'élection des conseils régionaux sur celui des conseils municipaux. – **Elections.**

**15 avril 1993.** – Proposition de loi tendant à simplifier le remplacement des sénateurs élus au scrutin proportionnel. – **Elections.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative. – **Parlement.**

– Proposition de loi portant modification de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises. – **Entreprises.**

– Proposition de loi portant diverses mesures prioritaires en matière de finances départementales et locales. – **Finances locales.**

**21 avril 1993.** – Proposition de loi tendant à améliorer la fiscalité du logement. – **Logement.**

**22 avril 1993.** – Proposition de loi visant à harmoniser la composition des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi relative au désarmement unilatéral de la France. – **Défense.**

– Proposition de loi tendant à prohiber les mariages de complaisance avec des ressortissants étrangers en situation irrégulière. – **Etrangers.**

– Proposition de loi sur la santé de la personne humaine. – **Droits de l'homme.**

**28 avril 1993.** – Proposition de loi tendant à instituer une garantie de paiement au profit du locateur d'ouvrage dans les marchés privés de travaux. – **Logement.**

– Proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale. – **Santé.**

**29 avril 1993.** – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil sur la participation de la Communauté au Fonds européen d'investissement (n° E-53). – **Communautés européennes.**

**30 avril 1993.** – Proposition de loi visant à permettre la propagande et la publicité en faveur du vin. – **Publicité.**

**5 mai 1993.** – Proposition de loi tendant à instituer une garantie de paiement du locateur d'ouvrage dans les marchés privés de travaux. – **Logement.**

– Proposition de loi tendant à instituer une allocation aux personnes âgées dépendantes. – **Personnes âgées.**

**12 mai 1993.** – Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors-sol. – **Agriculture.**

**13 mai 1993.** – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (n° E-48). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des Fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants et sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 4253/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2052/88 en ce qui concerne la coordination entre les interventions des différents Fonds structurels, d'une part, et entre celles-ci et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants, d'autre part (n° E-71). – **Communautés européennes.**

**18 mai 1993.** – Proposition de loi visant à supprimer la cotisation d'accueil instituée par l'article 16 de la loi n° 92-613 du 6 juillet 1992. – **Chasse.**

– Proposition de loi visant à modifier l'article L. 164-5 du code des communes. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi relative à la vidéosurveillance de la voie et des lieux publics. – **Sécurité civile.**

**19 mai 1993.** – Proposition de loi tendant à autoriser les associations de protection animale à se constituer partie civile. – **Animaux.**

– Proposition de loi tendant à proroger la date d'application du contrôle des structures des ateliers hors-sol. – **Agriculture.**

**25 mai 1993.** – Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales. – **Enseignement privé.**

**27 mai 1993.** – Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la gestion des déchets ménagers et industriels. – **Commissions d'enquête parlementaires.**

**2 juin 1993.** – Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 88-4 de la Constitution afin de permettre un contrôle de la constitutionnalité des propositions d'actes communautaires. – **Constitution.**

**8 juin 1993.** – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative à l'application à la téléphonie vocale des principes de la fourniture d'un réseau ouvert (O.P.N.) (n° E-31), et la communication au Conseil et au Parlement européen sur la consultation sur l'examen de la situation dans le secteur des services de télécommunications (n° E-81). – **Communautés européennes.**

– Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et accordant aux communes de moins de 5 000 habitants la possibilité de constituer un plan d'épargne d'investissement communal. – **Communes.**

**10 juin 1993.** – Proposition de loi relative au changement d'affectation des locaux à usage d'habitation. – **Logement.**

**21 juin 1993.** – Proposition de loi tendant à l'adoption de mesures urgentes en matière de santé et de protection sociale. – **Action sanitaire et sociale.**

**23 juin 1993.** – Résolution adoptée par la commission des Affaires économique et du Plan en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du Règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des Fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants et sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 453/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2052/88 en ce qui concerne la coordination entre les interventions des différents Fonds structurels, d'une part, et entre celles-ci et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants, d'autre part (n° E-71). – **Communautés européennes.**

– Proposition de loi relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées. – **Coopération.**

**24 juin 1993.** – Proposition de loi portant réforme du code de l'urbanisme. – **Urbanisme.**

#### Deuxième session extraordinaire 1992-1993

(1<sup>er</sup> - 13 juillet 1993)

**13 juillet 1993.** – Proposition de loi tendant à la décentralisation de la péréquation financière entre les collectivités locales pour un meilleur aménagement du territoire. – **Finances locales.**

#### (Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993)

**15 juillet 1993.** – Proposition de loi tendant à autoriser un majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

**20 juillet 1993.** – Proposition de loi tendant à organiser la lutte contre les termites. – **Calamités et catastrophes.**

– Proposition de loi relative à la participation des salariés à l'exercice des responsabilités dans l'entreprise. – **Participation des salariés.**

**21 juillet 1993.** – Proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires et portant création d'un office parlementaire chargé du suivi de la politique monétaire et de la politique des changes. – **Parlement.**

**28 juillet 1993.** – Proposition de loi relative à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. – **Travail.**

– Proposition de loi tendant à prendre des mesures fiscales en faveur de la prévention de la pauvreté. – **Fiscalité.**

– Proposition de loi tendant à assurer l'égalité dans l'accès aux prestations de solidarité. – **Prestations sociales.**

– Proposition de loi relative aux annuités d'assurances des pères de famille ayant élevé seuls un ou plusieurs enfants. – **Pensions et retraites.**

– Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant. – **Fêtes légales.**

– Proposition de loi tendant à porter le montant de l'allocation aux adultes handicapés à 80 % du salaire minimum de croissance. – **Handicapés.**

– Proposition de loi tendant à favoriser l'amélioration de l'habitat. – **Logement.**

**2 août 1993.** – Proposition de loi tendant à harmoniser et à simplifier la protection des monuments historiques et des sites naturels. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

**3 août 1993.** – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux. – **Collectivités territoriales.**

**20 août 1993.** – Proposition de loi visant à créer un dispositif de prévention et de règlement amiable des difficultés des entreprises. – **Entreprises.**

**14 septembre 1993.** – Proposition de loi instituant des suppléants pour les conseillers généraux. – **Elections.**

**15 septembre 1993.** – Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du premier alinéa de l'article 61 de la Constitution afin de bien préciser que le Contrôle de constitutionnalité s'opère par seule référence aux articles de la Constitution et à ceux de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. – **Constitution.**

**23 septembre 1993.** – Proposition de loi visant à permettre la prise en compte des déficits pour leur montant réel dans le calcul de l'assiette des cotisations sociales agricoles. – **Agriculture.**

– Proposition de loi tendant à compléter le code de l'expropriation afin de renforcer le dispositif de protection du patrimoine historique et artistique national. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

– Proposition de loi tendant à instituer un droit à l'emprunt en faveur des étudiants. – **Emprunts.**

– Proposition de loi tendant à instituer un plan d'épargne-études en faveur des étudiants. – **Epargne.**

#### **Troisième session extraordinaire de 1992-1993** (29 septembre - 30 septembre 1993)

**29 septembre 1993.** – Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail. – **Code minier.**

**30 septembre 1993.** – Proposition de loi relative à la conservation des noms de rues qui évoquent la résistance au nazisme. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

#### **Première session ordinaire 1993-1994**

(2 octobre - 20 décembre 1993)

**5 avril 1993.** – Proposition de loi tendant à créer des entreprises à partenariat évolutif caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux. – **Entreprises.**

– Proposition de loi portant obligation pour l'Etat d'établir un rapport d'information à l'attention du Parlement concernant les conséquences de l'éventuelle mise en place de diverses mesures fiscales et de commenter les effets de ces mesures sur l'aménagement du territoire de la Nation. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à faciliter la création d'entreprises innovantes en incitant fiscalement les personnes physiques à investir. – **Entreprises.**

#### *Propositions de loi reprises par leurs auteurs* (5 avril 1993)

**14 janvier 1992.** – Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des avantages financiers et des décharges de service d'enseignement accordés aux directeurs d'écoles publiques. – **Enseignement privé.**

**17 février 1992.** – Proposition de loi portant création du statut du patriote, victime de la captivité en Algérie. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

**5 mars 1992.** – Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux. – **Conseil économique et social.**

**10 avril 1992.** – Proposition de loi tendant à transférer aux départements la responsabilité de l'élimination des déchets des ménages.. – **Déchets.**

**11 juin 1992.** – Proposition de loi tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des bâtiments de France. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

**24 juin 1992.** – Proposition de loi relative à l'institution d'un Fonds de concours à l'Etat pour le maintien des postes d'instituteurs en milieu rural. – **Enseignement.**

**5 octobre 1993.** – Proposition de loi tendant à créer des entreprises à partenariat évolutif caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux. – **Entreprises.**

– Proposition de loi portant obligation pour l'Etat d'établir un rapport d'information à l'attention du Parlement concernant les conséquences de l'éventuelle mise en place de diverses mesures fiscales et de commenter les effets de ces mesures sur l'aménagement du territoire de la Nation. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à faciliter la création d'entreprises innovantes en incitant fiscalement les personnes physiques à investir. – **Entreprises.**

**6 octobre 1993.** – Proposition de loi visant à restaurer les ressources du Fonds forestier national. – **Forêts.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à instaurer une session parlementaire unique. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme. – **Santé.**

**7 octobre 1993.** – Proposition de loi tendant à reconnaître le droit à l'accompagnement pour les usagers des organismes paritaires exerçant une mission sociale ou de service public. – **Chômage.**

– Proposition de loi relative au mode de calcul des congés annuels des salariés. – **Travail.**

– Proposition de loi tendant à porter le salaire minimum de croissance à 7 500 F. – **Salaires, traitements et indemnités.**

– Proposition de loi tendant à prendre des mesures urgentes pour l'emploi et la croissance. – **Emploi.**

– Proposition de loi relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet. – **Accidents du travail.**

– Proposition de loi tendant à améliorer les garanties légales de réembauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur service national. – **Service national.**



– Proposition de loi tendant à garantir l'emploi des travailleurs victimes d'une maladie prolongée. – **Emploi.**

– Proposition de loi relative à l'attribution des logements par les organismes d'habitation à loyer modéré. – **Logement.**

**12 octobre 1993.** – Proposition de loi tendant à rendre incompressible la peine prononcée à l'encontre des auteurs de crimes perpétrés contre des enfants, des personnes âgées ou des agents de la force publique. – **Justice.**

– Proposition de loi relative aux crimes et délits contre les mineurs. – **Crimes, délits et contraventions.**

**14 octobre 1993.** – Proposition de loi sur les retraites des exploitants agricoles. – **Exploitants agricoles.**

– Proposition de loi tendant à instituer un nouveau calcul pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. – **Impôts locaux.**

**19 octobre 1993.** – Proposition de loi tendant à rétablir l'auto-risation administrative de licenciement. – **Tavail.**

– Proposition de résolution tendant à modifier l'article 49, alinéa 6 du Règlement du Sénat. – **Parlement.**

**21 octobre 1993.** – Proposition de loi modifiant le seuil à partir duquel les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle. – **Elections.**

**26 octobre 1993.** – Proposition de loi tendant à permettre aux travailleurs handicapés titulaires de la carte d'invalidité au taux minimum de 80 % d'accéder au bénéfice de la retraite à cinquante ans. – **Handicapés.**

– Proposition de loi tendant à revaloriser les retraites agricoles. – **Pensions et retraites.**

– Proposition de loi tendant à revaloriser les retraites des professions artisanales, industrielles et commerciales. – **Pensions et retraites.**

– Proposition de loi tendant à exonérer les transporteurs routiers du relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. – **Impôts et taxes.**

**27 octobre 1993.** – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur les propositions de règlements (CEE) du Conseil relatifs à certaines modalités d'application des accords intérimaires sur le commerce et des mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la Roumanie et la Bulgarie, d'autre part (n° E-82). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil autorisant la tacite reconduction ou le maintien en vigueur des dispositions dont les matières relèvent de la politique commerciale commune, contenues dans les traités d'amitié, de commerce et de navigation et dans les accords commerciaux conclus par les Etats membres avec les pays tiers (n° E-106). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis sur règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1994 - Volume 2 - Section I : Parlement (n° E-115). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur le projet de budget général des Communautés européennes pour 1994 (n° E-124). – **Communautés européennes.**

– Proposition de loi relative à la démission d'office d'un conseiller général. – **Conseils généraux.**

– Proposition de loi tendant à intégrer dans le fonds de solidarité vieillesse les majorations de pensions accordées en fonction du nombre d'enfants dans le régime de l'assurance vieillesse agricole. – **Pensions et retraites.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 164 du code civil. – **Mariage.**

**3 novembre 1993.** – Proposition de loi relative à l'allocation compensatrice pour tierce personne. – **Personnes âgées.**

**5 novembre 1993.** – Proposition de loi visant à rendre obligatoire la déclaration de candidature pour les élections municipales des communes de moins de 3 500 habitants. – **Elections.**

**16 novembre 1993.** – Proposition de loi portant création du Conseil des utilisateurs de musique et relative aux comptes des sociétés de perception et de répartition des droits. – **Propriété intellectuelle.**

**22 novembre 1993.** – Proposition de loi visant à modifier les articles L. 195-18 et L. 231-8 du code électoral. – **Elections.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil et des ministres de la santé des Etats membres réunis au sein du Conseil concernant la prolongation jusqu'à la fin de 1994 du plan d'action 1991-1993 adopté dans le cadre du programme « l'Europe contre le SIDA » (n° E-135). – **Communautés européennes.**

**23 novembre 1993.** – Proposition de loi tendant à soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à un vote du Parlement français. – **Union européenne.**

**24 novembre 1993.** – Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier l'article 26 de la Constitution et tenant à réduire le champ d'application de l'immunité parlementaire. – **Parlement.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif à l'octroi d'une aide agrimonétaire (n° E-97). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 70-524-CEE concernant les additifs dans l'alimentation des animaux (n° E-112). – **Communautés européennes.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative au financement des inspections et des contrôles vétérinaires des animaux vivants et de certains produits animaux et modifiant la directive 91/496/CEE (n° E-125). – **Communautés européennes.**

**25 novembre 1993.** – Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises. – **Entreprises.**

– Proposition de loi modifiant le mode de scrutin aux élections au Parlement européen afin de favoriser la représentation des régions d'outre-mer. – **Elections.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil établissant les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile (n° E-126). – **Communautés européennes.**

**29 novembre 1993.** – Projet de loi portant mise en œuvre de la directive n° 91-250-CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle. – **Propriété intellectuelle.**

**30 novembre 1993.** – Projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures des marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence. – **Marchés publics.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 3813-92, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune (n° E-153). – **Communautés européennes.**

**1<sup>er</sup> décembre 1993.** – Proposition de loi destinée à permettre aux présidents d'établissements de coopération intercommunale de se faire représenter dans les commissions d'appel d'offres dans les mêmes conditions que les maires. – **Marchés publics.**

– Proposition de loi tendant à aménager et à adapter la fiscalité des entreprises agricoles. – **Agriculture.**

– Proposition de loi visant à accroître l'effort d'investissement des collectivités locales par la réduction à un an du délai de rembourse-

ment par l'Etat de la TVA sur les investissements réalisés par les communes, leurs groupements et leurs établissements publics. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi tendant à lever les forclusions qui concernent les conditions d'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

**8 décembre 1993.** – Projet de loi d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques. – **Finances publiques.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du Protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance. – **Traités et conventions.**

**9 décembre 1993.** – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matières d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international (ensemble une annexe) faite à Washington le 26 octobre 1973. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi pris en application de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, faite à Washington le 26 octobre 1973, et désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testaments internationaux. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République sociale du Viet-Nam en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

**10 décembre 1993.** – Proposition de loi tendant à substituer dans le code de commerce l'appellation « soutien judiciaire des entreprises » à celle de « redressement judiciaire ». – **Redressement et liquidation judiciaires.**

– Proposition de loi visant à compléter le dispositif de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme. – **Santé.**

**13 décembre 1993.** – Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées. – **Fonctionnaires et agents publics.**

**14 décembre 1993.** – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Bahreïn en vue d'éviter les doubles impositions. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, portant interprétation de la convention fiscale du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement de la convention établissant l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « EUMETSAT ». – **Traités et conventions.**

**15 décembre 1993.** – Projet de loi sur la répression de la contrefaçon. – **Propriété intellectuelle.**

– Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire. – **Territoire d'outre-mer.**

**20 décembre 1993.** – Proposition de loi tendant à la création d'un Ordre national des masseurs-kinésithérapeutes. – **Ordres professionnels.**

#### Première session extraordinaire de 1993-1994 (21 décembre - 23 décembre 1993)

**21 décembre 1993.** – Proposition de loi tendant à la création d'un schéma départemental du commerce et portant modification de certaines dispositions du code de l'urbanisme. – **Commerce et artisanat.**

– Proposition de loi tendant à supprimer réellement toute forclusion de droit ou de fait s'opposant à la reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la Résistance. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

**22 décembre 1993.** – Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants. – **Elections.**

**27 décembre 1993.** – Proposition de loi relative à la distillation en franchise des droits d'une partie de la production des récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi tendant à réglementer les offres d'emploi et les publicités relatives à l'emploi figurant dans les journaux d'annonces gratuites. – **Emploi.**

**28 décembre 1993.** – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les difficultés rencontrées par les collectivités locales, le financement du développement économique et la politique du crédit outre-mer. – **Commissions d'enquêtes parlementaires.**

– Proposition de loi relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales. – **Santé.**

## XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les références des trois décisions du Conseil constitutionnel rendues et publiées en 1993 sur des textes adoptés en 1992 figurent dans la brochure « Informations parlementaires annuelles » de 1992.

- 1 – Décision n° 93-318 DC du 30 juin 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1993) qui déclare que la **loi autorisant l'approbation d'un accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** n'est pas contraire à la Constitution – Lettre de saisine de sénateurs (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1993).
- 2 – Décision n° 93-319 DC du 30 juin 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1993) qui déclare que la **loi autorisant la ratification de la convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes, adoptée à Genève le 24 juin 1974**, n'est pas contraire à la Constitution – Lettre de saisine de sénateurs (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1993).
- 3 – Décision n° 93-320 DC du 21 juin 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 23 juin 1993) qui déclare contraire à la Constitution, l'article 1<sup>er</sup> de la **loi de finances rectificative pour 1993** – Lettres de saisine de députés et sénateurs (*J.O.* Lois et décrets du 23 juin 1993).
- 4 – Décision n° 93-321 DC du 20 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1993) qui déclare non conformes à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi tendant à réformer le droit de la nationalité** :  
– dans le texte de l'article 12, les mots « ou d'un arrêté d'assi-

- gnation à résidence non expressément rapporté ou abrogé, soit d'un arrêté de reconduite à la frontière » ;  
 – dans le texte de l'article 24, les mots « ou d'un arrêté d'assignation à résidence non expressément rapporté ou abrogé, soit d'un arrêté de reconduite à la frontière » ;  
 – dans le texte de l'article 44, au quatrième alinéa, les mots « et aux îles Wallis et Futuna » ;  
 – l'article 47 en tant qu'il abroge l'article 161 du code de la nationalité en ce qui concerne les îles Wallis et Futuna – Lettres de saisine de députés et sénateurs (*J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1993).
- 5 – Décision n° 93-322 DC du 28 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juillet 1993) qui déclare **la loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** contraire à la Constitution – Lettre de saisine de sénateurs (*J.O.* Lois et décrets du 30 juillet 1993).
- 6 – Décision n° 93-323 DC du 5 août 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 7 août 1993) qui déclare contraires à la Constitution, au quatrième alinéa de la **loi relative aux contrôles d'identité** les mots : « cette ligne pouvant être portée, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, jusqu'à 40 kilomètres par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice » et les mots : « conjoints de deux ministres susvisés » – Lettre de saisine de députés (*J.O.* Lois et décrets du 7 août 1993).
- 7 – Décision n° 93-324 DC du 3 août 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 5 août 1993) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi relative au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** :  
 – au premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup>, les mots : « ... définit et ... dans le but d'assurer la stabilité des prix » ;  
 – le second alinéa de l'article 1<sup>er</sup> ;  
 – aux premier et deuxième alinéas de l'article 7, les mots : « ... est chargé de définir la politique monétaire. Il ... » – Lettres de saisine des sénateurs et députés (*J.O.* Lois et décrets du 5 août 1993).
- 8 – Décision n° 93-325 DC du 13 août 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 18 août 1993) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** :  
 – le II de l'article 14 ;  
 – à l'article 23, les mots : « Les étrangers séjournant en France sous le couvert d'un titre de séjour portant la mention « étudiant » ne peuvent bénéficier du regroupement familial », et les mots : « Lorsque le mariage entre un étranger résidant en France et son conjoint qui a été admis au séjour comme membre de la famille a été dissous ou annulé au terme d'une procédure juridique, cet étranger ne peut faire venir auprès de lui un nouveau conjoint au titre du regroupement familial qu'après un délai de deux ans à compter de la dissolution ou de l'annulation du mariage » ;  
 – à l'article 24, au dernier alinéa de l'article 31 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945, les mots : « pour l'un des motifs visés au 2° à 4° du présent article » ;  
 – le III de l'article 27 ;  
 – au III de l'article 31, l'article 175-2 du code civil ;  
 – les I, II et IV de l'article 34 ;  
 – à l'article 45, le dernier alinéa ;  
 – l'article 46 – Lettres de saisine de sénateurs et députés (*J.O.* Lois et décrets du 18 août 1993).
- 9 – Décision n° 92-326 DC du 11 août 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 15 août 1993) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi modifiant la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme du code de procédure pénale** :  
 – le dernier alinéa du IV de l'article 3 ;  
 – à l'article 29 :  
 – le I de l'article 4 de l'ordonnance du 2 février 1945 ;  
 – le deuxième alinéa du IV de ce même article ;  
 – et au premier alinéa du V dudit article, les mots : « d'un mineur de treize ans ou, » – Lettre de saisine de sénateurs (*J.O.* Lois et décrets du 15 août 1993).
- 10 – Décision n° 93-327 DC du 19 novembre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 23 novembre 1993) qui déclare conforme à la Constitution la **loi organique relative à la Cour de justice de la République** – Saisine du Premier ministre conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1 de la Constitution.
- 11 – Décision n° 93-328 DC du 16 décembre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 21 décembre 1993) qui déclare contraire à la Constitution, l'article 11 de la **loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** – Lettre de saisine de sénateurs (*J.O.* Lois et décrets du 21 décembre 1993).
- 12 – Décision n° 93-329 DC du 13 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 15 janvier 1994) qui déclare l'article 2 de la **loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** contraire à la Constitution – Lettres de saisine de députés et sénateurs (*JO* Lois et décrets du 15 janvier 1994).
- 13 – Décision n° 93-330 DC du 29 décembre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 31 décembre 1993) qui déclare les articles 28, 55, 95, 105, 109 et 111, premier alinéa, de la **loi de finances pour 1994** non contraires à la Constitution – Lettres de saisine de députés et sénateurs (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1993).
- 14 – Décision n° 93-331 DC du 13 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1994) qui déclare la **loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux** non contraire à la Constitution – Lettre de saisine de députés (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1994).
- 15 – Décision n° 93-332 DC du 13 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1994) qui déclare les articles 67 et 85 de la **loi relative à la santé publique et à la protection sociale** non contraires à la Constitution – Lettres de saisine de députés et sénateurs (*JO* Lois et décrets du 18 janvier 1994).
- 16 – Décision n° 93-333 DC du 21 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 janvier 1994) qui déclare les articles 7, 8, 11, 14 et 15 de la **loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** non contraires à la Constitution – Lettres de saisine de députés et sénateurs (*JO* Lois et décrets du 26 janvier 1994).
- 17 – Décision n° 93-334 DC du 20 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 janvier 1994) qui déclare les articles 6, 18 et 20 de la **loi instituant une peine incompressible et relative au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** non contraires à la Constitution – Lettre de saisine de sénateurs (*JO* Lois et décrets du 26 janvier 1994).
- 18 – Décision n° 93-335 DC du 21 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 janvier 1994) qui déclare contraires à la Constitution les articles 10 et 23 de la **loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** – Lettre de saisine de députés (*JO* Lois et décrets du 26 janvier 1994).
- 19 – Décision n° 93-336 DC du 27 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 1<sup>er</sup> février 1994) qui déclare la **biographie modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 29 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** conforme à la Constitution – Saisine du Premier ministre, conformément aux articles 46 et 61, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution.
- 20 – Décision n° 93-337 DC du 27 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 1<sup>er</sup> février 1994) qui déclare la **loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** conforme à la Constitution – Saisine du Premier ministre, conformément aux articles 46 et 61, alinéa 1<sup>er</sup> de la Constitution :

## XVI. – PÉTITIONS

(Articles 87 à 89 *bis* du Règlement)

**N° 70123 du 15 février 1993** – Mme Suzy-France Haviland demande que l'on s'oppose à la purification ethnique en Bosnie (Feuilleton n° 50 du 27 avril 1993).

**N° 70124 du 21 avril 1993** – M. Michel Messmer, porte-parole du mouvement d'opinion « Halte à la purification ethnique » demande l'arrêt de la purification ethnique et des crimes contre l'humanité dans l'ex-Yougoslavie (Feuilleton n° 59 du 14 mai 1993).

**N° 70125 du 30 août 1993** – M. Alain Dumont demande la mise sous contrat des différentes classes de l'établissement privé technique du Mont-Roland (Feuilleton n° 37 du 1<sup>er</sup> décembre 1993).

**N° 70126 du 22 août 1993** – M. Olivier Roujansky demande que soit votée une proposition de révision de la Constitution tendant à supprimer le Conseil constitutionnel (Feuilleton n° 37 du 1<sup>er</sup> décembre 1993).

**N° 70127 du 6 septembre 1993** – M. Jacques Bonnamy demande que soit votée une proposition de révision de la Constitution tendant à supprimer le Conseil constitutionnel (Feuilleton n° 37 du 1<sup>er</sup> décembre 1993).

**N° 70128 du 10 novembre 1993** – M. Claude Cassigneul demande la modification du délai de recours en révision devant le Conseil d'Etat (Feuilleton n° 37 du 1<sup>er</sup> décembre 1993).

## XVII. - TABLEAUX DE CONCORDANCE

**A. - De la date des séances avec la date de la publication,  
la pagination, les numéros des JO Débats et les numéros des microfiches.  
(Compte rendu)**

**ANNÉE 1993**

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. Débats	NUMÉROS des microfiches (1)	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. Débats	NUMÉROS des microfiches (1)
2 avril .....	3 avril .....	1 à 18	1		6 octobre .....	7 octobre .....	2777 à 2806	57	
6 avril .....	7 avril .....	19 à 26	2		7 octobre .....	8 octobre .....	2807 à 2874	58	
8 avril .....	9 avril .....	27 à 44	3		12 octobre .....	13 octobre .....	2875 à 2918	59	
13 avril .....	14 avril .....	45 à 56	4		14 octobre .....	15 octobre .....	2919 à 3196	60	
15 avril .....	16 avril .....	57 à 98	5		15 octobre .....	16 octobre .....	3197 à 3222	61	
27 avril .....	28 avril .....	99 à 110	6		19 octobre .....	20 octobre .....	3223 à 3250	62	
28 avril .....	29 avril .....	111 à 130	7		20 octobre .....	21 octobre .....	3251 à 3306	63	
29 avril .....	30 avril .....	131 à 150	8		21 octobre .....	22 octobre .....	3307 à 3370	64	
30 avril .....	1 <sup>er</sup> mai .....	151 à 160	9		22 octobre .....	23 octobre .....	3371 à 3404	65	
5 mai .....	6 mai .....	161 à 188	10		26 octobre .....	27 octobre .....	3405 à 3514	66	
6 mai .....	7 mai .....	189 à 212	11		27 octobre .....	28 octobre .....	3515 à 3566	67	
11 mai .....	12 mai .....	213 à 244	12		28 octobre .....	29 octobre .....	3567 à 3652	68	
12 mai .....	13 mai .....	245 à 260	13		2 novembre .....	3 novembre .....	3653 à 3708	69	
13 mai .....	14 mai .....	261 à 296	14		3 novembre .....	4 novembre .....	3709 à 3788	70	
14 mai .....	15 mai .....	297 à 310	15		4 novembre .....	5 novembre .....	3789 à 3866	71	
18 mai .....	19 mai .....	311 à 352	16		5 novembre .....	6 novembre .....	3867 à 3976	72	
19 mai .....	20 mai .....	353 à 382	17		8 novembre .....	9 novembre .....	3977 à 4104	73	
25 mai .....	26 mai .....	383 à 428	18		9 novembre .....	10 novembre .....	4105 à 4196	74	
26 mai .....	27 mai .....	429 à 470	19		10 novembre .....	11 novembre .....	4196 à 4228	75	
27 mai .....	28 mai .....	471 à 520	20		15 novembre .....	16 novembre .....	4231 à 4248	76	
28 mai .....	29 mai .....	521 à 586	21		16 novembre .....	17 novembre .....	4249 à 4302	77	
1 <sup>er</sup> juin .....	2 juin .....	587 à 630	22		17 novembre .....	18 novembre .....	4303 à 4360	78	
2 juin .....	3 juin .....	631 à 680	23		18 novembre .....	19 novembre .....	4361 à 4460	79	
3 juin .....	4 juin .....	681 à 698	24		19 novembre .....	20 novembre .....	4461 à 4532	80	
4 juin .....	5 juin .....	699 à 708	25		20 novembre .....	21 novembre .....	4533 à 4598	81	
8 juin .....	9 juin .....	709 à 806	26		22 novembre .....	23 novembre .....	4599 à 4662	82	
9 juin .....	10 juin .....	807 à 952	27		23 novembre .....	24 novembre .....	4663 à 4730	83	
10 juin .....	11 juin .....	953 à 1006	28		24 novembre .....	25 novembre .....	4731 à 4790	84	
11 juin .....	12 juin .....	1007 à 1118	29		25 novembre .....	26 novembre .....	4791 à 4958	85	
12 juin .....	13 juin .....	1119 à 1180	30		26 novembre .....	27 novembre .....	4959 à 5032	86	
14 juin .....	15 juin .....	1181 à 1258	31		27 novembre .....	28 novembre .....	5033 à 5108	87	
15 juin .....	16 juin .....	1259 à 1330	32		28 novembre .....	29 novembre .....	5109 à 5162	88	
16 juin .....	17 juin .....	1331 à 1394	33		29 novembre .....	30 novembre .....	5163 à 5244	89	
18 juin .....	19 juin .....	1493 à 1510	35		30 novembre .....	1 <sup>er</sup> décembre .....	5245 à 5336	90	
21 juin .....	22 juin .....	1511 à 1538	36		1 <sup>er</sup> décembre .....	2 décembre .....	5337 à 5408	91	
22 juin .....	23 juin .....	1539 à 1618	37		2 décembre .....	3 décembre .....	5409 à 5484	92	
23 juin .....	24 juin .....	1619 à 1710	38		3 décembre .....	4 décembre .....	5485 à 5566	93	
24 juin .....	25 juin .....	1711 à 1740	39		4 décembre .....	5 décembre .....	5567 à 5594	94	
25 juin .....	26 juin .....	1741 à 1752	40		6 décembre .....	7 décembre .....	5595 à 5696	95	
28 juin .....	29 juin .....	1753 à 1782	41		7 décembre .....	8 décembre .....	5697 à 5778	96	
29 juin .....	30 juin .....	1783 à 1902	42		8 décembre .....	9 décembre .....	5779 à 5846	97	
30 juin .....	1 <sup>er</sup> juillet .....	1903 à 1942	43		9 décembre .....	10 décembre .....	5847 à 5924	98	
1 <sup>er</sup> juillet .....	2 juillet .....	1943 à 2020	44		10 décembre .....	11 décembre .....	5925 à 5994	99	
2 juillet .....	3 juillet .....	2021 à 2122	45		11 décembre .....	12 décembre .....	5995 à 6110	100	
5 juillet .....	6 juillet .....	2123 à 2222	46		13 décembre .....	14 décembre .....	6111 à 6214	101	
6 juillet .....	7 juillet .....	2223 à 2270	47		14 décembre .....	15 décembre .....	6215 à 6312	102	
7 juillet .....	8 juillet .....	2271 à 2354	48		15 décembre .....	16 décembre .....	6313 à 6394	103	
8 juillet .....	9 juillet .....	2355 à 2426	49		16 décembre .....	17 décembre .....	6395 à 6502	104	
9 juillet .....	10 juillet .....	2427 à 2506	50		17 décembre .....	18 décembre .....	6503 à 6624	105	
10 juillet .....	11 juillet .....	2507 à 2570	51		18 décembre .....	19 décembre .....	6625 à 6670	106	
13 juillet .....	14 juillet .....	2571 à 2636	52		20 décembre .....	21 décembre .....	6671 à 6770	107	
29 septembre .....	30 septembre .....	2637 à 2678	53		21 décembre .....	22 décembre .....	6771 à 6850	108	
30 septembre .....	1 <sup>er</sup> octobre .....	2679 à 2730	54		22 décembre .....	23 décembre .....	6851 à 6894	109	
2 octobre .....	3 octobre .....	2731 à 2734	55		23 décembre .....	24 décembre .....	6895 à 6914	110	
5 octobre .....	6 octobre .....	2735 à 2776	56						

(1) Les numéros des microfiches correspondent aux numéros des J.O. débats.

**B. – De la date de la publication avec la pagination,  
les numéros des JO Questions et les numéros des microfiches.  
(Questions)**

**ANNÉE 1993**

DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. Questions	NUMÉROS des microfiches (1)	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. Questions	NUMÉROS des microfiches (1)
7 janvier .....	1 à 50	1		8 juillet .....	1065 à 1102	26	
14 janvier .....	51 à 82	2		15 juillet .....	1103 à 1150	27	
21 janvier .....	83 à 114	3		22 juillet .....	1151 à 1214	28	
28 janvier .....	115 à 149	4		29 juillet .....	1215 à 1288	29	
4 février .....	150 à 204	5		5 août .....	1289 à 1354	30	
11 février .....	205 à 254	6		12 août .....	1355 à 1418	31	
18 février .....	255 à 292	7		26 août .....	1419 à 1484	32	
25 février .....	293 à 340	8		2 septembre .....	1485 à 1546	33	
4 mars .....	341 à 400	9		9 septembre .....	1547 à 1598	34	
11 mars .....	401 à 438	10		16 septembre .....	1599 à 1662	35	
18 mars .....	439 à 488	11		23 septembre .....	1663 à 1732	36	
25 mars .....	489 à 536	12		30 septembre .....	1733 à 1804	37	
29 mars .....	537 à 618	13		7 octobre .....	1805 à 1856	38	
15 avril .....	619 à 634	14		14 octobre .....	1857 à 1910	39	
22 avril .....	635 à 662	15		21 octobre .....	1911 à 1964	40	
29 avril .....	663 à 721	16		28 octobre .....	1965 à 2042	41	
6 mai .....	723 à 782	17		4 novembre .....	2043 à 2104	42	
13 mai .....	783 à 824	18		11 novembre .....	2105 à 2156	43	
20 mai .....	825 à 862	19		18 novembre .....	2157 à 2216	44	
27 mai .....	863 à 886	20		25 novembre .....	2217 à 2264	45	
3 juin .....	887 à 912	21		2 décembre .....	2265 à 2320	46	
10 juin .....	913 à 948	22		9 décembre .....	2321 à 2364	47	
17 juin .....	949 à 986	23		16 décembre .....	2365 à 2420	48	
24 juin .....	887 à 1024	24		23 décembre .....	2421 à 2486	49	
1 <sup>er</sup> juillet .....	1025 à 1064	25		30 décembre .....	2487 à 2548	50	

(1) Les numéros des microfiches correspondent aux numéros des J.O. débats.

**XVIII. – EXPLICATION DES SIGLES**

ACP (pays) .....	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	AGIRC .....	Association générale des institutions de retraites des cadres.
ACTIA .....	Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire.	AIEA .....	Agence internationale de l'énergie atomique.
ACTIM .....	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.	AMEXA .....	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
ACUCES .....	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.	AMF .....	Accords multifibres
ADEME .....	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	AMG .....	Assistance médicale gratuite.
ADEP .....	Agence pour le développement de l'éducation permanente.	ANACT .....	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
ADI .....	Agence de l'information.	ANAH .....	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
ADRAF .....	Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	ANCE .....	Agence nationale pour la création d'entreprises
AELE .....	Association européenne de libre échange	ANDA .....	Association nationale pour le développement agricole.
AFA .....	Association foncière agricole.	ANDDOM .....	Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer.
AFAT .....	Association française d'action touristique.	ANDEM .....	Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale
AFEI .....	Association française pour l'étiquetage d'information.	ANDRA .....	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.
AFERNOD .....	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.	ANEFÉ .....	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
AFME .....	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	ANIFOM .....	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
AFNOR .....	Association française de normalisation.	ANIL .....	Association nationale d'information logement.
AFP .....	Agence France-Presse.	ANIT .....	Agence nationale de l'information touristique.
AFPA .....	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.	ANPE .....	Agence nationale pour l'emploi.
AGEAM .....	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.	ANRED .....	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.

ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.	CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.	CDC	Caisse des dépôts et consignations.
AOC	Appellation d'origine contrôlée.	CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.
AP	Assistance publique.	CDF	Charbonnages de France.
APE	Allocation parentale d'éducation.	CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.	CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
APL	Aide personnalisée au logement.	CECOS	Centres d'études et de conservation du sperme.
APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.	CEE	Communauté économique européenne.
ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.	CEEA	Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom)
ARIM	Association de restauration immobilière.	CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.	CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.	CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.	CEO	Centre d'études d'opinion.
ASE	Agence spatiale européenne.	CEP	Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique.
ASEAN	Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.	CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
ASGF	Association syndicale de gestion forestière.	CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	CEPME	Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.	CERAH	Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.
ATC	Assistants techniques du commerce.	CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
ATIC	Association technique de l'importation charbonnière.	CERC	Centre d'étude des revenus et des coûts.
ATOS	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.	CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.	CES	Collège d'enseignement secondaire.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.	CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
BANA	Budget annexe de la navigation aérienne.	CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	CET	Collège d'enseignement technique.
BCA	Bureau central d'alerte.	CFA	Centre de formation d'apprentis.
BCC	Banque centrale de compensation.	CFCE	Centre français du commerce extérieur.
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.	CFDT	Confédération française démocratique du travail.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.	CFP	Compagnie française des pétroles.
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale.	CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
BEI	Banque européenne d'investissement.	CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens.
BEP	Brevet d'études professionnelles.	CGC	Confédération générale des cadres.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.	CGCT	Compagnie générale des constructions téléphoniques.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement.	CGE	Compagnie générale d'électricité.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.	CGI	Code général des impôts.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.	CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.	CGT	Confédération générale du travail.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.	CGT-FO	Confédération générale du travail force ouvrière.
BIT	Bureau international du travail.	CHR	Centre hospitalier régional.
BPA	Brevet professionnel agricole.	CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.	CHU	Centre hospitalier et universitaire.
BTP	Bâtiment et travaux publics.	CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
BTS	Brevet de technicien supérieur.	CIDAR	Comité interministériel de développement et d'aménagement rural.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.	CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.	CIFIA	Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.	CIFRE	Convention industrielle de formation par la recherche.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.	CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	CIJ	Cour internationale de justice.
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.	CIL	Comités interprofessionnels du logement
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.	CIO	Comité international olympique.
CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.	CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
CAPE	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.	CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.
CAPET	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique	CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
CARPA	Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.	CIRCOSC	Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.
CASODOM	Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.	CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
CAT	Centre d'aide par le travail.	CIRI	Comité interministériel de restructuration industrielle.

CIRIT .....	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.	CPP .....	Code de procédure pénale.
CJCE .....	Cour de justice des Communautés européennes.	CREDOC .....	Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
CNAC Georges-Pompidou .....	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).	CREPS .....	Centre régional d'éducation populaire et de sport.
CNAF .....	Caisse nationale d'allocations familiales.	CRIDEL .....	Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local.
CNAJEP .....	Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.	CRITT .....	Centre de recherche, d'innovation et de transfert technologique.
CNAM .....	Conservatoire national des arts et métiers.	CROAT .....	Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CNAMTS .....	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.	CROSS .....	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CNAP .....	Conseil national d'accession à la propriété.	CROUS .....	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CNAPS .....	Conseil national des activités physiques et sportives.	CRPF .....	Centre régional de la propriété forestière.
CNASEA .....	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	CRS .....	Compagnies républicaines de sécurité.
CNAVTS .....	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.	CRTL .....	Comité régional du tourisme et des loisirs.
CNBF .....	Caisse nationale des barreaux français.	CSA .....	Conseil supérieur de l'audiovisuel.
CNC .....	Centre national de la cinématographie.	CSCE .....	Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.
CNCA .....	Caisse nationale de crédit agricole.	CSFE .....	Conseil supérieur des Français de l'étranger
CNDP .....	Centre national de documentation pédagogique.	CSG .....	Contribution sociale généralisée.
CNEC .....	Centre national d'enseignement par correspondance.	CSMF .....	Confédération des syndicats médicaux français.
CNEJ .....	Centre national d'études judiciaires.	CSTB .....	Centre scientifique et technique du bâtiment.
CNES .....	Centre national d'études spatiales.	CTIFL .....	Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CNESER .....	Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.	CTIR .....	Centres de traitement informatique régionaux.
CNESSS .....	Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.	CUCES .....	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CNET .....	Centre national d'études des télécommunications.	CUMA .....	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CNEXO .....	Centre national pour l'exploitation des océans.	CVR .....	Combattant volontaire de la Résistance.
CNFPT .....	Centre national de la fonction publique territoriale.	DAGIC .....	Direction des affaires générales, internationales et de la coopération.
CNIH .....	Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.	DATAR .....	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
CNIJ .....	Centre national d'informatique juridique.	DCRF .....	Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
CNIL .....	Commission nationale de l'informatique et des libertés.	DCRI .....	Direction de la coopération et des relations internationales.
CNIPE .....	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.	DDA .....	Directions départementales de l'agriculture.
CNME .....	Caisse nationale des marchés de l'Etat.	DDASS .....	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
CNOSF .....	Comité national olympique et sportif français.	DDE .....	Direction départementale de l'équipement.
CNPF .....	Conseil national du patronat français.	DEFI .....	Développement-Exportation-Formation-Image.
CNR .....	Compagnie nationale du Rhône.	DEPE .....	Délégués des entreprises pour l'emploi.
CNRACL .....	Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.	DEUG .....	Diplôme d'études universitaires générales.
CNRS .....	Centre national de la recherche scientifique.	DGA .....	Délégation générale pour l'armement.
CNTA .....	Comptoir national technique agricole.	DGCC .....	Direction générale de la concurrence et de la consommation.
CNUCED .....	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.	DGCL .....	Direction générale des collectivités locales.
CNVA .....	Conseil national de la vie associative.	DGD .....	Dotation générale de décentralisation.
COB .....	Commission des opérations de bourse.	DGE .....	Dotation globale d'équipement
CODEFI .....	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.	DGF .....	Dotation globale de fonctionnement.
CODER .....	Commission de développement économique régional.	DGRC .....	Direction générale des relations culturelles.
CODERPA .....	Comité départemental des retraités et personnes âgées.	DGRST .....	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
CODEVI .....	Comptes pour le développement industriel.	DGSE .....	Direction générale de la sécurité extérieure.
CODIS .....	Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.	DGT .....	Direction générale des télécommunications.
CODISC .....	Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile.	DIHP .....	Délégation de l'information historique pour la paix.
COFACE .....	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.	DIJA .....	Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
COGEMA .....	Compagnie générale des matières nucléaires	DJA .....	Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
COMES .....	Commissariat à l'énergie solaire.	DOM .....	Département d'outre-mer.
COMT .....	Commission des marchés à terme de marchandises.	DOT .....	Défense opérationnelle du territoire.
CORDET .....	Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer.	DST .....	Direction de la surveillance du territoire.
CORDES .....	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.	EARL .....	Exploitations agricoles à responsabilité limitée.
CORRI .....	Comité régional de restructuration industrielle.	ECU .....	European currency unit
COS .....	Coefficient d'occupation du sol.	EDF .....	Unité de compte européenne.
COTOREP .....	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.	EID .....	Electricité de France.
CPAG .....	Centres de préparation à l'administration générale.	EID .....	Entente interdépartementale pour la démoustication.
CPIE .....	Centre permanent d'initiation à l'environnement.	ENA .....	Ecole nationale d'administration.
		ENIM .....	Etablissement national des invalides de la marine.
		ENM .....	Ecole nationale de la magistrature.
		ENS .....	Ecoles normales supérieures.
		EPA .....	Etablissements publics administratifs.
		EPAD .....	Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.



EPIC .....	Etablissements publics industriels et commerciaux.	FNAH .....	Fonds national d'amélioration de l'habitat.
EPS .....	Education physique et sportive.	FNAL .....	Fonds national d'aide au logement.
ERAP .....	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.	FNAT .....	Fonds national d'aménagement du territoire.
EUMETSAT .....	European Meteorology Satellite Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.	FNDA .....	Fonds national de développement agricole.
EUREKA .....	European research coordination agency. Agence de coordination pour la recherche euro- péenne	FNDA (ou FNDVA) .....	Fonds national pour le développement de la vie associative.
EURL .....	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	FNDAE .....	Fonds national pour le développement des adduc- tions d'eau.
EUTELSAT .....	European telecommunications satellite organisa- tion. Organisation européenne de télécommunications par satellite.	FNDS .....	Fonds national pour le développement du sport.
FAAS .....	Fonds additionnel d'action sociale.	FNE .....	Fonds national de l'emploi.
FAC .....	Fonds d'aide et de coopération.	FNI .....	Forces nucléaires intermédiaires.
FACE .....	Fonds d'amortissement des charges d'électrifica- tion.	FNS .....	Fonds national de solidarité.
FACT .....	Fonds d'amélioration des conditions de travail.	FNSEA .....	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FADIL .....	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.	FNSP .....	Fondation nationale des sciences politiques.
FAO .....	Food and agriculture organisation Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.	FNULAD .....	Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues.
FAR .....	Force d'action rapide.	FONJEP .....	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éduca- tion populaire.
FARI .....	Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.	FORMA .....	Fonds d'orientation et de régularisation des mar- chés agricoles.
FAS .....	Fonds d'action sociale pour les travailleurs immi- grés et leurs familles.	FOST .....	Force océanique stratégique.
FASASA .....	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.	FPA .....	Formation professionnelle des adultes.
FASSO .....	Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.	FRAC .....	Fonds régionaux d'art contemporain.
FATAC .....	Force aérienne tactique.	FRILE .....	Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.
FAU .....	Fonds d'aménagement urbain.	FR2 .....	France 2
FBCF .....	Formation brute de capital fixe.	FR3 .....	France 3
FCTVA .....	Fonds de compensation pour la TVA.	FSAI .....	Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FDES .....	Fonds de développement économique et social.	FSGT .....	Fonds spécial de grands travaux.
FEC .....	Fonds d'égalisation des charges.	FSIR .....	Fonds spécial d'investissement routier.
FECL .....	Fonds d'équipement des collectivités locales.	GAEC .....	Groupement agricole d'exploitation en commun.
FED .....	Fonds européen de développement.	GANIL .....	Grand accélérateur national à ions lourds.
FEDER .....	Fonds européen de développement régional.	GAPP .....	Groupe d'aide psycho-pédagogique.
FEOGA .....	Fonds européen d'orientation et de garantie agri- cole.	GATT .....	General agreement on tariffs and trade Accord général sur les tarifs douaniers et le com- merce.
FIANE .....	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.	GDF .....	Gaz de France.
FIAC .....	Foire internationale d'art contemporain.	GEIE .....	Groupement européen d'intérêt économique.
FIAM .....	Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.	GEIP .....	Groupe européen indépendant de programmes.
FIAT .....	Fonds d'intervention pour l'aménagement du terri- toire.	GEPI .....	Groupe d'études prospectives internationales.
FIC .....	Fonds d'intervention culturelle.	GERDAT .....	Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
FICA .....	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.	GFA .....	Groupement foncier agricole.
FIDA .....	Fonds international pour le développement agri- cole.	GIAT .....	Groupement des industries d'armement terrestre.
FIDAR .....	Fonds interministériel de développement et d'amé- nagement rural.	GIDEL .....	Groupe interministériel sur le développement économique local.
FIDES .....	Fonds d'investissement pour le développement économique et social.	GIE .....	Groupement d'intérêt économique.
FIDOM .....	Fonds d'investissement des départements d'ou- tre-mer.	GIP .....	Groupement d'intérêt public (recherche et déve- loppement technologique).
FIM .....	Fonds industriel de modernisation.	GIRZOM .....	Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières.
FINUL .....	Force intérimaire des Nations unies au Liban.	GMEM .....	Groupe maritime d'économie mixte.
FIOM .....	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.	GREF .....	Génie rural des eaux et forêts.
FIQV .....	Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.	GREP .....	Groupements régionaux d'épargne et de pré- voyance.
FIR .....	Fonds d'investissement routier.	HLM .....	Habitations à loyer modéré.
FIRS .....	Fonds d'intervention et de régularisation du mar- ché du sucre.	IAD .....	Indemnité annuelle de départ.
FLNC .....	Front de libération nationale de la Corse.	IATA .....	Association internationale des transports aériens.
FLNKS .....	Front de libération national kanak socialiste.	IAURIF .....	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.
FMF .....	Fédération des médecins de France.	ICC .....	Institut du commerce et de la consommation.
FMI .....	Fonds monétaire international.	IDES .....	Institut de développement de l'économie sociale.
FMO .....	Force multinationale et d'observateurs.	IDHEC .....	Institut des hautes études cinématographiques.
FNAC .....	Fédération nationale d'achat des cadres. Fonds national d'art contemporain	IDI .....	Institut de développement industriel.
FNACA .....	Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.	IDIA .....	Institut de développement des industries agricoles et alimentaires.
FNAFU .....	Fonds national d'aménagement foncier et d'urba- nisme.	IDICA .....	Institut de développement industriel des compo- sants automobiles.
		IDS .....	Initiative de défense stratégique.
		IEDOM .....	Institut d'émission des départements d'outre-mer.
		IEP .....	Institut d'études politiques.
		IFAC .....	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
		IFP .....	Institut français du pétrole.
		IFREMER .....	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
		IGN .....	Institut géographique national.
		IGREF .....	Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.
		IHEDN .....	Institut des hautes études de la défense nationale.

ILM	Immeuble à loyer moyen.	MSA	Mutualité sociale agricole.
ILN	Immeuble à loyer normal.	MSF	Médecins sans frontières.
INA	Institut national de l'audiovisuel.	NBC	Protection nucléaire, bactériologique, chimique.
INAO	Institut national des appellations d'origine.	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.
INALCO	Institut national des langues et civilisations orientales.	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
INC	Institut national de la consommation.	OCORA	Office de coopération radiophonique.
INED	Institut national d'études démographiques.	ODEADOM	Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer.
INEP	Institut national d'éducation populaire.	OECE	Organisation européenne de coopération économique.
INERIPT	Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies.	OFAJ	Office franco-allemand pour la jeunesse.
INMARSAT	International maritime satellite organisation Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.	OFIVAL	Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.	OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides.
INPNPP ou IN2P3	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.	OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.	OGAF	Opération groupée d'aménagement foncier.
INRIA	Institut national de la recherche en informatique et en automatique.	OIT	Organisation internationale du travail.
INRP	Institut national de la recherche pédagogique.	OLP	Organisation de la libération de la Palestine.
INRS	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.	OMCI	Organisation maritime consultative intergouvernementale.
INSA	Institut national des sciences appliquées.	OMI	Organisation maritime internationale.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.	OMS	Organisation mondiale de la santé.
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique.	ONAC	Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.	ONERA	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
INTELSAT	International telecommunications satellite consortium Organisation internationale de télécommunications par satellite.	ONF	Office national des forêts.
IRA	Instituts régionaux d'administration.	ONG	Organisations non gouvernementales.
IRAP	Instituts régionaux d'administration publique.	ONI	Office national de l'immigration.
IRCAM	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.	ONIC	Office national interprofessionnel des céréales.
IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.	ONIFLHOR	Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.
IRCHA	Institut national de recherche chimique appliquée.	ONILAIT	Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.
IRES	Institut de recherche économique et sociale.	ONIPPAM	Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.	ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.	ONIVINS	Office national interprofessionnel des vins.
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune.	ONSER	Organisation nationale pour la sécurité routière.
ISM	Indemnité spéciale de montagne.	ONU	Organisation des Nations unies.
ISTPM	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.	ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
ITA	Ingénieurs, techniciens, administratifs.	OPA	Offres publiques d'achat.
ITEF	Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications. Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.	OPCVM	Organismes de placements collectifs en valeur mobilière.
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres.	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
IUT	Institut universitaire de technologie.	OPH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
IVD	Indemnité viagère de départ.	OPPBTP	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
IVG	Interruption volontaire de grossesse.	OREAV	Organismes d'études d'aménagement des vallées.
JAM	Juges des affaires matrimoniales.	ORGANIC	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
JAP	Juges de l'application des peines.	ORSEC	Organisation des secours.
JO	Journal officiel.	ORSECRAD	Plan ORSEC radiations.
LEP	Lycées d'enseignement professionnel.	ORSECTOX	Plan ORSEC matières toxiques.
LICRA	Ligne internationale contre le racisme et l'antisémitisme.	ORSTOM	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
LKS	Mouvement de libération kanak.	ORT	Obligations renouvelables du Trésor.
LTS	Logement très social.	OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
MARISAT	Système de télécommunications maritimes par satellites.	OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
MATIF	Marché à terme d'instruments financiers.	OUA	Organisation de l'unité africaine.
MCM	Montants compensatoires monétaires.	PAC	Politique agricole commune.
MECA	Machines et équipements de conception avancée.	PAF	Police de l'air et des frontières.
MFR	Maisons familiales rurales.	PAH	Prime à l'amélioration de l'habitat.
MIDEM	Marché international du disque et de l'édition musicale.	PAIO	Permanences d'accueil, d'information et d'orientation
MIDIST	Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.	PALULOS	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
MILT	Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.	PAP	Prêt d'accession à la propriété. Programme d'action prioritaire.
MJC	Maisons des jeunes et de la culture.	PAPIR	Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
		PAR	Plans d'aménagement ruraux.
		PEGC	Professeur d'enseignement général de collège.
		PEP	Plans d'épargne populaire.
		PER	Plans d'exposition aux risques.
		PIB	Production intérieure brute ou produit intérieur brut.

PIG .....	Projets d'intérêt général.	SEATER .....	Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.
PIL .....	Programme d'insertion locale.	SEATM .....	Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.
PIM .....	Programmes intégrés méditerranéens.	SEFA .....	Société d'épargne foncière agricole.
PLA .....	Prêt locatif aidé.	SEFRANE .....	Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
PLD .....	Plafond légal de densité.	SEITA .....	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
PLR .....	Programmes à loyer réduit.	SEPT .....	Société européenne de télévision.
PMA .....	Pays les moins avancés.	SESAME .....	Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
PME .....	Petites et moyennes entreprises.	SFP .....	Société française de production et création audiovisuelles.
PMI .....	Petites et moyennes industries.	SFR .....	Société de financement régional.
	Protection maternelle et infantile.	SFT .....	Société française de télédistribution.
PMS .....	Préparation militaire supérieure.	SGDN .....	Secrétariat général de la défense nationale.
PMSI .....	Programme de médicalisation des systèmes d'information	SICA .....	Société d'intérêt collectif agricole.
PMU .....	Pari mutuel urbain.	SICAV .....	Société d'investissement à capital variable.
PNB .....	Produit national brut.	SICOMI .....	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
PNUD .....	Programme des Nations unies pour le développement.	SIDA .....	Syndrome immuno-déficitaire acquis.
PNUE .....	Programme des Nations unies pour l'environnement.	SIDO .....	Société interprofessionnelle des oléagineux.
POA .....	Prime d'orientation agricole.	SIECA .....	Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
POLMAR .....	Plan ORSEC pollution marine.	SIFE .....	Stage d'insertion et de formation à l'emploi
POS .....	Plan d'occupation des sols.	SIRPA .....	Service d'information et de relations publiques des armées.
POSEIDOM .....	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outre-mer.	SIVOM .....	Syndicat intercommunal à vocation multiple.
PPE .....	Programmes prioritaires d'exécution.	SIVP .....	Stage d'initiation à la vie professionnelle.
PPI .....	Plan particulier d'intervention.	SLEC .....	Sociétés locales d'économie mixte.
PPS .....	Prêts participatifs simplifiés.	SMA .....	Service militaire adapté.
PRDE .....	Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.	SME .....	Système monétaire européen.
PSI .....	Prêt spécial immobilier.	SMI .....	Surface minimum d'installation (agriculture).
PSR .....	Programmes sociaux de relogement.		Système monétaire international.
PTE .....	Postes, télécommunications et espace	SMIC .....	Salaire minimum de croissance.
PTOM .....	Pays et territoires d'outre-mer.	SMUR .....	Services mobiles d'urgence et de réanimation.
PTT .....	Postes et télécommunications.	SMVM .....	Schéma de mise en valeur de la mer.
PVD .....	Pays en voie de développement.	SNCF .....	Société nationale des chemins de fer français.
QHS .....	Quartiers de haute sécurité.	SNCM .....	Société nationale maritime Corse-Méditerranée.
RATP .....	Régie autonome des transports parisiens.	SNECMA .....	Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
RBE .....	Résultat brut d'exploitation.	SNEP .....	Société nationale des entreprises de presse.
RCB .....	Rationalisation des choix budgétaires.	SNI .....	Syndicat national des instituteurs.
RDA .....	République démocratique allemande.	SNIAS .....	Société nationale industrielle aérospatiale.
RER .....	Réseau express régional.	SNLE .....	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
RES .....	Rachat d'une entreprise par ses salariés.	SNPA .....	Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
RFA .....	République fédérale d'Allemagne.	SNSM .....	Société nationale de sauvetage en mer.
RFI .....	Radio France internationale.	SOFARIS .....	Société française pour l'assurance du capital-risque.
RFO .....	Société nationale de radio-télévision française d'outre-mer.	SOFERGIE .....	Sociétés agréées pour le financement des économies d'énergie.
RFP .....	Régie française de publicité.	SOFICA .....	Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.
RMI .....	Revenu minimum d'insertion.	SOFINOVA .....	Sociétés financières d'innovation.
RMN .....	Résonance magnétique nucléaire.	SOFIRAD .....	Société financière de radiodiffusion.
RNIS .....	Réseau numérique à intégration de services.	SOFIREM .....	Société financière pour l'industrialisation des régions minières.
RTLN .....	Réunion des théâtres lyriques nationaux.	SOFRATEV .....	Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
SA .....	Société anonyme.	SOMI .....	Sociétés mobilières d'investissement.
SACEM .....	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.	SOMIVAC .....	Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
SAFER .....	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.	SONACOTRA .....	Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
SAIF .....	Sociétés agricoles d'investissement foncier.	SOP .....	Service d'observation des programmes.
SALT (accords) .....	Strategic Arms Limitation Treaty.	SOPEXA .....	Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.
	Traité de limitation des armes stratégiques.	SOREFI .....	Sociétés régionales de financement.
SAMU .....	Service d'aide médicale urgente.	SPA .....	Société protectrice des animaux.
SARL .....	Société à responsabilité limitée.	SS .....	Sécurité sociale.
SATESE .....	Services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration.	STAR .....	Système téléphonique d'alerte aux risques.
SCA .....	Sociétés coopératives artisanales.	STO .....	Service du travail obligatoire.
	Syndicats communautaires d'aménagement.	TAAF .....	Terres australes et antarctiques françaises.
SCI .....	Sociétés civiles immobilières.	TDF .....	Télédiffusion de France.
SCIC .....	Société immobilière de la Caisse des dépôts.	TEF .....	Techniciens d'études et de fabrication.
SCOP .....	Sociétés coopératives ouvrières de production.	TFI .....	Télévision française 1.
SCPI .....	Société civile de placement immobilier.	TGI .....	Tribunaux de grande instance.
SCPRI .....	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.	TGV .....	Train à grande vitesse.
SDAU .....	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.	TIG .....	Travaux d'intérêt général.
SDDS .....	Schéma directeur départemental des structures.	TIPP .....	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
SDECE .....	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.		
SDF .....	Sans domicile fixe.		
SDIS .....	Service départemental d'incendie et de secours.		
SDR .....	Société de développement régional.		

TLE .....	Taxe locale d'équipement.	UNEDIC .....	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
TOM .....	Territoire d'outre-mer.	UNESCO .....	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
TPFA .....	Tribunaux permanents des forces armées.	UNIL .....	Union nationale interprofessionnelle du logement.
TPG .....	Trésoriers-payeurs généraux.	UNSS .....	Union nationale du sport scolaire.
TPS .....	Taxe sur les prestations de services.	URSSAF .....	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
TRACFIN .....	Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins	UTA .....	Union des transports aériens.
TTFA .....	Tribunaux territoriaux des forces armées.	UTN .....	Unité touristique nouvelle.
TUC .....	Travaux d'utilité collective.	VRP .....	Voyageurs, représentants, placiers.
TVA .....	Taxe sur la valeur ajoutée.	VRTS .....	Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
TVHD .....	Télévision haute définition.	VSNA .....	Volontaires du service national actif.
UCANSS .....	Union des caisses nationales de sécurité sociale.	ZAC .....	Zone d'aménagement concerté.
UEO .....	Union de l'Europe occidentale.	ZAD .....	Zone d'aménagement différé.
UER .....	Unité d'enseignement et de recherche.	ZAN .....	Zones d'agglomération nouvelle.
UFAC .....	Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre.	ZEE .....	Zone économique exclusive.
UGAP .....	Union des groupements d'achats publics.	ZEP .....	Zone d'éducation prioritaire.
UGB .....	Unité de gros bétail.		Zone d'environnement protégé.
UGC .....	Union générale cinématographique.	ZIF .....	Zone d'intervention foncière.
ULM .....	Ultra-légers motorisés.	ZUP .....	Zone à urbaniser en priorité.
UNAF .....	Union nationale des associations familiales.		

# **DEUXIÈME PARTIE**

## **TABLE THÉMATIQUE**

---

**SESSIONS DE 1993**

## A

### Accidents du travail

1. – **Proposition de loi relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Michelle Demessine, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1993) [n° 25 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

### Accords de Schengen

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur et aménagement du territoire - I – Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation

### Action humanitaire

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires étrangères

### Action sanitaire et sociale

1. – **Proposition de loi tendant à l'adoption de mesures urgentes en matière de santé et de protection sociale**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 juin 1993) [n° 373 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

### Administration territoriale

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur et aménagement du territoire - I – Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation

### Aéroports

Voir *Lois de finances*, 2, Aviation civile - (Budget annexe)

### Affaires étrangères (ministère)

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires étrangères

### Affaires sociales

Voir *Lois de finances*, 2, Travail, emploi et formation professionnelle – Affaires sociales – Services communs

### Afrique

Voir *Lois de finances*, 2, Coopération  
*Rapports d'information*, 9

### Afrique du Nord

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 1 ; 3 ; 6 ; 7

### Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Voir *Lois de finances*, 2, Environnement et article 58

### Agence nationale pour l'emploi (ANPE)

Voir *Lois de finances*, 2, Travail, emploi et formation professionnelle – Affaires sociales – Services communs

### Agences de voyages

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - III – Tourisme

### Agglomérations nouvelles

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - I – Urbanisme et services communs

### Agriculteurs

Voir *Lois de finances*, 2, Agriculture et pêche ; Prestations sociales agricoles - Budget annexe

### Agriculteurs (retraite)

Voir *Santé*, 3

### Agriculture

Voir *Communautés européennes*, 15  
*Gouvernement (déclarations)*, 1 ; 3  
*Lois de finances*, 2, Agriculture et pêche ; Environnement  
*Rapports au règlement*, 7  
*Rapports d'information*, 19 ; 37  
*Rapports du Gouvernement*, 5

1. – **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors-sols**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Bernard, sénateur, et plusieurs de ses collègues (12 mai 1993) [n° 302 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Alain Pluchet avec celui des propositions de loi [n° 353 (92-93)] et [n° 314 (92-93)] – **Agriculture**, 3 (22 juin 1993) [n° 376 (92-93)] – Voir la proposition de loi de l'Assemblée nationale n° 92 du 20 avril 1993 – **Agriculture**, 3.

2. – **Proposition de loi tendant à proroger la date d'application du contrôle des structures des ateliers hors sol**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Fernand Tardy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 mai 1993) [n° 314 (92-93)] - Rapport commun de M. Alain Pluchet avec celui des propositions de loi [n° 353 (92-93)] et [n° 302 (92-93)] **Agriculture** 3 (22 juin 1993) [n° 376 (92-93)] – Voir la proposition de loi de l'Assemblée nationale n° 92 du 20 avril 1993 – **Agriculture**, 3.

3. – **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Charles de Courson, député (20 avril 1993) [n° 92 rect. (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Pierre Micaux (26 mai 1993) [n° 224 (92-93)] – Discussion (11 juin 1993) – Adoption (11 juin 1993) [n° 18].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 juin 1993) [n° 353 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport commun de M. Alain Pluchet avec celui des propositions de loi [n° 302 (92-93)] et [n° 314 (92-93)] - **Agriculture** 1 et 2 - (22 juin 1993) [n° 376 (92-93)] – Discussion (23 juin 1993) – Adoption (23 juin 1993) [n° 100].

PROMULGATION : Loi n° 93-895 du 6 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1993).

### Discussion (première lecture)

(23 juin 1993) (p. 1637, 1645).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1637, 1645) : *MM. Jean Puech, ministre de l'agriculture ; Alain Pluchet, rapporteur de la*

*commission des affaires économiques ; René Régnault, Jean Bernard, Jacques Machet, Félix Leyzour, Jean Boyer, Roland du Luart.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE : *MM. Félix Leyzour, Claude Estier, René Régnault, Alain Pluchet, rapporteur, Jean Puech, ministre.*

**Art. unique** (*Prorogation jusqu'au 30 juin 1996 de la possibilité de soumettre au contrôle des structures la création ou l'extension d'ateliers hors sol*) – Adopté (p. 1645).

**Adoption** (23 juin 1993) (p. 1645).

4. – **Proposition de loi visant à permettre la prise en compte des déficits pour leur montant réel dans le calcul de l'assiette des cotisations sociales agricoles**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roland du Luart, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 23 septembre 1993) [n° 452 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

5. – **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture (10 novembre 1993) [n° 90 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Moinard (8 décembre 1993) [n° 148 (93-94)] – Avis de M. Bernard Seillier (15 décembre 1993) [n° 180 (93-94)] – Urgence – Discussion (16 décembre 1993) – Adoption (16 décembre 1993) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1993) [n° 861 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Germain Gengenwin (20 décembre 1993) [n° 874 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993 et 18 janvier 1994) – Adoption (18 janvier 1994) [n° 142].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 janvier 1994) [n° 255 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Germain Gengenwin (24 janvier 1994) [n° 964 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 153].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Louis Moinard (24 janvier 1994) [n° 260 (93-94)] – Discussion (27 janvier 1994) – Adoption (27 janvier 1994) [n° 88].

PROMULGATION : loi n° 94-114 du 10 février 1994 (*JO* Lois et décrets du 11 février 1994).

#### Discussion (première lecture)

(16 décembre 1993) (p. 6442, 6488).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6442, 6451) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Louis Moinard, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Bernard Seillier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, Michel Moreigne, Félix Leyzour.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6451, 6488) : *MM. Louis Minetti, Félix Leyzour, Louis Moinard, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; Alain Vasselle, Michel Moreigne, Bernard Seillier, rapporteur pour avis ; Robert Laucournet, Philippe Marini, Guy Robert, Emmanuel Hamel.*

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### DES MEDICAMENTS VETERINAIRES

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Agence du médicament vétérinaire*) (p. 4651) – Adopté après modification (p. 6457).

#### TITRE II

##### DES ECHANGES D'ANIMAUX ET DE DENREES ANIMALES

**Art. 2** (*Constatation des infractions*) – Adopté (p. 6457).

**Art. 3** (*Abrogations*) – Adopté (p. 6457).

**Art. 4** (*Agrément sanitaire*) (p. 6457) – Adopté après modification (p. 6459).

**Art. 5** (*Contrôle sanitaire des produits exportés ou importés*) – Adopté après modification (p. 6459).

**Art. 6** (*Echanges intracommunautaires ; importations ; exportations : art. 275-1 à 275-12 du code rural*) (p. 6459).

ART. 275-1 à 275-3 DU CODE RURAL (*Dispositions générales*) (p. 6461) – Adopté après modification (p. 6462).

ART. 275-4 DU CODE PRECITE (*Des importations*) (p. 6462) – Adopté après modification (p. 6464).

ART. 275-5 à 275-8 DU CODE PRECITE (*Des échanges intracommunautaires*) (p. 6464) – Adopté après modification (p. 6466).

ART. 275-9 à 275-12 DU CODE PRECITE (*Dispositions diverses*) (p. 6466) – Adopté après modification (p. 6467).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 6467).

**Art. 7** (*Contrôles relatifs à la protection des animaux*) – Adopté (p. 6467).

**Art. 8** (*Sanctions*) (p. 6467) – Adopté après modification (p. 6468).

**Art. additionnel après l'art. 8** (*Modifications rendues nécessaires par le fait que le nouveau code pénal n'est pas entré en vigueur*) – Adopté (p. 6468).

**Art. 9** (*Coordination*) – Adopté (p. 6468).

#### TITRE III

##### DU CONTROLE DES PRODUITS SOUMIS A RESTRICTION DE CIRCULATION INTRACOMMUNAUTAIRE

**Art. 10** (*Contrôle des produits bénéficiant d'aides du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA*) (p. 6468) – Adopté après modification (p. 6470).

**Art. 11** (*Définition du territoire douanier*) – Adopté après modification (p. 6471).

**Art. 12** (*Consignation*) – Adopté (p. 6470).

**Art. 13** (*Contrebande*) – Adopté (p. 6470).

**Art. 14** (*Création d'un chapitre additionnel*) – Adopté (p. 6470).

**Art. 15** (*Présentation en douane de produits soumis à certaines restrictions de circulation*) (p. 6470) – Adopté (p. 6471).

**Art. 16** (*Renvoi des produits dans leur pays d'origine*) – Adopté (p. 6471).

**Art. 17** (*Renvoi des produits dans leur pays d'origine*) – Adopté (p. 6471).

#### TITRE IV

##### DISPOSITIONS RELATIVES A LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

**Intitulé** – Adopté après modification (p. 6471).

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

##### Organisation de la mutualité sociale agricole

**Art. 18** (*Caisses de mutualité sociale agricole*) – Adopté après modification (p. 6472).

**Art. 19** (*Structures et missions des caisses ; fusion : article 1002-1 à 1002-4 du code rural*) (p. 6472) – Adopté après modification (p. 6474).

**Art. 20** (*Unions*) (p. 6474) – Adopté après modification (p. 6475).

**Art. 21** (*Coordination*) (p. 6475) – Adopté après modification (p. 6476).

**Art. 22** (*Réassurance*) – Adopté (p. 6477).

**Art. 23** (*Abrogations*) – Adopté (p. 6477).

**Art. 24** (*Directeur et agent comptable*) – Adopté après modification (p. 6477).

## Chapitre 2

### Elections aux assemblées générales et aux conseils d'administration de la mutualité sociale agricole

**Art. 25** (*Réunions de circonscriptions électorales pour les exploitants*) – Adopté après modification (p. 6477).

**Art. 26** (*Majoration du nombre de délégués salariés*) (p. 6477) – Adopté après modification (p. 6478).

**Art. 27** (*Représentation aux conseils d'administration*) – Adopté après modification (p. 6479).

**Art. 28** (*Vote par correspondance*) – Adopté (p. 6480).

**Art. 29** (*Dépenses afférentes aux opérations électorales*) – Adopté après modification (p. 6480).

**Art. additionnel après l'art. 29** (*Déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles*) (p. 6481) – Adopté (p. 6484).

## Chapitre 3

### Sanctions de la non-application de la législation sociale agricole

**Intitulé** – Adopté après modification (p. 6484).

**Art. 30** (*Incitation à ne pas acquitter les cotisations ; nullité d'ordre public*) (p. 6485) – Adopté (p. 6486).

**Après l'art. 30** (p. 6486).

**Art. additionnel** (*Cumul d'une pension avec une autre activité d'hébergement en milieu rural*) – Adopté (p. 6486).

**Art. additionnel** (*Insertion d'un titre V « Dispositions diverses »*) – Adopté (p. 6487).

**Art. additionnel** (*Caractère insaisissable des primes de départ versées aux agriculteurs contraints d'arrêter leur activité*) – Adopté (p. 6487).

**Art. additionnel** (*Régularisation de la situation des cinq agents nommés à la suite du concours pour le recrutement de secrétaire administratif à l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la pêche annulé pour irrégularité par le Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 6487).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6487) : *MM. Félix Leyzour, Ernest Cartigny, Michel Moreigne.*

**Adoption** (16 décembre 1993) (p. 6488).

**6. – Proposition de loi tendant à aménager et à adapter la fiscalité des entreprises agricoles, PRESENTÉE AU SÉNAT**, par M. Georges Gruillot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 136] (93-94) – Renvoi à la commission des finances.

### Agro-alimentaire (industrie)

Voir *Lois de finances, 2*, Agriculture et pêche

### Aides au logement

Voir *Lois de finances, 2*, Logement

### Air France

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 4

### Ajournement du Sénat

Voir *Allocutions et communications*, 16

### Algérie

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires étrangères

## Rapports d'information, 26

### Allemagne

Voir *Allocutions et communications*, 19

### Alliance atlantique

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires étrangères

### Allocations familiales

Voir *Emploi, 1*

*Lois de finances, 2*, Travail, emploi et formation professionnelle – Affaires sociales – Services communs

### Allocutions et communications

1. – **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1992-1993** (2 avril 1993) (p. 3) – *M. René Monory, président du Sénat.*

2. – **Allocutions de M. René Monory**, président du Sénat et de **M. Edouard Balladur**, Premier ministre (2 avril 1993) (p. 3, 4) – Dialogue – Déclaration de politique générale.

3. – **Communication de M. le président de l'Assemblée nationale** : nouvelle composition du bureau de l'Assemblée nationale (8 avril 1993) (p. 40).

4. – **Communication de M. le président de l'Assemblée nationale** : nouvelle composition du bureau de l'Assemblée nationale (15 avril 1993) (p. 93).

5. – **Hommage à la mémoire de M. Pierre Bérégo**, ancien Premier ministre, par M. René Monory, Président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (5 mai 1993) (p. 164).

6. – **Souhaits de bienvenue à une délégation du Burkina Faso** (3 juin 1993) (p. 683) – *M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

7. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs congolais** (17 juin 1993) (p. 1412) – *M. René Monory, président du Sénat.*

8. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** à compter du jeudi 1<sup>er</sup> juillet 1993 (30 juin 1993) (p. 1915) – *M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

9. – **Communication du Gouvernement** en date du 30 juin 1993, relative à l'ordre du jour de la séance du 1<sup>er</sup> juillet 1993 (30 juin 1993) (p. 1941).

10. – **Clôture de la seconde session ordinaire de 1992-1993** (30 juin 1993) (p. 1942) – *M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

11. – **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1992-1993** (1<sup>er</sup> juillet 1993) (p. 1946) – *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

12. – **Allocution de M. René Monory**, président du Sénat (7 juillet 1993) (p. 2296, 2297) : bilan du travail parlementaire – Affaires européennes – Commissions d'enquête et missions d'information – Remerciements divers – (p. 2293) Presse – Questions d'actualité – Budget du Sénat – Règlement du Sénat – (p. 2294) Télévision éducative – Crise sociale et économique – Devoir du Sénat d'anticiper le futur – Aménagement du territoire – Emplois – (p. 2295, 2296) Relations internationales.



13. – **Convocation du Parlement en Congrès** (13 juillet 1993) (p. 2625) – *M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

14. – **Clôture de la session extraordinaire** (13 juillet 1993) (p. 2628, 2629) – *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

15. – **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 1992-1993** (29 septembre 1993) (p. 2639) – *M. René Monory, président du Sénat.*

16. – **Ajournement du Sénat**, l'ordre du jour étant épuisé (30 septembre 1993) (p. 2727) – *M. Roger Chenaud, vice-président du Sénat, président de séance.*

17. – **Ouverture de la première session ordinaire de 1993-1994** (2 octobre 1993) (p. 2733) – *M. René Monory, président du Sénat.*

18. – **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat roumain** (6 octobre 1993) (p. 2792) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

19. – **Allocution de bienvenue prononcée par M. René Monory, président du Sénat, à l'occasion de la réception dans la salle des séances de M. Helmut Kohl, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne** (13 octobre 1993) (supplément au *J.O.* du 20 octobre 1993) – *M. René Monory, président du Sénat ; réponse de M. Helmut Kohl, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne.*

20. – **Souhaits de bienvenue à un parlementaire australien** (9 novembre 1993) (p. 4110).

21. – **Convocation du Parlement en Congrès** (17 novembre 1993) (p. 4306).

22. – **Souhaits de bienvenue à M. Charles Aznavour** (30 novembre 1993) (p. 5270) – *M. René Monory, président du Sénat.*

23. – **Souhaits de bienvenue à M. Spadolini, président du Sénat italien** (30 novembre 1993) (p. 5273, 5274) – *M. René Monory, président du Sénat.*

24. – **Hommage à Félix Houphouët-Boigny, président de la République de Côte d'Ivoire**, à l'annonce de son décès, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, auquel s'associe M. Michel Roussin, ministre de la coopération (7 décembre 1993) (p. 5719).

25. – **Convocation du Parlement en session extraordinaire** à compter du 21 décembre 1993 (20 décembre 1993) (p. 6701) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

26. – **Clôture de la première session ordinaire de 1993-1994** (20 décembre 1993) (p. 6764) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

27. – **Ouverture de la première session extraordinaire de 1993-1994** (21 décembre 1993) (p. 6775) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

28. – **Allocution de M. René Monory, président du Sénat** (21 décembre 1993) (p. 6786, 6789) – Remerciements – Textes législatifs – Travaux du Sénat – Commissions parlementaires – Loi de finances pour 1994 – Finances locales – Bicaméralisme – Relations internationales – Formation – *M. Edouard Balladur, premier ministre.*

29. – **Clôture de la première session extraordinaire de 1993-1994** (23 décembre 1993) (p. 6911) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

## Alsace et Moselle

1. – **Proposition de loi relative au statut et à la promotion de la langue régionale en Alsace et en Moselle**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Henri Goetschy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 novembre 1991) [n° 98 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Reprise par ses auteurs le 6 avril 1993.

## Aménagement du territoire

Voir *Allocutions et communications*, 12

*Finances locales*, 3

*Gouvernement (déclarations)*, 1 ; 2 ; 3 ; 4

*Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - II - Ville ; Culture et francophonie ; Education nationale ; Enseignement supérieur et recherche ; Environnement et article 58 ; Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme ; Jeunesse et sports

*Rappels au règlement*, 4

1. – **Proposition de loi visant à créer un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Mossion, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 24 février 1993) [n° 224 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

## Aménagement rural

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

*Lois de finances*, 2, Agriculture et pêche

1. – **Proposition de loi relative à la décentralisation de la politique du développement rural**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Jean Puech et Henri Collard, sénateurs (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 29 mars 1993) [n° 245 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

## Amendements

Voir *Rappels au règlement*, 37

## Amérique Latine

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires étrangères

## Anciens combattants et victimes de guerre

Voir *Lois de finances*, 2, Anciens combattants et victimes de guerre et articles 53 A, 53 B, 53, 54 et 54 bis ; Légion d'honneur, ordre de la Libération - (Budget annexe)

1. – **Proposition de loi portant création du statut de patriote, victime de la captivité en Algérie**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 17 février 1992) [n° 259 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Reprise par ses auteurs le 5 octobre 1993.

2. – **Proposition de loi relative à l'attribution de la carte de combattant aux soldats polonais ayant servi dans l'armée française**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Bécart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 3 février 1993) [n° 208 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi sur la retraite des stagiaires de la formation professionnelle qui sont anciens combattants d'Afrique du Nord**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, séna-

teur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 3 février 1993) [n° 209 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi relative à la modification de la loi du 27 juillet 1917 pour les orphelins de guerre et les pupilles de la Nation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 3 février 1993) [n° 210 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

5. – **Proposition de loi tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « Personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « Victimes de la déportation du travail »**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Jacques Delong et Georges Berchet, sénateurs (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 20 mars 1993) [n° 242 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales - Retirée par ses auteurs le 18 mai 1993.

6. – **Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 15 juillet 1993) [n° 425 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

7. – **Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 15 juillet 1993) [n° 426 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

8. – **Proposition de loi relative à la conservation des noms de rues qui évoquent la résistance au nazisme**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 septembre 1993) [n° 465 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

9. – **Proposition de loi tendant à lever les forclusions qui concernent les conditions d'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Edouard Le Jeune et Guy Robert, sénateurs (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 139 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

10. – **Proposition de loi tendant à supprimer réellement toute forclusion de droit ou de fait s'opposant à la reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la Résistance**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert Pagès, sénateur, et plusieurs de ses collègues (21 décembre 1993) [n° 208 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

## Animaux

Voir *Communautés européennes*, 12 ; 13

1. – **Proposition de loi tendant à créer une commission nationale des méthodes substitutives à l'expérimentation animale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (20 septembre 1991) [n° 484 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales - Reprise par ses auteurs le 27 avril 1993.

2. – **Projet de loi relatif à la colombophilie**, PRESENTÉ AU SENAT, par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur (5 juin 1992) [n° 387 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Guy Allouche (27 octobre 1993) [n° 56 (93-94)].

3. – **Proposition de loi tendant à autoriser les associations de protection animale à se constituer partie civile**, PRESENTÉE

AU SENAT, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 mai 1993) [n° 313 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

## Antarctique

Voir *Rapports d'information*, 16

## Apprentissage

Voir *Emploi*, 1  
*Lois de finances*, 2, Commerce et artisanat  
*Politique économique et sociale*, 1

## Architecture

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - I – Urbanisme et services communs

## Armée

Voir *Lois de finances*, 2, Défense  
*Rappels au règlement*, 4  
*Rapports du Gouvernement*, 1

## Arts et spectacles

1. – **Projet de loi relatif aux musées, aux établissements publics territoriaux à vocation culturelle et aux restaurateurs du patrimoine**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 21 janvier 1993) [n° 202 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

## Asie

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires étrangères

## Asie du Sud-Est

Voir *Rapports d'information*, 13

## Asile (droit d')

Voir *Congrès du Parlement*, 2  
*Etrangers*, 2 ; 4

## Assemblée nationale

Voir *Allocutions et communications*, 3 ; 4

## Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Voir *Lois de finances*, 2, Travail, emploi et formation professionnelle – Affaires sociales – Services communs

## Associations

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - II – Ville

## Assurances

Voir *Communautés européennes*, 8  
*Politique économique et sociale*, 2  
*Rapports au Parlement*, 4

1. – **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative), en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 20 juillet 1993) [n° 427 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Loridant (29 septembre 1993) [n° 459 (92-93)] – Discussion (7 octobre 1993) – Adoption (7 octobre 1993) [n° 4].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1993) [n° 590 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1993) [n° 194 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Loridant (21 décembre 1993) [n° 205 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993) – Adoption (22 décembre 1993) [n° 62].

PROMULGATION : Loi n° 94-5 du 4 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 5 janvier 1994).

### Discussion (première lecture)

(7 octobre 1993) (p. 2841, 2867).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2841, 2847) : MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Paul Loridant, rapporteur de la commission des finances ; Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Robert Vizet, Etienne Dailly.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2847, 2867) : MM. Paul Loridant, rapporteur, Edmond Alphandéry, ministre ; Mme Maryse Bergé-Lavigne.

### TITRE I<sup>er</sup>

#### RECLASSEMENT DE CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE DES ASSURANCES

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Réorganisation du chapitre I<sup>er</sup> du titre II du livre III du code des assurances*) (p. 2847) – Adopté après modification (p. 2848).

**Art. 2 et 3** (*Réorganisations diverses au sein du livre III*) – Adoptés (p. 2848).

**Art. 4** (*Coordination*) – Adopté (p. 2849).

**Art. 5** (*Conséquences de l'application de la troisième directive sur l'indemnité maximale de rachat et la participation au bénéfice*) – Adopté après modification (p. 2849).

**Art. 6 et 7** (*Renvoi et coordination*) – Adoptés (p. 2849).

### TITRE II

#### ADAPTATION DU CODE DES ASSURANCES AU MARCHE UNIQUE EUROPEEN

**Art. 8** (*Vérification des entreprises soumises aux contrôles de l'Etat – Création de la « plage commune vie-dommages »*) – Adopté (p. 2850).

**Art. 9** (*Définition des catégories d'entreprises admises à exercer des activités d'assurance en France*) – Adopté après modification (p. 2850).

**Art. 10** (*Définitions*) – Adopté après modification (p. 2851).

**Art. 11** (*Suppression du contrôle a priori des contrats*) (p. 2851) – Adopté après modification (p. 2852).

**Art. 12** (*Champ des contributions parafiscales au contrôle des entreprises d'assurance*), **13** (*Coordinations*), **14** (*Complément sur les catégories d'entreprises admises à pratiquer l'assurance en France*) et **15** (*Compétence de la commission de contrôle des assurances*) – Adoptés (p. 2852).

**Art. 16** (*Sanctions*) (p. 2852) – Adopté après modification (p. 2853).

**Art. 17** (*Coordination*) et **18** (*Réciprocité des conditions d'agrément entre Etat parties et Etat non parties à l'Espace économique européen*) (p. 2853) – Adoptés (p. 2854).

**Art. 19** (*Agrément des entreprises d'un Etat de l'Espace économique européen non communautaire, et agrément spécial des entreprises hors de l'Espace économique européen et de la Suisse*) – Adopté après modification (p. 2854).

**Art. 20** (*Critères d'octroi ou de refus de l'agrément en régime d'établissement*), **21** (*Incompatibilité des fondateurs dirigeants et administrateurs des entreprises d'assurance et de réassurance*), **22** (*Contrôle de l'actionnariat*) et **23** (*Pouvoir d'intervention de la commission de contrôle des assurances*) – Adoptés (p. 2854, 2855).

**Art. 24** (*Transfert de portefeuilles par des entreprises cédantes soumises au contrôle des autorités françaises*) (p. 2855) – Adopté après modification (p. 2856).

**Art. 25** (*Transfert de portefeuilles extension des règles applicables*) (p. 2856) – Adopté (p. 2857).

**Art. 26** (*Sûreté des privilèges des assurés*) (p. 2857) – Adopté après modification (p. 2858).

**Art. 27** (*Sanction des infractions à certaines règles de gestion*) – Adopté après modification (p. 2858).

**Art. 28** (*Gestion de la « plage commune vie-dommage »*) – Adopté (p. 2858).

**Art. additionnel après l'art. 28** (*Nouvelle rédaction de l'article L. 441-1 du code des assurances*) (p. 2858) – Adopté après modification (p. 2859).

**Art. 29** (*Transposition du régime et deuxième directive d'un Etat de l'Espace économique européen non membre de la CEE*) et **30** (*Dispositions propres à la co-assurance*) – Adoptés (p. 2859, 2860).

**Art. 31** (*Transfert de portefeuilles*) (p. 2860) – Adopté après modification (p. 2861).

**Art. 32** (*Libre établissement et libre prestation de services communautaires*) (p. 2861) – Adopté (p. 2862).

**Art. 33** (*Adaptations du code des assurances – Mesures de coordination*) (p. 2862) – Adopté après modification (p. 2863).

**Art. 34** (*Droit du contrat – Amélioration de l'information des preneurs d'assurances*) (p. 2863) – Adopté après modification (p. 2864).

**Art. 35** (*Adaptations rédactionnelles et choix du droit applicable au contrat*) et **36** (*Bureau central de tarification et coordination*) – Adoptés (p. 2864).

**Art. 37** (*Sanctions, coordination*) – Adopté après modification (p. 2865).

**Art. 38** (*Mesures transitoires*) – Adopté (p. 2865).

### TITRE III

#### DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 39** (*Simplifications rédactionnelles*) et **40** (*Application à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adoptés (p. 2865).

**Art. 41** (*Codification de l'application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté après modification (p. 2866).

**Art. 42** (*Entrée en vigueur du projet de loi*) (p. 2866) – Adopté après modification (p. 2867).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2867) : M. Emmanuel Hamel ; intervention de M. Edmond Alphandéry, ministre.

**Adoption** (7 octobre 1993) (p. 2867).

### Discussion (deuxième lecture)

(22 décembre 1993) (p. 6855, 6857).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6855, 6856) : MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Paul Loridant, rapporteur de la commission des finances.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6856, 6857)

**Art. 3, 4, 6, 7, 19 et 22** – Adoptés (p. 6856).

**Art. 32, 33, 34 et 43** – Adoptés (p. 6857).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6857) : *MM. Robert Pagès et François Autain.*

**Adoption** (22 décembre 1993) (p. 6857).

#### **Atlantique du Nord-Est**

Voir *Traités et conventions*, **3**

#### **Australie**

Voir *Allocutions et communications*, **20**  
*Traités et conventions*, **34**

#### **Autoroutes**

Voir *Lois de finances*, **2**, Equipement, transports et tourisme - II – Transports - 1. Transports terrestres – 2. Routes – 3. Sécurité routière ; Intérieur et aménagement du territoire - II – Aménagement du territoire

#### **Autriche**

Voir *Traités et conventions*, **31 ; 32**

#### **Aviation civile**

Voir *Communautés européennes*, **14**  
*Lois de finances*, **2**

## B

**Bahrein**

Voir *Traités et conventions*, 26

**Banque de France**

Voir *Banques et établissements financiers*, 1 ; 2

**Banque européenne d'investissement (BEI)**

Voir *Communautés européennes*, 3  
*Traités et conventions*, 35

**Banque mondiale**

Voir *Lois de finances*, 2, Coopération

**Banques et établissements financiers**

Voir *Communautés européennes*, 3 ; 8  
*Politique économique et sociale*, 2

1. – **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (10 mai 1993) [n° 158 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Philippe Auberger (3 juin 1993) [n° 270 (92-93)] – Urgence – Discussion (8, 9 et 11 juin 1993) – Adoption (11 juin 1993) [n° 21].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 juin 1993) [n° 356 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jean Arthuis (23 juin 1993) [n° 388 (92-93)] – Avis de M. Pierre Fauchon (23 juin 1993) [n° 382 (92-93)] – Discussion (1<sup>er</sup> et 2 juillet 1993) – Adoption (2 juillet 1993) [n° 113].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 juillet 1993) [n° 416 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Auberger (6 juillet 1993) [n° 452 (92-93)] – Discussion (8 juillet 1993) – Adoption (8 juillet 1993) [n° 47].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Arthuis (6 juillet 1993) [n° 408 (92-93)] – Discussion (13 juillet 1993) – Adoption (13 juillet 1993) [n° 126].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL – Décision n° 93-324 DC du 3 août 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 5 août 1993) qui déclare contraires à la Constitution :

– au premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup>, les mots : « ... définit et ... dans le but d'assurer la stabilité des prix » ;

– le second alinéa de l'article 1<sup>er</sup> ;

– aux premier et deuxième alinéas de l'article 7, les mots : « ... est chargé de définir la politique monétaire. Il ... ».

PROMULGATION : loi n° 83-980 du 4 août 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 6 août 1993).

**Discussion (première lecture)**

(1<sup>er</sup> juillet 1993) (p. 1981, 2014) ; (2 juillet 1993) (p. 2026, 2115).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1981, 2014 ; 2026, 2028) : MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des finances ; Pierre Fauchon, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Christian Poncelet,

président de la commission des finances ; Mme Paulette Fost, MM. Ernest Cartigny, Jean Chérioux, Xavier de Villepin, Paul Loridant.

Le projet de loi a pour objectif la modification de la répartition des pouvoirs de la politique monétaire entre l'Etat et la Banque de France.

**Motion n° 2** de M. Claude Estier, soutenue par M. Paul Loridant, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 2006) – MM. Paul Loridant, Etienne Dailly, Jean Arthuis, rapporteur ; Pierre Fauchon.

**Rejet de la motion** (p. 2011).

**Motion n° 1** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Vizet, tendant à opposer la question préalable (p. 2011) – MM. Robert Vizet, Jean Arthuis, rapporteur ; Paul Loridant, Christian Poncelet, président de la commission.

**Rejet de la motion** (p. 2014 ; scrutin public n° 120).

**Motion n° 70** de M. Paul Loridant, tendant au renvoi à la commission (p. 2026) – MM. Paul Loridant, Jean Arthuis, rapporteur.

**Rejet de la motion** (p. 2028 ; scrutin public n° 121).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2028, 2115) : MM. Edmond Alphandéry, ministre ; Jean Arthuis, rapporteur, Mme Paulette Fost, MM. Paul Loridant, Robert Vizet, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Pierre Fauchon, rapporteur pour avis ; Michel Sergent, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Jacques Robert, Jean Chérioux, Ernest Cartigny, Hubert Durand-Chastel, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; René Régnault, Philippe de Gaulle, Christian Poncelet, président de la commission.

TITRE I<sup>er</sup>

## STATUT DE LA BANQUE DE FRANCE

Chapitre 1<sup>er</sup>

## Missions fondamentales de la Banque de France

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Définition et mise en oeuvre de la politique monétaire*) (p. 2029) – Adopté après modification (p. 2040).

**Art. 2** (*Mise en oeuvre de la politique de change*) (p. 2040) – Adopté (p. 2043).

**Art. 3** (*Interdiction du financement des déficits publics*) (p. 2043) – Adopté après modification (p. 2046).

**Art. 4** (*Fonctionnement des systèmes de paiement*) (p. 2046) – Adopté (p. 2049).

**Art. 5** (*Droit de communication*) (p. 2050) – Supprimé (p. 2053).

**Art. additionnel après l'art. 5** (*Dispositions liées à l'émission des billets*) (p. 2053) – Adopté après modification (p. 2057).

## Chapitre II

## Organisation de la banque

## Section I

## Statut de la banque de France

**Section I et son intitulé** – Supprimés (p. 2058).

**Art. 6** (*Statut de la Banque de France*) – Supprimé (p. 2059).

## Section II

## Le conseil de la politique monétaire

**Art. 7** (*Compétences du conseil de la politique monétaire*) (p. 2059) – Adopté après modification (p. 2061).

**Art. 8** (*Nomination des membres du conseil de la politique monétaire*) (p. 2061) – Adopté après modification (p. 2070).

**Art. 9** (*Organisation des délibérations du conseil de la politique monétaire*) (p. 2070) – Adopté (p. 2075).

**Art. 10** (*Statut des membres du conseil de la politique monétaire*) (p. 2076) – Adopté après modification (p. 2079).

## Section III

## Le conseil général

**Art. 11** (*Composition du conseil général*) (p. 2080) – Adopté après modification (p. 2083).

**Art. additionnel après l'art. 11** (*Compétences et organisation des délibérations du conseil général*) (p. 2083) – Adopté après modification (p. 2084).

**Art. 12** (*Droit applicable au contentieux de la Banque de France*) – Supprimé (p. 2084).

## Section IV

## Le gouverneur et les sous-gouverneurs

**Art. 13** (*Le gouverneur et les sous-gouverneurs*) – Adopté (p. 2085).

## Section IV bis

## Rapport au Président de la République

## Contrôle du Parlement

**Section IV bis et son intitulé** (p. 2085) – Supprimés (p. 2087).

**Art. 13 bis** (*Rapport au Président de la République – Contrôle du Parlement*) (p. 2086) – Supprimé (p. 2087).

## Section V

## Le personnel de la banque

**Art. 14** (*Statut du personnel de la Banque de France*) (p. 2087) – Adopté après modification (p. 2088).

## Chapitre III

## Autres missions d'intérêt général et autres activités

**Art. 15** (*Exercice d'activités ne se rattachant pas directement aux missions de la Banque de France en matière de politique monétaire*) (p. 2088) – Adopté après modification (p. 2091).

**Art. 16** (*Etablissement de la balance des paiements*) (p. 2091) – Adopté (p. 2092).

**Art. 17** (*Titulaires de comptes*) (p. 2093) – Adopté après modification (p. 2099).

**Art. 17 bis** (*Opérations que la Banque de France est habilitée à effectuer sur le marché des changes*) – Adopté (p. 2100).

## Chapitre IV

## Dispositions liées à l'émission des billets

**Chapitre IV et son intitulé** (p. 2101) – Supprimés (p. 2102).

**Art. 18** (*Emission des billets*) (p. 2101) – Supprimé (p. 2102).

**Art. 19** (*Exclusion des billets du champ d'application des dispositions relatives aux titres au porteur*) – Supprimé (p. 2102).

**Après l'art. 19** (p. 2102).

*Division additionnelle* (*Chapitre V – Rapport au Président de la République – Contrôle du Parlement*) – Adoptée (p. 2102).

*Art. additionnel* (*Rapport au Président de la République et contrôle du Parlement*) – Adoptée (p. 2103).

*Division additionnelle* (*Chapitre VI – Dispositions diverses*) – Adoptée (p. 2103).

*Art. additionnel* (*Détention directe du capital de la Banque de France par l'Etat*) – Adopté par priorité (p. 2058).

*Art. additionnel* (*Droit de communication*) – Adopté par priorité (p. 2051).

*Art. additionnel* (*Régime juridique auquel sont soumises les opérations et les activités de la Banque de France*) – Adopté (p. 2103).

*Art. additionnel* (*Compétences des juridictions administratives pour les litiges internes à la Banque de France*) – Adopté après modification (p. 2104).

## TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACTIVITE  
ET AU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDITChapitre I<sup>er</sup>

## Conseil national du crédit

**Art. 20** (*Compétences du Conseil national du crédit*) (p. 2104) – Adopté après modification (p. 2105).

## Chapitre II

## Comité de la réglementation bancaire

**Art. 21** (*Présidence du comité de la réglementation bancaire*) – Adopté (p. 2105).

**Art. 22** (*Compétence du comité de la réglementation bancaire*) (p. 2105) – Adopté après modification (p. 2106).

**Art. 23** (*Rôle du président du comité de la réglementation bancaire*) – Adopté après modification (p. 2106).

## Chapitre III

## Le comité des établissements de crédit

**Art. 24** (*Présidence du comité des établissements de crédit*) – Adopté après modification (p. 2107).

## Chapitre IV

## La commission bancaire

**Art. 25** (*Secrétariat général de la commission bancaire*) (p. 2107) – Supprimé (p. 2108).

**Art. 26** (*Rôle du secrétariat général et concours apporté par la Banque de France*) – Adopté après modification (p. 2108).

## Chapitre V

## Dispositions diverses

**Art. 27** (*Compétence de la commission bancaire pour l'information des autorités de contrôle bancaire étranger*) – Adopté (p. 2108).

**Art. 28** (*Compétence du président de la commission bancaire pour la mise en oeuvre de la solidarité de place*) – Adopté (p. 2108).

**Art. 29** (*Contrôle de la commission bancaire sur les agents des marchés interbancaires*) (p. 2108) – Adopté (p. 2109).

## TITRE III

## DISPOSITIONS DIVERSES ET ABROGATIONS

**Art. 30** (*Absence de création d'une personne morale nouvelle*) – Adopté (p. 2109).

**Art. 31** (*Décret d'application*) (p. 2109) – Adopté après modification (p. 2110).

**Art. 31 bis** (*Publication de la situation hebdomadaire de la Banque de France au Journal officiel*) – Supprimé (p. 2110).

**Art. 32** (*Disposition de coordination*) – Supprimé (p. 2110).

**Art. 33** (*Entrée en vigueur*) (p. 2110) – Adopté après modification (p. 2111).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2112, 2114) : MM. Robert Vizet, Emmanuel Hamel, Paul Loridant, Jean-Jacques Robert, Ernest Cartigny, Jacques Habert, Pierre Fauchon ; intervention de M. Edmond Alphandéry, ministre – Traité de Maastricht – Politique de redressement économique – Remerciements.

**Scrutin public** n° 126 (p. 2115).

**Adoption** (2 juillet 1993) (p. 2115).

## Discussion (commission mixte paritaire)

(13 juillet 1993) (p. 2577, 2588).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2577, 2582) : MM. Jean Arthuis, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Christian Poncet, président de la commission des finances ; Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Robert Vizet, Paul Loridant.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2582, 2588) : *MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Jean Arthuis, rapporteur.*

**Art. 1<sup>er</sup> et 3** (p. 2582).

**Art. 5** (p. 2582) – Suppression maintenue par la CMP.

**Art. 5 bis et 6** (p. 2583).

**Art. 7** (p. 2583) – Modifié par amendement du Gouvernement adopté lors du vote unique.

**Art. 8, 10, 11, 11 bis** (p. 2583, 2584).

**Art. 12 et 13 bis** (p. 2584, 2585) – Suppression maintenue par la CMP.

**Art. 14** (p. 2585).

**Art. 15** (p. 2585, 2586) – Modifié par amendement du Gouvernement adopté lors du vote unique.

**Art. 17** (p. 2586).

**Art. 18 et 19** (p. 2586) – Suppression maintenue par la CMP.

**Art. 19 bis** (p. 2586).

**Art. 19 ter** (p. 2586) – Supprimé par la CMP.

**Art. 19 quater à sexies, 20, 22, 23** (p. 2586, 2587).

**Art. 25** (p. 2587) – Suppression maintenue par la CMP.

**Art. 26** (p. 2587) – Supprimé par la CMP et rétabli par amendement du Gouvernement adopté lors du vote unique.

**Art. 31 et 31 bis** (p. 2587).

**Art. 32** (p. 2587) – Suppression maintenue par la CMP.

**Art. 33** (p. 2588).

**Explications de vote sur l'ensemble (p. 2588) :** *MM. Paul Lorient, Jacques Machet, Robert Vizet.*

**Scrutin public** n° 145 (p. 2588).

**Adoption** (13 juillet 1993) (p. 2588).

2. – **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et le Gouverneur de la Banque de France, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE** au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (16 juin 1993) [n° 351 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Philippe Auberger (24 juin 1993) [n° 381 (92-93)] – Discussion (29 juin 1993) – Adoption (23 juin 1993) [n° 37].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (29 juin 1993) [n° 396 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (6 juillet 1993) [n° 404 (92-93)] – Discussion (13 juillet 1993) – Adoption (13 juillet 1993) [n° 127].

**PROMULGATION :** Loi n° 93-944 du 23 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 24 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(13 juillet 1993) (p. 2589, 2595).

I – **DISCUSSION GENERALE** (p. 2589, 2594) : *MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Jean Arthuis, rapporteur de la commission des finances ; Paul Lorient.*

**Motion n° 1** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Vizet, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2592) – *MM. Robert Vizet, Jean Arthuis, rapporteur, Edmond Alphandéry, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 2594 ; scrutin public n° 146).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2595)

**Art. 1<sup>er</sup> et annexe** (*Convention entre l'Etat et la Banque de France sur la gestion et la comptabilisation des réserves de change*) – Adoptés (p. 2595).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*abrogation de la loi n° 73-1121 du 21 décembre 1973 modifiant la loi n° 73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France*) – Adopté (p. 2595).

**Art. 2** (*entrée en vigueur*) – Adopté (p. 2595).

**Adoption** (13 juillet 1993) (p. 2595).

#### Bâtiment et travaux publics

Voir *Lois de finances, 2, Logement Travail, 1 Urbanisme, 2*

#### Belgique

Voir *Traités et conventions, 33*

#### Bibliothèque nationale de France

Voir *Lois de finances, 2, Culture et francophonie*

#### Billets de banque

Voir *Banques et établissements financiers, 1*

#### Boissons et alcools

Voir *Impôts et taxes, 5*

#### Bruit

Voir *Lois de finances, 2, Environnement et article 58*

#### Budgets annexes

Voir *Rappels au règlement, 45*

#### Bulgarie

Voir *Communautés européennes, 5 Traités et conventions, 7*

#### Burkina Faso

Voir *Allocutions et communications, 6*

## C

**Cabinets ministériels**

Voir *Lois de finances, 2*, Services du Premier ministre - I - Services généraux - Fonction publique

**Caisse des dépôts et consignations**

Voir *Rapports au Parlement, 2*

**Caisse nationale d'allocations familiales**

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé

**Caisses de retraite**

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé

**Calamités et catastrophes**

Voir *Lois de finances, 2*, Agriculture et pêche  
*Lois de finances, 2*, Environnement et article 58  
*Rappels au règlement, 29*

1. - **Proposition de loi tendant à organiser la lutte contre les termites**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Camoin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 20 juillet 1993) [n° 428 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

**Cambodge**

Voir *Rapports d'information, 13*

**Cameroun**

Voir *Rapports d'information, 9*

**Campagnes électorales**

Voir *Elections, 7*

**Carburants de substitution**

Voir *Lois de finances, 2*, Environnement et article 58

**Carte de résident**

Voir *Etrangers, 2*

**Carte de séjour**

Voir *Etrangers, 2*

**Carte sanitaire**

Voir *Santé, 3*

**Chambres d'accusation**

Voir *Procédure pénale, 1*

**Change (taux)**

Voir *Banques et établissements financiers, 1*

**Charges sociales**

Voir *Emploi, 1*

**Chasse**

1. - **Proposition de loi visant à supprimer la cotisation d'accueil instituée par l'article 16 de la loi n° 92-613 du 6 juillet 1992**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Vasselle, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 mai 1993) [n° 309 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

**Chômage**

Voir *Gouvernement (déclarations), 1 ; 2*  
*Lois de finances, 2*, Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales - Services communs  
*Lois de finances rectificatives, 2*  
*Politique économique et sociale, 1*

1. - **Proposition de loi tendant à reconnaître le droit à l'accompagnement pour les usagers des organismes paritaires exerçant une mission sociale ou de service public**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Michelle Demessine, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1993) [n° 21 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

**Cinéma**

Voir *Lois de finances, 2*, Culture et francophonie

**Clôture du débat (procédure parlementaire)**

Voir *Enseignement privé, 3*  
*Privatisations, 1*  
*Rappels au règlement, 23*

**Code civil**

Voir *Etrangers, 3*  
*Mariage, 1*

**Code de commerce**

Voir *Redressement et liquidation judiciaires, 1*

1. - **Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative)**, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993-25 août 1993) [n° 443 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Rufin (7 octobre 1993) [n° 18 (93-94)] - Discussion (14 octobre 1993) - Adoption (14 octobre 1993) [n° 6].

**Discussion (première lecture)**

(14 octobre 1993) (p. 2924, 3116).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2924, 2927) : MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2927, 3116) : MM. Michel Rufin, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; Daniel Milaud, Bernard Laurent

**Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (Livres I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII du code du commerce) - Adopté après modification d'ordre



réactionnel (portant sur les articles suivants : art. L. 110-1, art. L. 122-1, art. L. 124-5, après l'art. L. 131-3, art. L. 132-6, art. 143-21, avant l'art. 143-24, art. 145-41, après l'art. L. 225-8, art. L. 225-19 et 20, art. L. 226-88, après l'art. L. 226-117, art. L. 231-8, art. L. 311-1, avant l'art. L. 410-1, art. L. 411-2 et 4, après l'art. L. 420-8, art. 512-5, art. L. 524-2, art. L. 712-2, art. L. 712-8, art. L. 713-1, après l'art. L. 721-1, art. L. 722-1, art. L. 722-18, avant l'art. L. 811-1, avant l'art. L. 811-4 du code précité) (p. 3104 à 3112).

**Art. 2 (Coordination)** – Adopté (p. 3112).

**Art. 3 (Théorie du « code pilote et du code suiveur »)** – Adopté (p. 3112).

**Art. 4 (Abrogations ; inapplicabilité dans les territoires d'outre-mer)** (p. 3112) – Adopté après modification (p. 3115).

**Art. 5 (Coordination avec le code de l'organisation judiciaire)** – Adopté après modification (p. 3115).

**Art. 6 (Entrée en vigueur)** – Adopté (p. 3116).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3116) : *M. Ernest Cartigny, Mme Nelly Rodi ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

**Adoption** (14 octobre 1993) (p. 3116).

### Code de l'urbanisme

Voir *Commerce et artisanat, 1*  
*Urbanisme, 1 ; 2*

### Code de la consommation

Voir *Produits agricoles et alimentaires, 1*

**1. – Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 22 avril 1993) ([n° 273 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean-Jacques Robert (19 mai 1993) [n° 312 (92-93)] – Discussion (28 mai 1993) – Adoption (28 mai 1993) [n° 89].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 mai 1993) [n° 233 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Paul Charié (8 juin 1993) [n° 318 (92-93)] – Discussion (14 juin 1993) – Adoption (14 juin 1993) [n° 23].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 juin 1993) [n° 359 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Jean-Jacques Robert (23 juin 1993) [n° 378 (92-93)] – Discussion (9 juillet 1993) – Adoption (9 juillet 1993) [n° 121].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 juillet 1993) [n° 463 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Paul Charié (12 juillet 1993) [n° 465 (92-93)] – Discussion (13 juillet 1993) – Adoption (13 juillet 1993) [n° 58].

PROMULGATION : Loi n° 93-949 du 26 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 27 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(28 mai 1993) (p. 526, 584).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 526, 531) : *MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Lascourret, Mme Paulette Fost.*

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 531, 583) : *MM. Jean-Jacques Robert, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

**Art. 1<sup>er</sup> (Parties législatives du code de la consommation) et Dispositions annexées (Articles du code de la consommation modifiés).**

### LIVRE I<sup>er</sup>

#### INFORMATIONS DES CONSOMMATEURS ET FORMATION DES CONTRATS

##### TITRE I<sup>er</sup>

#### INFORMATIONS DES CONSOMMATEURS

##### Chapitre I<sup>er</sup>

###### Obligations générales d'information

ART. L. 111-1 à L. 111-3 DU CODE DE LA CONSOMMATION – Adoptés (p. 531).

##### Chapitre II

###### Modes de présentation et inscription

##### Chapitre III

###### Prix et conditions de vente

ART. L. 113-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 532).

ART. ADDITIONNEL APRES LES ART. L. 113-1 ET L. 113-2 (article 53 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986) – Adoptés (p. 532).

##### Chapitre IV

###### Informations sur le délai de livraison

ART. L. 114-1 et L. 114-2 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 532).

##### Chapitre V

###### Valorisation des produits et des services

##### Section 1

###### Appellations d'origine

ART. L. 115-1 et L. 115-2 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 533).

ART. L. 115-3 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 533).

ART. L. 115-4 et L. 115-5 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 533).

ART. L. 115-6 et L. 115-7 DU CODE PRECITE – Adoptés après modification (p. 534).

ART. L. 115-8 et L. 115-9 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 534).

ART. L. 115-10 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 535).

ART. L. 115-11 à L. 115-20 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 535, 536).

##### Section 2

###### Labels et certifications des produits alimentaires et agricoles

ART. L. 115-21 et L. 115-22 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 536).

ART. L. 115-23 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 536).

ART. L. 115-24 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 537).

ART. L. 115-25 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 537).

ART. L. 115-26 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 537).

##### Section 3

###### Certification des services et des produits autres qu'alimentaires

ART. L. 115-27 à L. 115-30 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 537).

ART. L. 115-31 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 538).

ART. L. 115-32 et L. 115-33 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 538).

## TITRE II

## PRATIQUES COMMERCIALES

Chapitre I<sup>er</sup>

## Pratiques commerciales réglementées

## Section 1

## Publicité

ART. L. 121-1 à L. 121-13 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 539).

ART. L. 121-14 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 539).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 121-14 DU CODE PRECITE (*Interdiction de certaines publicités*) – Adopté (p. 540).

ART. L. 121-15 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 540).

## Section 2

## Ventes à distance

ART. L. 121-6 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 540).

ART. L. 121-17 et L. 121-18 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 541).

ART. L. 121-19 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 541).

ART. L. 121-20 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 541).

## Section 3

## Démarchage

ART. L. 121-21 à L. 121-33 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 542).

## Section 4

## Ventes directes

ART. L. 121-34 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 542).

## Section 5

## Ventes ou prestations avec primes

ART. L. 121-35 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 543).

## Section 6

## Loterie publicitaire

ART. L. 121-36 à L. 121-41 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 543).

## Chapitre II

## Pratiques commerciales illicites

## Section 1

*Refus de vente ou de prestation, prestation lot ou par quantités imposées*

NOUVEL INTITULE (*Refus et subordination de vente ou de prestations de service*) – Adopté (p. 543).

ART. L. 122-1 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 544).

## Section 2

## Ventes sans commande préalable

ART. L. 122-2 à L. 122-5 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 544).

## Section 3

## Ventes ou prestations « à la boule de neige »

ART. L. 122-6 et L. 122-7 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 544).

## Section 4

## Abus de faiblesse

ART. L. 122-8 à L. 122-11 – Adoptés (p. 545).

## TITRE III

## CONDITIONS GENERALES DES CONTRATS

Chapitre I<sup>er</sup>

## Arrhes et acomptes

ART. L. 131-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 545).

ART. L. 131-2 et L. 131-3 DU CODE PRECITE – Adoptés après modification (p. 545).

## Chapitre II

## Clauses abusives

## Section 1

## Protection des consommateurs contre les clauses abusives

ART. L. 132-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 546).

## Section 2

## La commission des clauses abusives

ART. L. 132-2 à L. 132-5 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 546).

## Chapitre III

## Présentation des contrats

ART. L. 133-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 546).

## Chapitre IV

## Remise des contrats

ART. L. 134-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 546).

## TITRE IV

## POUVOIRS DES AGENTS ET ACTIONS JURIDICTIONNELLES

## Chapitre unique

## Dispositions particulières relatives aux pouvoirs des agents et aux actions juridictionnelles

ART. L. 141-1 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 547).

## LIVRE II

## QUALITE DES PRODUITS ET DES SERVICES

NOUVEL INTITULE (*Conformité et sécurité des produits et des services*) – Adopté (p. 548).

TITRE I<sup>er</sup>

## CONFORMITE

Chapitre I<sup>er</sup>

## Dispositions générales

ART. L. 211-1 et L. 211-2 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 548).

## Chapitre II

## Obligations générales de conformité

ART. L. 212-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 549).

## Chapitre III

## Fraudes et falsifications

## Section 1

## Tromperie

ART. L. 213-1 et L. 213-2 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 549).

*Section 2**Falsifications et délits connexes*

ART. L. 213-3 et L. 213-4 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 550).

*Section 3**Récidive légale*

ART. L. 213-5 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 551).

**Chapitre IV****Mesures d'application**

ART. L. 214-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 551).

ART. L. 214-2 et L. 214-3 DU CODE PRECITE – Adoptés après modification (p. 551, 552).

**Chapitre V****Pouvoirs d'enquête**

ART. L. 215-1 à L. 215-9 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 552, 553).

ART. L. 215-10 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 554).

ART. L. 215-11 à L. 215-17 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 555).

**Chapitre VI****Dispositions communes**

ART. L. 216-1 à L. 216-8 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 556).

ART. L. 216-9 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 556).

**Chapitre VII****Dispositions particulières**

ART. L. 217-1 à L. 217-10 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 587).

## TITRE II

## SECURITE

**Chapitre I<sup>er</sup>****Prévention**

ART. L. 221-1 à L. 221-9 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 558).

**Chapitre II****Habilitations et pouvoirs des agents**

ART. L. 222-1 et L. 222-2 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 558).

ART. L. 222-3 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 559).

**Chapitre III****Sanctions**

ART. L. 223-1 et L. 223-2 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 559).

**Chapitre IV****La commission de la sécurité des consommateurs**

ART. L. 224-1 à L. 224-6 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 560).

**Chapitre V****Dispositions diverses**

ART. L. 225-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 560).

## LIVRE III

## ENDETTEMENT

TITRE I<sup>er</sup>

## CREDIT

**Chapitre I<sup>er</sup>****Crédit à la consommation**

ART. L. 311-1 à L. 311-9 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 560, 561).

ART. L. 311-10 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 561).

ART. L. 311-11 à L. 311-24 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 562, 563).

ART. L. 311-25 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 563).

ART. L. 311-26 à L. 311-34 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 563, 564).

ART. L. 311-35 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 564).

ART. L. 311-36 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 564).

ART. L. 311-37 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 565).

**Chapitre II****Crédit immobilier***Section 1**Champ d'application*

ART. L. 312-1 à L. 312-3 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 565).

*Section 2**Publicité*

ART. L. 312-4 à L. 312-6 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 566).

*Section 3**Le contrat de crédit*

ART. L. 312-7 à L. 312-9 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 566).

ART. L. 312-10 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 566).

ART. L. 312-11 à L. 312-14 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 567).

*Section 4**Le contrat principal*

ART. L. 312-15 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 567).

ART. L. 312-16 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 567).

ART. L. 312-17 et L. 312-18 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 567).

ART. L. 312-19 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 568).

ART. L. 312-20 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 568).

*Section 5**Remboursement anticipé du crédit et défaillance de l'emprunteur*

ART. L. 312-21 à L. 312-23 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 568).

*Section 6**La location-vente et la location assortie d'une promesse de vente*

ART. L. 312-24 à L. 312-26 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 569).

ART. L. 312-27 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 569).

ART. L. 312-28 à L. 312-36 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 570).

### Chapitre III

#### Dispositions communes

ART. L. 313-1 à 313-4 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 570, 571).

ART. L. 313-5 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 571).

ART. L. 313-6 à L. 313-16 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 571, 572).

### TITRE II

#### ACTIVITES D'INTERMEDIAIRES POUR LE REGLEMENT DES DETTES

#### Chapitre I<sup>er</sup>

##### Nullité des conventions

ART. L. 321-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 573).

#### Chapitre II

##### Dispositions diverses

ART. L. 322-1 à L. 322-3 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 573).

### TITRE III

#### REGLEMENT DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT

#### Chapitre I<sup>er</sup>

##### Règlement amiable

ART. L. 331-1 à L. 331-12 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 573, 574).

#### Chapitre II

##### Redressement judiciaire civil

ART. L. 332-1 à L. 332-7 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 575).

#### Chapitre III

##### Dispositions communes

ART. L. 333-1 à L. 333-8 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 575).

### LIVRE IV

#### LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### AGREMENT DES ASSOCIATIONS

ART. L. 411-1 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 576).

ART. L. 412-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 576).

#### TITRE II

##### ACTION EN JUSTICE DES ASSOCIATIONS

ART. L. 421-1 à L. 422-3 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 576, 577).

### LIVRE V

#### LES INSTITUTIONS

#### TITRE III

##### L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION

ART. L. 531-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 577).

#### TITRE VI

##### LE LABORATOIRE D'ESSAI

ART. L. 561-1 et L. 562-1 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 578).

**SOMMAIRE DU CODE PRECITE** – Adopté après modification (p. 580).

**Art. 2** (*Coordination*) et **3** (*Modifications des dispositions d'autres codes reproduits*) – Adoptés (p. 580).

**Art. 4** (*Abrogations*) (p. 580) – Adopté après modification (p. 582).

**Art. 5** (*Harmonisation de rédaction*) (p. 582) – Adopté après modification (p. 583).

**Art. additionnel après l'art. 5** (*Dispositions applicables aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) – Adopté (p. 583).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 583, 584), *MM. Pierre Fauchon, Ernest Cartigny ; intervention de MM. Jean-Jacques Robert, rapporteur et Roger Romani, ministre délégué.*

**Adoption** (28 mai 1993) (p. 584).

#### Discussion (deuxième lecture)

(9 juillet 1993) (p. 2478, 2488).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 2478, 2479) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 2479, 2487) : *MM. Jean-Jacques Robert, rapporteur ; Roger Romani, ministre.*

**Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (p. 2479) – Adoptés après modification (p. 2487).

**Art. 5, 7 et 8** – Adoptés (p. 2487).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2488) : *Mme Monique ben Guiga, M. Robert Pagès.*

**Adoption** (9 juillet 1993) (p. 2488).

#### Code de la famille et de l'aide sociale

Voir *Etrangers, 2*

#### Code de la nationalité

Voir *Etrangers, 3*  
*Nationalité française, 1*

#### Code de la santé publique

Voir *Etrangers, 2*

#### Code de la sécurité sociale

Voir *Emploi, 1*  
*Etrangers, 2*

#### Code de procédure pénale

Voir *Procédure pénale, 1*

#### Code des communes

Voir *Collectivités territoriales, 7*  
*Finances locales, 3*

#### Code des douanes

Voir *Agriculture, 5*

#### Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre

Voir *Pupilles de la Nation, 1*

**Code du travail**

Voir *Code minier*, 1  
*Politique économique et sociale*, 1  
*Travail*, 1

**Code électoral**

Voir *Elections*, 6 ; 13

**Code général des impôts**

Voir *Finances locales*, 3

**Code minier**

1. – **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Gérard Longuet, ministre de l'industrie (29 septembre 1993) [n° 462 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Roger Husson (10 novembre 1993) [n° 83 (93-94)].

**Code pénal**

Voir *Etrangers*, 2  
*Justice*, 1

1. – **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (16 juin 1993) [n° 368 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (23 juin 1993) [n° 377 (92-93)] – Discussion (28 juin 1993) – Adoption (28 juin 1993) [n° 109].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi reportant l'entrée en vigueur du nouveau code pénal** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 juin 1993) [n° 396 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Jacques Hyst (1<sup>er</sup> juillet 1993) [n° 412 (92-93)] – Discussion (5 juillet 1993) – Adoption (5 juillet 1993) [n° 39].

PROMULGATION : Loi n° 93-913 du 19 juillet 1993 (J.O. Lois et décrets du 20 juillet 1993).

**Discussion (première lecture)**

(28 juin 1993) (p. 1758, 1778).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1758, 1765) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Mme Monique ben Guiga.*

**Motion n° 5** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Jean-Luc Bécart, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1765) – *MM. Jean-Luc Bécart, Etienne Dailly, Bernard Laurent, rapporteur ; Aubert Garcia, Charles Lederman, Roger Romani, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 1768).

**Motion n° 37** du gouvernement **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements n° 6 à 23 et n° 25 à 35** de M. Charles Lederman (p. 1770) – *MM. Roger Romani, ministre ; Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, en qualité de président de séance puis de sénateur ; Bernard Laurent, rapporteur ; Roger Chinaud, en qualité de président de séance.*

**Rejet de la motion** (p. 1776), scrutin public n° 109).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1776, 1777) : *MM. Daniel Millaud, Bernard Laurent, rapporteur ; Roger Romani, ministre.*

**Art. unique** (Conditions de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et suppression des peines d'emprisonnement contraventionnelles) – Adopté après modification (p. 1777).

**Intitulé** – Adopté après modification (p. 1777).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1777, 1778) : *M. Daniel Millaud, Ernest Cartigny, Michel Rufin.*

**Scrutin public** n° 110 (p. 1778).

**Adoption** (28 juin 1993) (p. 1778).

2. – **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (3 novembre 1993) [n° 77 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (10 novembre 1993) [n° 86 (93-94)] – Discussion (17, 18, 19 et 20 novembre 1993) – Adoption (20 novembre 1993) [n° 31].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1993) [n° 753 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Pasquini (2 décembre 1993) [n° 786 (93-94)] – Discussion (8 et 9 décembre 1993) – Adoption (9 décembre 1993) [n° 101].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi instituant une peine incompressible et portant diverses dispositions de droit pénal et de procédure pénale** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (10 décembre 1993) [n° 171 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (15 décembre 1993) [n° 184 (93-94)] – Discussion (18 décembre 1993) – Adoption (18 décembre 1993) [n° 53].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1993) [n° 870 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Pasquini (20 décembre 1993) [n° 875 (93-94)] – Discussion (21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 126].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (22 décembre 1993) [n° 212 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Pierre Pasquini (22 décembre 1993) [n° 911 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 132].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Charles Jolibois (22 décembre 1993) [n° 213 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993) – Adoption (22 décembre 1993) [n° 68].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 93-334 DC du 20 janvier 1994 (JO Lois et décrets du 26 janvier 1994) qui déclare que les articles 6, 18 et 20 de la loi ne sont pas contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-89 du 1<sup>er</sup> février 1994 (JO Lois et décrets du 2 février 1994).

**Discussion (première lecture)**

(17 novembre 1993) (p. 4307, 4355) ; (18 novembre 1993) (p. 4369, 4376) ; (19 novembre 1993) (p. 4510, 4524) ; (20 novembre 1993) (p. 4536, 4587).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4307, 4326) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Emmanuel Hamel, Mme Françoise Seligmann.*

**Motion n° 1** de M. Claude Estier, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, **tendant à opposer la question préalable** (p. 4323) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Jolibois, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 4326).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4326, 4355) ; (p. 4369, 4376) ; (p. 4510, 4524) ; (p. 4536, 4587) : *MM. Jacques Larché, président de la commission des lois ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Jolibois, rapporteur ; Bernard Laurent, Claude Estier, Charles Lederman, Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann, MM. Paul Blanc, Emmanuel*

*Hamel, Marcel Lucotte, Jacques-Richard Delong, Etienne Dailly, Paul Girod, Félix Leyzour, Jacques Habert, François Gerbaud, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Hubert Haenel, Guy Allouche, Pierre Fauchon – Michel Charasse, Jean-Marie Girault, Lucien Neuwirth, Marcel Lesbros – Jean Chérioux – Maurice Schumann, François Collet.*

**Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 4373).

*Art. additionnel (Caractère contradictoire des expertises en matière de droit pénal) – Adopté (p. 4374).*

*Art. additionnel (Possibilité de constitution de partie civile pour les associations dont l'objet est la défense et la protection des animaux) – Adopté après modification (p. 4376).*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Détermination des catégories et des critères de compétence territoriale des services de police judiciaire par décret en Conseil d'Etat*) (p. 4510) – Adopté après modification (p. 4517).

**Art. 2** (*Conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux gendarmes inspecteurs de police*) (p. 4536) – Adopté (p. 4538).

**Art. 3** (*Extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire*) (p. 4538) – Adopté après modification (p. 4542).

**Art. 4** (*Dispositions transitoires relatives à la compétence territoriale des services de police judiciaire*) (p. 4542) – Adopté après modification (p. 4544).

**Art. 5** (*Poursuite, instruction et jugement des infractions commises en matière économique et financière*) (p. 4544) – Adopté après modification (p. 4550).

**Art. 6** (*Peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (Priorité ordonnée le 17 novembre 1993 ; p. 4326) – Adopté après modification (p. 4345).

**Art. additionnel après l'art. 6** (*Suivi psychologique et médical des détenus*) (Priorité ordonnée le 17 novembre 1993 ; p. 4348) – Adopté (p. 4351).

**Art. 7** (*Expertise psychiatrique préalable à la libération conditionnelle du condamné à la réclusion criminelle à perpétuité*) (p. 4550) – Adopté après modification (p. 4556).

**Art. 8** (*Protection des secrets de la défense nationale ; autorité compétente*) (p. 4556) – Adopté après modification (p. 4558).

**Art. 9** (*Modifications du code de procédure pénale*) (p. 4558) – Adopté après modification (p. 4562).

**Art. 10** (*Modification du code de la santé publique en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal*) (p. 4562) – Adopté (p. 4563).

**Art. 11** (*Modification du code électoral en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal (Art. L. 117 du code électoral)*) (p. 4563) – Adopté après modification (p. 4564).

**Art. 12** (*Rectification d'erreurs de référence ; substitution de références ; régime transitoire des interdictions, déchéances ou incapacités*) (p. 4564) – Adopté après modification (p. 4566).

**Art. 13** (*Abrogations*) – Adopté après modification (p. 4566).

**Art. 14** (*Crime ou délit impliquant la violation d'une disposition de procédure pénale*) – Retiré du projet de loi (p. 4567).

**Art. 15** (*Intervention d'un avocat au cours d'une garde à vue*) (p. 4567) – Adopté (p. 4570).

**Art. 16** (*Retenue des mineurs de treize ans*) (p. 4570) – Adopté après modification (p. 4582).

**Art. 17** (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 4583).

**Exception d'irrecevabilité :** motion n° 141 du Gouvernement tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité pour les amendements n° 88 à 91, 93 à 104, 106, 108 à 112, 19, 53, 54, 57 à 61, 63, 64, 113 à 117, 119, 121 à 123, 125 à 129 – Adoptée (p. 4584).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4584, 4587) : *MM. Charles Jolibois, à titre personnel ; Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Marie-Claude Beaudeau ; intervention de MM. Pierre Méhaignerie, ministre ; Jacques Larché, président de la commission.*

**Scrutin public** n° 58 (p. 4587).

**Adoption** (20 novembre 1993) (p. 4587).

### Discussion (deuxième lecture)

(18 décembre 1993) (p. 6643, 6669).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 6643, 6647) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.*

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 6643, 6669) : *MM. Charles Lederman, Robert Pagès, Pierre Méhaignerie, ministre ; Charles Jolibois, rapporteur ; Claude Estier, Mme Françoise Seligmann, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission ; François Collet, Rémi Herment, Pierre Fauchon, Etienne Dailly.*

**Art. 1<sup>er</sup> A** (*Modalités de mise en oeuvre des mesures d'instruction*) (p. 6648) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 1<sup>er</sup> B** (*Action civile des associations de défense des animaux*) (p. 6648) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 3 et 4** – Adoptés (p. 6648).

**Art. 6** (p. 6648) – Adopté (p. 6649).

**Art. 6 bis** (*Suivi médical et psychologique du condamné au sein de l'établissement pénitentiaire*) – Adopté (p. 6650).

**Art. 7** – Adopté (p. 6650).

**Art. 7 bis** (*Chambre de l'application des peines*) (p. 6650) – Supprimé (p. 6651).

**Art. additionnel après l'art. 8** (*Secret professionnel en matière de procédure pénale*) (p. 6652) – Adopté (p. 6654).

**Art. 8 bis** (*Actes de terrorisme*) (p. 6654) – Supprimé (p. 6655).

**Art. 9** – Adopté (p. 6655).

**Art. 11** – Adopté après modification (p. 6655).

**Art. 12** – Adopté (p. 6655).

**Art. 13 bis** (*Atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur de 15 ans commises à l'étranger*) (p. 6655) – Supprimé (p. 6656).

**Art. 15 A** (*Actions civiles des associations de défense des animaux*) – Adopté (p. 6657).

**Art. additionnel après l'article 15 A** (*Application des règles de procédure civile pendant l'instruction sauf décision spécialement motivée*) (p. 6658) – Adopté (p. 6659).

**Art. 15 B** (*Conséquences de la loi du 24 août 1993*) (p. 6660) – Adopté après modification (p. 6662).

**Art. additionnel après l'art. 15** (*Application en matière de commission rogatoire du deuxième alinéa de l'article 63 du code de procédure pénale, qui dispose que les personnes à l'encontre desquelles il n'existe aucun indice faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction, ne peuvent être retenues que le temps nécessaire à leur déposition*) (p. 6662) – Réservé (p. 6663) – Adopté (p. 6668).

**Art. 16** (p. 6663) – Adopté après modification (p. 6665).

**Art. 16 bis** (*Citation des témoins devant la cour d'assises à la requête des parties*) (p. 6665) – Adopté après modification (p. 6666).

**Art. 16 ter** (*Communication au conseil de l'accusé de renseignements concernant le domicile ou la résidence des jurés*) – Supprimé (p. 6666).

**Art. 16 quater** (*Application de l'article 800 du code de procédure pénale à la Polynésie française*) (p. 6666) – Adopté (p. 6667).

**Art. 17** (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté après modification (p. 6667).

**Intitulé du projet de loi** – Adopté après modification (p. 6668).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6668, 6669) : *M. Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann, MM. Emmanuel Hamel, Ernest Cartigny.*

**Adoption** (18 décembre 1993) (p. 6669).

**Discussion (Commission mixte paritaire)**

(22 décembre 1993) (p. 6886, 6890).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 6886, 6889) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt.*

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 6889, 6890)

**TITRE II**

**DISPOSITIONS RELATIVES AUX CRIMES COMMIS  
CONTRE LES MINEURS DE QUINZE ANS**

**Art. 7 bis** (p. 6889) – Supprimé par la CMP.

**TITRE IV**

**DISPOSITIONS NECESSITEES PAR L'ENTREE  
EN VIGUEUR DU NOUVEAU CODE PENAL**

**Art. 8 bis A** (*Secret professionnel en matière de procédure pénale*) (p. 6889) – Supprimé par la CMP

**Art. 8 bis** (p. 6889) – Supprimé par la CMP.

**Art. 13 bis – I et II** (p. 6889) – Supprimés par la CMP.

**Art. 13 bis III** (p. 6889).

**TITRE V**

**DISPOSITIONS DIVERSES DE PROCEDURE PENALE**

**Art. 15 A bis** (*Application des règles de procédure civile pendant l'instruction sauf décision spécialement motivée*) (p. 6889) – Supprimé par la CMP.

**Art. 15 B et 16 ter** (p. 6889).

**TITRE VI**

**DISPOSITION FINALE**

**Art. 17** (p. 6889).

**Intitulé du projet de loi** (*Projet de loi instituant une peine incompressible, relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale*) (p. 6889).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6889, 6890) : *M. Robert Pagès.*

**Adoption** (22 décembre 1993) (p. 6890).

**Code rural**

**1. – Projet de loi relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 22 avril 1993) [n° 272 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Albert Vecten (1<sup>er</sup> juin 1993) [n° 322 (92-93)] – Discussion (23 juin 1993) – Adoption (23 juin 1993) [n° 102].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE)** (24 juin 1993) [n° 390 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Pierre Hellier (30 juin 1993) [n° 402 (92-93)] – Discussion (8 juillet 1993) – Adoption (8 juillet 1993) [n° 46].

**PROMULGATION** : Loi n° 93-935 du 22 juillet 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juillet 1993).

**Discussion (première lecture)**

(23 juin 1993) (p. 1687, 1708).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 1687, 1691) : *MM. Jean Puech, ministre de l'agriculture ; Albert Vecten, rapporteur de la*

*commission des affaires culturelles ; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. René Régnault.*

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1691, 1708) : *MM. Jean Puech, ministre ; Albert Vecten, rapporteur.*

**Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (*Livre VIII (nouveau) du code rural*).

**LIVRE VIII (NOUVEAU) : ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE, RECHERCHE AGRONOMIQUE.**

**TITRE I<sup>er</sup> : ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES.**

**ART. ADDITIONNEL AVANT LE CHAPITRE I<sup>er</sup> DU CODE RURAL** (*Application à l'enseignement agricole de la loi d'orientation sur l'éducation*) – Adopté (p. 1691).

**Chapitre I<sup>er</sup> : Dispositions relatives à l'enseignement et la formation professionnelle agricoles publiques.**

*Section I : Organisation générale.*

**NOUVEL INTITULE** (« *Dispositions générales* ») – Adopté (p. 1691).

**ART. L. 811-1 ; ART. L. 811-2**, après modification ; **ART. L. 811-3 ; ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 811-3** (*Parité de statut des personnels de l'enseignement agricole public et des personnels de l'éducation nationale*) ; **ART. L. 811-4 DU CODE PRECITE** – Adoptés (p. 1692, 1693).

**ART. L. 811-5 DU CODE PRECITE** – Supprimé (p. 1693).

**AVANT L'ART. L. 811-6 DU CODE PRECITE** (p. 1693).

*Division additionnelle* (« *Section I bis : Dispositions relatives aux compétences des régions et de l'Etat* ») – Adopté (p. 1693).

*Art. additionnel* (« *Compétences de l'Etat en matière d'organisation de l'enseignement public agricole et vétérinaire* ») – Adopté (p. 1693).

*Art. additionnel* (*Répartition entre les régions et l'Etat des charges financières afférentes aux établissements d'enseignement agricole publics*) – Adopté (p. 1694).

*Section II : Etablissements d'enseignement.*

**NOUVEL INTITULE** (« *Dispositions relatives aux établissements d'enseignement et d'information* ») – Adopté (p. 1694).

**ART. L. 811-6**, après modification ; **ART. L. 811-7 ; ART. L. 811-8 à L. 811-10 DU CODE PRECITE**, après modification – Adoptés (p. 1694, 1695).

**APRES L'ART. L. 811-10 DU CODE PRECITE** (p. 1696).

*Division additionnelle* (« *Chapitre I<sup>er</sup> bis : Dispositions propres à l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire public* ») – Adopté (p. 1696).

*Art. additionnel* (*Missions de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire*) – Adopté (p. 1696).

*Art. additionnel* (*Statut des établissements d'enseignement agricole et vétérinaire*) – Adopté (p. 1696).

*Art. additionnel* (*Conventions de la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur agricole publics et les établissements d'enseignement supérieur privés*) – Adopté (p. 1697).

**Chapitre II : Dispositions relatives à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles privés.**

**NOUVEL INTITULE** (« *Dispositions relatives aux établissements d'enseignement agricole privés sous contrat* ») – Adopté (p. 1697).

*Section I : Organisation générale.*

**NOUVEL INTITULE** (« *Dispositions générales* ») – Adopté (p. 1697).

**ART. L. 812-1 à L. 812-3 DU CODE PRECITE** – Adoptés après modification (p. 1698).

**APRES L'ART. L. 812-3 DU CODE PRECITE** (p. 1698).

Art. additionnel (*Subventions aux fédérations d'associations ou d'organismes gérant des établissements sous contrat*) – Adopté (p. 1698).

Art. additionnel (*Subventions d'investissement aux établissements privés sous contrat*) – Adopté (p. 1698).

Art. additionnel (*Intégration dans l'enseignement public d'établissements d'enseignement agricole privé sous contrat*) – Adopté (p. 1699).

Art. additionnel (*Commission de conciliation*) – Adopté (p. 1699).

Section II : *Etablissements d'enseignement.*

NOUVEL INTITULE (« *Dispositions particulières à chaque catégorie d'établissements sous contrat* ») – Adopté (p. 1699).

ART. L. 812-4 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 1700).

ART. L. 812-5 DU CODE PRECITE – Supprimé (p. 1700).

ART. L. 812-6 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1700).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 812-6 DU CODE PRECITE (*Dispositions applicables aux établissements d'enseignement supérieur*) – Adopté (p. 1701).

ART. L. 812-7 à L. 812-12 DU CODE PRECITE – Supprimés (p. 1701, 1702).

**Chapitre III : Enseignement supérieur agricole** – Supprimé.

Section I : *Enseignement supérieur public* – Supprimée.

ART. L. 813-1 à L. 813-4 DU CODE PRECITE – Supprimés (p. 1702, 1703).

Section II : *Enseignement supérieur privé* – Supprimée.

ART. L. 813-5 et L. 813-6 DU CODE PRECITE – Supprimés (p. 1703, 1704).

APRES L'ART. L. 813-6 DU CODE PRECITE (p. 1704).

Division additionnelle (« *Chapitre III bis : Conseils de l'enseignement agricole* ») – Adopté (p. 1704).

Art. additionnel (*Conseil national de l'enseignement agricole*) – Adopté (p. 1704).

Art. additionnel (*Compétences du conseil national de l'enseignement agricole*) – Adopté (p. 1704).

Art. additionnel (*Conseil national de l'enseignement supérieur et de recherche agricole, agro-alimentaire et vétérinaire*) – Adopté (p. 1705).

Art. additionnel (*Comités régionaux de l'enseignement agricole*) – Adopté (p. 1705).

**Chapitre IV : Dispositions communes.**

NOUVEL INTITULE (« *Dispositions particulières* ») – Adopté (p. 1705).

ART. L. 814-1 DU CODE PRECITE – Supprimé (p. 1705).

Section I : *Conseils de l'enseignement agricole* – Supprimé (p. 1705).

ART. L. 814-2 à L. 814-5 DU CODE PRECITE – Supprimés (p. 1706, 1707).

Section II : *Dispositions particulières* (p. 1707).

NOUVEL INTITULE (« *Dispositions particulières aux zones de montagne* ») – Adopté (p. 1707).

ART. L. 814-6 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 1707).

DIVISION ADDITIONNELLE AVANT L'ART. L. 814-7 DU CODE PRECITE (« *Section II bis : Dispositions particulières aux départements d'outre-mer* ») – Adopté (p. 1707).

ART. L. 814-7 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1708).

Section III : *Dispositions pénales.*

ART. L. 814-8 et L. 814-9 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1708).

– L'article 1<sup>er</sup> et les dispositions annexées sont adoptés après modification (p. 1708).

**Art. 2** (*Coordination*) – Adopté (p. 1708).

**Art. 3** (*Abrogations des dispositions législatives codifiées*) – Adopté après modification (p. 1708).

**Adoption** (23 juin 1993) (p. 1708).

**2. – Projet de loi relatif à la partie législative du livre III (nouveau code rural)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture (6 mai 1993) [n° 296 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Alain Pluchet (9 juin 1993) [n° 346 (92-93)] – Discussion (23 juin 1993) – Adoption (23 juin 1993) [n° 101].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1993) [n° 389 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Yves Van Haecke (6 juillet 1993) [n° 450 (92-93)] – Discussion (8 juillet 1993) – Adoption (8 juillet 1993) [n° 45].

PROMULGATION : Loi n° 93-934 du 22 juillet 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(23 juin 1993) (p. 1646, 1687).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1646, 1647) : *MM. Jean Puech, ministre de l'agriculture ; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1647, 1686) : *MM. Alain Pluchet, rapporteur ; Jean Puech, ministre.*

**Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (*Livre III (nouveau) du CODE RURAL*) (p. 1647).

*LIVRE III (NOUVEAU) : L'EXPLOITATION AGRICOLE.*

TITRE 1<sup>er</sup> : DISPOSITIONS GENERALES.

**Chapitre I<sup>er</sup> : Les activités agricoles.**

ART. L. 311-1 et L. 311-2 du CODE RURAL – Adoptés (p. 1648).

**Chapitre II : Les éléments de référence.**

Section I : *Le schéma directeur départemental des structures agricoles.*

ART. L. 312-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1648).

Section II : *L'observation du niveau de la rémunération du travail et du capital agricole.*

ART. L. 312-2 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1648).

Section III : *Le répertoire de la valeur des terres agricoles.*

ART. L. 312-3, après modification et L. 312-4 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1649).

Section IV : *La surface minimum d'installation.*

ART. L. 312-5 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1649).

Section V : *La surface moyenne de l'exploitation à deux unités de main-d'oeuvre.*

ART. L. 312-6 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 1649).

**Chapitre III : Les instruments.**

Section I : *La commission départementale des structures agricoles.*

ART. L. 313-1 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 1650).

Section II : *La commission nationale des structures agricoles.*

ART. L. 312-2 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 1650).



*Section III : Le centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.*

ART. L. 313-3 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 1651).

**Chapitre IV : Dispositions particulières à certaines collectivités territoriales.**

ART. L. 314-1, après modification, L. 314-2 et L. 314-3 DU CODE PRECITE (*Collectivité territoriale de Corse et départements d'outre-mer*) – Adoptés (p. 1651).

**TITRE II : LES DIFFÉRENTES FORMES JURIDIQUES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE.**

**Chapitre I<sup>er</sup> : L'exploitation familiale à responsabilité personnelle.**

*Section I : Les rapports entre les membres de l'exploitation familiale.*

ART. L. 321 à L. 321-6 ; ART. L. 321-7, après modification ; ART. L. 321-8 ; ART. L. 321-9, après modification ; ART. L. 321-10 à L. 321-12 ; ART. L. 321-13, après modification ; ART. L. 321-14 à L. 321-18 ; ART. 321-19, après modification ; ART. L. 321-20 et L. 321-21 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1651, 1654).

*Section II : La transmission de l'exploitation familiale.*

ART. L. 321-22, après modification ; ART. L. 321-23 à L. 321-25 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1654, 1655).

**Chapitre II : Les groupements fonciers agricoles.**

ART. L. 322-1 et L. 322-2 ; ART. L. 322-3, après modification ; ART. L. 322-4 ; ART. L. 322-5 à L. 322-8, après modification ; ART. L. 322-9 à L. 322-13 ; ART. L. 322-14 à L. 322-17, après modification ; ART. L. 322-18 ; ART. L. 322-19, après modification ; ART. L. 322-20 ; ART. L. 322-21, après modification et ART. L. 322-22 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1655 à 1659).

**Chapitre III : Les groupements agricoles d'exploitation en commun.**

ART. L. 323-1 à L. 323-6 ; ART. L. 323-7, après modification ; ART. L. 323-8 à L. 323-10 ; ART. L. 323-11, après modification ; ART. L. 323-12 à L. 323-16 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1659, 1661).

**Chapitre IV : L'exploitation agricole à responsabilité limitée.**

ART. L. 324-1 et L. 324-2, après modification ; ART. L. 324-3 à L. 324-7 ; ART. L. 324-8 et L. 324-9, après modification ; ART. L. 324-10 et L. 324-11 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1661, 1663).

**Chapitre V : L'entraide entre agriculteurs.**

ART. L. 325-1 ; ART. L. 325-2, après modification ; ART. L. 325-3 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1663).

**Chapitre VI : Les contrats d'intégration.**

ART. L. 326-1 à L. 326-10 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1663, 1664).

**Chapitre VII : Autres formes d'exploitation agricole.**

ART. L. 327-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1664).

**Chapitre VIII : Dispositions particulières à certaines collectivités territoriales.**

ART. L. 328-1 à L. 328-3 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1664).

**TITRE III : CONTRÔLE DES STRUCTURES ET DE LA PRODUCTION.**

**Chapitre I<sup>er</sup> : Le contrôle des structures des exploitations agricoles.**

ART. L. 331-1 à L. 331-4, après modification ; ART. L. 331-5 à L. 331-11 ; ART. L. 331-12, après modification ; ART. L. 331-13 à L. 331-16 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1664, 1668).

**Chapitre II : Les limitations aux droits de produire.**

ART. L. 332-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1669).

**TITRE IV : FINANCEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES.**

**Chapitre I<sup>er</sup> : Dispositions générales.**

ART. L. 341-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1669).

**Chapitre II : Warrants agricoles.**

ART. L. 342-1 ; ART. L. 342-2 et L. 342-3, après modification ; ART. L. 342-4 à L. 342-7 ; ART. L. 342-8 après modification ; ART. L. 342-9 ; ART. L. 342-10 à L. 342-12, après modification ; ART. L. 342-13 et L. 342-14 ; ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 342-14 ; ART. L. 342-15, après modification ; ART. L. 342-16 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1669, 1673).

**TITRE V : EXPLOITATIONS AGRICOLES EN DIFFICULTE.**

**Chapitre I<sup>er</sup> : Le règlement amiable, le redressement et la liquidation judiciaire de l'exploitation agricole.**

**Section I : Le règlement amiable.**

ART. L. 351-1 ; ART. L. 351-2 après modification ; ART. L. 351-3 à L. 351-7 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1673, 1674).

**Section II : Le redressement et la liquidation judiciaire.**

ART. L. 351-8 ; APRES L'ART. 351-8 DU CODE PRECITE – Adoptés après modification (p. 1674, 1675).

**Chapitre II : Les aides à la reconversion ou à la réinstallation.**

ART. L. 352-1 DU CODE PRECITE – Adopté après modification (p. 1675).

**Chapitre III : La cessation d'activité.**

ART. L. 353-1 et L. 353-2 DU CODE PRECITE – Adoptés après modification (p. 1675, 1676).

**Chapitre V : Dispositions d'application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte.**

ART. L. 355-1 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 1677).

**TITRE VI : CALAMITES AGRICOLES.**

**Chapitre I : Organisations générales du régime de garantie.**

ART. L. 361-1 et L. 361-2 ; ART. L. 361-3, après modification ; ART. L. 361-4 ; ART. L. 361-5 et L. 361-6, après modification ; ART. L. 361-7 ; ART. L. 361-8, après modification ; ART. L. 361-9 à L. 361-11 ; ART. L. 361-12 et L. 361-13, après modification ; ART. L. 361-14 à L. 361-17 ; ART. L. 361-18, après modification ; ART. L. 361-19 à L. 361-21 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1677, 1681).

**Chapitre II : Dispositions particulières à certaines collectivités territoriales.**

NOUVEL INTITULE : « Dispositions particulières aux départements d'outre-mer » – Adopté (p. 1681).

ART. L. 362-1 et L. 362-2 ; ART. L. 362-3 à L. 362-5, après modification ; ART. L. 362-6 et L. 362-7 ; ART. L. 362-8 à L. 362-10, après modification ; ART. L. 362-11 à L. 362-13 ; ART. L. 362-14, après modification ; ART. L. 362-15 ; ART. L. 362-16, après modification ; ART. L. 362-17 à L. 362-26 DU CODE PRECITE – Adoptés (p. 1681, 1685).

– L'article 1<sup>er</sup> et les dispositions annexées sont adoptés après modification (p. 1685).

**Art. 2 (Coordination)** – Adopté (p. 1685).

**Art. 3 (Modification des dispositions d'autres codes reproduites)** – Adopté (p. 1685).

**Art. 4 (Abrogations)** – Adopté après modification (p. 1685, 1686).

**Art. 5 (Modification du livre I<sup>er</sup>)** – Adopté après modification (p. 1686).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1686, 1687) *MM. René Régnault, Félix Leyzour.*

**Adoption** (23 juin 1993) (p. 1687).

**Collectivités territoriales**

Voir *Enseignement privé*, 3

*Gouvernement (déclarations)*, 3

*Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - II - Ville ; Culture et francophonie ; Environnement et article 58 ; Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation - II - Aménagement du territoire ; Jeunesse et sports  
*Sports*, 2

1. - **Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Martin Malvy, ministre du budget (2 décembre 1992) [n° 81 (92-93)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean Clouet (15 décembre 1993) [n° 191 (93-94)].

2. - **Proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 11 février 1993) [n° 218 rect. (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

3. - **Proposition de loi tendant à alléger certaines procédures applicables aux collectivités territoriales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Christian Bonnet, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 23 mars 1993) [n° 243 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

4. - **Proposition de loi tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon, sénateurs (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 16 avril 1993) [n° 262 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Bernard Laurent avec celui de la proposition de loi n° 290 du 5 mai 1993 - Collectivités territoriales, 6 - (2 juin 1993) [n° 323 (92-93)] - Discussion (3 juin 1993) (commune avec celle de la proposition de loi du 5 mai 1993, n° 290 (92-93)) - Collectivités territoriales, 6 - Adoption (3 juin 1993) [n° 91].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1993) [n° 271 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre Mazeaud (17 juin 1993) [n° 355 (92-93)] - Discussion (22 juin 1993) - Adoption (22 juin 1993) [n° 27].

PROMULGATION : Loi n° 93-863 du 29 juin 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juin 1993).

**Discussion des conclusions du rapport**

(3 juin 1993) (p. 683, 694).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 685, 690) : MM. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Paul Girod, Jean Garcia.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 690, 694) : MM. Paul Girod, Bernard Laurent, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre ; Alain Vasselle, Jacques Legendre.

**Art. unique** (*Allongement du délai d'élaboration des projets de schémas départementaux de la coopération intercommunale jusqu'au 31 décembre 1993*) - Adopté (p. 694).

**Intitulé de la proposition de loi** - Adopté (p. 693).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 693) - MM. Emmanuel Hamel, Paul Girod.

**Adoption** (3 juin 1993) (p. 694).

5. - **Proposition de loi visant à harmoniser la composition des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 22 avril 1993) [n° 270 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

6. - **Proposition de loi visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Paul Delevoye, sénateur et plusieurs de ses collègues (5 mai 1993) [n° 290 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Bernard Laurent avec celui de la proposition de loi n° 262 (92-93) du 16 avril 1993 - Collectivités territoriales, 4 - (2 juin 1993) [n° 323 (92-93)] - Discussion (commune avec celle de la proposition de loi n° 262 (92-93) du 16 avril 1993 - Collectivités territoriales, 4 - Voir la proposition de loi précitée).

7. - **Proposition de loi visant à modifier l'article L. 164-5 du code des communes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Vasselle, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 mai 1993) [n° 310 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

8. - **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Baudot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 3 août 1993) [n° 441 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

9. - **Proposition de loi visant à accroître l'effort d'investissement des collectivités locales par la réduction à un an du délai de remboursement par l'Etat de la T.V.A. sur les investissements réalisés par les communes, leurs groupements et leurs établissements publics**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Paul Delevoye, sénateur, et plusieurs de ses collègues (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 138 (93-94)] - Renvoi à la commission des finances.

**Collectivités territoriales d'outre-mer**

Voir *Commissions d'enquête parlementaires*, 4  
*Elections*, 14  
*Lois de finances*, 2  
*Rapports du Gouvernement*, 10

**Commerce et artisanat**

Voir *Code de commerce*, 1  
*Lois de finances*, 2, Commerce et artisanat  
*Rapports d'information*, 21

1. - **Proposition de loi tendant à la création d'un schéma départemental du commerce et portant modification de certaines dispositions du code de l'urbanisme**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Charasse, sénateur (21 décembre 1993) [n° 207 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

**Commerce extérieur**

Voir *Communautés européennes*, 5 ; 6  
*Lois de finances*, 2

1. - **Résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3)**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Poniatowski, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 26 janvier 1993) [n° 205] (92-93) - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. François Blazot (28 avril 1993) [n° 281 (92-93)] - Rapport supplémentaire de M. François Blazot (12 mai 1993) [n° 301] (92-93) - Résolution adoptée par la commission des affaires économiques (12 mai 1993) [n° 300 (92-93)] - Discussion (27 mai 1993) - Adoption (27 mai 1993) [n° 88].

**Discussion.**

(27 mai 1993) (p. 502, 514).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 502, 511) : *MM. François Blaizot, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Michel Poniatowski, représentant la délégation du Sénat pour les Communautés européennes ; Philippe François, Robert Laucournet, Jean Garcia, Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes.*

II – DISCUSSION DE LA RESOLUTION (p. 511, 514) : *MM. Jean Garcia, Félix Leyzour, François Blaizot, rapporteur ; Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes ; Michel Poniatowski, représentant la délégation.*

**Résolution de la commission** (*Renforcement de l'efficacité de la politique de défense commerciale de la Communauté ; équilibre des pouvoirs entre les institutions européennes*) – Adoptée (p. 514).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 514) : *M. Jean Garcia.*

**Adoption** (27 mai 1993) (p. 514).

**Commissariat général au plan**

Voir *Lois de finances, 2*, Services du Premier ministre - IV – Plan

**Commissions d'enquête parlementaires**

Voir *Rapports de commissions d'enquête parlementaire, 1*

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête parlementaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 juillet 1991) [n° 460 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 6 avril 1993.

2. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont été conduites par le Gouvernement français les négociations sur le volet agricole du GATT**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Daunay, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 11 mars 1993) [n° 233 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

3. – **Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la gestion des déchets ménagers et industriels**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Pierre Lacour, Henri Revol et Alain Pluchet, sénateurs (27 mai 1993) [n° 320 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Pierre Lacour (10 novembre 1993) [n° 82 (93-94)].

4. – **Proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufois, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la Santé, devant la Haute Cour de justice**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Sourdille, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 novembre 1992) [n° 49 (92-93)] – Renvoi à une commission spéciale – Rapport de M. Charles Jolibois (9 décembre 1992) [n° 101 (92-93)] – Discussion (10 décembre 1992) – Adoption (10 décembre 1992) [n° 31].

**NOUVEL INTITULE** : « Proposition de résolution renvoyant Mme Georgina Dufois, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé de la santé devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice ».

**TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE)** (17 décembre 1992) [n° 145 (92-93)] – Renvoi à une commission spéciale – Rapport de M. Charles Jolibois (rat-

taché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 16 février 1993) [n° 219 (92-93)].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE)** (10 décembre 1992) [n° 3128 (92-93)] – Renvoi à une commission spéciale – Rapport de M. Didier Migaud (15 décembre 1992) [n° 3143 (92-93)] – Discussion (16 décembre 1992) – Rejet (16 décembre 1992) [n° 773].

5. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les difficultés rencontrées par les collectivités locales, le financement du développement économique et la politique du crédit outre-mer**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Rodolphe Désiré (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993 - 28 décembre 1993) [n° 225 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois.

**Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)**

Voir *Communautés européennes, 5*

**Communautés européennes**

Voir *Allocutions et communications, 12 ; 19*

*Commerce extérieur, 1*

*Constitution, 3*

*Elections, 15*

*Gouvernement (déclarations), 5*

*Lois de finances, 2*, Affaires étrangères

*Lois de finances, 2*, Intérieur et aménagement du territoire

II – Aménagement du territoire

*Rapports d'information, 4 ; 8 ; 14 ; 15 ; 20 ; 22 ; 24 ; 32 ; 37 ; 38 ; 39 ; 40 ; 41*

*Traités et conventions, 9 ; 18 ; 19*

1. – **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil sur la participation de la Communauté au Fonds européen d'investissement (n° E-53)**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Oudin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 avril 1993) [n° 287 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jacques Oudin (2 juin 1993) [n° 330 (92-93)] – Résolution adoptée par la commission des finances (16 juin 1993) [n° 369 (92-93)] – Adoption (29 juin 1993) [n° 110].

2. – **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition modifiée de directive du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (n° E-48)**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Masson, sénateur (13 mai 1993) [n° 305 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Retrait par son auteur le 24 novembre 1993.

3. – **Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des Fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants et sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 4253/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2052/88 en ce qui concerne la coordination entre les interventions des différents fonds structurels, d'une part, et entre celles-ci et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants, d'autre part, (n° E-71)**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (13 mai 1993) [n° 306 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean-Paul Emin (16 juin 1993) [n° 363 (92-93)] – Avis de M. Louis Souvet (17 juin 1993) [n° 371 (92-93)] – Rapport supplémentaire de M. Jean-Paul Emin (23 juin 1993) [n° 380 (92-93)] – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques (23 juin 1993) [n° 379 (92-93)] – Adoption (6 juillet 1993) [n° 115].

4. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative à l'application à la téléphonie vocale des principes de la fourniture d'un réseau ouvert (O.N.P.) (n° E-31), et la communication au Conseil et au Parlement européen sur la consultation sur l'examen de la situation dans le secteur des services de télécommunications (n° E-81), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Perrein, sénateur, et plusieurs de ses collègues (8 juin 1993) [n° 341 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

5. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur les propositions de règlements (CEE) du Conseil relatifs à certaines modalités d'application des accords intérimaires sur le commerce et des mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la Roumanie et la Bulgarie, d'autre part (n° E-82), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (27 octobre 1993) [n° 60 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de Mme Anne Heinis (8 décembre 1993) [n° 157 (93-94)].

6. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil autorisant la tacite reconduction ou le maintien en vigueur des dispositions dont les matières relèvent de la politique commerciale commune, contenues dans les traités d'amitié, de commerce et de navigation et dans les accords commerciaux conclus par les Etats membres avec les pays tiers (n° E-106), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (27 octobre 1993) [n° 61 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de Mme Anne Heinis (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 134 (93-94)] – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques (8 décembre 1993) [n° 153 (93-94)] – Adoption (21 décembre 1993) [n° 57].

7. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (27 octobre 1993) [n° 62 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

8. – Résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil visant au renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement (n° E-109), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (27 octobre 1993) [n° 63 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Philippe Marini (10 novembre 1993) [n° 87 (93-94)] – Résolution adoptée par la commission des finances (17 novembre 1993) [n° 95 (93-94)] – Adoption (19 novembre 1993) [n° 30].

#### Discussion

(19 novembre 1993) (p. 4489, 4492).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4489, 4491) : *MM. Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat, Paul Lorient.*

II – DISCUSSION DE LA RESOLUTION (p. 4491, 4492)

**Résolution de la commission** (*Renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement ; contrôle des conglomerats financiers*) – Adoptée (p. 4492).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4491, 4492) : *MM. Jean Garcia, Edouard Le Jeune.*

**Adoption** (19 novembre 1993) (p. 4492).

9. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1994 -

**Volume 2 - Section I : Parlement (n° E-115), PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Jacques Genton, sénateur (27 octobre 1993) [n° 64 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

10. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur le projet de budget général des Communautés européennes pour 1994 (n° E-124), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (27 octobre 1993) [n° 65 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. René Tréguët (10 novembre 1993) [n° 89 (93-94)].

11. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil et des ministres de la santé des Etats membres réunis au sein du Conseil concernant la prolongation jusqu'à la fin de 1994 du plan d'action 1991-1993 adopté dans le cadre du programme « l'Europe contre le SIDA » (n° E-135), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Poniatowski, sénateur (22 novembre 1993) [n° 108 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

12. – Proposition de loi tendant à soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à un vote du Parlement français, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Paul Lorient et Louis Philibert, sénateurs (23 novembre 1993) [n° 114 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

13. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 70 524 CEE concernant les additifs dans l'alimentation des animaux (n° E-112), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur (24 novembre 1993) [n° 117 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

14. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative au financement des inspections et des contrôles vétérinaires des animaux vivants et de certains produits animaux et modifiant la directive 91/496/CEE (n° E-125), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur (24 novembre 1993) [n° 118 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

15. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil établissant les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile (n° E-126), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur (25 novembre 1993) [n° 123 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

16. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 3813/92, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune (n° E-153), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur (30 novembre 1993) [n° 131 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Désiré Debavelaere (8 décembre 1993) [n° 156 (93-94)].

17. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif à l'octroi d'une aide agrimonétaire (n° E-97), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur (24 novembre 1993) [n° 116 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Désiré Debavelaere (8 décembre 1993) [n° 156 (93-94)] – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques (15 décembre 1993) [n° 181 (93-94)] – Adoption (28 décembre 1993) [n° 72].

#### Communes

Voir *Collectivités territoriales, 7*  
*Elections, 12*

1. – **Projet de loi relatif aux polices municipales**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 13 janvier 1993) [n° 199 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 122-20 du code des communes**, PRESENTEE AU SENAT, par M. André Bohl, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 16 mars 1993) [n° 237 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et accordant aux communes de moins de 5 000 habitants la possibilité de constituer un plan d'épargne d'investissement communal**, PRESENTEE AU SENAT, par M. François Gerbaud, sénateur, et plusieurs de ses collègues (8 juin 1993) [n° 342 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

#### Communication

Voir *Allocutions et communications*, 12

#### Communication audiovisuelle

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires étrangères  
*Rapports d'information*, 2 ; 33

1. – **Proposition de loi visant à modifier la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication**, PRESENTEE AU SENAT, par MM. Claude Estier, François Autain et Gérard Delfau, sénateurs (6 avril 1993) [n° 248 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. – **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Carignon, ministre de la communication (10 novembre 1993) [n° 700 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Michel Pelchat (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 779 (93-94)] – Urgence – Discussion (3 et 4 décembre 1993) – Adoption (4 décembre 1993) [n° 90].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 1993) [n° 143 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Adrien Gouteyron (9 décembre 1993) [n° 162 (93-94)] – Discussion (20 et 21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 56].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 décembre 1993) [n° 877 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Pelchat (22 décembre 1993) [n° 906 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 134].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Adrien Gouteyron (22 décembre 1993) [n° 215 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 69].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-333 DC du 21 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 janvier 1994) qui déclare que les articles 7, 8, 11, 14 et 15 de la loi ne sont pas contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-88 du 1<sup>er</sup> février 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 2 février 1994).

#### Discussion (première lecture)

(20 décembre 1993) (p. 6675, 6701 ; 6715, 6755 ; 6759, 6764) ; (21 décembre 1993) (p. 6775, 6785).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6675, 6697) : MM. Alain Carignon, ministre de la communication ; Adrien Gouteyron, rappor-

teur de la commission des affaires culturelles ; François Autain, Pierre Laffitte, Michel Miroudot, René Trégouët, André Maman, Jean Cluzel, Philippe François, Jean-Luc Bécart, Jean Bernard.

L'objectif du présent projet de loi est poursuivi à travers trois séries de mesures : le renforcement du secteur public, l'encouragement des investissements privés dans l'audiovisuel afin de constituer des groupes puissants aptes à affronter la concurrence internationale et enfin l'assouplissement de l'exploitation des radios et télévisions privées.

**Motion n° 13** de M. Claude Estier, soutenue par M. Gérard Delfau, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 6697) – MM. Gérard Delfau, Adrien Gouteyron, rapporteur ; Alain Carignon, ministre.

**Rejet de la motion** (p. 6701).

**Motion n° 1** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Ivan Renar, tendant à opposer la question préalable (p. 6715) – MM. Ivan Renar, Adrien Gouteyron, rapporteur ; Alain Carignon, ministre.

**Rejet de la motion** (p. 6718).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6718, 6755 ; 6759, 6764 ; 6775, 6785) : MM. Ivan Renar, Adrien Gouteyron, rapporteur ; Alain Carignon, ministre ; Jean Cluzel, Gérard Delfau, Mme Hélène Luc, MM. Pierre Laffitte, René Trégouët, Louis Perrein, Jean-Pierre Fourcade, François Autain, Claude Estier, Roger Chinaud, Henri Goetschy, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jean-Luc Bécart, Jacques Habert, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; MM. Philippe de Gaulle, Alain Gérard.

**Art. 1<sup>er</sup> A** (*Bilan de l'application des dispositions législatives ou réglementaires intéressant le secteur audiovisuel intervenues depuis 1989*) – Adopté (p. 6719).

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Création de la chaîne du savoir et de la formation*) (p. 6720) – Adopté après modification (p. 6730).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*Création de chaînes parlementaires*) (p. 6730) – Adopté après modification (p. 6732).

**Art. 2** (*Extension du pouvoir de sanction du CSA aux sociétés nationales de programme et à la chaîne du savoir*) (p. 6732).

ART. 48-1 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 (*Mise en oeuvre par le CSA du mécanisme de la mise en demeure*) (p. 6734) – Adopté après modification (p. 6735).

ART. 48-2 DE LA LOI PRECITEE (*Possibilité pour le CSA de prononcer une sanction pécuniaire*) – Adopté (p. 6735).

ART. 48-3 A 48-5 DE LA LOI PRECITEE – Adoptés (p. 6735).

ART. 48-6 A 48-10 DE LA LOI PRECITEE – Adoptés (p. 6736).

– L'article 2, modifié, est adopté (p. 6736).

**Art. additionnel après l'art. 2** (*Saisine du CSA par les associations familiales et le Conseil national des langues et cultures régionales*) – Adopté (p. 6738).

**Art. 3** (*Institut national de l'audiovisuel*) – Adopté (p. 6738).

**Art. 4 A** (*Décrochages régionaux des télévisions privées*) (p. 6739) – Adopté après modification (p. 6740).

**Art. 4** (*Présomption de renouvellement des autorisations des services de communication audiovisuelle*) (p. 6740) – Adopté après modification (p. 6744).

**Art. 5** (*Application du régime de l'autorisation à la société d'exploitation de la 4<sup>e</sup> chaîne*) – Adopté (p. 6744).

**Art. 5 bis** (*Chronologie de l'exploitation des oeuvres cinématographiques par les différents médias*) (p. 6744) – Adopté après modification (p. 6746).

**Art. 6** (*Autorisation temporaire d'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore ou de télévision par voie hertzienne terrestre*) – Adopté (p. 6747).

**Art. 6 bis** (*Contribution des diffuseurs au développement de la production des oeuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 6747) – Supprimé (p. 6748).

**Art. 7** (*Diffusion de chansons françaises dans les programmes de radio et de télévision*) – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 6748).

**Art. 7 bis** (*Création de quotas de chansons françaises dans la programmation radiophonique*) (p. 6748) – Adopté après modification (p. 6754).

**Art. 8** (*Possibilité de mise en location-gérance d'entreprises de communication audiovisuelle*) (p. 6759) – Adopté (p. 6760).

**Art. 9** (*Seuil de concentration du capital des services de télévision hertzienne terrestre*) (p. 6760) – Adopté (p. 6762).

**Art. 10** (*Seuil de concentration des réseaux radiophoniques*) (p. 6762) – Adopté après modification (p. 6778).

**Art. 11** (*Normalisation des caractéristiques techniques des signaux numérisés*) (p. 6779) – Adopté (p. 6781).

**Art. 12** (*Rapport sur l'usage des fréquences affectées à la radio-diffusion sonore*) (p. 6781) – Adopté après modification (p. 6782).

**Art. additionnel après l'art. 12** (*Rôle du CSA dans l'équilibre des temps de parole réservés aux organisations politiques*) – Adopté (p. 6783).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6783, 6785) : *MM. Emmanuel Hamel, Jean Cluzel, Michel Miroudot, Ivan Renar, François Autain, Pierre Laffitte.*

**Adoption** (21 décembre 1993) (p. 6785).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(23 décembre 1993) (p. 6897, 6903).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6897, 6899) : *MM. Maurice Schumann, en remplacement de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6899, 6903)

**Art. 1<sup>er</sup>** (p. 6899).

**Art. 2, 2 bis et 4 A** (p. 6900).

**Art. 5 bis** (p. 6901).

**Art. 6 bis** (p. 6901) – Suppression maintenue par la CMP.

**Art. 7 bis, 10, 12 et 13** (p. 6901).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6902, 6903) : *MM. Jean Garcia, François Autain, Jacques Habert ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

**Adoption** (23 décembre 1993) (p. 6903).

#### Compagnies aériennes

Voir *Lois de finances, 2*, Aviation civile - (Budget annexe)

#### Comptes spéciaux du Trésor

Voir *Lois de finances, 2*

#### Conférence des présidents

Voir *Enseignement privé, 3*  
*Ordre du jour du Sénat, 1 ; 2 ; 3*  
*Rappels au règlement, 49 ; 50*

1. – **Conférence des présidents** : ordre du jour et conditions de travail du Sénat (20 octobre 1993) (p. 3254, 3255) – *MM. Charles Lederman, Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*

2. – **Conférence des présidents** : observation de Mme Hélène Luc, relative à l'organisation des travaux du Sénat et protestation contre les conclusions de la conférence des présidents (4

novembre 1993) (p. 3794) – *Mme Hélène Luc, M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

#### Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)

Voir *Traités et conventions, 4*

#### Congo

Voir *Allocutions et communications, 7*

#### Congrès du Parlement

Voir *In fine*  
*Allocutions et communications, 13 ; 21*  
*Rappels au règlement, 41 ; 42*

#### Conseil constitutionnel

Voir *Constitution, 2*  
*Etrangers, 3*

#### Conseil économique et social (CES)

Voir *Lois de finances, 2*

1. – **Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Édouard Le Jeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 11 février 1992 - 5 mars 1992) [n° 264 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois. – Reprise par ses auteurs le 5 octobre 1993.

#### Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

Voir *Communication audiovisuelle, 2*  
*Lois de finances, 2*, Communication  
*Rapports au Parlement, 1*

#### Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

Voir *Constitution, 2*  
*Magistrature, 1 ; 2*

#### Conseils généraux

Voir *Collectivités territoriales, 5*  
*Elections, 9 ; 11*  
*Lois de finances, 2*, Equipement, transports et tourisme - I –  
Urbanisme et services communs

1. – **Proposition de loi relative à la démission d'office d'un conseiller général**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Ginesy, sénateur (27 octobre 1993) [n° 66 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

#### Conseils municipaux

Voir *Elections, 10*

#### Conseils régionaux

Voir *Collectivités territoriales, 5*

#### Consommateurs (protection et information)

Voir *Code de la consommation, 1*

**Consommation**

Voir *Lois de finances, 2*, Economie, finances et budget - Charges communes et services financiers

**Constitution**

Voir *Congrès du Parlement, 1 et 2*

1. - **Projet de loi portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et relatif à l'organisation des pouvoirs publics**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. François Mitterrand, Président de la République, par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 11 mars 1993) [n° 232 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. François Mitterrand, Président de la République, par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, et par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 11 mars 1993) [n° 231 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de MM. Etienne Dailly, Hubert Haenel, Charles Jolibois (19 mai 1993) [n° 316 (92-93)] - Discussion (25, 26 et 27 mai 1993) - Adoption (27 mai 1993) [n° 87].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX et X** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 mai 1992) [n° 232 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. André Fanton (17 juin 1993) [n° 356 (92-93)] - Discussion (22 et 23 juin 1993) - Adoption (23 juin 1993) [n° 29].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1993) [n° 389 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de MM. Etienne Dailly, Hubert Haenel, Charles Jolibois (26 juin 1993) [n° 395 (92-93)] - Discussion (1<sup>er</sup> juillet 1993) - Adoption (1<sup>er</sup> juillet 1993) [n° 112].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (1<sup>er</sup> juillet 1993) [n° 414 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. André Fanton (5 juillet 1993) [n° 417 (92-93)] - Discussion (7 juillet 1993) - Adoption (7 juillet 1993) [n° 42].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (7 juillet 1993) [n° 414 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de MM. Etienne Dailly, Hubert Haenel, Charles Jolibois (8 juillet 1993) [n° 415 (92-93)] - Discussion (8 juillet 1993) - Adoption (8 juillet 1993) [n° 118] - **Adoption définitive : Congrès du Parlement le 19 juillet 1993.**

PROMULGATION : Loi n° 93-952 du 27 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 28 juillet 1993).

**Discussion (première lecture)**

(25 mai 1993) (p. 386, 426) ; (26 mai 1993) (p. 432, 464) ; (27 mai 1993) (p. 474, 514).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 386, 426) : MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois pour la section I ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois pour la section II ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois pour la section III ; Charles Lederman, Pierre-Christian Taittinger, Yves Guéna, Jean Cluzel, Pierre Mauroy, Jacques Habert, Jacques Sourdille, Pierre Fauchon, Michel Dreyfus-Schmidt, Josselin de Rohan.

**Motion n° 29** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès, tendant au renvoi à la commission (p. 433) - MM. Robert

Pagès, Jacques Larché, président de la commission ; Pierre Méhaignerie, ministre.

**Rejet de la motion** (p. 436 ; scrutin public n° 54).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 432, 514) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission ; Robert Pagès, Etienne Dailly, rapporteur ; Yves Guéna, René-Georges Laurin, Pierre Méhaignerie, ministre ; Jean-Marie Girault, Hubert Haenel, rapporteur ; Charles Lederman, Jacques Habert, François Giacobbi, Charles de Cuttoli, Jean-Pierre Masseret, Daniel Millaud.

**Section I** (Dispositions modifiant le titre VII de la Constitution et relative au Conseil constitutionnel) - Supprimée (p. 443 ; précédemment réservée p. 438).

**Art. 1** (Suppression de la qualité de membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel conféré aux anciens présidents de la République) (p. 438) - Supprimé (p. 440).

**Art. 2** (Régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel) (p. 440) - Supprimé (p. 441).

**Art. 3** (Institution d'une procédure d'exception d'inconstitutionnalité) (p. 441) - Supprimé (p. 442).

**Art. 4** (Effets des déclarations d'inconstitutionnalité formulée par le Conseil constitutionnel) (p. 442) - Supprimé (p. 443).

**Art. 5** (Renvoi à la loi organique pour la définition de la procédure d'exception d'inconstitutionnalité) - Supprimé (p. 443).

**Art. 6** (Intitulé du titre VIII de la Constitution) (p. 443) - Adopté après modification (p. 446).

**Art. 7** (Fondement des décisions de justice - Indépendance de la magistrature) (p. 446) - Adopté après modification (p. 449).

**Art. 8** (Conseil supérieur de la magistrature) (p. 449) - Adopté après modification (p. 460).

**Art. 9** (Haute Cour de justice) (p. 461) - Adopté (p. 464).

**Art. 10** (Coordination) - Adopté (p. 464).

**Art. 11** (Responsabilité pénale des membres du gouvernement) (p. 474) - Adopté après modification (p. 493).

**Art. additionnel après l'art. 11** (Entrée en vigueur de la réforme du régime de la responsabilité pénale des membres du gouvernement) (p. 493) - Adopté (p. 494).

**Art. 12** (Extension des pouvoirs sans contreseing du président de la République) - Supprimé (p. 460 ; priorité ordonnée p. 460).

**Art. 13** (Dispositions transitoires relatives à l'entrée en vigueur de la procédure d'exception d'inconstitutionnalité) - Supprimé (p. 442 ; priorité ordonnée p. 442).

**Section IV** (Dispositions diverses) - Supprimée (p. 498).

**Intitulé du projet de loi constitutionnelle** - Adopté après modification (p. 499).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 499) : MM. Ernest Cartigny, Roger Chinaud, Gérard Larcher, Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Cluzel, Jacques Habert ; intervention de M. Pierre Méhaignerie, ministre.

**Scrutin public de droit n° 57** (p. 502).

**Adoption** (27 mai 1993) (p. 502).

**Discussion (deuxième lecture)**

(1<sup>er</sup> juillet 1993) (p. 1947, 1981).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1947, 1956) : MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois pour la section II et l'article 12 ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois pour la section III ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois pour la section I et l'article 13 ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Charles Lederman.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1956, 1981) : MM. Charles Lederman, Hubert Haenel, rapporteur ; Pierre Méhai-

gnerie, ministre ; Claude Estier, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission ; Etienne Dailly, Pierre Fauchon, Charles Jolibois, rapporteur ; Charles de Cuttoli.

**Art. 6 et 7** (p. 1956, 1957) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

**Art. 8** (p. 1957) – Adopté après modification (p. 1970).

**Art. 11** (p. 1970) – Adopté après modification (p. 1978).

**Art. 11 bis** (p. 1978) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 14** – Adopté après modification (p. 1979).

**Seconde délibération** – Ordonnée en application de l'article 43 du règlement, à la demande du Gouvernement (p. 1979).

**Art. 8** – Adopté après modification (p. 1981).

**Scrutin public** n° 119 (p. 1981).

**Adoption** (1<sup>er</sup> juillet 1993) (p. 1981).

#### Discussion (troisième lecture)

(8 juillet 1993) (p. 2359, 2366).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2359, 2364) : MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois pour la section II et l'article 12 ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois pour la section III ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2364, 2365)

**Art. 8, 11 et 14** – Adoptés (p. 2364, 2365).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2365, 2366).

Mme Paulette Brisepierre, MM. Ernest Cartigny, Pierre Fauchon, Roger Chinaud.

**Scrutin public** n° 139 (p. 2366).

**Adoption** (8 juillet 1993) (p. 2366).

**Adoption définitive en Congrès du Parlement** (19 juillet 1993) – Voir *in fine*.

3. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 88-4 de la Constitution afin de permettre un contrôle de la constitutionnalité des propositions d'actes communautaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Oudin, sénateur (2 juin 1993) [n° 328 (92-93)].

4. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du premier alinéa de l'article 61 de la Constitution afin de bien préciser que le contrôle de constitutionnalité s'opère par seule référence aux articles de la Constitution et à ceux de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 15 septembre 1993) [n° 450 rect. (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

#### Constitution (révision)

Voir *Congrès du Parlement, in fine*  
*Constitution, 2*  
*Etrangers, 4*  
*Gouvernement (déclarations), 1*

#### Contrats de plan

Voir *Lois de finances, 2*, Intérieur et aménagement du territoire - II -<sup>\*</sup> Aménagement du territoire ; Services du Premier ministre - IV – Plan

#### Contrats de travail

Voir *Emploi, 1*

#### Contrats emploi-solidarité (CES)

Voir *Lois de finances, 2*, Travail, emploi et formation professionnelle – Affaires sociales – Services communs

#### Contribution sociale généralisée (CSG)

Voir *Lois de finances rectificatives, 1*  
*Retraites, 2*

#### Contrôles d'identité

Voir *Etrangers, 2*  
*Ordre public, 1*

#### Conventions collectives

Voir *Emploi, 1*

#### Conventions médicales

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires sociales, santé et ville - I – Affaires sociales et santé  
*Santé, 3*

#### Coopération

Voir *Lois de finances, 2*  
*Lois de finances rectificatives, 2*

1. – **Proposition de loi relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Lucien Neuwirth, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 juin 1993) [n° 387 rect. (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Coopération culturelle, scientifique et technique

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires étrangères

#### Coopération judiciaire

Voir *Traités et conventions, 34*

#### Coopération militaire

Voir *Lois de finances, 2*, Coopération

#### Côte d'Ivoire

Voir *Allocutions et communications, 24*  
*Rapports d'information, 9*

#### Cotisations sociales

Voir *Agriculture, 4*  
*Politique économique et sociale, 1*

#### Cour de cassation

Voir *Cour de justice de la République, 1*

#### Cour de justice de la République

Voir *Constitution, 2*  
*Rappels au règlement, 47*



1. – **Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (10 septembre 1993) [n° 504 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (30 septembre 1993) [n° 550 (92-93)] – Discussion (6 octobre 1993) – Adoption (6 octobre 1993) [n° 62].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 octobre 1993) [n° 20 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (14 octobre 1993) [n° 34 (93-94)] – Discussion (20 octobre 1993) – Adoption (20 octobre 1993) [n° 12]

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-327 DC du 19 novembre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 23 novembre 1993) qui déclare le projet de loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 93-1252 du 23 novembre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 24 novembre 1993).

### Discussion (première lecture)

(20 octobre 1993) (p. 3256, 3299).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3256, 3266) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois ; Claude Huriet, Michel Dreyfus-Schmidt, Yves Guéna, Robert Pagès, Pierre Fauchon.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3266, 3299) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Jolibois, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

### TITRE I<sup>er</sup>

#### DE L'ORGANISATION DE LA COUR DE JUSTICE DE LA REPUBLIQUE

##### Chapitre I<sup>er</sup>

#### De la composition et du fonctionnement de la Cour de justice de la République

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Election des juges de la Cour de justice de la République*) (p. 3266) – Adopté (p. 3270).

**Art. 2** (*Prestation de serment des juges parlementaires*) – Adopté (p. 3270).

**Art. 3** (*Obligation de présence*) – Adopté (p. 3270).

**Art. 4** (*Récusation des membres de la Cour de justice et de la commission d'instruction*) – Adopté (p. 3274).

**Art. 4 bis** (*Récusation d'un juge à sa propre demande*) – Adopté (p. 3274).

**Art. 5** (*Remplacement temporaire ou définitif des juges*) – Adopté (p. 3274).

**Art. 6** (*Cessation des fonctions de juge parlementaire*) – Adopté (p. 3275).

**Art. 7** (*Ministère public près la Cour de justice de la République*) – Adopté (p. 3275).

**Art. 8** (*Greffier de la Cour de justice de la République*) – Adopté (p. 3275).

**Art. 9** (*Personnel mis à la disposition de la Cour de justice de la République*) – Adopté (p. 3275).

**Art. 10** (*Composition de la commission d'instruction*) (p. 3276) – Adopté (p. 3277).

##### Chapitre 2

#### De la commission des requêtes près la Cour de justice de la République

**Art. 11** (*Composition de la commission des requêtes*) (p. 3277) – Adopté (p. 3279).

### TITRE II DE LA PROCEDURE

#### Chapitre I<sup>er</sup>

##### De la mise en mouvement de l'action publique

**Art. 12** (*Recevabilité des plaintes*) (p. 3279) – Adopté (p. 3281).

**Art. 13** (*Examen des plaintes par la commission des requêtes*) – Adopté (p. 3281).

**Art. 14** (*Pouvoirs d'investigation de la commission des requêtes*) – Adopté (p. 3281).

**Art. 15** (*Transmission de la plainte au Procureur général près la Cour de cassation – Qualification pénale des faits*) – Adopté (p. 3282).

**Art. 16** (*Pouvoirs propres du Procureur général près la Cour de cassation*) (p. 3282) – Adopté (p. 3284).

#### Chapitre II

##### De la procédure devant la commission d'instruction de la Cour de justice de la République

**Art. 17** (*Compétences de la commission d'instruction*) (p. 3284) – Adopté (p. 3286).

**Art. 18** (*Réquisitoire du Procureur général près la Cour de cassation*) – Adopté (p. 3286).

**Art. 19** (*Requalification des faits – Faits nouveaux*) – Adopté (p. 3286).

**Art. 20** (*Auditions, interrogatoires et confrontations*) – Adopté (p. 3286).

**Art. 21** (*Décision de caractère juridictionnel rendue par la commission d'instruction*) – Adopté (p. 3286).

**Art. 22** (*Clôture de l'information*) – (p. 3286).

**Art. 23** (*Pourvois en cassation des arrêts de la commission d'instruction*) (p. 3286) – Adopté (p. 3292, précédemment réservé p. 3288).

**Art. 24** (*Renvoi après cassation*) (p. 3288) – Adopté (p. 3289).

#### Chapitre III

##### Des débats et du jugement

**Art. 25** (*Renvoi à la procédure applicable en matière correctionnelle*) – Adopté (p. 3289).

**Art. 26** (*Fixation de la date d'ouverture des débats*) – Adopté (p. 3289).

**Art. 27** (*Citation à comparaître*) – Adopté (p. 3289).

**Art. 28** (*Application des règles de la contumace*) – Adopté (p. 3289).

**Art. 29** (*Communication des pièces de la procédure aux prévenus*) – Adopté (p. 3289).

**Art. 30** (*Irrecevabilité des constitutions de partie civile*) (p. 3289) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 31** (*Supplément d'information*) – Adopté (p. 3289).

**Art. 31 bis** (*Votes sur la culpabilité et sur la peine*) (p. 3289) – Adopté (p. 3290).

**Art. 32** (*Pourvoi en cassation des arrêts de la Cour de justice*) (p. 3291) – Adopté (p. 3292).

**Art. 33** (*Cassation des arrêts de la Cour de justice et renvoi à la Cour de justice autrement composé*) (p. 3292) – Adopté (p. 3293).

### TITRE III

#### DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 34** (*Honorariat*) – Adopté (p. 3293).

**Art. 34 bis** (*Elections des juges de la Haute Cour de justice*) (p. 3293) – Adopté (p. 3294).

**Art. 35, 35 bis et 36** (*Coordination*) (p. 3295, 3299) – Adoptés.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3299) : *MM. Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt ; intervention de MM. Charles Jolibois, rapporteur et Roger Romani, ministre délégué.*

**Scrutin public de droit** n° 10 (p. 3299).

**Adoption** (20 octobre 1993) (p. 3299).

2. – **Scrutin pour l'élection de juges titulaires et de juges suppléants de la Cour de justice de la République** (8 décembre 1993) (p. 5781).

3. – **Election et prestation de serment de juges de la Cour de justice de la République** (8 décembre 1993) (p. 5805).

4. – **Prestation du serment d'un juge suppléant de la Cour de justice de la République** (21 décembre 1993) (p. 6789).

#### **Cour des comptes**

Voir *Rapports au Parlement*, 3 ; 5 ; 6

#### **Créances**

1. – **Proposition de loi tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur (13 novembre 1991) [n° 81 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Reprise par son auteur le 27 avril 1993.

#### **Crédit-bail**

Voir *Transports*, 1

#### **Crimes, délits et contraventions**

Voir *Code pénal*, 2  
*Justice*, 1

1. – **Proposition de loi relative aux crimes et délits contre les mineurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Christian Bonnet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (12 octobre 1993) [n° 31 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

#### **Croissance économique**

Voir *Banques et établissements financiers*, 1

#### **Culture**

Voir *Lois de finances*, 2, *Culture et francophonie*  
*Patrimoine artistique, archéologique et historique*, 4

#### **Cumul emploi-retraite**

Voir *Politique économique et sociale*, 1

**D****Danse**

Voir *Lois de finances, 2*, Culture et francophonie

**Débats (organisation)**

Voir *Rappels au règlement, 6 ; 19 ; 20 ; 21 ; 22*

**Décentralisation**

Voir *Collectivités territoriales, 2*  
*Lois de finances, 2*, Equipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs ; Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation - II - Aménagement du territoire ; - Services du Premier ministre - Services généraux - Fonction publique  
*Politique économique et sociale, 1*

**Déchets**

Voir *Commissions d'enquête parlementaires, 3*  
*Lois de finances, 2*, Environnement et article 58  
*Rapports du Gouvernement, 7*

1. - **Proposition de loi tendant à transférer aux départements, la responsabilité de l'élimination des déchets des ménages**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Girod, sénateur (10 avril 1992) [n° 290 (91-92)] - Renvoi à la commission des lois - Reprise par son auteur le 5 octobre 1993.

**Défense**

Voir *Lois de finances, 2*, Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale ; Défense  
*Rapports d'information, 27 ; 34 ; 35*  
*Rapports du Gouvernement, 1*

1. - **Proposition de loi relative au désarmement unilatéral de la France**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck Sérusclat, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 22 avril 1993) [n° 271 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. - **Projet de loi relatif à la conduite des inspections menées en vertu de l'article 14 du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et du protocole sur l'inspection annexé à ce traité**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (28 avril 1993) [n° 120 (92-93)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Jean Diebold (26 mai 1993) [n° 228 (92-93)] - Discussion (3 juin 1993) - Adoption (3 juin 1993) [n° 14].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1993) [n° 338 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques Golliet (9 juin 1993) [n° 347 (92-93)] - Discussion (24 juin 1993) - Adoption (24 juin 1993) [n° 104].

PROMULGATION : Loi n° 93-893 du 6 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1993).

**Discussion (première lecture)**

(24 juin 1993) (p. 1724, 1728).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1724, 1726) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1726, 1728) : *MM. Jacques Golliet, rapporteur ; Roger Romani, ministre.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Champ d'application du projet de loi*) (p. 1726) - Adopté (p. 1727).

**Art. 2** (*Cas où l'accès à un lieu relève d'une personne privée*) - Adopté (p. 1727).

**Art. 3** (*Refus d'autorisation d'accès au site*) - Adopté (p. 1728).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1728) : *M. Jacques Habert ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

**Adoption** (24 juin 1993) (p. 1728).

**Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR)**

Voir *Lois de finances, 2*, Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire

**Démocratie**

Voir *Lois de finances, 2*, Coopération

**Départements d'outre-mer (DOM)**

Voir *Rapports d'information, 11*

**Dépenses militaires**

Voir *Lois de finances rectificatives, 2*

**Déportés et internés**

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre, 5*

**Désarmement**

Voir *Défense, 1*

**Détention provisoire**

Voir *Procédure pénale, 1*

**Détenus**

Voir *Santé, 3*

**Dettes publiques**

Voir *Lois de finances, 2*, Economie, finances et budget - Charges communes et services financiers  
*Lois de finances rectificatives, 2*

**Directives communautaires**

Voir *Agriculture, 5*  
*Assurances, 1*  
*Energie, 1*  
*Produits agricoles et alimentaires, 1*  
*Travail, 1*

**Discipline**

Voir *Magistrature, 1 ; 2*

**Discussion commune (procédure parlementaire)**

Voir *Etablissements publics, 1*

*Europe, 1*  
*Magistrature, 1 ; 2*  
*Traités et conventions, 15 ; 18 ; 19 ; 20 ; 29 ; 30*

#### **Dissuasion nucléaire**

Voir *Lois de finances, 2*, Défense

#### **Dotation de solidarité urbaine (DSU)**

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires sociales, santé et ville - II - Ville

#### **Dotation globale d'équipement (DGE)**

Voir *Lois de finances, 2*, Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation

#### **Dotation globale de fonctionnement (DGF)**

Voir *Finances locales, 3*  
*Gouvernement (déclarations), 3*  
*Lois de finances, 2*, Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur et article 62 - Administration centrale et

sécurité - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation - II - Aménagement du territoire  
*Rapports du Gouvernement, 9*

#### **Doubs (rivière)**

Voir *Traités et conventions, 2*

#### **Droit communautaire**

Voir *Marchés financiers, 1*

#### **Droit pénal**

Voir *Code pénal, 2*  
*Justice, 1*

#### **Droits de l'Homme**

1. - **Proposition de loi sur la santé de la personne humaine**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Bernard Seillier, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 22 avril 1993) [n° 276 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

## E

## Eau

Voir *Lois de finances*, 2, Environnement et article 58  
*Marchés publics*, 1  
*Rapports d'information*, 17

## Ecologie

Voir *Lois de finances*, 2, Environnement et article 58

## Economie et finances (ministère)

Voir *Lois de finances*, 2

## Education nationale

Voir *Communication audiovisuelle*, 2  
*Emploi*, 1  
*Lois de finances*, 2, Education nationale

## Elections

1. – **Proposition de loi tendant à assouplir la procédure du vote par procuration**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André Bohl, sénateur (16 décembre 1992) [n° 139 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

Rapport de M. Michel Rufin (9 juin 1993) [n° 344 (92-93)].

2. – **Proposition de loi tendant à garantir, en toute période, le caractère de libertés publiques fondamentales à l'affichage et à la diffusion d'opinion**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 11 mars 1993) [n° 234 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de loi relative à la composition des listes de candidats aux élections sénatoriales et régionales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (6 avril 1993) [n° 247 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

4. – **Proposition de loi tendant à aligner le mode d'élection des conseils régionaux sur celui des conseils municipaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Jung, sénateur (8 avril 1993) [n° 249 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

5. – **Proposition de loi tendant à simplifier le remplacement des sénateurs élus au scrutin proportionnel**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 avril 1993) [n° 257 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de loi tendant à élargir la procédure du vote par procuration**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Simonin, sénateur (2 juin 1989) [n° 349 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par son auteur le 16 octobre 1990 – Rapport de M. Michel Rufin (19 juin 1991) [n° 399 (90-91)] – Discussion (29 juin 1991) – (Voir table thématique 1991 – Elections) – Adoption (29 juin 1991) [n° 153].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi tendant à élargir en faveur des retraités la procédure du vote par procuration** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 avril 1993) [n° 19 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Suzanne Sauvaigo (28 avril 1993) [n° 119 (92-93)] – Discussion (5 mai 1993) – Adoption (5 mai 1993) [n° 1].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (6 mai 1993) [n° 297 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin (9 juin 1993) [n° 344 (92-93)] – Discussion (24 juin 1993) – Adoption (24 juin 1993) [n° 103].

PROMULGATION : Loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1993).

## Discussion (deuxième lecture)

(24 juin 1993) (p. 1714, 1728).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1714, 1718) : *MM. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Bellanger.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1718, 1723) : *MM. Jacques Bellanger, Charles de Cuttoli, Michel Rufin, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Georges Mouly, Pierre Croze, Bernard Laurent, Jacques Habert, Serge Vinçon, Philippe Marini, Pierre Laffitte.*

**Art. unique** (*Recours au vote par procuration*) – Adopté (p. 1722).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1724) : *MM. Jean Garcia, Jacques Bellanger.*

**Adoption** (24 juin 1993) (p. 1724).

7. – **Proposition de loi précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (14 mai 1993) [n° 307 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (2 juin 1993) [n° 327 (92-93)] – Discussion (17 juin 1993) – Adoption (17 juin 1993) [n° 96].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1993) [n° 358 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

## Discussion des conclusions du rapport

(17 juin 1993) (p. 1470, 1482).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1470, 1476) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Daniel Millaud, Charles Lederman, Paul Girod, Louis Boyer.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1476, 1481) : *MM. Daniel Hoeffel, ministre ; Christian Bonnet, rapporteur ; Charles Lederman, Claude Estier, Jacques Bellanger, Paul Girod.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Faculté de régularisation des comptes de campagne du candidat de bonne foi*) (p. 1476) – Adopté après modification (p. 1477).

**Art. 2** (*Sanctions*) (p. 1477) – Adopté après modification (p. 1479).

**Art. 3** (*Abrogations*) – Supprimé (p. 1479).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1481, 1482) : *MM. Charles Lederman, Jacques Bellanger, Alain Gérard.*

**Adoption** (17 juin 1993) (p. 1482).

8. – **Proposition de loi tendant à autoriser un majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 15 juillet 1993) [n° 423 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (8 décembre 1993) [n° 147 (93-94)].

9. – **Proposition de loi instituant des suppléants pour les conseillers généraux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain Lambert, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 14 septembre 1993) [n° 449 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

10. – **Proposition de loi modifiant le seuil à partir duquel les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Georges Gruillot, Jean Pourchet et Louis Souvet, sénateurs (21 octobre 1993) [n° 51 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

11. – **Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux**, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (27 octobre 1993) [n° 69 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (3 novembre 1993) [n° 75 (93-94)] – Discussion (15 novembre 1993) – Adoption (15 novembre 1993) [n° 25].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 novembre 1993) [n° 711 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Mercier (8 décembre 1993) [n° 826 (93-94)] – Discussion (13 décembre 1993) – Adoption (13 décembre 1993) [n° 104].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 93-331 DC du 13 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1994) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-44 du 18 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 19 janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(16 novembre 1993) (p. 4236, 4246).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4236, 4243) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4243, 4246) : *MM. Roger Romani, ministre ; Jean Besson.*

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE ELECTORAL

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Rétablissement du renouvellement triennal des conseils généraux*) (p. 4243) – Adopté (p. 4244).

**Art. 2** (*Abrogation de l'article L. 210-2 du code électoral*) – Adopté (p. 4244).

**Art. 3** (*Convocation des collèges électoraux par décret*) – Adopté (p. 4244).

**Art. 4** (*Coordination*) – Adopté (p. 4244).

**Art. 5** (*Elections partielles et renouvellement d'une série sortante*) – Adopté (p. 4244).

**Art. 6** (*Date des élections et convocations des collèges électoraux*) – Adopté (p. 4244).

#### TITRE II

##### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

**Art. 7** (*Coordination*) – Adopté (p. 4245).

**Art. 8** (*Renouvellement en mars 2001 du mandat des conseillers généraux de la série renouvelable en 1994*) – Adopté (p. 4245).

**Art. 9** (*Suppression de la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux*) – Adopté (p. 4245).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4245, 4246) : *MM. François Gerbaud, Guy Allouche, Louis Jung.*

**Adoption** (16 novembre 1993) (p. 4246).

12. – **Proposition de loi visant à rendre obligatoire la déclaration de candidature pour les élections municipales des communes de moins de 3 500 habitants**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe Richert, sénateur (5 novembre 1993) [n° 79 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

13. – **Proposition de loi visant à modifier les articles L. 195-18 et L. 231-8 du code électoral**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Yvon Bourges, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1993) [n° 107 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

14. – **Proposition de loi modifiant le mode de scrutin aux élections au Parlement européen afin de favoriser la représentation des régions d'outre-mer**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Rodolphe Désiré, sénateur (25 novembre 1993) [n° 122 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

15. – **Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants**, PRÉSENTE AU SENAT, par M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (22 décembre 1993) [n° 217 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

#### Electricité de France (EDF)

Voir *Energie*, 1

#### Elevage

Voir *Agriculture*, 3

*Lois de finances*, 2, Agriculture et pêche

#### Eloges funèbres

Voir *Allocutions et communications*, 24

1. – **Hommage à la mémoire de Mme Nicole de Hautecloque**, sénateur de Paris, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Edouard Balladur, Premier ministre (6 avril 1993) (p. 21, 22).

2. – **Hommage à la mémoire de M. Jean Lecanuet**, sénateur de Seine-Maritime, par M. René Monory, Président du Sénat, auquel s'associe M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale (27 avril 1993) (p. 101, 104).

3. – **Hommage à la mémoire de M. Geoffroy de Montalembert**, sénateur de Seine-Maritime, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (11 mai 1993) (p. 215, 217).

4. – **Hommage à la mémoire de M. Marc Boeuf**, sénateur de la Gironde, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (26 octobre 1993) (p. 3428, 3429).

5. – **Hommage à la mémoire de M. Jean Simonin**, sénateur de l'Essonne, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (7 décembre 1993) (p. 5709, 5710).

6. – **Hommage à la mémoire de M. André Martin**, sénateur de Seine-Maritime, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat (15 décembre 1993) (p. 6325, 6326).

#### Elus locaux

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - II - Ville

#### Emploi

Voir *Allocutions et communications*, 12

*Gouvernement (déclarations)*, 1 ; 5

*Lois de finances*, 2, Commerce et artisanat ; Travail, emploi et formation professionnelle – Affaires sociales – Services communs

*Lois de finances rectificatives, 2*  
*Politique économique et sociale, 1*  
*Rappels au règlement, 1*

1. – **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales et par M. Michel Giraud, ministre du travail (2 juin 1993) [n° 266 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Paul Fuchs (16 juin 1993) [n° 350 (92-93)] – Urgence – Discussion (21 juin 1993) – Adoption (21 juin 1993) [n° 26].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 juin 1993) [n° 375 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (30 juin 1993) [n° 397 (92-93)] – Discussion (5 juillet 1993) – Adoption (5 juillet 1993) [n° 114].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 juillet 1993) [n° 418 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Paul Fuchs (6 juillet 1993) [n° 449 (92-93)] – Discussion (9 juillet 1993) – Adoption (9 juillet 1993) [n° 53].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Louis Souvet (6 juillet 1993) [n° 405 (92-93)] – Discussion (13 juillet 1993) – Adoption (13 juillet 1993) [n° 130].

PROMULGATION : loi n° 93-953 du 27 juillet 1993 (J.O. Lois et décrets du 28 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(5 juillet 1993) (p. 2126, 2189).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2126, 2153) : MM. Michel Giraud, ministre du travail ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Bernard Seillier, Lucien Neuwirth, Jean Madelain, Franck Sérusclat, Mmes Michelle Demessine, Nelly Rodi, M. Guy Robert, Mme Marie-Madeleine Dieulangard.

Le présent projet de loi tend à engager un processus d'allègement des charges sociales des entreprises par l'exonération des cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires et à favoriser l'insertion des jeunes par le recours à la formation en alternance.

**Motion n° 1** de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau, tendant à opposer la question préalable (p. 2150) – Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Emmanuel Hamel, Louis Souvet, rapporteur ; Michel Giraud, ministre.

#### Rejet de la motion.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2153, 2189) : Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Louis Souvet, rapporteur ; Michel Giraud, ministre ; Mme Michèle Demessine, M. Jean Garcia, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Ernest Cartigny, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mme Hélène Luc, MM. Louis Minetti, Paul Blanc, Jean Chérioux, Alain Vasselle.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### ALLEGEMENT DES CHARGES SOCIALES DES ENTREPRISES

**Art. 1<sup>er</sup>** (Transfert partiel sur le budget de l'Etat des cotisations d'allocations familiales) – Adopté après modification (p. 2160).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (Rapport au Parlement) – Adopté (p. 2161).

**Art. 2** (Application de l'allègement des cotisations d'allocations familiales aux rémunérations des salariés visés à l'article 1144 du code rural) – Adopté après modification (p. 2161).

**Art. 3** (Date d'entrée en vigueur du dispositif d'allègement) – Adopté (p. 2161).

#### TITRE II

##### MESURES D'URGENCE EN FAVEUR DE L'EMPLOI

**Art. 4** (Augmentation du crédit d'impôt formation pour des

dépenses d'apprentissage) (p. 2171) – Adopté après modification (p. 2174).

**Art. 5** (Aide forfaitaire accordée à certains contrats de formation en alternance) – Adopté après modification (p. 2177).

**Art. additionnel après l'art. 5** (Assouplissement de l'accès aux contrats de qualification) – Adopté (p. 2179).

**Avant l'art. 6** (p. 2183).

**Art. additionnel** (Prorogation de l'« Exo-jeunes ») – Adopté après modification (p. 2183).

**Art. additionnel** (Dispositions accompagnant la prorogation de la mesure « exojeune ») – Adopté (p. 2183).

**Art. 6** (Institution d'une dotation financière destinée à aider les conseils régionaux à participer au développement de l'emploi) (p. 2183) – Adopté (p. 2185).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2185, 2189) : MM. Ernest Cartigny, Philippe de Gaulle, Jacques Machet, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Jean Chérioux, Mme Michèle Demessine, MM. Jacques Habert, Franck Sérusclat ; intervention de MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Michel Giraud, ministre – Budgétisation des cotisations d'allocations familiales – Projet de loi quinquennal sur l'emploi.

**Scrutin public** n° 129 (p. 2189).

**Adoption** (5 juillet 1993) (p. 2189).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(13 juillet 1993) (p. 2618, 2623).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2618, 2621) : MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Michel Giraud, ministre du travail ; Franck Sérusclat.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2621, 2622)

**Art. 1<sup>er</sup>, 2, 4, 5 à 5 quater** (p. 2621, 2622).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2622, 2623) : Mme Marie-Claude Beaudeau.

**Adoption** (13 juillet 1993) (p. 2623).

2. – **Proposition de loi tendant à prendre des mesures urgentes pour l'emploi et la croissance**, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1993) [n° 24 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi tendant à garantir l'emploi des travailleurs victimes d'une maladie prolongée**, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Michelle Demessine, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1993) [n° 27 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à réglementer les offres d'emploi et les publicités relatives à l'emploi figurant dans les journaux d'annonces gratuits**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Philippe Marini, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993 - 27 décembre 1993) [n° 224 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### Emploi des jeunes

Voir *Emploi, 1*  
*Politique économique et sociale, 1*

#### Emplois civils et militaires de l'Etat

Voir *Magistrature, 1 ; 2*

#### Employeurs

Voir *Emploi, 1*

*Politique économique et sociale, 1***Emprunts**

Voir *Epargne, 2*

1. – **Proposition de loi tendant à instituer un droit à l'emprunt en faveur des étudiants**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 23 septembre 1993) [n° 455 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

**Endettement (entreprises et particuliers)**

Voir *Créances, 1*

**Energie**

Voir *Marchés publics, 1*

1. – **Projet de loi portant transposition de la directive du Conseil n° 90-377-CEE du 29 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Gérard Longuet, ministre de l'industrie (15 avril 1993) [n° 35 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jacques Vernier (12 mai 1993) [n° 184 (92-93)] – Discussion (14 juin 1993) – Adoption (14 juin 1993) [n° 22].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1993) [n° 358 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Henri Revol (16 juin 1993) [n° 362 (92-93)] – Discussion (23 juin 1993) [n° 99].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 juin 1993) [n° 380 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jacques Vernier (30 juin 1993) [n° 405 (92-93)] – Discussion (7 juillet 1993) – Adoption (7 juillet 1993) [n° 41].

PROMULGATION : Loi n° 93-914 du 19 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 20 juillet 1993).

**Discussion (première lecture)**

(23 juin 1993) (p. 1631, 1637).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1631, 1636) : *MM. Gérard Longuet, ministre de l'industrie ; Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, Félix Leyzour.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1636, 1637) : *MM. Henri Revol, rapporteur ; Gérard Longuet, ministre.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Transmission d'informations statistiques à l'autorité administrative*) – Adopté après modification (p. 1636).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*Communication d'informations à l'autorité administrative sur les contrats d'exportation d'électricité*) – Adopté après modification (p. 1636).

**Art. 2** (*Application de dispositions législatives relatives au secret en matière de statistiques*) – Adopté (p. 1637).

**Art. 3** (*Sanctions*) – Adopté (p. 1637).

**Adoption** (23 juin 1993) (p. 1637).

**Enfance**

Voir *Fêtes légales, 1*

**Enseignants**

Voir *Lois de finances, 2*, Education nationale

**Enseignement**

Voir *Lois de finances, 2*, Culture et francophonie  
*Rappels au règlement, 54*

1. – **Proposition de loi relative à l'institution d'un Fonds de concours à l'Etat pour le maintien des postes d'instituteurs en milieu rural**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (24 juin 1992) [n° 439 (91-92)] – Renvoi à la commission des finances.

Reprise par ses auteurs le 5 octobre 1993.

**Enseignement à l'étranger**

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires étrangères ; Coopération

**Enseignement agricole**

Voir *Code rural, 1*

*Lois de finances, 2*, Agriculture et pêche

**Enseignement privé**

Voir *Lois de finances, 2*, Education nationale

*Ordre du jour du Sénat, 3*

*Rappels au règlement, 49 ; 50*

1. – **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des avantages financiers et des décharges de service d'enseignement accordés aux directeurs d'écoles publiques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe Adnot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (14 janvier 1992) [n° 234 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Reprise par ses auteurs le 5 octobre 1993.

2. – **Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 mai 1993) [n° 317 (92-93)] – Rapport de M. Joël Bourdin (16 juin 1993) [n° 367 (92-93)].

3. – **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Bruno Bourg-Broc, député (22 juin 1993) [n° 367 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Bruno Bourg-Broc (25 juin 1993) [n° 394 (92-93)] – Discussion (26 et 27 juin 1993) – Adoption (27 juin 1993) [n° 36].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 juin 1993) [n° 393 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Joël Bourdin (29 juin 1993) [n° 394 (92-93)] – Discussion (29, 30 juin et 14 décembre 1993) – Adoption (14 décembre 1993) [n° 35].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-329 DC du 13 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 15 janvier 1994) qui déclare l'article 2 de la loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales contraire à la Constitution.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 3 et l'article 4 de cette même loi ne sont pas contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-51 du 21 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 22 janvier 1994).



**Discussion (première lecture)**

(29 juin 1993) (p. 1837, 1891) ; (30 juin 1993) (p. 1907, 1941).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1837, 1869) : *MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale ; Joël Bourdin, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Marcel Lucotte, Jean-Marie Girault, Jean-Louis Carrère, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

**Demande de clôture du débat**, présentée par M. Josselin de Rohan (p. 1850) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Hélène Luc, M. Joël Bourdin, rapporteur.*

**La clôture est prononcée** (p. 1852).

**Motion n° 3** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Ivan Renar, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1853) – *MM. Ivan Renar, Joël Bourdin, rapporteur ; François Bayrou, ministre ; Franck Sérusclat.*

**Rejet de la motion** (p. 1857, scrutin public n° 113).

**Motion n° 1** de M. Claude Estier, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1857) – *MM. Jean-Luc Mélenchon, Jean-Marie Girault, Joël Bourdin, rapporteur ; François Bayrou, ministre ; Robert Pagès, Franck Sérusclat.*

**Rejet de la motion** (p. 1862, scrutin public n° 114).

**Motion n° 4** de M. Claude Estier, soutenue par M. François Autain, **tendant au renvoi à la commission** (p. 1862) – *MM. François Autain, Maurice Schumann, président de la commission.*

**Rejet de la motion** (p. 1865, scrutin public n° 115).

**Motion n° 3395** du Gouvernement, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements** n° 3128 à 3143 de M. Claude Estier, n° 3325 à n° 3394 de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 339 à n° 3122 de M. Claude Estier (p. 1865) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Joël Bourdin, rapporteur ; Robert Pagès, Gérard Delfau.*

**Adoption de la motion** (p. 1867, scrutin public n° 116).

**Demande d'irrecevabilité des amendements** n° 36 à n° 39, n° 42 à n° 48, n° 70 à n° 73, n° 82 à n° 86, n° 143 et n° 145, n° 249, n° 254, n° 256, n° 257, n° 269, n° 273, n° 275, n° 277, n° 280, n° 282, n° 283, n° 289, n° 293, n° 295, n° 296, n° 300, n° 307 à n° 312, n° 317, n° 318, n° 331 et n° 333 à n° 335 en application de l'article 41 de la Constitution, présentée par le Gouvernement (p. 1867) – *MM. François Bayrou, ministre ; Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Irrecevabilité des amendements précités** (p. 1868).

**Demande d'irrecevabilité des amendements** n° 236, n° 242, n° 258, n° 266, n° 291, n° 294, n° 297, n° 3274, n° 3276 à n° 3283, n° 3286 à n° 3302 et n° 3318 en application de l'article 40 de la Constitution, présentée par le Gouvernement (p. 1868) – *MM. François Bayrou, ministre ; Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Irrecevabilité des amendements précités** (p. 1868).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1870, 1890) (p. 1907, 1941) : *MM. Claude Estier, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Louis Carrère, Joël Bourdin, rapporteur ; François Bayrou, ministre ; Maurice Schumann, président de la commission ; Robert Pagès, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Josselin de Rohan, Mmes Hélène Luc, Françoise Seligmann, MM. Yvan Renar, Jean-Luc Mélenchon, Marcel Lucotte, François Autain, Gérard Delfau – MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Franck Sérusclat, Mme Monique ben Guiga, MM. René Régnault, Roger Chinaud, Félix Leyzour.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement*) (p. 1870) – Adopté (p. 1872 ; demande de vote unique p. 1870 et clôture du débat prononcée à la demande de M. Josselin de Rohan).

**Demande de vote unique**, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 de la Constitution, portant sur l'ensemble du texte restant en discussion, à l'exclusion de tout amendement (p. 1876).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*Conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 1876) – Clôture du débat prononcée à la demande de M. Marcel Lucotte ; renvoi de la suite de la discussion et du vote unique (p. 1941).

**Après l'art. 3** (p. 1869).

**Art. additionnel** (*Limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du premier degré*) – Adopté (p. 1869 ; priorité ordonnée p. 1868).

**Art. additionnel** (*Limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du second degré*) – Adopté (p. 1870 ; priorité ordonnée p. 1868).

**Renvoi de la suite de la discussion** (30 juin 1993) (p. 1941).

DISCUSSION DES ARTICLES (SUITE) (14 décembre 1993) (p. 6222, 6307) : *MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale ; Claude Estier, Jean-Louis Carrère, Jean-Luc Mélenchon, Michel Dreyfus-Schmidt, Joël Bourdin, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Monique ben Guiga ; MM. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, Franck Sérusclat, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Mmes Danielle Bidard-Reydet, Hélène Luc, MM. Michel Miroudot, Gérard Delfau, Ivan Renar, James Bordas, Henri Goetschy, Robert Vizet, Mme Josette Durrieu, M. Etienne Dailly, Mme Françoise Seligmann, MM. Marcel Charmant, François Autain*

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (suite) (p. 6230) – Adopté avec l'ensemble du texte (p. 6307).

**Art. 2** (*Respect des orientations du schéma prévisionnel des formations*) (p. 6260) – Adopté avec l'ensemble du texte (p. 6307).

**Art. 3** (*Garanties quant à la destination des biens subventionnés*) (p. 6269) – Adopté avec l'ensemble du texte (p. 6307).

**Art. 4** (*Aide à l'investissement privé hors contrat*) (p. 6273) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 5** (*Aide à l'investissement de l'enseignement technique privé*) (p. 6273) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 6** (*Application du nouveau régime à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) – (p. 6273) – Adopté avec l'ensemble du texte (p. 6307).

**Motion n° 3396** du Gouvernement, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements** n° 87, n° 94, n° 95, n° 96, n° 97, n° 106, n° 107, n° 108, n° 109, n° 110, n° 111, n° 113, n° 116, n° 118, n° 120, n° 122, n° 123, n° 125, n° 140, n° 142, n° 173, n° 174, n° 175, n° 177, n° 185, n° 186, n° 187, n° 188, n° 189, n° 190, n° 191, n° 210, n° 211, n° 212, n° 213, n° 220, n° 221, n° 231, n° 232, n° 234 et n° 235 portant articles additionnels après l'article 1<sup>er</sup> ; aux amendements n° 268 et n° 271 portant articles additionnels après l'article 2 ; aux amendements n° 276, n° 278, n° 279, n° 281, n° 288, n° 290, n° 292, n° 298, n° 299, n° 301, n° 302, n° 303, n° 304, n° 313, n° 314, n° 315, n° 321, n° 322, n° 323, n° 327, n° 328, n° 329, n° 330, n° 332, n° 336 et n° 337 portant articles additionnels après l'article 3 (p. 6276) – *MM. François Bayrou, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, Jean-Luc Mélenchon, Robert Vizet.*

**Adoption de la motion** (p. 6279, scrutin public n° 76).

**Seconde délibération**, ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, à la demande du Gouvernement (p. 6303).

**Demande de vote unique**, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, portant sur la seconde délibération et sur l'ensemble du texte, en retenant les deux amendements de suppression qu'il propose (p. 6303).

**Art. 3 bis** (*Limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du premier degré à 1 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants dans l'année budgétaire considérée*) (p. 6304) – Supprimé (adoption de l'amendement de suppression avec l'ensemble du texte, p. 6307).

**Art. 3 ter** (*Limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du second*

degré à 2 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants) (p. 6304) – Supprimé (adoption de l'amendement de suppression avec l'ensemble du texte, p. 6307).

**Explications sur le vote unique portant sur les articles 1 bis à 6 de la proposition de loi, puis sur le vote unique intervenant après la seconde délibération** (p. 6297, 6303) ; (p. 6304, 6307) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Ivan Renar, Jean-Louis Carrère, Jean-Luc Mélenchon, Etienne Dailly, Adrien Gouteyrou, Jacques Habert, Gérard Delfau, Marcel Lucotte, Henri Goetschy ; intervention de M. François Bayrou, ministre.*

**Scrutin public** n° 78 (p. 6307).

**Adoption** (14 décembre 1993) (p. 6307).

### Enseignement supérieur

Voir *Lois de finances, 2*

**1. – Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Jacques Barrot, député (8 juin 1993) [n° 311 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Foucher (22 juin 1993) [n° 371 (92-93)] – Discussion (24 et 25 juin 1993) – Adoption (25 juin 1993) [n° 35].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 juin 1993) [n° 391 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Camoin (1<sup>er</sup> juillet 1993) [n° 400 (92-93)] – Discussion (5 et 6 juillet 1993) – Adoption (6 juillet 1993) [n° 116].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-322 DC du 28 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 30 juillet 1993) qui déclare la loi contraire à la Constitution.

#### Discussion (première lecture)

(5 juillet 1993) (p. 2189, 2213) ; (6 juillet 1993) (p. 2225, 2243).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 2189, 2204) : *MM. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Jean-Pierre Camoin, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Edouard Le Jeune, Mmes Monique ben Guiga, Danielle Bidard-Reydet, MM. Michel Miroudot, Jean-Louis Carrère, François Autain.*

**Motion n° 1** de M. Claude Estier, soutenue par M. Jean-Louis Carrère, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 2204) – *MM. Jean-Louis Carrère, Pierre Laffitte, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; François Fillon, ministre, Philippe Marini, Jacques Machet, Etienne Dailly.*

**Rejet de la motion** (p. 2207, scrutin public n° 130).

**Motion n° 2** de Mme Hélène Luc, **tendant à opposer la question préalable** (p. 2207) – *Mme Hélène Luc, M. François Fillon, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 2209, scrutin public n° 131).

**Motion n° 3** de M. Claude Estier, soutenue par M. François Autain **tendant au renvoi à la commission** (p. 2209) – *MM. François Autain, Maurice Schumann, président de la commission ; François Fillon, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 2213, scrutin public n° 132).

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 2225, 2242) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean-Louis Carrère, Mme Monique ben Guiga, M. François Autain, Mme Françoise Seligmann, MM. Claude Estier, Jean-Pierre Camoin, rapporteur ; François Fillon, ministre ; Pierre Laffitte, Maurice Schumann, président de la commission.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Extension du système dérogatoire*) (p. 2226) – Adopté (p. 2237).

**Art. 2** (*Modalités de détermination des nouvelles dispositions*) (p. 2237) – Adopté (p. 2241).

**Art. 3** (*Rapport relatif aux expérimentations*) (p. 2241) – Adopté (p. 2242).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2242, 2243) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Michel Miroudot, Dominique Leclerc, Albert Vecten, Jacques Habert, Pierre Laffitte, Jean-Louis Carrère, Emmanuel Hamel.*

**Scrutin public** n° 133 (p. 2243).

**Adoption** (6 juillet 1993) (p. 2243).

### Enseignement technique et professionnel

Voir *Lois de finances, 2*, Education nationale

### Entreprises

Voir *Emploi, 1*

*Lois de finances, 2*, Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur.

*Lois de finances rectificatives, 1*

**1. – Proposition de loi portant modification de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (15 avril 1993) [n° 259 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

**2. – Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par MM. Jérôme Bignon, député et plusieurs de ses collègues (8 juin 1993) [n° 310 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Houillon (1<sup>er</sup> juillet 1993) [n° 411 (92-93)] – Rapport complémentaire de M. Philippe Houillon (18 novembre 1993) [n° 727 (93-94)] – Urgence – Discussion (23 et 24 novembre 1993) – Adoption (24 novembre 1993) [n° 78].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 novembre 1993) [n° 119 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

**3. – Proposition de loi visant à créer un dispositif de prévention et de règlement amiable des difficultés des entreprises**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Paul Delevoye, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 20 août 1993) [n° 442 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

**4. – Proposition de loi tendant à créer des entreprises à partenariat évolutif caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Laffitte, sénateur (5 octobre 1993) [n° 1 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

**5. – Proposition de loi tendant à faciliter la création d'entreprises innovantes en incitant fiscalement les personnes physiques à investir**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Laffitte, sénateur (5 octobre 1993) [n° 4 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

### Entreprises (Petites et moyennes) (PME)

Voir *Emploi, 1*

### Entreprises publiques

Voir *Rappels au règlement, 33*

### Environnement

Voir *Commissions d'enquête parlementaires, 3*  
*Lois de finances, 2*, Environnement et article 58  
*Rapports d'information, 1 ; 3 ; 7 ; 36*

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le code de l'urbanisme**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 11 février 1993) [n° 217 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

### Epargne

1. – **Proposition de loi tendant à permettre la création de fonds de pension**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe Marini, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 19 février 1993) [n° 222 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Philippe Marini (29 avril 1993) [n° 288 (92-93)] – Avis de M. Philippe Marini (15 juin 1993) [n° 361 (92-93)].

2. – **Proposition de loi tendant à instituer un plan d'épargne-études en faveur des étudiants**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 23 septembre 1993) [n° 456 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

### Epreuves et compétitions sportives

Voir *Sports*, 1

### Équipement (ministère)

Voir *Lois de finances*, 2  
*Lois de finances*, 2, Équipement, transports et tourisme - I – Urbanisme et services communs

### Équipements militaires

Voir *Défense*, 2

### Espace

Voir *Lois de finances*, 2, Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

### Espagne

Voir *Traités et conventions*, 29

### Établissements pénitentiaires

Voir *Lois de finances*, 2, Justice

### Établissements publics

Voir *Traités et conventions*, 20

1. – **Projet de loi portant approbation d'un quatrième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'État et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 2 septembre 1993) [n° 445 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Joseph Ostermann (14 octobre 1993) [n° 32 (93-94)] – Discussion (22 octobre 1993) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 444 (92-93) – Traités et conventions 20) – Adoption (22 octobre 1993) [n° 20].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 octobre 1993) [n° 650 (93-94)] – Renvoi

à la commission de la production – Rapport de M. Germain Gengenwin (17 novembre 1993) [n° 715 (93-94)] – Discussion (22 novembre 1993) – Adoption (22 novembre 1993) [n° 75].

PROMULGATION : Loi n° 93-1283 du 6 décembre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 7 décembre 1993).

### Discussion (première lecture)

(22 octobre 1993) (p. 3400, 3403).

I – DISCUSSION GENERALE (commune avec celle du projet de loi n° 444 (92-93) – Traités et conventions 20) (p. 3400, 3402) : *Mme Lucette Michaux Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Joseph Ostermann, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3403)

**Article unique** (*Approbation de l'avenant à la convention*) (p. 3403).

**Adoption** (22 octobre 1993) (p. 3403).

### Etats-Unis

Voir *Rapports d'information*, 12

### Etrangers

Voir *Etrangers*, 1

*Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - II – Ville  
*Ordre public*, 1

1. – **Proposition de loi tendant à prohiber les mariages de complaisance avec des ressortissants étrangers en situation irrégulière**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 22 avril 1993) [n° 274 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (2 juin 1993) [n° 267 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Philibert (10 juin 1993) [n° 326 (92-93)] – Urgence – Discussion (15, 16, 17 et 18 juin 1993) – Adoption (18 juin 1993) [n° 25].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1993) [n° 374 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Paul Masson (1<sup>er</sup> juillet 1993) [n° 399 (92-93)] – Avis de Mme Hélène Missoffe (30 juin 1993) [n° 398 (92-93)] – Discussion (6, 7, 8 et 9 juillet 1993) – Adoption (9 juillet 1993) [n° 120].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 juillet 1993) [n° 460 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (Assemblée nationale) : rapport de M. Jean-Pierre Philibert (10 juillet 1993) [n° 461 (92-93)] – Discussion (13 juillet 1993) – Adoption (13 juillet 1993) [n° 57].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (Sénat) : rapport de M. Paul Masson (10 juillet 1993) [n° 420 (92-93)] – Discussion (13 juillet 1993) – Adoption (13 juillet 1993) [n° 128].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL – Décision n° 93-325 DC du 13 août 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 18 août 1993) qui déclare :

Art. 1<sup>er</sup>. – Sont contraires à la Constitution :

– le II de l'article 14 ;

– à l'article 23, les mots : « Les étrangers séjournant en France sous le couvert d'un titre de séjour portant la mention « étudiant » ne peuvent bénéficier du regroupement familial », et les mots :

« lorsque le mariage entre un étranger résidant en France et son conjoint qui a été admis au séjour comme membre de la famille a été dissous ou annulé au terme d'une procédure juridique, cet étranger ne peut faire venir auprès de lui un nouveau conjoint au titre du regroupement familial qu'après un délai de deux ans à compter de la dissolution ou de l'annulation du mariage » ;

– à l'article 24, au dernier alinéa de l'article 31 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945, les mots : « pour l'un des motifs visés au 2° à 4° du présent article » ;

– le III de l'article 27 ;

– au III de l'article 31, l'article 175-2 du code civil ;

– les I, II et IV de l'article 34 ;

– à l'article 45, le dernier alinéa ;

– l'article 46.

PROMULGATION : loi n° 93-1027 du 24 août 1993 (J.O. Lois et décrets du 29 août 1993).

#### Discussion (première lecture)

(6 juillet 1993) (p. 2244, 2266) ; (7 juillet 1993) (p. 2274, 2285 ; 2286, 2291 ; 2297, 2324 ; 2336, 2346) ; (8 juillet 1993) (p. 2367, 2401 ; 2404, 2422) ; (9 juillet 1993) (p. 2431, 2448 ; 2449, 2477).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2244, 2266) ; (p. 2274 ; 2284) : MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; MM. Jacques Larcher, Xavier de Villepin, Mme Françoise Seligmann, MM. Charles Lederman, Christian Bonnet, Ernest Cartigny, Yves Guéna – MM. André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, Georges Gruillot.

**Motion n° 1** de M. Claude Estier, soutenue par M. Guy Penne, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 2286) – MM. Guy Penne, Pierre Laffitte, Paul Masson, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre.

**Rejet de la motion** (p. 2289, scrutin public n° 134).

**Motion n° 2** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Félix Leyzour, tendant à opposer la question préalable (p. 2289) – MM. Félix Leyzour, Emmanuel Hamel, Paul Masson, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre.

**Rejet de la motion** (p. 2292, scrutin public n° 135).

**Motion n° 54** de M. Claude Estier, soutenue par Mme Monique ben Guiga, tendant au renvoi à la commission (p. 2298) – Mme Monique ben Guiga, MM. Paul Masson, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre.

**Rejet de la motion** (p. 2302, scrutin public n° 136).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2286, 2291 ; 2297, 2324 ; 2336, 2346) ; (p. 2367, 2401 ; 2404, 2422) ; (p. 2431, 2448 ; 2449, 2471) : MM. Claude Estier, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Paul Masson, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Robert Vizet, Guy Penne, Michel Caldaguès, François Collet, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Alain Vasselle, Mme Hélène ben Guiga – MM. Robert Pagès, Charles Metzinger, Etienne Dailly, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Mme Françoise Seligmann, MM. Bernard Guyomard, Claude Huriet, Albert Vecten, Jean Chérioux.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### DISPOSITIONS MODIFIANT L'ORDONNANCE N° 45-2658 DU 2 NOVEMBRE 1945 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ÉTRANGERS EN FRANCE

**Art. 1<sup>er</sup>** (Exécution d'office de la décision de refus d'entrée) (p. 2302) – Adopté (p. 2304).

**Art. 2** (Exécution d'office de la décision de refus d'entrée en application de la convention de Schengen) – Adopté (p. 2305).

**Art. 2 bis** (Certificat d'hébergement) (p. 2306) – Adopté après modification (p. 2312).

**Art. 3** (Effets de la délivrance d'un titre de séjour provisoire) (p. 2312) – Adopté (p. 2313).

**Art. 4** (Contrôle des titres de circulation et de séjour des étrangers) (p. 2313) – Adopté après modification (p. 2324).

**Art. 5** (Documents de circulation des mineurs) (p. 2336) – Adopté (p. 2337).

**Art. 6** (Délivrance de la carte de séjour temporaire à l'étranger mineur) (p. 2337) – Adopté après modification (p. 2341).

**Art. 7** (Délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 2341) – Adopté après modification (p. 2346).

**Demande de vote unique**, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42 alinéa 7 du Règlement, portant sur les articles 8 à 42 du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration dans la rédaction de l'Assemblée Nationale, modifiés par les amendements n°s 22 à 25, 146, 26 à 29, 181, 30, 182, 31, 183, 184, 32, 33, 185, 38, 104, 39, 40, 41, 42, 44, 46 à 48, 186, 3, 176, 5, 6, 177, 7, 187, 8, 9, 122, 10, 11, 12, 167 – et les sous-amendements n°s 189 et 190 – 49, 50, 15, 53, 188, 192 et 193, à l'exclusion de tout autre amendement.

**Art. 8** (Impossibilité de délivrer la carte de résident à l'étranger polygame et à son conjoint) (p. 2369) – Adopté (p. 2471).

**Art. 9** (Retrait et refus de renouvellement de la carte de résident) (p. 2371) – Adopté (p. 2471).

**Art. 10** (Suppression de la commission départementale du séjour des étrangers) (p. 2372) – Adopté (p. 2471).

**Art. 10 bis** (Amende applicable à l'entreprise de transport routier qui a conduit en France un étranger en situation irrégulière) (p. 2374) – Adopté (p. 2471).

**Art. 11** (Catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour violation des conditions d'entrée et de séjour des étrangers) (p. 2375) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 12** (Reconduite à la frontière) (p. 2378) – Adopté (p. 2471).

**Art. 13 à 16** (Expulsion) (p. 2381) – Adopté (p. 2471).

**Art. 17** (Détermination du pays de destination de l'étranger expulsé ou reconduit à la frontière) (p. 2391) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 18** (Cas de l'étranger qui ne peut gagner aucun pays) (p. 2393) – Adopté (p. 2471).

**Art. 19** (Demande de relèvement ou d'abrogation d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière) (p. 2395) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 20** (Coordination) (p. 2396) – Adopté (p. 2471).

**Art. 21** (Regroupement familial) (p. 2396) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 22** (Demandeurs d'asile) (p. 2410) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 23** (Remise de l'étranger à un état membre de la CEE) (p. 2416) – Adopté (p. 2471).

**Art. 24** (Légalisation des actes d'état civil étrangers) (p. 2416) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 25** (Rétenion administrative) (p. 2418) – (p. 2471).

**Art. 25 bis** (Obligation de rapatriement de l'étranger en situation irrégulière par l'entreprise de transport ferroviaire qui l'a acheminé) (p. 2421) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 25 ter** (Coordination) (p. 2422) – Adopté (p. 2471).

**Art. 26** (Visa de sortie) (p. 2431) – Adopté (p. 2471).

**Art. 27** (Dispositions transitoires) (p. 2432) – Adopté après modification (p. 2471).

#### TITRE II

##### DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE CIVIL

**Art. 28** (Mariages de complaisance) (p. 2433) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 28 bis** (*Mariages de complaisance*) (p. 2438) – Adopté (p. 2471).

## TITRE III

## DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE PENAL ET LE CODE DE PROCEDURE PENALE

**Art. 29** (*Catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français dans le nouveau code pénal*) (p. 2439) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 30** (*Rétention judiciaire*) (p. 2442) – Adopté après modification (p. 2471).

## TITRE IV

## DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA SANTE PUBLIQUE, LE CODE DE LA SECURITE SOCIALE, LE CODE RURAL, LE CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION ET LE CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

**Art. 31** (*Catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour trafic de stupéfiants*) (p. 2447) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 32** (*Dispositions modifiant le code de la sécurité sociale*) (p. 2449) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 33** (*Dispositions modifiant le code rural*) (p. 2460) – Adopté (p. 2471).

**Art. 34** (*Dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2460) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. additionnel après l'art. 34** (p. 2462) (*Dépôt d'un rapport présentant une évaluation des dépenses supplémentaires engagées par l'Etat, les départements et les établissements de santé*) (p. 2462) – Adopté (p. 2471).

**Art. 35** (*Dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation*) (p. 2463) – Adopté (p. 2471).

**Art. additionnel avant l'art. 36 A** (p. 2463) (*Dépôt d'un rapport au Parlement faisant le bilan de la lutte contre le travail clandestin*) (p. 2463) – Adopté après modification (p. 2471).

## TITRE V

## DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL ET LA LOI N° 73-548 DU 27 JUIN 1973 RELATIVE A L'HEBERGEMENT COLLECTIF

**Art. 36 A** (*Dispositions modifiant le code du travail*) (p. 2465) – Adopté (p. 2471).

**Art. 36 B** (*Abrogation*) – Adopté (p. 2471).

**Art. 36 et 37** (*Catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour infraction aux législations sur le travail clandestin et sur l'hébergement collectif*) (p. 2465) – Adopté après modification (p. 2471).

## TITRE VI

## DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 52-893 DU 25 JUILLET 1952 PORTANT CREATION D'UN OFFICE FRANCAIS DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES

**Art. 38** (*Compétence de l'OFPPA*) (p. 2467) – Adopté (p. 2471).

**Art. 39** (*Compétence de la commission des recours*) (p. 2467) – Adopté (p. 2471).

## TITRE VII

## DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 40** (*Application outre-mer*) (p. 2468) – Adopté (p. 2471).

**Art. 41** (*Dispositions diverses*) (p. 2468) – Adopté après modification (p. 2471).

**Art. 42** (*Coordination nécessitée par l'entrée en vigueur du nouveau code pénal*) (p. 2469) – Adopté (p. 2471).

**Art. additionnel après l'art. 42** (p. 2469) (*Coordination*) (p. 2469) – Adopté après modification (p. 2471).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2501, 2502) : *MM. Christian Bonnet, Lucien Lanier, Mme Françoise Seligmann, MM. Ernest Cartigny, Bernard Guyomard, Mme Paulette Brisepierre, MM. Jacques Habert, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Charles Pasqua, ministre.*

**Scrutin public** n° 140 (p. 2502).

**Adoption** (9 juillet 1993) (p. 2477).

## Discussion (commission mixte paritaire)

(13 juillet 1993) (p. 2595, 2611).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2595, 2600) : *MM. Paul Masson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Robert Vizet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2600, 2609) : *MM. Roger Romani, ministre ; Paul Masson, rapporteur.*

**Demande de vote unique**, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 de la Constitution et de l'article 42 du règlement, **portant sur les conclusions de la CMP**, modifiées par les amendements du Gouvernement (p. 2600).

**Art. 2 bis, 4, 6, 7, 11, 15, 17, 19 et 21** (p. 2600, 2602).

**Art. 22** (p. 2602).

ART. 31, 31 BIS ET TER, 32 ET 32 BIS DE L'ORDONNANCE DU 2 NOVEMBRE 1945 – Modifiés par amendements du Gouvernement adopté lors du vote unique (p. 2611).

**Art. 24 et 25 bis** (p. 2604).

**Art. 25 ter** (p. 2604) – Supprimé par amendements du Gouvernement adoptés lors du vote unique (p. 2611).

**Art. 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34 et 34 bis** (p. 2605, 2607).

**Art. 36 AA** (p. 2607) – Supprimé par la CMP.

**Art. 36 et 37** (p. 2608).

**Art. 38 et 39** (p. 2608) – Modifiés par amendements du Gouvernement adoptés lors du vote unique (p. 2611).

**Art. 41, 43 et 44** (p. 2609).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2609, 2611) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Philippe de Bourgoing ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

**Scrutin public** n° 147 (p. 2611).

**Adoption** (13 juillet 1993) (p. 2611).

3. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 23 septembre 1993) [n° 453 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (7 octobre 1993) n° 19 (93-94) – Urgence – Discussion (12 octobre 1993) – Adoption (12 octobre 1993) n° [5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 octobre 1993) [n° 597 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Philibert (10 novembre 1993) [n° 693 (93-94)] – Discussion (25 novembre 1993) – Adoption (25 novembre 1993) [n° 81].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 novembre 1993) [n° 125 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Philibert (9 décembre 1993) [n° 832 (93-94)] – Discussion (13 décembre 1993) – Adoption (13 décembre 1993) [n° 105].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Masson (9 décembre 1993) [n° 161 (93-94)] – Discussion (15 décembre 1993) – Adoption (15 décembre 1993) [n° 36].

PROMULGATION : loi n° 93-1417 du 30 décembre 1993 (J.O. Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(12 octobre 1993) (p. 2877, 2912).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2877, 2892) : *MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Hubert Durand-Chastel, Xavier de Villepin, Guy Allouche, Christian Bonnet, Emmanuel Hamel.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2893, 2911) : *MM. Charles Lederman, Robert Pagès, Paul Masson, rapporteur ; Charles Pasqua, ministre ; Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (Reconduite à la frontière) (p. 2895) – Adopté (p. 2896).

**Art. 2** (Rétention administrative) (p. 2896) – Adopté (p. 2901).

**Art. 3** (Mariages de complaisance) (p. 2901) – Adopté (p. 2905).

**Art. 4** (Rétention judiciaire) (p. 2905) – Adopté (p. 2911).

**Art. 5** (Droit de la nationalité) – Adopté (p. 2911).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2911, 2912) : *M. Guy Allouche ; Mme Paulette Briseperre, MM. Charles Lederman, Jacques Habert, Jacques Machet, Christian Bonnet.*

**Scrutin public** n° 3 (p. 2912).

**Adoption** (12 octobre 1993) (p. 2912).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(15 décembre 1993) (p. 6326, 6333).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6326, 6330) : *MM. Paul Masson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6330, 6333)

**Art. 1<sup>er</sup> bis, ter, quater, quinquies, sexies, septies 3, 4, 6 et 7** (p. 6330, 6333).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6333) : *Mme Françoise Seligmann, M. Bernard Laurent.*

**Adoption** (15 décembre 1993) (p. 6333).

4. – **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. François Mitterrand, Président de la République, par M. Edouard Balladur, Premier ministre et par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (21 octobre 1993) [n° 645 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Philibert (21 octobre 1993) [n° 646 (93-94)] – Discussion (27 octobre et 2 novembre 1993) – Adoption (2 novembre 1993) [n° 64].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 novembre 1993) [n° 73 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (3 novembre 1993) [n° 74 (93-94)] – Discussion (16 novembre 1993) – Adoption (16 novembre 1993) [n° 26] – **Adoption définitive en Congrès du Parlement** (19 novembre 1993).

PROMULGATION : loi n° 93-1256 du 25 novembre 1993 (J.O. Lois et décrets du 26 novembre 1993).

#### Discussion (première lecture)

(16 novembre 1993) (p. 4254, 4298).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4254, 4283) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jacques-Richard Delong, Charles Lederman, Pierre Fauchon, Jean-Luc Mélenchon, Philippe de Bourgoing, Mme Françoise Seligmann, MM. Michel Charasse, Etienne Dailly.*

**Motion n° 3** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès, **tendant à opposer la question préalable** (p. 4277) – *MM. Robert Pagès, Paul Masson, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 4280 ; scrutin public n° 42).

**Motion n° 5** de M. Claude Estier, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, **tendant au renvoi à la commission** (p. 4280) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission, Pierre Méhaignerie, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 4283).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4283, 4298) : *MM. Claude Estier, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, Paul Masson, rapporteur ; Jean-Luc Mélenchon.*

**Art. unique** (Autorisation constitutionnelle de conclure des engagements internationaux en matière d'asile et consécration constitutionnelle du droit d'asile) (p. 4283) – Adopté (p. 4290).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4296, 4298) : *MM. Yves Guéna, Robert Pagès, Etienne Dailly, Jacques Habert, intervention de M. Pierre Méhaignerie, ministre.*

**Scrutin public** de droit n° 43 (p. 4298).

**Adoption définitive en Congrès du Parlement** (16 novembre 1993) (p. 4298) – voir *in fine*.

#### Etudiants

Voir *Emprunts*, 1  
*Epargne*, 2

#### Europe

Voir *Rapports d'information*, 5 ; 6 ; 31 ; 46  
*Traités et conventions*, 15

1. – **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes (2 juin 1993) [n° 334 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Lucien Lanier (20 décembre 1993) [n° 43 (93-94)] – Discussion (22 octobre 1993) – Adoption (22 octobre 1993) [n° 17].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 octobre 1993) [n° 654 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Dominique Paille (18 novembre 1993) [n° 751 (93-94)] – Discussion (22 novembre 1993) – Adoption (22 novembre 1993) [n° 72].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen et du traité sur l'Union européenne** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 novembre 1993) [n° 111 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Lucien Lanier (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 133 (93-94)] – Discussion (18 décembre 1993) – Adoption (18 décembre 1993) [n° 47].

PROMULGATION : loi n° 93-1420 du 31 décembre 1993 (JO Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(22 octobre 1993) (p. 3383, 3397).

I – DISCUSSION GENERALE (commune avec celle du projet de loi n° 333 (92-93) – Traités et conventions 13) (p. 3383, 3392) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Jacques Genton, rapporteur de la commission des*

*affaires étrangères ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; André Rouvière, Jean Garcia.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3393, 3397) : *MM. Lucien Lanier, rapporteur ; Alain Lamassoure, ministre ; Daniel Millaud.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Extension aux Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen de dispositions applicables aux États membres de la CEE*) (p. 3393) – Adopté après modification (p. 3394).

**Art. 2** (*Extension à l'Espace économique européen de dispositions applicables à la CEE*) – Adopté après modification (p. 3394).

**Art. 3** (*Activités médicales et paramédicales*) – Adopté (p. 3394).

**Art. 4** (*Accès aux professions de médecins et d'infirmiers*) – Adopté (p. 3394).

**Art. 5** (*Brevets*) (p. 3394) – Adopté après modification (p. 3395).

**Art. 6** (*Accès à la profession d'avocat*) – Adopté (p. 3395).

**Art. 7** (*Etablissements de crédits*) – Adopté (p. 3395).

**Art. 8** (*Entreprises d'assurances*) – Supprimé (p. 3395).

**Art. 9** (*Compétences des tribunaux administratifs en cas de manquement d'obligation concernant les marchés publics*) – Adopté (p. 3396).

**Art. 10** (*Non-application de la loi à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3396) – Adopté (p. 3397).

**Art. 11** (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 3397).

**Adoption** (22 octobre 1993) (p. 3397).

#### Discussion (deuxième lecture)

(18 décembre 1993) (p. 6628, 6631).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6628, 6630) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; François Collet, en remplacement de M. Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6630, 6631) : *M. Alain Lamassoure, ministre.*

**Art. 1<sup>er</sup>, 11 et 12** – Adoptés (p. 6630).

**Adoption** (18 décembre 1993) (p. 6631).

#### Europe de l'Est

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires étrangères

#### Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Banques et établissements financiers, 1*

*Code pénal, 1 ; 2*

*Communication audiovisuelle, 2*

*Enseignement privé, 3*

*Enseignement supérieur, 1*

*Etrangers, 2*

*Lois de finances rectificatives, 1*

*Nationalité française, 1*

*Ordre public, 1*

*Politique économique et sociale, 1*

*Privatisations, 1*

*Rappels au règlement, 39*

#### Exploitants agricoles

1. – **Proposition de loi sur les retraites des exploitants agricoles**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roland Courteau, sénateur (14 octobre 1993) [n° 36 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### Exploitations agricoles

Voir *Lois de finances, 2*, Agriculture et pêche ; Prestations sociales agricoles - Budget annexe

#### Exportations

Voir *Lois de finances, 2*, Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

#### Expropriation

Voir *Sports, 2*

## F

**Famille**

Voir *Etrangers*, 2

**Femme (droits)**

Voir *Rapports du Gouvernement*, 2

**Fêtes légales**

1. – **Proposition de loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 28 juillet 1993) [n° 436 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

**Finances locales**

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur et aménagement du territoire - I – Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation - II – Aménagement du territoire

1. – **Proposition de loi portant diverses mesures prioritaires en matière de finances départementales et locales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Girod, sénateur (15 avril 1993) [n° 261 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi tendant à la décentralisation de la péréquation financière entre les collectivités locales pour un meilleur aménagement du territoire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Girod (13 juillet 1993) [n° 422 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et par M. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire (14 octobre 1993) [n° 38 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (21 octobre 1993) [n° 50 (93-94)] – Avis de M. André Bohl (20 octobre 1993) [n° 45 (93-94)] – Discussion (27, 28 octobre 1993) – Adoption (28 octobre 1993) [n° 22].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 novembre 1993) [n° 662 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (25 novembre 1993) [n° 764 (93-94)] – Discussion (1<sup>er</sup> et 2 décembre 1993) – Adoption (2 décembre 1993) [n° 88].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (3 décembre 1993) [n° 142 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Girod (8 décembre 1993) [n° 151 (93-94)] – Discussion (15 décembre 1993) – Adoption (15 décembre 1993) [n° 39] –.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1993) [n° 857 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Arnaud Cazin d'Honinchtun (17 décembre 1993) [n° 863 (93-94)] – Discussion (20 et 21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 123].

PROMULGATION : Loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 (*JO* Lois et décrets du 4 janvier 1994).

**Discussion (première lecture)**

(27 octobre 1993) (p. 3517, 3563); (28 octobre 1993) (p. 3571, 3646).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3517, 3563) : MM. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Paul Girod, rapporteur de la commission des finances ; René Régnauld, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; André Bohl, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jean François-Poncet ; Jean-Pierre Fourcade, Joël Bourdin, Jean-Paul Delevoe, Robert Vizet, François Delga, Jacques Machet, Michel Sergent, Jean-Marie Girault, Adrien Gouteyron, Jean Huchon, Mme Josette Durrieu, MM. Pierre Lagourgue, Michel Moreigne, André Diligent, Raymond Courrière.

**Motion n° 26** de M. René Régnauld, tendant à opposer la question préalable (p. 3571) – MM. René Régnauld, Paul Girod, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre ; Robert Vizet.

**Rejet de la motion** (p. 3576 ; scrutin public n° 14).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3576, 3643) : MM. Jean-Paul Delevoe, Alain Vasselle, Paul Girod, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre ; René Régnauld, Robert Vizet, Joël Bourdin, Louis Perrein, Jacques Machet, Mmes Paulette Fost, Josette Durrieu, MM. Christian Bonnet, Georges Mouly, Pierre Lagourgue, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Bernard Laurent, Jean-Marie Girault, André Diligent, François Lesein, François Trucy, Henri Bangou, Daniel Millaud, Michel Moreigne, Philippe de Gaulle.

TITRE I<sup>er</sup>DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT  
DES COMMUNES ET DE CERTAINS  
DE LEURS GROUPEMENTSChapitre I<sup>er</sup>

## Dispositions générales

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Composition de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 3577) – Adopté après modification (p. 3579).

**Art. 2** (*Suppression de la référence de la dotation de base à la dotation globale de fonctionnement dans une division du code des communes*) (p. 3579) – Adopté (p. 3581).

**Art. 3** (*Modalités d'évaluation de la population des communes bénéficiaires de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 3581) – Adopté (p. 3582).

**Art. 4** (*Suppression de la référence à la dotation de péréquation de la dotation globale de fonctionnement dans une division du code des communes*) – Adopté (p. 3586).

**Art. 5** (*Assiette de la taxe d'habitation prise en compte pour le calcul de l'effort fiscal*) (p. 3586) – Adopté (p. 3587).

**Art. 6** (*La dotation forfaitaire*) (p. 3588) – Adopté après modification (p. 3594).

**Art. 7** (*Suppression des références à la dotation de compensation et aux concours particuliers dans les sections du code des communes et créations d'une sous-section intitulée dotation d'aménagement*) (p. 3594) – Adopté (p. 3595).

**Art. 8** (*La dotation d'aménagement*) (p. 3597) – Adopté après modification (p. 3598).

**Art. 9** (*La dotation des groupements de communes dotés d'une fiscalité propre*) (p. 3598) – Adopté après modification (p. 3604).

**Art. 10** (*Répartition de la dotation de péréquation d'un groupement de communes dissous*) – Adopté après modification (p. 3604).

**Art. 11** (*La dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) (p. 3604) – Adopté après modification (p. 3627).

**Art. 12** (*Modifications de la numérotation de la sous-section intitulée « dispositions communes aux diverses sortes d'attribution »*) – Adopté (p. 3627).

**Art. 13** (*Les dotations « permanents syndicaux » et « frais de fonctionnement du comité des finances locales »*) – Adopté (p. 3627).

**Art. 14** (*Modalités de versement de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 3628) – Adopté (p. 3629).



**Art. 15** (*Suppression de la garantie minimale de progression*) – Adopté (p. 3629).

**Art. 16** (*Nouvelle insertion de la sous-section intitulée « comité des finances locales »*) – Adopté (p. 3630).

**Art. 17** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement par le comité des finances locales*) (p. 3629) – Adopté (p. 3630).

**Art. 18** (*Suppression d'une sous-section*) – Adopté (p. 3630).

## Chapitre II

### Dispositions particulières relatives aux communes des départements d'outre-mer, des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon

**Art. 19** (*Application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions des titres I<sup>er</sup> à V du Livre VII du code des communes*) – Adopté (p. 3630).

**Art. 20** (*Application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement*) (p. 3630) – Adopté après modification (p. 3631).

**Art. 21 à 23** (*Abrogation de dispositions obsolètes – dispositions relatives à Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adoptés (p. 3631).

**Art. 24** (*Modalités d'attribution et de répartition de la dotation globale de fonctionnement pour les communes des territoires d'outre-mer*) (p. 3632) – Adopté (p. 3633).

## TITRE II

### DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS

**Art. 25** (*Taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des départements en 1994*) (p. 3633) – Adopté après modification (p. 3635).

**Art. 26** (*Affectation des ressources de la dotation particulière de la solidarité urbaine à la péréquation et à la solidarité financière entre les départements*) (p. 3635) – Adopté après modification (p. 3637).

## TITRE III

### DE LA DOTATION DE DEVELOPPEMENT RURAL

**Art. 27** (*La dotation de développement rural*) (p. 3639) – Adopté après modification (p. 3641).

**Art. 28** (*Communes non-éligibles à la fraction « bourgs-centres » de la dotation de solidarité rurale bénéficiaires d'une attribution au titre de la deuxième part de la dotation de développement rural en 1993*) (p. 3641) – Adopté après modification (p. 3642).

## TITRE IV

### DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 29** (*Le fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France*) – Adopté après modification (p. 3642).

**Art. 30** (*Modalités de répartition des dotations « permanents syndicaux » et « frais de fonctionnement du comité des finances locales »*) – Adopté (p. 3642).

**Art. 31** (*Rapport au Parlement sur l'application des dispositions de la loi*) (p. 3642) – Adopté après modification (p. 3643).

**Art. 32** (*Décrets en Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 3643).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3643, 3646) : MM. Emmanuel Hamel, Joël Bourdin, Robert Vizet, René Régnault, Jacques Habert ; interventions de MM. Paul Girod, rapporteur et Daniel Hoeffel, ministre.

**Scrutin public** n° 16 (p. 3646).

**Adoption** (28 octobre 1993) (p. 3646).

### Discussion (deuxième lecture)

(15 décembre 1993) (p. 6356, 6388).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6356, 6358) : MM. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Paul

Girod, rapporteur de la commission des finances ; Robert Vizet, René Régnault.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6359, 6386) : MM. Robert Vizet, Paul Girod, rapporteur ; Daniel Hoeffel, ministre délégué ; René Régnault, Christian Bonnet, Louis Althapé, Robert Pagès, Alain Vasselle, André Diligent, Michel Moreigne.

**Art. 3** – Adopté (p. 6359).

**Art. 4 et 5** – Adoptés (p. 6360).

**Art. 6** (p. 6360) – Adopté après modification (p. 6363).

**Art. 8** (p. 6363) – Adopté (p. 6364).

**Art. 9** (p. 6364) – Adopté (p. 6366).

**Art. 9 bis** (*Coefficient d'intégration fiscale pour la première année d'application de la loi*) (p. 6366) – Adopté après modification (p. 6367).

**Art. 11** (p. 6367).

ART. L. 234-12 DU CODE DES COMMUNES (*Dotation de solidarité urbaine*) (p. 6369) – Adopté après modification (p. 6375).

ART. L. 234-13 DU CODE PRECITE (*Dotation de solidarité rurale*) (p. 6375) – Adopté après modification (p. 6380).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 6380).

**Art. 14, 21, 24 et 24 bis** (*Majoration de la dotation forfaitaire attribuée aux communes des départements et territoires d'Outre-Mer et des collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adoptés (p. 6380).

**Art. 25** – Adopté après modification (p. 6381).

**Art. 26** – Adopté (p. 6381).

**Art. 26 bis et 26 ter** (*Aménagements et abrogations à la loi du 29 novembre 1985*) Adoptés (p. 6382).

**Art. 27** (p. 6382) – Adopté après modification (p. 6386).

**Art. 30 bis** (*Modification pour coordination de l'article 38 de la loi du 29 novembre 1985*) – **Art. 30 ter** (*Modification pour coordination de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation*) – **Art. 30 quater** (*Situation des districts ayant renoncé à percevoir les quatre impôts communaux directs*) et **31** – Adoptés (p. 6386).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6386, 6387) : MM. René Régnault, Robert Vizet, Jacques Machet, Paul Masson, Christian Bonnet, Etienne Dailly ; interventions de MM. Daniel Hoeffel, ministre délégué et Paul Girod, rapporteur.

**Adoption** (15 décembre 1993) (p. 6387).

## Finances publiques

Voir *Lois de finances rectificatives*, 2  
*Rapports d'information*, 10

## Fiscalité

Voir *Agriculture*, 6  
*Entreprises*, 5  
*Lois de finances rectificatives*, 1  
*Parlement*, 4  
*Traités et conventions*, 22 ; 23 ; 26 ; 27 ; 31 ; 32

1. – **Proposition de loi tendant à prendre des mesures fiscales en faveur de la prévention de la pauvreté**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 28 juillet 1993) [n° 433 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

## Fiscalité locale

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur et aménagement du territoire - II – Aménagement du territoire

**Fonction publique**

Voir *Lois de finances, 2*  
*Rapports du Gouvernement, 2 ; 6.*

**Fonction publique territoriale**

Voir *Fonctionnaires et agents publics, 1*  
*Lois de finances, 2, Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation*

**Fonctionnaires et agents publics**

Voir *Lois de finances, 2, Services du Premier ministre - I - Services généraux - Fonction publique*  
*Traités et conventions, 9*

1. - **Proposition de loi modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Jean Puech et Albert Vecten, sénateurs (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 13 mars 1993) [n° 235 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées**, PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. André Rossinot, ministre de la fonction publique (27 octobre 1993) [n° 656 (93-94)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean Rosselot (25 novembre 1993) [n° 766 (93-94)] - Discussion (13 décembre 1993) - Adoption (13 décembre 1993) [n° 102].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (13 décembre 1993) [n° 174 (93-94)] - Renvoi à la commission des lois.

**Fonds européen d'investissement (FEI)**

Voir *Communautés européennes, 1*  
*Traités et conventions, 35*

**Fonds monétaire international (FMI)**

Voir *Lois de finances, 2, Coopération*

**Fonds national pour le développement du sport (FNDS)**

Voir *Lois de finances, 2, Jeunesse et sports*

**Forces conventionnelles**

Voir *Défense, 2*

**Forêts**

Voir *Lois de finances, 2, Agriculture et pêche*  
*Rapports du Gouvernement, 4*

1. - **Proposition de loi visant à restaurer les ressources du Fonds forestier national**, PRÉSENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Delong, sénateur (6 octobre 1993) [n° 7 (93-94)] - Renvoi à la commission des finances.

**Formation en alternance**

Voir *Emploi, 1*  
*Politique économique et sociale, 1*

**Formation professionnelle**

Voir *Emploi, 1*  
*Lois de finances, 2, Education nationale ; Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales - Services communs*  
*Politique économique et sociale, 1*

**Franç CFA**

Voir *Lois de finances, 2, Coopération*

**Français de l'étranger**

Voir *Lois de finances, 2, Affaires étrangères ; Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé ; Culture et francophonie ; Justice*  
*Nationalité française, 1*

**France Télécom**

Voir *Lois de finances, 2*

**Francophonie**

Voir *Lois de finances, 2, Culture et francophonie*

**Frontières**

Voir *Rapports du Gouvernement, 7*

## G

**Garde à vue**

Voir *Code pénal*, 2  
*Procédure pénale*, 1

**GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)**

Voir *Commissions d'enquête parlementaires*, 2  
*Gouvernement (déclarations)*, 5  
*Lois de finances*, 2, Agriculture et pêche ; Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur  
*Lois de finances*, 2, Affaires étrangères  
*Rappels au règlement*, 32 ; 48  
*Rapports d'information*, 12

**Gaz de France (GDF)**

Voir *Energie*, 1

**Gendarmerie nationale**

Voir *Lois de finances*, 2, Défense  
*Rapports d'information*, 34

**Gouvernement (déclarations)**

Voir *Rappels au règlement*, 51 ; 52

1. – **Déclaration de politique générale du Gouvernement** – LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Edouard Balladur, Premier ministre (8 avril 1993) (p. 29, 40) [n° 253].

Aménagement du territoire – Chômage – Constitution (révision) – Education – Emploi – Fonction publique – Finances publiques – Immigration – Justice – Monnaie – Pêche – Politique agricole commune (PAC) – Politique économique – Politique étrangère – Protection sociale – Sécurité.

2. – **Déclaration de politique générale du Gouvernement suivie d'un débat et d'un vote sur cette déclaration**, en application de l'article 49, quatrième alinéa, de la Constitution – APPROBATION DEMANDÉE AU SENAT, par M. Edouard Balladur, Premier ministre (15 avril 1993) (p. 59, 93) [n° 260].

MM. Edouard Balladur, Premier ministre ; Claude Estier, Mme Hélène Luc, MM. Marcel Lucotte, Ernest Cartigny, Josselin de Rohan, Maurice Blin, Jean-Pierre Masseret, Jacques Habert, Félix Leyzour, Jean-Pierre Fourcade, Paul Girod, Christian Poncelet, Jean Arthuis, Maurice Schumann, Michel Souplet, Yvon Bourges, Louis Jung.

Agriculture – Aménagement du territoire – Chômage – Emploi – Fonction publique – Français de l'étranger – GATT – Immigration – Pauvreté – Politique économique – Politique étrangère – Protection sociale – Pouvoirs publics – Sécurité publique – Villes – Politique agricole commune (PAC) – CEE – Industrie.

**Scrutin public à la tribune** n° 53 (p. 93).

**Approbation de la déclaration de politique générale** (15 avril 1993) (p. 93).

3. – **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** (18 mai 1993) (p. 313, 350) – (19 mai 1993) (p. 355, 380).

MM. René Monory, président du Sénat ; Edouard Balladur, Premier ministre ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour, Jean-Pierre Fourcade, Henri Collard, Gérard Larcher, Jean Cluzel, Aubert Garcia, Mme Marie-Claude

Beaudeau, MM. Pierre-Christian Taittinger, Georges Mouly, François Gerbaud, Claude Belot, Marcel Bony, Ivan Renar, Joël Bourdin, Paul Girod, Jean-Paul Delevoye, André Egu, Gérard Delfau – MM. Jean-Pierre Tizon, Georges Berchet, Yvon Bourges, Pierre Lacour, René Régnault, Ambroise Dupont, Jean-Paul Hugot, Jean Huchon, Paul Raoult, Roger Besse, Bernard Barraux, Jacques Valade, Marcel Vidal, Joseph Ostermann, Michel Moreigne, Lucien Lanier.

Agriculture – Aménagement rural – Collectivités territoriales – Contrats de plan – Dotation globale de fonctionnement (DGF) – Île-de-France (région) – Logement social – Politiques communautaires – Régions – Réseau routier et autoroutier – Services publics locaux – Train à grande vitesse (TGV) – Transports collectifs – Transports ferroviaires – Villes – Zones de montagne – Zones rurales.

4. – **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les transports intérieurs**, PRONONCÉE AU SENAT par M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement (29 septembre 1993) (p. 2643, 2668) ; (30 septembre 1993) (p. 2682, 2726).

MM. Bernard Bosson, ministre ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Claude Belot, Franck Sérusclat, Félix Leyzour, Jean-Pierre Fourcade, Georges Berchet, Hubert Haenel, Christian Poncelet, Jacques Genton, Gérard Gaud, Jean Garcia, Paul Girod – Charles Descours, Alain Lambert, Jean-Louis Carrère, Mme Hélène Luc, MM. Charles-Edmond Lenglet, Jacques de Menou, Pierre Vallon, Michel Moreigne, Serge Vinçon, Ernest Cartigny, Raymond Bouvier, Roland Huguet, Robert Vizet, Raymond Soucaret, Roger Besse, Daniel Bernardet, Paul Lorient, Jacques Habert, Jacques-Richard Delong, Louis de Catuelan, Georges Gruillot, Claude Huriet, Camille Cabana, Jacques Machet, Pierre Dumas, François Blaizot, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Camoin.

Aménagement du territoire – SNCF – Train à grande vitesse (TGV) – Protection de l'environnement – Urbanisme – Transports aériens – Réseau routier et autoroutier – Transports en commun – Air France – Tarifs – Collectivités territoriales – Transports fluviaux – Transports ferroviaires – Zones rurales – Transports scolaires – Europe – Sécurité routière – Marine marchande – Départements – Air France – Aéroports – Ports.

5. – **Déclaration de politique générale du Gouvernement** – LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Edouard Balladur, Premier ministre (15 décembre 1993) (p. 6317, 6324) [n° 187] – Politique gouvernementale – Négociations du GATT – Communautés européennes – Politique agricole commune (PAC) – Emploi – Politique économique et sociale.

**Grand-Palais**

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

**Grands travaux**

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

**Greffes d'organes**

Voir *Santé*, 3

**Grève (droit de)**

Voir *Rappels au règlement*, 34

1. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 521-6 du code du travail**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 3 février 1993) [n° 212 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (8 avril 1993) [n° 250 (92-93)].

**Guadeloupe**

Voir *Lois de finances*, 2, Départements et territoires d'outre-mer

**H****Haïti**

Voir *Rappels au règlement*, 35

**Handicapés**

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - I -  
Affaires sociales et santé  
*Rapports au Parlement*, 6  
*Santé*, 3

1. – **Proposition de loi tendant à porter le montant de l'allocation aux adultes handicapés à 80 % du salaire minimum de croissance**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 28 juillet 1993) [n° 437 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à permettre aux travailleurs handicapés titulaires de la carte d'invalidité au taux minimum de 80 % d'accéder au bénéfice de la retraite à cinquante ans**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (26 octobre 1993) [n° 52 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

**Haute cour de justice**

Voir *Constitution*, 2  
*Cour de justice de la République*, 1

**Hongrie**

Voir *Traités et conventions*, 18

**Hôpitaux**

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - I -  
Affaires sociales et santé  
*Santé*, 3

**Ile-de-France (région)**

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

**Immigration**

Voir *Congrès du Parlement*, 2  
*Etrangers*, 2  
*Gouvernement (déclarations)*, 1 ; 2  
*Nationalité française*, 1

**Immigration clandestine**

Voir *Etrangers*, 1 ; 2 ; 3

**Immunité parlementaire**

Voir *Parlement*, 2

**Impôts et taxes**

Voir *Taxe professionnelle*, 1  
*Transports*, 2

1. – **Proposition de loi visant à démocratiser l'impôt de solidarité sur la fortune**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Xavier de Villepin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 3 mars 1993) [n° 227 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi instituant une taxe de servitude pour le passage des réseaux de transport souterrain**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe Richert, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 30 mars 1993) [n° 246 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Proposition de loi tendant à exonérer les transporteurs routiers du relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (26 octobre 1993) [n° 55 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

4. – **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (3 novembre 1993) [n° 685 (93-94)] – Lettre rectificative présentée au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (24 novembre 1993) [n° 757 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Bernard de Froment (6 décembre 1993) [n° 792 (93-94)] – Urgence – Discussion (13 décembre 1993) – Adoption (13 décembre 1993) [n° 106].

NOUVEL INTITULE: « **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1993) [n° 175 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. René Trégouët (15 décembre 1993) [n° 183 (93-94)] – Discussion (17 décembre 1993) – Adoption (17 décembre 1993) [n° 46].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1993) [n° 867 (92-93)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard de Froment (21 décembre 1993) [n° 876 (93-94)] – Discussion (21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 127].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. René Trégouët (21 décembre 1993) [n° 200 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993) – Adoption (22 décembre 1993) [n° 64].

PROMULGATION : loi n° 94-6 du 4 janvier 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 5 janvier 1994).

**Discussion (première lecture)**

(17 décembre 1993) (p. 6596, 6619).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6596, 6603) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; René Trégouët, rapporteur de la commission des finances ; Serge Vinçon, Paul Loridant, Robert Vizet.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6603, 6619) : *MM. René Trégouët, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; Paul Caron, Paul Loridant, Jean-Pierre Masseret, Serge Vinçon, Robert Vizet.*

**TITRE PREMIER****OUVRAGES EN ALLIAGE D'OR, D'ARGENT  
OU DE PLATINE (modifié p. 6603)**

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Champ d'application*) – Adopté après modification (p. 6603).

**Art. 2** (*Titres des ouvrages et régimes de garantie*) (p. 6603) – Adopté après modification (p. 6604).

**Art. 2 bis** (*Appellation commerciale des ouvrages d'or*) (p. 6604) – Adopté après modification (p. 6605).

**Art. 3** (*Contrôle avant poinçonnage*) – Adopté (p. 6605).

**Art. 4** (*Poinçonnage*) – Adopté après modification (p. 6606).

**Art. 5** (*Exceptions*) p. 6606 – Adopté après modification (p. 6607).

**Art. 6** (*Droit spécifique*) (p. 6607) – Adopté après modification (p. 6608).

**Art. 7** (*Ouvrages déposés aux caisses de crédit municipal*) – Adopté après modification (p. 6608).

**Art. 8** (*Essai des ouvrages*) (p. 6608) – Adopté après modification (p. 6609).

**Art. 9** (*Organisation de la garantie publique*) (p. 6609) – Adopté après modification (p. 6610).

**Art. 10** (*Dispositions transitoires pour le régime de garantie publique*) – Adopté (p. 6610).

**Art. 11** (*Suppression de l'exemption de droit de garantie*) (p. 6610) – Adopté (p. 6611).

**Art. 12** (*Obligations déclaratives des fabricants*) – Adopté (p. 6611).

**Art. 13** (*Obligation de la garantie de l'Etat*) (p. 6611) – Adopté après modification (p. 6613).

**Art. 14** (*Obligation de tenir un livre de police*) – Adopté après modification (p. 6613).

**Art. 14 bis** (*Rapport au Parlement sur les modalités de tenue du livre de police*) – Adopté (p. 6613).

**Art. 15** (*Régime d'exportation des ouvrages revêtus des poinçons réglementaires*) (p. 6613) – Adopté (p. 6614).

**Art. 16** (*Régime d'exportation des ouvrages non revêtus des poinçons réglementaires*) – Adopté (p. 6614).

**Art. 17** (*Régime d'exportation des ouvrages en métaux précieux*) – Adopté (p. 6614).

**Art. 17 bis** (*Aménagement rédactionnel de la législation relative aux métaux précieux*) – Adopté après modification (p. 6614).

**Art. 18** (*Régime d'importation des ouvrages en métaux précieux*) (p. 6614) – Adopté après modification (p. 6615).

**Art. 19** (*Mise sur le marché des ouvrages importés en franchise de droit par les voyageurs*) – Adopté (p. 6615).

**Art. additionnel après l'art. 19** (*Soumission aux contrôles et au droit spécifique pour les ouvrages en métal précieux plaqués ou*

*doublés de métal précieux, dans les conditions prévues pour le métal précieux qui en constitue le corps*) – Adopté (p. 6615).

**Art. 20** (*Définition du vermeil*) (p. 6615) – Adopté après modification (p. 6616).

**Art. 21** (*Dispositions renvoyées au pouvoir réglementaire*) – Adopté après modification (p. 6616).

**Art. 22** (*Aménagement rédactionnel de la législation relative aux métaux précieux*) (p. 6616) – Adopté après modification (p. 6617).

**Art. 23** (*Aménagement rédactionnel de la législation relative aux contributions indirectes*) – Adopté (p. 6617).

**Art. 23 bis** (*Aménagement rédactionnel de la législation relative aux contributions indirectes*) – Adopté (p. 6617).

**Art. 24** (*Modalités de renouvellement du droit spécifique*) (p. 6617) – Adopté (p. 6618).

**Art. 25** (*Tolérance de circulation pour les ouvrages antérieurement fabriqués à des titres supprimés par le présent projet de loi*) – Adopté après modification (p. 6618).

**Art. 25 bis** (*Entrée en vigueur anticipée du titre premier de la loi*) – Adopté (p. 6618).

## TITRE II

### POUVOIRS DE CONTROLE DES AGENTS DES DOUANES SUR LA CIRCULATION ADMINISTRATIVE DE CERTAINES PERSONNES

**Art. 26** (*Droit de vérification des titres de séjour*) (p. 6618) – Adopté après modification (p. 6619).

**Adoption** (17 décembre 1993) (p. 6619).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1993) (p. 6873, 6878).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6873, 6874) : *MM. Jean Arthuis, en remplacement de M. René Trégouët, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6875, 6878)

#### TITRE PREMIER

##### OUVRAGES D'OR, D'ARGENT OU DE PLATINE

**Art. 1<sup>er</sup>, 2, 2 bis, 4, 5 et 6** (p. 6875).

**Art. 7, 8, 9, 13, 14, 17 et 17 bis** (p. 6876).

**Art. 18** (p. 6877).

**Art. 19 bis** (*Soumission au contrôle et au droit spécifique pour les ouvrages en métal précieux plaqué ou doublé de métal précieux, dans les conditions prévues pour le métal précieux qui en constitue le corps*) (p. 6877).

**Art. 20, 21, 22, 23 et 25** (p. 6877).

## TITRE II

### POUVOIRS DE CONTROLE DES AGENTS DES DOUANES SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE CERTAINES PERSONNES

**Art. 26** (p. 6877).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6878) : *M. Robert Pagès.*

**Adoption** (22 décembre 1993) (p. 6878).

5. – **Proposition de loi relative à la distillation en franchise des droits d'une partie de la production des récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993 - 27 décembre 1993) [n° 223 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

#### Impôts locaux

1. – **Proposition de loi tendant à instituer un nouveau calcul**

**pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Gérard Miquel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (14 octobre 1993) [n° 37 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

#### Imprimerie nationale

Voir *Lois de finances, 2*  
*Sociétés nationales, 1*

#### Inde (République de)

Voir *Traités et conventions, 22*

#### Indien (Océan)

Voir *Lois de finances, 2*, *Coopération*

#### Industrie

Voir *Lois de finances, 2*

#### Inflation

Voir *Banques et établissements financiers, 1*

#### Informatique

Voir *Lois de finances, 2*, *Justice*

#### Insertion sociale

Voir *Lois de finances, 2*, *Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé*

#### Instituteurs

Voir *Enseignement, 1*  
*Lois de finances, 2*, *Education nationale*

#### Institutions représentatives du personnel

Voir *Politique économique et sociale, 1*

#### Intérêt (taux)

Voir *Banques et établissements financiers, 1*

#### Intérieur (ministère)

Voir *Lois de finances, 2*

#### Investissements

Voir *Lois de finances, 2*, *Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur*  
*Lois de finances rectificatives, 1*

#### Irlande du Nord

Voir *Traités et conventions, 1*

#### Irrecevabilité (article 40 de la Constitution)

Voir *Finances locales, 3*

#### Irrecevabilité (article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959)

Voir *Finances locales, 3*

**Irrecevabilité (procédure parlementaire)**

Voir *Banques et établissements financiers*, **1**  
*Code pénal*, **1 ; 2**  
*Communication audiovisuelle*, **2**  
*Enseignement privé*, **3**  
*Enseignement supérieur*, **1**  
*Etrangers*, **2**  
*Lois de finances rectificatives*, **1**  
*Nationalité française*, **1**

*Ordre public*, **1**  
*Politique économique et sociale*, **1**  
*Privatisations*, **1**  
*Rappels au règlement*, **24 ; 39**

**Italie**

Voir *Allocutions et communications*, **23**

**J****Jeunesse et sports**

Voir *Lois de finances, 2*

**Journaux officiels**

Voir *Lois de finances, 2*

**Juges d'instruction**

Voir *Procédure pénale, 1*

**Justice**

Voir *Lois de finances, 2, Justice*

1. – **Proposition de loi tendant à rendre incompressible la peine prononcée à l'encontre des auteurs de crimes perpétrés contre des enfants, des personnes âgées ou des agents de la force publique, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Pierre Vallon, sénateur (12 octobre 1993) [n° 29 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Jolibois (10 novembre 1993) [n° 86 (93-94)].



**L****La Poste**

Voir *Lois de finances, 2*

**Langue et culture françaises**

Voir *Lois de finances, 2, Culture et francophonie*

1. – **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, et par Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 18 mars 1993) [n° 240 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

**Langues et cultures régionales**

Voir *Alsace et Moselle, 1*

**Légion d'honneur**

Voir *Lois de finances, 2, Légion d'honneur, ordre de la Libération - (Budget annexe)*

**Liaison fixe transmanche**

Voir *Lois de finances, 2, Equipement, transports et tourisme - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière  
Traités et conventions, 1*

**Licenciements**

Voir *Rappels au règlement, 3 ; 31*

**Littoral (protection)**

Voir *Lois de finances, 2, Environnement et article 58  
Urbanisme, 2*

**Lituanie**

Voir *Traités et conventions, 12*

**Livres**

Voir *Lois de finances, 2, Culture et francophonie*

**Logement**

Voir *Lois de finances, 2, Logement  
Lois de finances rectificatives, 1*

1. – **Proposition de loi relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, et par Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 24 décembre 1992) [n° 194 (92-93)] - Lettre rectificative présentée par M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 19 mars 1993) [n° 241 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi visant à restaurer la confiance nécessaire au sauvetage du secteur locatif privé**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Alain Lambert (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 17 février 1993) [n° 220 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Proposition de loi tendant à améliorer la fiscalité du logement**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Arthuis, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 21 avril 1993) [n° 269 rect (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Lambert (28 avril 1993) [n° 280 (92-93)].

4. – **Proposition de loi tendant à instituer une garantie de paiement au profit du locateur d'ouvrage dans les marchés privés de travaux**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean Pépin, sénateur (28 avril 1993) [n° 278 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

5. – **Proposition de loi tendant à instituer une garantie de paiement du locateur d'ouvrage dans les marchés privés de travaux**, PRESENTEE AU SENAT, par MM. Pierre Laffitte, Ernest Cartigny, Guy Cabanel, sénateurs (5 mai 1993) [n° 294 rect. (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de loi relative au changement d'affectation des locaux à usage d'habitation**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Camille Cabana, sénateur (10 juin 1993) [n° 350 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

7. – **Proposition de loi tendant à favoriser l'amélioration de l'habitat**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Alain Lambert, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 28 juillet 1993) [n° 438 rect. (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

8. – **Proposition de loi relative à l'attribution des logements par les organismes d'habitation à loyer modéré**, PRESENTEE AU SENAT, par M. José Balarello, sénateur (7 octobre 1993) [n° 28 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

**Logement social**

Voir *Lois de finances, 2, Affaires sociales, santé et ville - II - Ville ; Logement*

**Loire (département)**

Voir *Rappels au règlement, 29*

**Lois (application)**

Voir *Rapports du Gouvernement, 8*

**Lois de finances**

Voir *Rapports du Gouvernement, 10*

1. – **Proposition de loi visant à modifier l'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1992 (n° 92-1476 du 31 décembre 1992)**, PRESENTEE AU SENAT, par MM. Pierre Vallon et Serge Mathieu, sénateurs (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 24 février 1993) [n° 223 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Projet de loi de finances pour 1994**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (22 septembre 1993) [n° 536 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense, des lois et de la production –

Rapport général de M. Philippe Auberger, rapporteur général (7 octobre 1993) [n° 580 (93-94)] – Discussion (12, 13, 14, 15, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 28, 29 octobre, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 15, 16, 17, 18 novembre 1993) – Adoption (18 novembre 1993) [n° 66].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1993) [n° 100 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales et des lois – Rapport général de M. Jean Arthuis, rapporteur général (22 novembre 1993) [n° 101 (93-94)] – Discussion (22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 novembre, 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11 décembre 1993) – Adoption (11 décembre 1993) [n° 32].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1993) [n° 840 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Philippe Auberger (14 décembre 1993) [n° 843 (93-94)] – Discussion (16 décembre 1993) – Adoption (16 décembre 1993) [n° 112].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean Arthuis (14 décembre 1993) [n° 179 (93-94)] – Discussion (17 décembre 1993) – Adoption (17 décembre 1993) [n° 44].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 93-330 DC du 29 décembre 1993 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1993) qui déclare que les articles 28, 55, 95, 105, 109 et 111, 1<sup>er</sup> alinéa, de la loi, ne sont pas contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1993).

## ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORT GÉNÉRAL (n° 580) fait, au nom de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1994 (n° 536), par M. Philippe Auberger, rapporteur général :

- Tome** I. – Rapport général.  
Volume 1. Une politique économique adaptée à des circonstances difficiles.  
Volume 2. Analyse de l'équilibre budgétaire.
- Tome** II. – Examen de la première partie du projet de loi de finances.  
Conditions générales de l'équilibre financier.
- Tome** III. – Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances.  
Moyens des services et dispositions spéciales.

## Rapporteurs spéciaux

## I. – BUDGET GÉNÉRAL

## 1. – Dépenses civiles

Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Jean-François Mancel.
2. – Affaires étrangères : Affaires européennes : M. François d'Aubert.
3. – Affaires sociales, santé et ville : Action sociale : M. Claude Girard.
4. – Affaires sociales, santé et ville : Affaires sociales : M. Adrien Zeller.
5. – Affaires sociales, santé et ville : Santé : M. Alain Rodet.
6. – Affaires sociales, santé et ville : Ville : M. Éric Raoult.
7. – Agriculture et pêche : Agriculture : M. Philippe Vasseur.
8. – Agriculture et pêche : Pêche : Mme Élisabeth Hubert
9. – Anciens combattants et victimes de guerre : M. Gérard Trémège.
10. – Communication : M. Robert-André Vivien.
11. – Coopération : M. Jean-Pierre Thomas.
12. – Culture et Francophonie : Mme Françoise de Panafieu
13. – Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer : M. Jean-Paul de Rocca Serra.
14. – Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer : M. Gaston Flosse.
15. – Économie : Charges communes : M. Yves Fréville.
16. – Économie : Services financiers, Imprimerie nationale, monnaie et médailles : M. Jean Royer.
17. – Éducation nationale : M. Bernard de Froment.
18. – Enseignement supérieur et recherche : Enseignement supérieur : M. Michel Jacquemin.
19. – Enseignement supérieur et recherche : Recherche : M. Charles Josselin.
20. – Entreprises et développement économique, petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat : M. Jean Proriol.
21. – Environnement : M. Denis Merville.
22. – Équipement, transports et tourisme : Transports terrestres : M. Michel Inchauspé.
23. – Équipement, transports et tourisme : Transports aériens et météorologie : M. Gilbert Gantier.

24. – Équipement, transports et tourisme : Tourisme : M. Jean-Jacques Descamps.
8. – Équipement, transports et tourisme : Mer (Voir Agriculture et pêche : Pêche).
25. – Fonction publique : M. Charles de Courson.
26. – Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Industrie, postes et télécommunications : M. Bernard Carayon.
27. – Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Commerce extérieur : M. Olivier Dassault.
28. – Intérieur et aménagement du territoire : Collectivités locales : M. Maurice Ligot.
29. – Intérieur et aménagement du territoire : Sécurité : M. José Rossi.
30. – Intérieur et aménagement du territoire : Aménagement du territoire : M. Jean-Jacques de Peretti.
31. – Jeunesse et sports : M. Xavier Dugoin.
32. – Justice : M. Raymond Marcellin.
33. – Logement : M. Raymond Lamontagne.
34. – Services du Premier Ministre : Services généraux, Conseil économique et social, Plan et Journaux officiels : M. Jean-Pierre Balligand.
35. – Services du Premier Ministre : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) : M. André Rossi.
36. – Services du Premier Ministre : Rapatriés : M. Ladislas Poniatowski.
37. – Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Jean-Jacques Jégou.
38. – Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi : M. Michel Hannoun.

## 2. – Dépenses militaires

39. – Défense : Équipement : M. Arthur Paecht.
40. – Défense : Fonctionnement : M. Patrick Balkany.

## II. – BUDGETS ANNEXES

23. – Aviation civile (Voir Transports aériens)
16. – Imprimerie nationale (Voir Services financiers)
34. – Journaux officiels (Voir Services généraux du Premier Ministre)
41. – Légion d'honneur - Ordre de la libération : M. Didier Migaud.
16. – Monnaies et médailles (Voir Services financiers)
42. – Prestations sociales agricoles : M. Yves Rispat.

## III. – DIVERS

43. – Comptes spéciaux du Trésor, entreprises publiques et privatisations : M. Patrick Devedjian.
44. – Taxes parafiscales : M. Jean Tardito.

## Rapporteurs pour avis

AVIS (n° 581), présenté au nom de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1994 :

- Tome** I. – Affaires étrangères : Relations culturelles internationales : M. Patrick Braouezec

- Tome II. – Affaires sociales, santé et ville : Action sociale : Personnes handicapées : M. P. Langenieux-Villard
- Tome III. – Affaires sociales, santé et ville : Affaires sociales : Mme Roselyne Bachelot
- Tome IV. – Affaires sociales, santé et ville : Affaires sociales : Famille : Mme Colette Codaccioni
- Tome V. – Affaires sociales, santé et ville : Affaires sociales : Personnes âgées : M. Denis Jacquat
- Tome VI. – Affaires sociales, santé et ville : Santé : M. Jean-François Mattei
- Tome VII. – Affaires sociales, santé et ville : Ville : M. Pierre Carde
- Tome VIII. – Anciens combattants et victimes de guerre : M. Georges Colombier
- Tome XI. – Communication : Mme Anne-Marie Couderc
- Tome X. – Culture et Francophonie : M. Jean-Paul Fuchs
- Tome XI. – Education nationale : M. René Couanau
- Tome XII. – Enseignement supérieur et recherche : Enseignement supérieur : M. Serge Poignant
- Tome XIII. – Enseignement supérieur et recherche : Recherche : M. Jean-Pierre Foucher
- Tome XIV. – Jeunesse et sports : M. Renaud Muselier
- Tome XV. – Services du Premier Ministre : Rapatriés : M. Bernard Leccia
- Tome XVI. – Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Francisque Perrut
- Tome XVII. – Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi : M. Emmanuel Dewees
- Tome XVIII. – Prestations sociales agricoles : M. Jean Glavany
- AVIS (n° 582), présenté au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1994 :
- Tome I. – Affaires étrangères : M. Didier Bariani
- Tome II. – Affaires étrangères : Action humanitaire et Droits de l'Homme : Mme Ch. Taubira-Delannon
- Tome III. – Affaires étrangères : Immigration : M. Jean-Yves Le Déaut
- Tome IV. – Affaires étrangères : Relations culturelles internationales et Francophonie : M. Xavier Deniau
- Tome V. – Affaires étrangères : Affaires européennes : M. Jacques Myard
- Tome VI. – Coopération : M. Henry Jean-Baptiste
- Tome VII. – Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : Commerce extérieur : Mme Louise Moreau
- Tome VIII. – Défense : M. Roland Nungesser
- AVIS (n° 583), présenté au nom de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1994 :
- Tome I. – Affaires étrangères : M. Jean-François Deniau
- Tome II. – Coopération : M. Michel Voisin
- Tome III. – Services du Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (SGDN) : M. Gilbert Meyer
- Tome IV. – Défense : Dissuasion nucléaire : M. Jacques Baumel
- Tome V. – Défense : Espace et communication : M. Jean-Michel Boucheron
- Tome VI. – Défense : Forces terrestres : M. Philippe Briand
- Tome VII. – Défense : Marine : M. Yves Bonnet
- Tome VIII. – Défense : Air : M. Olivier Darrason
- Tome IX. – Défense : Personnels de la Défense : M. Jean-Claude Asphe
- Tome X. – Défense : Soutien des forces : M. Jean-Guy Branger
- Tome XI. – Défense : Gendarmerie : M. Robert Poujade
- AVIS (n° 584), présenté au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1994 :
- Tome I. – Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer : M. Léon Bertrand
- Tome II. – Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer : M. Jean-Paul Virapoullé
- Tome III. – Fonction publique : M. Dominique Bussereau
- Tome IV. – Intérieur et aménagement du territoire : Collectivités locales : Administration générale et collectivités locales : M. Paul-Louis Tenailon
- Tome V. – Intérieur et aménagement du territoire : Sécurité : Police : M. Gérard Léonard
- Tome VI. – Intérieur et aménagement du territoire : Sécurité : Sécurité civile : M. Christian Estrosi
- Tome VII. – Justice : Administration centrale et services judiciaires : M. Pierre Pasquini
- Tome VIII. – Justice : Administration pénitentiaire et protection judiciaire de la jeunesse : M. Jacques Floch
- AVIS (n° 585), présenté au nom de la commission de la Production et des Échanges sur le projet de loi de finances pour 1994 :
- Tome I. – Affaires sociales, santé et ville : Ville : M. Éric Doligé
- Tome II. – Agriculture et pêche : Agriculture : M. Arnaud Lepercq
- Tome III. – Agriculture et pêche : Pêche : M. Aimé Kergeris

- Tome IV. – Départements et territoire d'Outre-mer :  
M. Pierre Micaux
- Tome V. – Enseignement supérieur et recherche :  
Recherche : M. Robert Galley
- Tome VI. – Entreprises, développement économique,  
petites et moyennes entreprises, commerce  
et artisanat : M. Jean-Paul Charié
- Tome VII. – Environnement : M. François-Michel Gonnot
- Tome VIII. – Équipement, transports et tourisme : Trans-  
ports terrestres : Transports terrestres et  
maritimes : M. Ambroise Guellec
- Tome IX. – Équipement, transports et tourisme : Trans-  
ports aériens et météorologie : Transports  
aériens : M. François Asensi
- Tome X. – Équipement, transports et tourisme : Tou-  
risme : M. Jean-Michel Couve
- Tome XI. – Industrie, postes et télécommunications et  
commerce extérieur : Industrie, postes et  
télécommunications : Industrie : M. Franck  
Borotra
- Tome XII. – Industrie, postes et télécommunications et  
commerce extérieur : Industrie, postes et  
télécommunications : Postes et télécommu-  
nications : M. Claude Gaillard
- Tome XIII. – Industrie, postes et télécommunications et  
commerce extérieur : Commerce extérieur :  
M. Francis Saint-Ellier
- Tome XIV. – Intérieur et aménagement du territoire : Amé-  
nagement du territoire : M. Arsène Lux
- Tome XV. – Logement : M. René Beaumont
- Tome XVI. – Services du Premier Ministre : Services géné-  
raux, Conseil économique et social, Plan et  
Journaux officiels : Plan : M. Jean-Pierre  
Kuchéida

## SÉNAT

## Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 101 (93-94)] fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de loi de finances pour 1994 adopté par l'Assemblée nationale, par M. Jean Arthuis, rapporteur général :

- Tome I. – Le budget de 1994 et son contexte écono-  
mique et financier.
- Tome II. – Fascicule 1. – Les conditions générales de  
l'équilibre financier. (Première partie de la  
loi de finances.)  
Fascicule 2. – Affaires européennes et article  
24 : évaluation de la participation française  
au budget des Communautés européennes  
(rapporteur spécial : M. René Tregouët).
- Tome III. – Les moyens des services et les dispositions  
spéciales. (Deuxième partie de la loi de  
finances.)
- Tome IV. – Analyse synthétique des crédits et principales  
observations des rapporteurs spéciaux.

## Rapporteurs spéciaux

## I. – BUDGETS CIVILS

## A. – Budget général.

## Annexes :

1. – Affaires étrangères : M. Jacques Chaumont.  
Affaires sociales, santé et ville :
2. – I. – Affaires sociales et santé : M. Jacques Oudin.
3. – II. – Ville : M. Philippe Marini.
4. – Anciens combattants : M. Auguste Cazalet.
5. – Agriculture et pêche : M. Roland du Luart.
6. – Commerce et artisanat : M. René Ballayer.  
Communication :
7. – Communication audiovisuelle : M. Jean Cluzel.
8. – Presse : M. Jean Cluzel.
9. – Coopération : M. Michel Charasse.
10. – Culture : M. Camille Cabana.
11. – Départements et territoires d'outre-mer : M. Henri  
Goetschy.  
Économie et budget :
12. – Charges communes : M. Claude Belot.
13. – Services financiers : M. Michel Manet.
14. – Education nationale (enseignement scolaire) :  
M. Jacques-Richard Delong.  
Enseignement supérieur et recherche :
15. – I. – Enseignement supérieur : M. Jean Clouet.
16. – II. – Recherche : M. Jacques Valade.
17. – Environnement : M. Philippe Adnot.  
Équipement, transports et tourisme :
18. – I. – Urbanisme et services communs : M. Henri  
Collard.  
II – Transports :
19. – 1. – Transports terrestres : M. Jean-Pierre Masseret.
20. – 2. – Routes : M. Paul Loridant.  
3. – Sécurité routière : M. Paul Loridant.
21. – 4. – Transports aérien : M. Ernest Cartigny.  
5. – Météorologie : M. Ernest Cartigny.
22. – III. – Tourisme : M. Pierre Croze.  
IV. – Mer :
23. – • Marine marchande : M. René Regnault.
24. – • Ports maritimes : M. Tony Larue.  
Industrie et postes et télécommunications et commerce  
extérieur :
25. – I. – Industrie : M. Bernard Barbier.
26. – II. – Postes et télécommunications : M. Henri Torre.
27. – • Commerce extérieur : Mme Maryse Bergé-  
Lavigne.

- Intérieur et aménagement du territoire :
- I. – Intérieur :
28. – • Administration centrale et sécurité : M. Paul Girod.
29. – • Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation : M. Jacques Mossion.
30. – II. – Aménagement du territoire : M. Jacques Sourdille.
31. – Jeunesse et sports : M. Bernard Pellarin.
32. – Justice : M. Alain Lambert.
33. – Logement : M. Henri Collard.
34. – Rapatriés : M. Henri Torre.
- Services du Premier ministre :
35. – I. – Services généraux : M. Maurice Couve de Murville.
36. – • Fonction publique : M. René Trégouët.
37. – II. – Secrétariat général de la Défense nationale : M. Louis Perrein.
38. – III. – Conseil économique et social : Mme Paulette Fost.
39. – IV. – Plan : M. Michel Moreigne.
40. – Travail, emploi et formation professionnelle : M. Emmanuel Hamel.
- Affaires sociales et travail : services communs : M. Emmanuel Hamel.

#### B. – Budgets annexes.

21. – Aviation civile : M. Ernest Cartigny.
41. – Imprimerie nationale : M. Robert Vizet.
42. – Journaux officiels : Mme Paulette Fost.
43. – Légion d'honneur – Ordre de la Libération : M. Louis Perrein.
44. – Monnaies et Médailles : M. Michel Sergent.
45. – Prestations sociales agricoles : M. Roland du Luart.

#### II. – DÉFENSE

46. – Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. Maurice Blin.
47. – Dépenses ordinaires : M. François Trucy.

#### III. – AUTRES DISPOSITIONS

48. – Comptes spéciaux du Trésor : M. Philippe Marini.

#### Rapporteurs pour avis

AVIS [n° 102 (93-94)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. – Culture, par M. Michel Miroudot
- Tome II. – Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat
- Tome III. – Environnement, par M. Ambroise Dupont
- Tome IV. – Enseignement scolaire, par M. Pierre Vallon
- Tome V. – Enseignement agricole, par M. Albert Vecten
- Tome VI. – Enseignement supérieur, par M. Jean-Pierre Camoin

- Tome VII. – Enseignement technique, par M. Gérard Delfau
- Tome VIII. – Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte
- Tome IX. – Jeunesse et sports, par M. François Lesein
- Tome X. – Communication, par M. Adrien Gouteyron
- Tome XI. – Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Joël Bourdin
- Tome XII. – Francophonie, par M. Jacques Legendre

AVIS [n° 103 (93-94)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1994, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. – Agriculture, par M. Alain Pluchet
- Tome II. – Aménagement rural, par M. Henri de Raincourt
- Tome III. – Industries agricoles et alimentaires, par M. Aubert Garcia
- Tome IV. – Industrie, par M. Francisque Collomb
- Tome V. – Energie, par M. Robert Laucournet
- Tome VI. – Recherche, par M. Jean-Marie Rausch
- Tome VII. – Artisanat et Commerce, par M. Jean-Jacques Robert
- Tome VIII. – Consommation et concurrence, par M. Louis Minetti
- Tome IX. – Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay
- Tome X. – Aménagement du territoire, par M. Jean Pépin
- Tome XI. – Plan, par M. Jean Boyer
- Tome XII. – Routes et voies navigables, par M. Jacques Bracconnier
- Tome XIII. – Ports maritimes, par M. Josselin de Rohan
- Tome XIV. – Logement, par M. William Chervy
- Tome XV. – Urbanisme, par M. Jacques Bellanger
- Tome XVI. – Tourisme, par M. Charles Ginésy
- Tome XVII. – Environnement, par M. Bernard Hugo
- Tome XVIII. – Transports terrestres, par M. Georges Berchet
- Tome XIX. – Aviation civile et transport aérien, par M. Jean-François Le Grand
- Tome XX. – Marine marchande, par M. Louis de Catuelan
- Tome XXI. – Postes et télécommunications, par M. André Fosset
- Tome XXII. – Départements d'outre-mer, par M. Rodolphe Désiré
- Tome XXIII. – Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour
- Tome XXIV. – Ville, par M. Gérard Larcher

AVIS [n° 104 (93-94)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1994, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. – Affaires étrangères, par M. Bernard Guyomard

- Tome II. – Affaires étrangères, relations culturelles extérieures, par M. Guy Penne
- Tome III. – Coopération, par M. Paul d'Ornano
- Tome IV. – Défense - Nucléaire, espace et services communs, par M. Jacques Golliet
- Tome V. – Défense - Gendarmerie, par M. Michel Alloncle
- Tome VI. – Défense - Forces terrestres, par M. Serge Vinçon
- Tome VII. – Défense - Air, par M. Albert Voilquin
- Tome VIII. – Défense - Marine, par M. Max Lejeune

AVIS [n° 105 (93-94)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. – Sécurité sociale (problèmes généraux et équilibre financier), par M. Charles Descours
- Tome II. – Santé et politique hospitalière, par M. Louis Boyer
- Tome III. – Politique familiale, par M. Jean Chérioux
- Tome IV. – Politique en faveur des personnes âgées, par M. Alain Vasselle
- Tome V. – Politique en faveur des handicapés, par M. Jacques Machet
- Tome VI. – Politique de la ville, par Mme Hélène Missoffe
- Tome VII. – Travail, emploi et formation professionnelle, par MM. Louis Souvet et Jean Madelain
- Tome VIII. – Prestations sociales agricoles, par M. Bernard Seillier

- Tome IX. – Anciens combattants, par M. Guy Robert
- Tome X. – DOM-TOM (aspects sociaux), par M. Roger Lise
- Tome XI. – Logement social, par M. Jacques Bimbenet
- Tome XII. – Rapatriés, par M. José Balarello

AVIS [n° 106 (93-94)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1994, adopté par l'Assemblée nationale :

- Tome I. – Intérieur - Décentralisation, par M. André Bohl
- Tome II. – Intérieur - Police et sécurité, par M. Paul Masson
- Tome III. – Intérieur - Sécurité civile, par M. Jean-Pierre Tizon
- Tome IV. – Justice - Services généraux, par M. Germain Authié
- Tome V. – Justice - Administration pénitentiaire, par M. Guy Cabanel
- Tome VI. – Justice - Protection judiciaire de la jeunesse, par M. Michel Rufin
- Tome VII. – Départements d'outre-mer, par M. Pierre Lagourgue
- Tome VIII. – Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault

## TABLEAU DE CONCORDANCE

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1994 (Assemblée nationale n° 536 et Sénat n° 100, 1993-1994) et des articles de la loi de finances pour 1994 (n° 93-1352 du 30 décembre 1993)

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIÈRE PARTIE			
		<b>CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER</b>			
		TITRE PREMIER			
		<b>Dispositions relatives aux ressources</b>			
		I. – <i>IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS</i>			
		A. – <i>Dispositions antérieures</i>			
1 <sup>er</sup>		Autorisation de percevoir les impôts existants et entrée en vigueur de la loi de finances pour 1994.....	23.11.93	4688	1 <sup>er</sup>
		B. – <i>Mesures fiscales</i>			
		1. Réforme de l'impôt sur le revenu			
2		I. Limites d'exonération de l'Impôt sur le Revenu - Abattement pour les contribuables âgés de plus de 65 ans ou invalides - Comptes sur livrets d'épargne populaire - Retenue à la source des personnes non domiciliées en France : taux pour 1994 - Relèvement du seuil d'exigibilité des acomptes provisionnels - Rémunération des apprentis : montant exonéré - Abattement de 10 % sur les pensions et retraites - Rémunérations élevées : abattement de 20 % (ou de 10 %) - Chèques-vacances : relèvement du plafond.....	23.11.93	4688	2 2
		II. Plafonnement des effets du quotient familial.....			
		Réfaction de l'Impôt sur le Revenu pour les contribuables domiciliés dans les DOM - Décote - Imputation des réductions d'impôt - Abattement sur le bénéfice - Réduction d'impôt pour dépenses afférentes à l'habitation principale : chiffres limites - Calcul de l'Impôt sur le Revenu, barème applicable aux revenus de 1993 et plafonnement des effets du quotient familial - Gains nets de cession de valeurs mobilières ou droits sociaux : montant du seuil - Plafonnement des cotisations de taxe d'habitation - Dégrèvements partiels de taxe d'habitation - Revalorisation du barème - Plafond de la déduction de 10 % pour frais professionnels des salariés - Plancher de déduction pour les pensions et retraites - Exonérations des rémunérations des sportifs de haut niveau - Salariés détenant plus de 35 % des droits sociaux.....			2
		Abattement pour enfants mariés rattachés - Pension alimentaire versée aux enfants majeurs			
		III. Suppression de la déductibilité partielle de la Contribution Sociale Généralisée			
		IV. Attribution de l'abattement de 20 % sur les salaires, pensions et rentes viagères à titre gratuit			
		V. Montant du minimum de recouvrement - Relèvement des seuils et limites indexés sur le barème de l'Impôt sur le Revenu - Dons aux associations humanitaires - Montant du demi-seuil (OPCVM monétaires) pour 1993 et les années suivantes			
		VI. Diminution des premiers acomptes provisionnels ou mensuels de l'Impôt sur le Revenu.			
		VII. Réduction d'impôt pour emploi d'un salarié à domicile. .			
	2 bis (A.N.)	Frais de trajet domicile-lieu de travail.....	23.11.93	4703	3
	2 ter (AN)	Réduction d'impôt pour grosses réparations, isolation thermique, régulation du chauffage et certaines dépenses d'améliorations.....	23.11.93	4705	4



ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		2. Mesures en faveur des ménages			
3		Dons aux associations humanitaires . . . . .	23.11.93	4709	5
4		Taxe sur les conventions d'assurance : contrats d'assurance maladie . . . . .	23.11.93	4710	6
5		Impôt sur la Fortune (ISF) : barème . . . . .	23.11.93	4713	7
		3. Mesures de soutien de l'activité			
6		Exonération des plus-values de cession d'OPCVM monétaires en cas de réinvestissement dans l'immobilier. . . . .	23.11.93 26.11.93	4714 4962	8
	6 bis A (Sénat)	Exonération de certaines plus-values réinvesties dans l'acquisition d'une habitation principale. . . . .	23.11.93 26.11.93	4723 4963	9
	6 bis B (Sénat)	Imputation sur le revenu global des déficits constatés par les nus-propriétaires en cas de succession ou de donation entre vifs sans charges ni conditions entre parents jusqu'au quatrième degré . . . . .	24.11.93	4734	10
	6 bis C (Sénat)	Réduction d'impôt pour souscription au capital des SCPI dans les DOM . . . . .	24.11.93	4739	11
	6 bis D (Sénat)	Exonération des droits de mutation à titre gratuit en faveur des constructions nouvelles. . . . .	24.11.93	4742	12
	6 bis (AN)	Exonération des plus-values de cessions d'OPCVM monétaires réinvesties dans les fonds propres des entreprises . . . . .	24.11.93	4746	13
7		Exonération des plus-values de cession d'OPCVM monétaires réinvesties dans un Plan d'Epargne en Actions (PEA) . . . . .	24.11.93	4750	14
8		Déblocage des fonds des Plans d'Epargne Populaire (PEP) des titulaires non imposables . . . . .	24.11.93	4751	15
	8 bis (Sénat)	Actes des huissiers de justice . . . . .	24.11.93	4754	16
		4. Mesures en faveur des entreprises			
9		Allègement des droits d'enregistrement applicables aux augmentations de capital, fusions et opérations assimilées . . . . .	24.11.93	4756	17
	9 bis (A.N.)	Amortissement des véhicules de tourisme . . . . .	24.11.93	4768	18
	9 ter (A.N.)	Crédit d'impôt-recherche . . . . .	24.11.93	4769	19
	9 quater (Sénat)	Investissements outre-mer (entreprises et particuliers). . . . .	24.11.93	4778	20
	9 quinquies (Sénat)	TVA : Règle du décalage d'un mois . . . . .	24.11.93	4783	21
		5. Mesures diverses			
	10 A (Sénat)	TVA : Pêcheurs en eau douce . . . . .	25.11.93	4819	22
	10 B (Sénat)	Taux de TVA : hôtels de luxe . . . . .	25.11.93	4822	23
10		Prélèvement social de 1 % . . . . .	25.11.93	4827	24
11		Taxe intérieure sur les produits pétroliers . . . . .	25.11.93	4829	25
12		Reconduction et aménagement du prélèvement sur les entreprises pétrolières. . . . .	25.11.93	4832	26
	12 bis (A.N.)	Exonération des redevances des mines pour les gisements d'hydrocarbures en mer . . . . .	25.11.93	4833	27
13		Taxe foncière : Reconduction de la majoration de 0,4 % des frais d'assiette et de recouvrement . . . . .	25.11.93	4835	28

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
14		Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité . . . . .	25.11.93	4839	29
	14 bis (A.N.)	Bénéfices agricoles : Régime transitoire d'imposition (régime optionnel) . . . . .	25.11.93	4841	30
	14 ter A (Sénat)	Taxe foncière : Exonération facultative des jeunes agriculteurs qui s'installent . . . . .	25.11.93	4842	31
	14 ter B (Sénat)	TVA agricole : remboursement forfaitaire agricole . . . . .	25.11.93	4842	32
	14 ter C (Sénat)	Taxe sur les conventions d'assurances : contrats d'assurance agricole . . . . .	25.11.93	4842	33
	14 ter (A.N.)	Activités accessoires : exploitant individuel et sociétés civiles agricoles . . . . .	25.11.93	4846	34
	14 quater (A.N.)	Déficits agricoles . . . . .	25.11.93	4847	35
	14 quinquies (A.N.)	Imposition des indemnités de fonction des élus locaux . . . . .	25.11.93	4849	36
	14 sexies A (Sénat)	Taxe foncière : Edifices religieux . . . . .	25.11.93	4851	37
	14 sexies (A.N.)	Plus-values des entreprises de travaux agricoles ou forestiers . . . . .	25.11.93	4851	38
	14 septies (Sénat)	Conjoints exploitants agricoles de fonds séparés ou membres d'une même société . . . . .	25.11.93	4858	39
	14 octies (Sénat)	Acquisition d'immeubles ruraux par les agriculteurs . . . . .	25.11.93	4859	40
	14 nonies (Sénat)	Suppression de la taxe sur les allumettes . . . . .	25.11.93	4861	41
		<i>C. Mesures diverses</i>			
15		Taxe sur les salaires payés par La Poste . . . . .	25.11.93	4862	42
16		Affectation des droits sur les boissons au Fonds de solidarité vieillesse . . . . .	25.11.93	4872	43
	16 bis (A.N.)	Droit de timbre sur les requêtes présentées devant les juridictions administratives . . . . .	25.11.93	4873	44
		<i>II. - RESSOURCES AFFECTÉES</i>			
17		Dispositions relatives aux affectations . . . . .	25.11.93	4878	45
	17 bis (Sénat)	Redevance du Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) portée de 10,5 à 12,5 centimes par mètre cube à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1994 . . . . .	25.11.93	4887	46
	17 ter (Sénat)	Extension à la collectivité territoriale de Mayotte du bénéfice du Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) . . . . .	25.11.93	4885	47
	17 quater (Sénat)	Financement du Fonds national de développement du Sport (FNDS) par un prélèvement de 2,3 % sur les sommes mises sur les jeux exploités par la Française des jeux à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1994 . . . . .	25.11.93	4920	48
18		Affectation au budget général des recettes de privatisation . . . . .	25.11.93	4927	49
	18 bis (Sénat)	Forêt : mesures en faveur de la filière bois . . . . .	25.11.93	4880	50
19		Taxe sur les huiles . . . . .	25.11.93	4928	51
20		Modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994 . . . . .	25.11.93	4888	52
21		(Supprimé) . . . . .	-	-	-
22		Modification du taux de compensation du fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée (FCTVA) . . . . .	25.11.93	4896	53
23		Aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle . . . . .	25.11.93	4904	54
	23 bis (A.N.)	Plafonnement du dégrèvement de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée . . . . .	25.11.93	4925	55
24		Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes . . . . .	25.11.93	4797	56

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		<b>TITRE II</b>			
		<b>Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</b>			
25		Equilibre général du budget .....	25.11.93 26.11.93 11.12.93	4930 4963 6081	57
		<b>DEUXIÈME PARTIE</b>			
		<b>MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES</b>			
		<b>TITRE PREMIER</b>			
		<b>Dispositions applicables à l'année 1994</b>			
		<b>I. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF</b>			
		<i>A. - Budget général</i>			
26		Budget général. - Services votés .....	11.12.93	5999	58
27		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services civils .	11.12.93	5999 6076	59
28		Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services civils ..	11.12.93	6001 6078	60
29		Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services militaires .....	2.12.93	5481	61
30		Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services militaires	2.12.93 11.12.93	5481 6080	62
31		Autorisations d'engagement par anticipation .....	11.12.93	6004	63
		<i>B. - Budgets annexes</i>			
32		Budgets annexes - Services votés .....	11.12.93	6004	64
33		Budgets annexes - Mesures nouvelles .....	11.12.93	6004 6080	65
		<i>C. - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale</i>			
34		Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Services votés .....	10.12.93 11.12.93	5953 6080	66
35		Comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Mesures nouvelles .....	10.12.93 11.12.93	5953 6080	67
	35 bis (A.N.)	Modifications du compte spécial du Trésor n° 902-24. ....	10.12.93	5954	68
		<b>II. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE</b>			
36		Compte retraçant des opérations temporaires - Services votés .	10.12.93	5954	69
37		Comptes d'affectation spéciale - Opérations à caractère temporaire - Mesures nouvelles. ....	10.12.93 11.12.93	5954 6081	70
38		Comptes d'avances - Mesures nouvelles .....	10.12.93	5954	71
39		Comptes de prêts - Mesures nouvelles .....	10.12.93	5954	72
		<b>III. - DISPOSITIONS DIVERSES</b>			
40		Autorisation de perception des taxes parafiscales .....	11.12.93	6005	73
41		Crédits évaluatifs .....	11.12.93	6016	74
42		Crédits provisionnels .....	11.12.93	6018	75
43		Reports de crédits. ....	11.12.93	6019	76
44		Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle. ....	8.12.93	5835	77

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
<b>TITRE II</b>					
<b>Dispositions permanentes</b>					
<i>A. – Mesures fiscales</i>					
1. – Mesures relatives à l'épargne					
45		Abaissement du seuil d'imposition des plus-values de cession d'OPCVM monétaires . . . . .	11.12.93	6022	78
46		Réduction du taux du prélèvement libératoire sur les produits de placements à revenus fixes . . . . .	11.12.93	6024	79
	46 bis (Sénat)	Plus-values privées : Abattement pour durée de détention (entrée en vigueur) . . . . .	11.12.93	6027	80
47		Extension de l'abattement sur certains revenus mobiliers . . . . .	11.12.93	6028	81
2. – Mesures en faveur des entreprises					
48		Groupes de sociétés : Aménagements du régime fiscal . . . . .	11.12.93	6031	82
49		Echanges commerciaux avec l'étranger : Simplification des opérations triangulaires intracommunautaires . . . . .	11.12.93	6035	83
3. – Mesures de simplification					
	50 A (Sénat)	Taux à retenir pour le calcul de la taxe professionnelle . . . . .	11.12.93	6037	84
50		Taxes foncières : Simplification de la procédure de dégrèvement en cas de changement de propriétaire . . . . .	11.12.93	6042	85
	50 bis (A.N.)	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères . . . . .	11.12.93	6042	86
	50 ter (A.N.)	Affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des régions . . . . .	11.12.93	6042	87
	50 quater (A.N.)	DOM-TOM : Nouvelle taxe due par les entreprises de transport public aérien et maritime . . . . .	11.12.93	6046	88
	50 quinquies (A.N.)	DOM-TOM : Octroi de mer . . . . .	11.12.93	6048	89
51		Taxe d'habitation : Abattement spécial à la base. Abattements fixés à partir de l'ancienne contribution mobilière . . . . .	11.12.93	6050	90
	51 bis (A.N.)	Valeur locative cadastrale des terrains situés en zone urbaine . . . . .	11.12.93	6050	91
	51 ter (A.N.)	Taxe professionnelle : Cas de cessation volontaire d'activité d'entreprises nouvelles . . . . .	11.12.93	6050	92
	51 quater	(Supprimé) . . . . .	–	–	–
	51 quinquies (A.N.)	Taxe professionnelle : Rapprochement des taux de base . . . . .	11.12.93	6053	93
<i>B. – Autres mesures</i>					
	52 A (Sénat)	Allocation aux adultes handicapés : abrogation de l'article 123 de la loi de finances pour 1992 qui en prévoyait l'interruption à l'âge de 60 ans . . . . .	11.12.93	6059	94
52		Réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés . . . . .	11.12.93	6061	95
	52 bis (A.N.)	Utilisation en faveur de l'apprentissage des fonds recueillis au titre de la participation des entreprises à la formation en alternance . . . . .	11.12.93	6071	96
	52 bis 1 (Sénat)	Aménagement des régimes en faveur de l'investissement locatif . . . . .	11.12.93	6074	97
	52 bis 2 (Sénat)	Simplification du régime de circulation applicable aux jus de fruits conditionnés pour la vente au détail lorsque la contenance est inférieure à deux litres . . . . .	11.12.93	6074	98
<b>AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ ET VILLE</b>					
II. – Ville					
	52 ter (A.N.)	Additif au rapport du Gouvernement sur la politique des villes et du développement social urbain . . . . .	3.12.93	5515	99

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1)	PAGES du « J.O. »	ARTICLES de la loi de finances
Projet de loi	Additionnels				
		<b>ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE</b>			
	53 A (A.N.)	Simplification de la procédure d'attribution de pensions . . . . .	6.12.93	5620	100
	53 B (A.N.)	Regroupement des commissions du contentieux des soins médicaux gratuits . . . . .	6.12.93	5620	101
53		Revalorisation de l'indice de l'allocation spéciale pour enfant infirme . . . . .	6.12.93	5620	102
54		Amélioration de l'indemnisation des infirmités supplémentaires des pensions militaires d'invalidité . . . . .	6.12.93	5620	103
	54 bis (A.N.)	Rapport sur les conséquences de la suppression du traitement afférant à la médaille militaire . . . . .	6.12.93	5624	104
		<b>CHARGES COMMUNES</b>			
55		Reprise de la dette de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) à l'égard de la caisse des dépôts et consignations . . . . .	10.12.93	5948	105
56		Majoration des rentes viagères . . . . .	10.12.93	5948	106
	56 bis (A.N.)	Diminution des aides de l'État aux partis et groupements politiques . . . . .	10.12.93	5948	107
		<b>COMMERCE ET ARTISANAT</b>			
57		Taxe pour frais de chambre des métiers : droit fixe . . . . .	2.12.93	5431	108
		<b>ENVIRONNEMENT</b>			
58		Indemnisation des commissaires enquêteurs par les maîtres d'ouvrage . . . . .	30.11.93	5303	109
		<b>ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME</b>			
		I. – Urbanisme et services communs			
59		Reconduction de la dotation d'équipement des agglomérations nouvelles . . . . .	27.11.93	5044	110
		II. – Transports			
60		Transfert à l'établissement public Météo France des droits et obligations de l'État au titre de la météorologie nationale . . . . .	27.11.93	5083	111
		<b>INDUSTRIE ET POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>			
		I. – Industrie			
61		Revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base . . . . .	9.12.93	5921	112
		<b>INTÉRIEUR ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</b>			
		I. – Intérieur			
62		Fixation pour 1994 des montants de la dotation globale d'équipements, de la dotation régionale d'équipement scolaire et de la dotation départementale d'équipement des collèges . . . . .	1 <sup>er</sup> .12.93	5405	113
63		<i>(Retiré par le Gouvernement)</i> . . . . .	–	–	–

(1) L'adoption au Sénat d'une motion tendant à opposer la question préalable en première comme en nouvelle lecture a entraîné le rejet de l'ensemble du projet de loi de finances et l'absence d'examen des articles.

**Discussion (première lecture)**

(22 novembre 1993) (p. 4602, 4655) ; (23 novembre 1993) (p. 4666, 4725) ; (24 novembre 1993) (p. 4734, 4787) ; (25 novembre 1993) (p. 4796, 4945) ; (26 novembre 1993) (p. 4961, 5029) ; (27 novembre 1993) (p. 5035, 5108) ; (28 novembre 1993) (p. 5111, 5157) ; (29 novembre 1993) (p. 5165, 5243) ; (30 novembre 1993) (p. 5248, 5333) ; (1<sup>er</sup> décembre 1993) (p. 5339, 5405) ; (2 décembre 1993) (p. 5411, 5482) ; (3 décembre 1993) (p. 5487, 5564) ; (4 décembre 1993) (p. 5569, 5594) ; (6 décembre 1993) (p. 5597, 5694) ; (7 décembre 1993) (p. 5699, 5775) ; (8 décembre 1993) (p. 5784, 5838) ; (9 décembre 1993) (p. 5849, 5922) ; (10 décembre 1993) (p. 5928, 5993) ; (11 décembre 1993) (p. 5999, 6086).

I – DISCUSSION GENERALE (22 novembre 1993) (p. 4602, 4655) ; (23 novembre 1993) (p. 4666, 4684) : *MM. Edouard Balladur, Premier ministre ; Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Xavier de Villepin, Jean-Pierre Masseret, Paul Girod, Marcel Lucoite, Josselin de Rohan, Robert Vizet, Hubert Durand-Chastel, Jean Cluzel, René Régnault, Ernest Cartigny, Roland du Luart, Jean-Paul Delevoye, Mme Paulette Fost, MM. Michel Souplet, Paul Loridant, Jacques Oudin – MM. Michel Charasse, Pierre Laffitte, Jacques Delong, Jean-Jacques Robert, René Trégouët, Simon Loueckhote.*

**Motion n° I-131** de M. Robert Vizet **tendant à opposer la question préalable** (p. 4684) – *MM. Robert Vizet, Jean Arthuis, rapporteur général ; Nicolas Sarkozy, ministre, Paul Loridant.*

**Rejet de la motion** (p. 4687 ; scrutin public n° 59).

**PREMIERE PARTIE****CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

II – DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (23 novembre 1993) (p. 4688, 4725) ; (24 novembre 1993) (p. 4734, 4787) ; (25 novembre 1993) (p. 4797, 4945) ; (26 novembre 1993) (p. 4961, 4991) : *Mme Paulette Fost, MM. Jean-Pierre Masseret, Philippe Marini, Robert Vizet, Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Jacques Machet, Michel Sergent, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Xavier de Villepin, Serge Vinçon, Louis Minetti, Michel Moreigne, Jacques de Menou, Camille Cabana, Alain Lambert, Henri de Raincourt, Jean-Pierre Camoin – MM. Louis Perrein, François Gerbaud, Simon Loueckhote, Louis Althapé, Pierre Laffitte, Robert Pagès, Etienne Dailly, Roland du Luart, René Trégouët, Paul Girod, Paul Loridant, Jacques Oudin, Pierre Lagourgue, René Régnault, Philippe Richert – MM. Jacques Genton, président de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes ; André Rouvière, Ernest Cartigny, Michel d'Aillières, Yves Guéna, Alain Lamasoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Jacques Habert, Robert Laucournet, Serge Mathieu, Maurice Arreckx, Philippe François, Emmanuel Hamel, Christian Bonnet, Marcel Bony, Jean-Paul Delevoye, Philippe Adnot, Jean-Pierre Masseret, Jean-Paul Chambriard, Jean Garcia, Alain Pluchet, Jean-Marie Girault, François Collet, Désiré Debavelaere, Marcel Daunay, Ivan Renar, André Diligent, Alain Vasselle, Louis Perrein, Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Charasse, Charles-Edmond Lenglet, Marcel Henry, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Paul Girod, Pierre Dumas, Daniel Percheron, François Lesein, Gérard Miquel – M. Roger Chinaud.*

**TITRE I<sup>er</sup>****DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES****I. – Impôts et revenus autorisés****A. Dispositions antérieures**

**Art. 1<sup>er</sup>** (Autorisation de percevoir les impôts existants) – Adopté (p. 4688).

**B. Mesures fiscales****1. Réforme de l'impôt sur le revenu**

**Art. 2** (Réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) (p. 4688) – Adopté (p. 4698).

**Art. 2 bis** (Aménagement des conditions de déduction des frais de transport du domicile au lieu de travail) (p. 4703) – Adopté après modification (p. 4705).

**Art. 2 ter** (Assouplissement du régime de réduction d'impôt pour grosses réparations en faveur des victimes de catastrophes naturelles) – Adopté (p. 4705).

**2. Mesures en faveur des ménages**

**Art. 3** (Relèvement de la limite de versement des dons aux organismes sans but lucratif qui fournissent des repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement) (p. 4709) – Adopté (p. 4710).

**Art. 4** (Réduction de la taxe sur les conventions d'assurance applicable aux contrats d'assurance maladie) – Adopté (p. 4710).

**Art. 5** (Actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4713) – Adopté (p. 4714).

**3. Mesures de soutien de l'activité**

**Art. 6** (Exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement) (p. 4714) – Adopté (p. 4721).

**Après l'art. 6** (p. 4721).

*Art. additionnel* (Déductibilité du revenu foncier, en qualité de charges de la propriété, des dépenses d'amélioration afférentes aux locaux d'habitation ayant fait l'objet de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière et réalisée conformément à l'autorisation spéciale prévue par le code de l'urbanisme) – Adopté (p. 4721).

*Art. additionnel* (Exonération de plus-values en cas de réinvestissement du produit de la cession d'un immeuble dans l'acquisition d'une résidence principale, limites et conditions d'application de cette mesure) (p. 4723) – Adopté (p. 4725).

*Art. additionnel* (Imputation sur le revenu global, sans application de la limite de 50 000 F, des déficits constatés par les nus-propriétaires d'immeubles bâtis, lorsque le démembrement de propriété résulte de la succession ou de la donation entre vifs effectuée sans charge ni conditions et consentis entre parents jusqu'au 4<sup>e</sup> degré inclusivement) (p. 4734) – Adopté (p. 3735).

*Art. additionnel* (Extension de la majoration de la réduction d'impôt aux souscriptions au capital de sociétés civiles de placement immobilier qui acquièrent des logements neufs dans les départements et territoires d'outre-mer) (p. 4739) – Adopté (p. 4740).

*Art. additionnel* (Application immédiate de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit lors du premier achat par le contribuable) (p. 4742) – Adopté (p. 4743).

**Art. 6 bis** (Exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux dont le produit est utilisé en souscriptions d'actions de société non cotées ou versés sur un compte courant d'associés bloqué) (p. 4746) – Adopté après modification (p. 4748).

**Art. 7** (Neutralisation, pour l'appréciation du seuil d'imposition des plus-values, du transfert sur un PEA de l'épargne investie en titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux) (p. 4750) – Adopté après modification (p. 4751).

**Art. 8** (Déblocage des fonds investis dans un plan d'épargne populaire) (p. 4751) – Adopté (p. 4753).

**Après l'art. 8** (p. 4753).

*Art. additionnel* (Acquittement des droits d'enregistrement par les offices d'huissiers de justice au moment du paiement du prix par le débiteur) (p. 4754) – Adopté (p. 4756).

**4. Mesures en faveur des entreprises**

**Art. 9** (Allègement des droits d'enregistrement dus par les sociétés) (p. 4756) – Adopté (p. 4758).

**Art. 9 bis** (Relèvement du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme possédés par les entreprises) (p. 4768) – Adopté (p. 4769).

**Art. 9 ter** (*Aménagement des conditions d'option pour le crédit d'impôt recherche*) – Adopté (p. 4769).

**Après l'art. 9 ter** (p. 4769).

**Art. additionnel** (*Régime de défiscalisation en cas de restructuration d'entreprises et de mise en liquidation judiciaire*) (p. 4779) – Adopté (p. 4780).

**Art. additionnel** (*Augmentation du taux de remboursement de la TVA*) – Adopté (p. 4783).

**Art. additionnel** (*Facturation des prestations immatérielles réalisées dans un département d'outre-mer pour une entreprise située en métropole avec le taux de TVA applicable dans les départements d'outre-mer*) (p. 4783) – Adopté (p. 4784).

**Avant l'art. 10** (p. 4818).

**Art. additionnel** (*Application de la TVA aux pêcheurs en eau douce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994*) – Adopté (p. 4819).

**Art. additionnel** (*Applications du taux réduit de TVA aux hôtels de catégorie « quatre étoiles luxe »*) (p. 4822) – Adopté (p. 4823).

### 5. Mesures diverses

**Art. 10** (*Pérennisation du prélèvement social de 1 % sur les revenus du patrimoine et les produits de placement*) (p. 4827) – Adopté après modification (p. 4828).

**Art. 11** (*Modifications du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final et mesures diverses relatives à l'énergie*) (p. 4829) – Adopté (p. 4831).

**Art. 12** (*Reconduction et aménagement du prélèvement sur les entreprises pétrolières*) (p. 4832) – Adopté (p. 4833).

**Art. 12 bis** (*Exonération des redevances des mines pour les gisements d'hydrocarbures en mer*) – Adopté (p. 4833).

**Art. 13** (*Reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 4835) – Adopté (p. 4838).

**Art. 14** (*Exonération des ventes aux services d'archives de la taxe sur les objets d'art, de collection et d'antiquité*) – Adopté (p. 4839).

**Art. 14 bis** (*Possibilité d'option pour le régime transitoire d'imposition en matière de bénéfices agricoles*) – Adopté après modification (p. 4841).

**Après l'art. 14 bis** (p. 4842).

**Art. additionnel** (*Exonération de tous les jeunes agriculteurs qui s'installent de l'impôt foncier non bâti*) (p. 4842) – Adopté (p. 4846).

**Art. additionnel** (*Revalorisation des coefficients de remboursement de TVA pour les agriculteurs soumis au régime du réel simplifié*) (p. 4842) – Adopté (p. 4846).

**Art. additionnel** (*Exonération des impôts pesant sur les primes d'assurance couvrant les risques agricoles et sur les contrats d'assurance maladie complémentaire dans le secteur agricole*) (p. 4842) – Adopté (p. 4846).

**Art. 14 ter** (*Fiscalité applicable aux revenus tirés d'activités accessoires à l'activité agricole*) (p. 4846) – Adopté (p. 4847).

**Art. 14 quater** (*Relèvement du montant des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles*) (p. 4847) – Adopté après modification (p. 4849).

**Art. 14 quinquies** (*Aménagement du régime de fiscalisation des indemnités des élus locaux*) (p. 4849) – Adopté (p. 4851).

**Art. additionnel après l'art. 14 quinquies** (p. 4851) (*Extension de l'exonération de la taxe foncière à l'ensemble des associations culturelles dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) – Adopté (p. 4851).

**Art. 14 sexies** (*Régime des plus-values applicable aux cessions de matériels agricoles par les entreprises de travaux agricoles*) (p. 4851) – Adopté après modification (p. 4853).

**Après l'art. 14 sexies** (p. 4853).

**Art. additionnel** (*Possibilité donnée à chacun des exploitants de fonds séparé ou à des conjoints associés au sein d'une même*

*société de bénéficier d'un abattement sur le bénéfice imposable en qualité d'adhérent d'un centre de gestion agréé*) – Adopté (p. 4858).

**Art. additionnel** (*Octroi du bénéfice du tarif réduit du droit de mutation à titre onéreux applicable aux acquisitions d'immeubles ruraux, aux jeunes agriculteurs qui bénéficient de prêts à moyen terme spéciaux d'installation*) – Adopté (p. 4859).

**Art. additionnel** (*Extension de la taxe sur les allumettes aux acquisitions faites en provenance d'autres pays de la Communauté européenne*) (p. 4861) – Adopté (p. 4862).

### C. Mesures diverses

**Art. 15** (*Taxe sur les salaires payés par La Poste*) (p. 4862) – Adopté après modification (p. 4865).

**Art. 16** (*Affectation des droits sur les boissons au Fonds de solidarité vieillesse*) (p. 4872) – Adopté (p. 4873).

**Art. 16 bis** (*Institution d'un droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives*) (p. 4873) – Adopté après modification (p. 4877).

### II. – Ressources affectées

**Art. 17** (*Dispositions relatives aux affectations*) – Adopté (p. 4878).

**Après l'art. 17** (p. 4885).

**Art. additionnel** (*Augmentation de 2 centimes de la redevance du Fonds national de développement des adductions d'eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994*) (p. 4885) – Adopté (p. 4887).

**Art. additionnel** (*Extension à Mayotte du bénéfice du Fonds national pour les adductions d'eau*) (p. 4887) – Adopté (p. 4888).

**Art. additionnel** (*Prélèvement à un taux unique de 2,3 % sur l'ensemble des jeux*) (p. 4920) – Adopté (p. 4923 ; précédemment réservé p. 4879).

**Art. 18** (*Affectation au budget général des recettes de privatisation*) (p. 4927) – Adopté après modification (p. 4928 ; précédemment réservé p. 4888).

**Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 4880) (*Affectation de la taxe forestière et de la taxe sur les défrichements au Fonds forestier national et mesures en faveur de la filière bois*) (p. 4880) – Adopté (p. 4885 ; priorité ordonnée p. 4880).

**Art. 19** (*Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA*) – Adopté (p. 4928 ; précédemment réservé p. 4888).

**Art. 20** (*Modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994*) (p. 4888) – Adopté après modification (p. 4895).

**Art. 21** (*Suppression de l'indexation de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs*) (p. 4895) – Supprimé (p. 4896).

**Art. 22** (*Modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 4896) – Adopté après modification (p. 4903).

**Art. 23** (*Aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 4904) – Adopté après modification (p. 4920).

**Art. 23 bis** (*Plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée*) – Adopté (p. 4925).

**Art. 24** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 4797) – Adopté (p. 4817).

### TITRE II

#### DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

**Art. 25** (*Equilibre général du budget et Etat A*) (p. 4930) – Adopté après modification (p. 4945).

**Seconde délibération**, ordonnée, en application de l'article 47 bis alinéa 1 du règlement du Sénat, à la demande du Gouvernement,

portant sur les articles 6, 6 bis A, 9 sexies, 25 et Etat A (p. 4961).

Art. 6 (p. 4962 et 4963).

Art. 6 bis A (p. 4963).

Art. 9 sexies (p. 4963).

Art. 25 et Etat A (p. 4963 à 4977).

**Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4979, 4991) : *intervention de M. Jean Arthuis, rapporteur ; MM. Ernest Cartigny, Jean Clouet, Emmanuel Hamel, Robert Vizet, Jacques Habert, Bernard Laurent, Paul Loridant, intervention de MM. Nicolas Sarkozy, ministre et Christian Poncelet, président de la commission.*

Scrutin public de droit n° 69 (p. 4991).

**Adoption de l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances** (26 novembre 1993) (p. 4991).

## DEUXIÈME PARTIE MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

### Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

#### Budgets

#### I. – BUDGETS CIVILS

#### A. – Budget Général :

Affaires étrangères.

Affaires sociales, santé et ville :

I. – Affaires sociales et santé

II. – Ville

Anciens combattants.

Agriculture et pêche.

Commerce et artisanat.

Communication :

Communication audiovisuelle

Presse

Coopération.

Culture.

Départements et territoires d'outre-mer.

Économie et budget :

Charges communes

Services financiers

Education nationale (enseignement scolaire).

Enseignement supérieur et recherche :

I. – Enseignement supérieur

II. – Recherche

Environnement.

Équipement, transports et tourisme :

I. – Urbanisme et services communs

II. – Transports :

1. Transports terrestres

2. Routes

3. Sécurité routière

4. Transport aérien

5. Météorologie

III. – Tourisme

IV. – Mer :

• Marine marchande.

• Ports maritimes.

Industrie et postes et télécommunications  
et commerce extérieur :

I. – Industrie

II. – Postes et télécommunications

• Commerce extérieur.

Intérieur et aménagement du territoire :

I. – Intérieur :

• Administration centrale et sécurité.

• Administration territoriale, collectivités  
locales et décentralisation.

II. – Aménagement du territoire

Jeunesse et sports

Justice.

Logement.

Rapatriés.

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux

• Fonction publique.

II. – Secrétariat général de la Défense nationale

III. – Conseil économique et social

IV. – Plan

Travail, emploi et formation professionnelle  
Affaires sociales et travail : services communs.

#### B. – Budgets annexes

Aviation civile.

Imprimerie nationale.

Journaux officiels.

Légion d'Honneur - Ordre de la Libération.

Monnaies et Médailles.

Prestations sociales agricoles.

#### II. – DÉFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital.

Dépenses ordinaires.

#### III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor.

### AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Discussion** (7 décembre 1993) (p. 5722, 5775) :

*M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; MM. Jacques Chaumont, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Guyomard, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations culturelles extérieures) ; Joël Bourdin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Alain Juppé, ministre des affaires étrangères ; Jean Garcia, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Cantegrit, Claude Estier, André Bettencourt, Maurice Couve de Murville, Jacques Habert, Pierre Fauchon, Paul d'Ornano, Yves Guéna, Mme Monique ben Guiga, M. Serge Vinçon.*



**Examen des crédits** (7 décembre 1993) (p. 5775) : *M. Guy Penne.*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5775).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5775).

## AFFAIRES SOCIALES, SANTE ET VILLE

### I – AFFAIRES SOCIALES ET SANTE

**Discussion** (3 décembre 1993) (p. 5515, 5564) :

*Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé ; Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Charles Descours, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (sécurité sociale) ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (santé et politique hospitalière) ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (politique familiale) ; Alain Vasselle, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (politique en faveur des personnes âgées) ; Jacques Machet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (politique en faveur des handicapés) ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Xavier de Villepin, Charles Metzinger, Jean-Paul Hammann, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Claude Huriet, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Jean Chérioux, à titre personnel ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Guy Robert, Franck Sérusclat.*

**Examen des crédits** (3 décembre 1993) (p. 5559, 5564) : *M. Jacques Machet, rapporteur pour avis (politique en faveur des handicapés) ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Alain Vasselle, rapporteur pour avis (politique en faveur des personnes âgées) ; Mme Simone Veil, ministre ; M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard.*

**Etat B** – TITRE III – Adopté (p. 5559).

TITRE IV – Adopté (p. 5564).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5564).

## AFFAIRES SOCIALES, SANTE ET VILLE

### II – VILLE

**Discussion** (3 décembre 1993) (p. 5487, 5515) :

*Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; M. Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; MM. Gérard Larcher, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; André Diligent, Paul Lorient, Jean-Paul Delevoe, Mmes Paulette Fost, Marie-Madeleine Dieulangard, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

**Examen des crédits et de l'article 52 ter** (3 décembre 1993) (p. 5511, 5515) : *Mmes Paulette Fost, Marie-Claude Beaudeau, Marie-Madeleine Dieulangard, M. Philippe Marini, rapporteur spécial ; Mme Simone Veil, ministre ; MM. Ernest Cartigny, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés aux affaires sociales et à la santé, le même jour.

**Etat B** – TITRE III – Adopté (p. 5559).

TITRE IV – Adopté (p. 5564).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5564).

**Art. 52 ter** (*Additif au rapport du Gouvernement sur la politique des villes et du développement social urbain*) – Adopté (p. 5515).

### ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

**Discussion** (6 décembre 1993) (p. 5597, 5624) :

*MM. Philippe Mestre, ministre des anciens combattants ; Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Guy Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires*

*sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Charles Metzinger, Michel Miroudot, André Jarrot, Robert Pagès, Jacques Habert, Marcel Lesbros, Raymond Courrière, Yves Guéna, Emmanuel Hamel.*

**Examen des crédits et des articles 53 A, 53 B, 53, 54 et 54 bis** (6 décembre 1993) (p. 5618, 5624) : *M. Ernest Cartigny, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Robert, rapporteur pour avis ; Philippe Mestre, ministre ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Robert Pagès.*

**Etat B** – TITRE III (p. 5618) – Adopté (p. 5619).

TITRE IV (p. 5619) – Adopté (p. 5620).

TITRE V – Adopté (p. 5620).

**Art. 53 A** (*Simplification de la procédure d'attribution de pension*) – Adopté (p. 5620).

**Art. 53 B** (*Regroupement des commissions du contentieux de soins médicaux gratuits*) – Adopté (p. 5620).

**Art. 53** (*Revalorisation de l'allocation spéciale pour enfant infirme*) – Adopté (p. 5620).

**Art. 54** (*Relèvement du seuil de limitation des suffixes*) (p. 5620) – Adopté (p. 5621).

**Art. 54 bis** (*Rapport sur les conséquences de la suppression du traitement afférent à la médaille militaire*) – Adopté (p. 5624).

## AGRICULTURE ET PECHE

**Discussion** (29 novembre 1993) (p. 5185, 5243) :

*MM. Jean Puech, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Henri de Raincourt, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement rural) ; Aubert Garcia, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industries agricoles et alimentaires) ; Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole) ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour, François Delga, Guy Robert, Fernand Tardy, Raymond Soucaret, Serge Mathieu, Désiré Debavelaere, Louis Minetti, Jacques Machet, Gérard Roujas, Joseph Caupert, Jacques Oudin, Marcel Daunay, Michel Sergent, Jean-Pierre Tizon, Jacques de Menou, Jean Pourchet, Roland Courteau, Bernard Hugo, Louis de Catuelan, Auguste Cazalet, Jean-Paul Hammann, Roger Rigaudière, Emmanuel Hamel, Henri Belcour.*

**Examen des crédits** (29 novembre 1993) (p. 5242, 5243) : *MM. Félix Leyzour, Jean Puech, ministre.*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5243).

**Etat C** – TITRE V et VI – Adoptés (p. 5243).

## COMMERCE ET ARTISANAT

**Discussion** (2 décembre 1993) (p. 5411, 5431) :

*MM. Alain Madelin, ministre des entreprises ; René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean-Paul Hammann, Félix Leyzour, Edouard Le Jeune, Robert Laucournet, Georges Mouly, Serge Mathieu, Bernard Dusaut, Roland Huguet.*

**Examen des crédits et de l'article 57** (2 décembre 1993) (p. 5430, 5431) : *MM. Gérard Delfau, Robert Laucournet, René Ballayer, rapporteur spécial ; Alain Madelin, ministre ; Ernest Cartigny, Pierre Louvot.*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5430, 5431).

**Etat C** – TITRE VI – Adopté (p. 5431).

**Art. 57** (*Montant de la taxe pour frais de chambres de métiers*) – Adopté (p. 5431).

## COMMUNICATION

**Discussion** (8 décembre 1993) (p. 5812, 5834) :

*MM. Alain Carignon, ministre de la communication ; Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Adrien Gou-*

teyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; François Autain, Pierre Laffitte, Pierre-Christian Taittinger, Michel Caldaguès, Ivan Renar, Gérard Delfau, Ambroise Dupont, Philippe Marini.

**Examen des crédits et de l'article 44** (8 décembre 1993) (p. 5834, 5838) : *MM. Ivan Renar, François Autain, Jean Cluzel, rapporteur spécial ; Alain Carignon, ministre.*

**Ligne 46 de l'Etat E** – Adoptée (p. 5835).

**Ligne 47 de l'Etat E** – Adoptée (p. 5835).

**Art. 44** (*Répartition du produit estimé hors taxe sur la valeur ajoutée de la « redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision », affectée aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle – Recettes des sociétés du secteur public de la communication audiovisuelle provenant de la publicité*) – Adopté (p. 5836).

Le vote des autres crédits est réservé jusqu'à l'examen d'une part, des crédits des services généraux du Premier ministre et, d'autre part, des crédits de l'industrie, des postes et des télécommunications.

**Services généraux du Premier ministre – Etat B – TITRES III et IV** – Adoptés (9 décembre 1993) (p. 5862).

**Industrie, postes et télécommunications – Etat B – TITRES III et IV** – Adoptés (9 décembre 1993) (p. 5921).

**Etat C – TITRES V et VI** – Adoptés (9 décembre 1993) (p. 5921).

## COOPERATION

**Discussion** (7 décembre 1993) (p. 5699, 5722) :

*MM. Michel Roussin, ministre de la coopération ; Michel Charasse, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul d'Ornano, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Georges Gruillot, Jean-Luc Bécart, Jacques Habert, Pierre Lagourgue, Guy Penne, Joël Bourdin, Mme Monique ben Guiga.*

**Examen des crédits** (7 décembre 1993) (p. 5722) : *MM. Guy Penne, Jean Garcia.*

**Etat B – TITRES III et IV** – Adoptés (p. 5722).

**Etat C – TITRES V et VI** – Adoptés (p. 5722).

## CULTURE ET FRANCOPHONIE

**Discussion** (6 décembre 1993) (p. 5662, 5694) :

*MM. Jacques Toubon, ministre de la culture ; Camille Cabana, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma et théâtre dramatique) ; Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (francophonie) ; Jean Boyer, Philippe Marini, Ivan Renar, Jacques Habert, André Egu, Jean-Louis Carrère, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

**Examen des crédits** (6 décembre 1993) (p. 5693, 5694) : *MM. Jacques Habert, Ivan Renar.*

**Etat C – TITRE III** – Adopté (p. 5693).

**TITRE IV** (p. 5693) – Adopté (p. 5694).

**Etat C – TITRES V et VI** – Adoptés (p. 5694).

## DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

**Discussion** (26 novembre 1993) (p. 4991, 5029) :

*MM. Dominique Perben, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances ; Rodolphe Désiré, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (départements d'outre-mer) ; Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer) ; Roger Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Pierre Lagourgue, rapporteur pour avis de la commission des lois (départements d'outre-mer) ; Jean-Marie Girault, rapporteur*

*pour avis de la commission des lois (territoires d'outre-mer) ; Daniel Millaud, Albert Pen, Emmanuel Hamel, Henri Bangou, Marcel Henry, François Louisy, Sosefo Makapé Papilio, Mme Marie-Claude Beaudeau.*

**Examen des crédits** (26 novembre 1993) (p. 5029) : *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Etat B – TITRES III et IV** – Adoptés (p. 5029).

**Etat C – TITRES V et VI** – Adoptés (p. 5029).

## ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

### CHARGES COMMUNES ET SERVICES FINANCIERS

**Discussion** (10 décembre 1993) (p. 5928, 5949) :

*MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances (charges communes) ; Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances (services financiers) ; Louis Minetti, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (consommation et concurrence) ; Robert Vizet, Paul Loridant, Emmanuel Hamel, Ernest Cartigny.*

**Examen des crédits et des articles 55, 56, 56 bis** (10 décembre 1993) (p. 5944, 5949) : *MM. Robert Vizet, Claude Belot, rapporteur spécial ; Roger Romani, ministre ; Mme Maryse Bergé-Lavigne ; MM. Ernest Cartigny, Paul Loridant.*

**Crédits des charges communes :**

**Etat B – TITRES I<sup>er</sup>, II, III et IV** – Adoptés (p. 5944, 5945).

**Etat C – TITRES V et VI** – Adoptés (p. 5945).

**Crédits des services financiers :**

**Etat B – TITRES III et IV** – Adoptés (p. 5945, 5948).

**Etat C – TITRE V** – Adopté (p. 5948).

**Art. 55** (*Transfert à l'Etat de la dette de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale*) – Adopté (p. 5948).

**Art. 56** (*Rentes viagères : taux de majoration*) – Adopté (p. 5949).

**Art. 56 bis** (*Réduction des dotations aux partis politiques*) – Adopté (p. 5949).

## EDUCATION NATIONALE

**Discussion** (6 décembre 1993) (p. 5624, 5662) :

*MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale ; Jacques Delong, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Vallon, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement scolaire) ; Gérard Delfau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement technique) ; Guy Poirieux, Robert Calmejane, Mme Hélène Luc, MM. André Maman, Pierre Lagourgue, Jean-Louis Carrère, Jacques Habert, Philippe Richert, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

**Examen des crédits** (6 décembre 1993) (p. 5658, 5662) : *M. Ivan Renar, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Gérard Delfau, rapporteur pour avis (enseignement technique) ; François Bayrou, ministre ; Mme Hélène Luc, MM. Jacques Oudin, Jean-Paul Hamann.*

**Etat B – TITRE III** (p. 5658) – Adopté (p. 5660).

**TITRE IV** – Adopté (p. 5660).

**Etat C – TITRE V** (p. 5660) – Adopté (p. 5661).

**TITRE VI** – Adopté (p. 5661).

## ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

**Discussion** (10 décembre 1993) (p. 5955, 5993) :

*MM. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur ; Jean Clouet, rapporteur spécial de la commission des finances (enseignement supérieur) ; Jean-Pierre Camoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement supérieur) ; Jacques Valade, rapporteur spécial de la commission des*

*finances (recherche) ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (recherche scientifique et technique) ; Jean-Marie Rausch, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (recherche) ; Hubert Durand-Chastel, Maurice Blin, Jean-Jacques Robert, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Daniel Millaud, Claude Saunier, Albert Vec-ten, Roland Huguet, Paul Loridant.*

**Examen des crédits** (10 décembre 1993) (p. 5991, 5993) : *MM. Ivan Renar, Jean-Louis Carrère, Mme Hélène Luc.*

#### Crédits de l'enseignement supérieur :

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5991).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5991, 5993).

#### Crédits de la recherche :

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5993).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5993).

### ENVIRONNEMENT

**Discussion** (30 novembre 1993) (p. 5270, 5304) :

*MM. Michel Barnier, ministre de l'environnement ; Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Ambroise Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Philippe Richert, René-Pierre Signé, Ernest Cartigny, Jacques Oudin, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Michel Sergent, Marcel Vidal.*

**Examen des crédits et de l'article 58** (30 novembre 1993) (p. 5300, 5304) : *MM. Michel Souplet, Jacques Sourdille, Michel Barnier, ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Bernard Hugo, rapporteur pour avis ; Philippe Adnot, rapporteur spécial.*

**Etat B** – TITRE III (p. 5300) – Adopté (p. 5302).

TITRE IV (p. 5302) – Adopté (p. 5303).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5303).

**Art. 58** (*Indemnisation des commissaires enquêteurs et des membres des commissions d'enquête*) (p. 5303) – Adopté (p. 5304).

### EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

#### I – URBANISME ET SERVICES COMMUNS

**Discussion** (27 novembre 1993) (p. 5035, 5044) :

*MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jacques Bellanger, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Mme Josette Durrieu, M. Félix Leyzour.*

**Examen des crédits et de l'article 59** (27 novembre 1993) (p. 5044).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits du tourisme

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (28 novembre 1993) (p. 5156).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (28 novembre 1993) (p. 5157).

**Art. 59** (*Reconduction de la dotation globale d'équipement des villes nouvelles*) – Adopté (27 novembre 1993) (p. 5044).

### EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

#### II – TRANSPORTS

##### 1. TRANSPORTS TERRESTRES – 2. ROUTES

##### – 3. SECURITE ROUTIERE

**Discussion** (27 novembre 1993) (p. 5084, 5108) :

*MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial de la commission des finances (transports terrestres) ; Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (transports terrestres) ;*

*Paul Loridant, rapporteur spécial de la commission des finances (routes et sécurité routière) ; Pierre Dumas, en remplacement de M. Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (routes et les voies navigables) ; Roger Rigaudière, Félix Leyzour, Alain Lambert, Jacques Bellanger, Paul Masson, Maurice Lombard.*

**Examen des crédits** (27 novembre 1993) (p. 5108).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits du tourisme

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (28 novembre 1993) (p. 5156).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (28 novembre 1993) (p. 5156).

### EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

#### II – TRANSPORTS

##### 4. TRANSPORTS AERIENS – 5. METEOROLOGIE

**Discussion** (27 novembre 1993) (p. 5065, 5084) (*Discussion commune avec celle relative au budget annexe de l'aviation civile*).

**Examen des crédits et de l'article 60** (27 novembre 1993) (p. 5081, 5083) : *MM. Ernest Cartigny, rapporteur spécial de la commission des finances ; Serge Vinçon, Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits du tourisme.

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (28 novembre 1993) (p. 5156).

**Etat C** – TITRE V – Adopté après modification (28 novembre 1993) (p. 5156).

TITRE VI – Adopté (28 novembre 1993) (p. 5156).

**Art. 60** (*Etablissement public Météo-France*) – Adopté (27 novembre 1993) (p. 5083).

### EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

#### III – TOURISME

**Discussion** (28 novembre 1993) (p. 5136, 5155) :

*MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Jean Clouet, en remplacement de M. Pierre Croze, rapporteur spécial de la commission des finances ; Charles Ginésy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Christian Bonnet, Louis Althapé, Louis Minetti, Louis de Catuelan, Jean Besson, Jean-Paul Hammann, Robert Castaing, Bernard Dussaut, Mme Josette Durrieu.*

**Examen des crédits** (28 novembre 1993) (p. 5155, 5157) : *MM. Josselin de Rohan, Alain Lambert.*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5156).

**Etat C** – TITRE V – Adopté après modification (p. 5156).

TITRE VI – Adopté (p. 5156).

### EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

#### IV – MER

**Discussion** (27 novembre 1993) (p. 5044, 5064) :

*MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; René Régnauld, rapporteur spécial de la commission des finances (marine marchande) ; Louis de Catuelan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (marine marchande) ; René Régnauld, en remplacement de M. Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances (ports maritimes) ; Philippe François, en remplacement de M. Josselin de Rohan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes) ; Jacques Bialski, Emmanuel Hamel, Félix Leyzour, Albert Pen.*

**Examen des crédits** (27 novembre 1993) (p. 5064).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits du tourisme

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (28 novembre 1993) (p. 5156).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (28 novembre 1993) (p. 5156).

## INDUSTRIE, POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET COMMERCE EXTERIEUR

**Discussion** (9 décembre 1993) (p. 5873, 5920) :

*MM. Gérard Longuet, ministre de l'industrie ; Bernard Barbier, rapporteur spécial de la commission des finances (industrie) et en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances (postes et télécommunications) ; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industrie) ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (énergie) ; André Fosset, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (postes et télécommunications) ; Mme Maryse Bergé-Lavigne, rapporteur spécial de la commission des finances (commerce extérieur) ; M. Marcel Daunay, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (commerce extérieur) ; Mme Anne Heinis, MM. Gérard Larcher, Louis Minetti, François Delga, Xavier de Villepin, Charles Metzinger, Louis Brives, Félix Leyzour, Hubert Durand-Chastel, Pierre Lagourgue, Roland Huguet, Pierre Laffitte, Emmanuel Hamel, Gérard Delfau.*

**Examen des crédits et de l'article 61** (9 décembre 1993) (p. 5920, 5922) : *MM. André Fosset, rapporteur pour avis (postes et télécommunications) ; Gérard Longuet, ministre ; Bernard Barbier, rapporteur spécial (industrie).*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5920, 5921).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5921).

**Art. 61** (Revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base) – Adopté après modification (p. 5922).

Le vote des crédits relatifs au commerce extérieur est réservé jusqu'à l'examen des crédits des charges communes et des services financiers.

**Charges communes :**

**Etat B** – TITRES I, II, III et IV – Adoptés (10 décembre 1993) (p. 5944, 5945).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (10 décembre 1993) (p. 5945).

**Services financiers :**

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (10 décembre 1993) (p. 5948).

**Etat C** – TITRE V – Adopté (10 décembre 1993) (p. 5948).

## INTERIEUR ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

### I – INTERIEUR

#### ADMINISTRATION CENTRALE ET SECURITE – ADMINISTRATION TERRITORIALE, COLLECTIVITES LOCALES ET DECENTRALISATION

**Discussion** (1<sup>er</sup> décembre 1993) (p. 5372, 5406) :

*MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; Paul Girod, rapporteur spécial de la commission des finances (administration centrale et sécurité) ; Jean Arthuis, en remplacement de M. Jacques Mossion, rapporteur spécial de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) ; André Bohl, rapporteur pour avis de la commission des lois (décentralisation) ; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois (police et sécurité) ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour avis de la commission des lois (sécurité civile) ; Maurice Arreckx, Louis Althapé, Robert Pagès, Mme Françoise Seligmann, MM. Emmanuel Hamel, Christian Bonnet, René Régnault, André Rouvière.*

**Examen des crédits et de l'article 62** (1<sup>er</sup> décembre 1993) (p. 5404, 5406) : *MM. Jacques Sourdille, rapporteur spécial de la*

*commission des finances, Charles Pasqua, ministre ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; MM. Robert Pagès, René Régnault.*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5405).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5405).

**Art. 62** (Fixation pour 1994 des montants de la dotation globale d'équipement, de la dotation régionale d'équipement scolaire et de la dotation départementale d'équipement des collèges) – Adopté (p. 5406).

## INTERIEUR ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

### II – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**Discussion** (1<sup>er</sup> décembre 1993) (p. 5339, 5372) :

*MM. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire ; Jacques Sourdille, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Pépin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Georges Mouly, Jean Boyer, Jacques Legendre, Robert Pagès, Bernard Laurent, Marcel Vidal, Jean Delaneau, François Gerbaud, Jean Huchon, Michel Sergeant, Christian Poncelet, Claude Saunier, Roger Besse, Jacques Oudin.*

**Examen des crédits** (p. 5370, 5372) (p. 5404, 5405) : *MM. Gérard Delfau, Jacques Sourdille, rapporteur spécial ; Daniel Hoeffel, ministre ; Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Robert Pagès, René Régnault.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits concernant l'intérieur.

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5405).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5405).

## JEUNESSE ET SPORTS

**Discussion** (30 novembre 1993) (p. 5248, 5270) :

*Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports ; MM. Bernard Pellarin, rapporteur spécial de la commission des finances ; François Lesein, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; André Egu, Claude Estier, Jacques Sourdille, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, Léon Fatous, Auguste Cazalet.*

**Examen des crédits** (30 novembre 1993) (p. 5269, 5270) : *Mmes Michelle Demessine, Hélène Luc.*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5269).

**Etat C** – TITRE V (p. 5269) – Adopté (p. 5270).

TITRE VI – Adopté (p. 5270).

## JUSTICE

**Discussion** (8 décembre 1993) (p. 5786, 5811) :

*MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Alain Lambert, rapporteur spécial de la commission des finances ; Germain Authié, rapporteur pour avis de la commission des lois (services généraux) ; Guy Cabanel, rapporteur pour avis de la commission des lois (administration pénitentiaire) ; Michel Rufin, rapporteur pour avis de la commission des lois (protection judiciaire de la jeunesse) ; Hubert Durand-Chastel, Pierre Faucher, Mme Françoise Seligmann, MM. Pierre-Christian Taittinger, Dominique Leclerc, Charles Lederman, Mme Monique ben Guiga, M. Jacques Habert.*

**Examen des crédits** (8 décembre 1993) (p. 5812)

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5812).

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés (p. 5812).

## LOGEMENT

**Discussion** (28 novembre 1993) (p. 5131, 5134) :

*MM. Hervé de Charette, ministre du logement ; Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances ; William Chervy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jacques Bimbenet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (logement social) ; Mme Paulette Fost, MM. Camille Cabana, Alain Lambert, Marcel Vidal, José*

*Balarello, Alain Vasselle, Gérard Roujas, Jean-Jacques Robert, Jean-Pierre Demerliat.*

**Examen des crédits** (28 novembre 1993) (p. 5135, 5136) : *Mmes Paulette Fost, Danielle Bidard-Reydet.*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés.

**Etat C** – TITRES V et VI – Adoptés.

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

### I – SERVICES GÉNÉRAUX

#### RAPATRIES

**Discussion** (4 décembre 1993) (p. 5569, 5583) :

*MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Daniel Millaud, Jean Clouet, en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances ; José Balarello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Michel Sergent, Auguste Cazalet, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Camille Cabana, Jacques Habert.*

**Examen des crédits** (4 décembre 1993) (p. 5582) : *MM. Marc Lauriol, Roger Romani, ministre.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits des services généraux du Premier ministre.

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (9 décembre 1993) (p. 5862).

**Etat C** – TITRE V – Adopté (9 décembre 1993) (p. 5862).

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

### I – SERVICES GÉNÉRAUX

#### FONCTION PUBLIQUE

**Discussion** (9 décembre 1993) (p. 5849, 5862) :

*MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; André Rossinot, ministre de la fonction publique ; Maurice Couve de Murville, rapporteur spécial de la commission des finances ; René Trégouët, rapporteur spécial de la commission des finances (fonction publique) ; Jacques Bimbenet, Roland Pagès, Jacques Machet, Claude Estier, René Régnauld.*

**Examen des crédits** (9 décembre 1993) (p. 5862) : *M. Robert Pagès.*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5862).

**Etat C** – TITRE V – Adopté (p. 5862).

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

### II – SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

**Discussion** (4 décembre 1993) (p. 5583, 5585) :

*MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Sergent, en remplacement de M. Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances.*

**Examen des crédits** (4 décembre 1993) (p. 5585) : *M. Emmanuel Hamel.*

**Etat B** – TITRE III – Adopté (p. 5585).

**Etat C** – TITRE V – Adopté (p. 5585).

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

### III – CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

**Discussion** (4 décembre 1993) (p. 5585, 5586) :

*M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances.*

**Examen des crédits** (4 décembre 1993) (p. 5586)

**Etat B** – TITRE III – Adopté (p. 5586).

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

### IV – PLAN

**Discussion** (9 décembre 1993) (p. 5862, 5872) :

*MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Moreigne, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Bernard Barbier, président de la délégation du Sénat pour la planification ; Louis Minetti, Robert Lascourret.*

**Examen des crédits** (9 décembre 1993) (p. 5872) : *M. Emmanuel Hamel.*

**Etat B** – TITRES III et IV – Adoptés (p. 5872).

**Etat C** – TITRE VI – Adopté (p. 5872).

## TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE – AFFAIRES SOCIALES – SERVICES COMMUNS

**Discussion** (30 novembre 1993) (p. 5305, 5333) :

*MM. Michel Giraud, ministre du travail ; Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (travail et emploi) ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (formation professionnelle) ; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Georges Mouly, Gérard Larher, Mme Michelle Demessine, M. Gérard Delfau.*

**Examen des crédits** (30 novembre 1993) (p. 5328, 5333) : *M. Jacques Machet, Mmes Anne Heinis, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Emmanuel Hamel, rapporteur spécial ; Michel Giraud, ministre ; Gérard Delfau, Mmes Paulette Fost, Marie-Claude Beaudeau, M. Franck Sérusclat.*

## TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

**Etat B** – TITRE III (p. 5328) – Adopté (p. 5331).

TITRE IV (p. 5331) – Adopté (p. 5332).

**Etat C** – TITRE V (p. 5332) – Adopté (p. 5333).

TITRE VI – Adopté (p. 5333).

## AFFAIRES SOCIALES ET TRAVAIL – SERVICES COMMUNS

**Etat B** – TITRE III – Adopté (p. 5333).

## AVIATION CIVILE

### (BUDGET ANNEXE)

**Discussion** (27 novembre 1993) (p. 5065, 5084) (Discussion commune avec celle relative au budget des transports aériens et de la météorologie) :

*MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Ernest Cartigny, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Serge Vinçon, Félix Leyzour, Jacques Bellanger.*

**Examen des crédits** (27 novembre 1993) (p. 5084) : *MM. Ernest Cartigny, rapporteur spécial, Félix Leyzour.*

**Art. 32** (Services votés) – Adopté (p. 5084).

**Art. 33** (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 5084).

## IMPRIMERIE NATIONALE

### (BUDGET ANNEXE)

**Discussion** (4 décembre 1993) (p. 5591, 5593) :

*M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Mme Paulette Fost, en remplacement de M. Robert Vizet, rapporteur spécial de la commission des finances.*

**Examen des crédits** (4 décembre 1993) (p. 5593)

**Art. 32** (Services votés) – Adopté (p. 5593).

**Art. 33** (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 5593).

## JOURNAUX OFFICIELS

### (BUDGET ANNEXE)

**Discussion** (4 décembre 1993) (p. 5586, 5589) :

*MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances ; MM. Jacques Habert, Roger Chirac, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Examen des crédits** (4 décembre 1993) (p. 5589)

**Art. 32** (*Services votés*) – Adopté (p. 5589).

**Art. 33** (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 5589).

### LEGION D'HONNEUR, ORDRE DE LA LIBERATION (BUDGET ANNEXE)

**Discussion** (8 décembre 1993) (p. 5784, 5785) :

*MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances.*

**Examen des crédits** (8 décembre 1993) (p. 5786)

**Art. 32** (*Services votés*) – Adopté (p. 5786).

**Art. 33** (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 5786).

### MONNAIES ET MEDAILLES (BUDGET ANNEXE)

**Discussion** (4 décembre 1993) (p. 5589, 5591) :

*MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Michel Sergent, rapporteur spécial de la commission des finances.*

**Examen des crédits** (4 décembre 1993) (p. 5591)

**Art. 32** (*Services votés*) – Adopté (p. 5591).

**Art. 33** (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 5591).

### PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BUDGET ANNEXE)

**Discussion** (29 novembre 1993) (p. 5165, 5184) :

*MM. Jean Puech, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Seillier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean-Paul Hammann, Louis Minetti, Jean Grandon, Louis Mercier, Michel Moreigne, Pierre Louvot, Michel Doublet.*

**Examen des crédits** (29 novembre 1993) (p. 5183, 5184) : *MM. Jean Puech, ministre ; Roland du Luart, rapporteur spécial ; André Vallet, Raymond Soucaret, Louis Minetti.*

**Article 32** (*Services votés*) – Adopté (p. 5183).

**Article 33** (*Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 5183).

### DEFENSE

**Discussion** (2 décembre 1993) (p. 5431, 5481) :

*MM. François Léotard, ministre de la défense ; Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances (exposé d'ensemble et dépenses en capital) ; Bernard Barbier, en remplacement de M. François Trucy, rapporteur spécial de la commission des finances (dépenses ordinaires) ; Jacques Golliet, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (nucléaire, espace et services communs) ; Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « gendarmerie ») ; Serge Vinçon, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « forces terrestres ») ; Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « air ») ; Max Lejeune, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section « marine ») ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert, Georges Treille, André Rouvière, Ernest Cartigny, Michel d'Aillières, Jacques Legendre, Jean-Luc Bécart, Jacques Machet, Jean-Pierre Masseret, Pierre-Christian Taittinger, Yves Guéna, Roland Bernard, Philippe Marini.*

**Examen des crédits** (2 décembre 1993) (p. 5481, 5482)

**Art. 29** (*Mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires*) – Adopté (p. 5481).

**Art. 30** (*Mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires*) – Adopté (p. 5482).

### COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**Discussion** (10 décembre 1993) (p. 5949, 5955) :

*MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances ; Robert Vizet, Louis Jung.*

**Examen des articles 34, 35, 35 bis et 36 à 39** (10 décembre 1993) (p. 5953, 5955) : *MM. Philippe Marini, rapporteur spécial ; Roger Romani, ministre ; Paul Loridant.*

**Art. 34** (*Crédits ouverts au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) – Adopté (p. 5953).

**Art. 35** (*Crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses en capital*) – Adopté (p. 5954).

**Art. 35 bis** (*Reversement par l'entreprise de recherche et d'activités pétrolières du produit de cession de titres de la Société nationale Elf-Aquitaine*) – Adopté (p. 5954).

**Art. 36 à 39** (*Opérations à caractère temporaire*) – Adoptés (p. 5955).

### DEUXIEME PARTIE

#### MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHES A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS)

**Discussion** (11 décembre 1993) (p. 5999, 6105) :

*MM. Roland Courteau, Jean-Pierre Masseret, Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Mme Paulette Fost, MM. Robert Vizet, Xavier de Villepin, Alain Lambert, Jean Bernard, Jacques Machet, René Régnault, Philippe Marini, Emmanuel Hamel, Roger Quilliot, Jean Clouet, Jean-Pierre Fourcade, Jean Pépin, Paul Girod, Gérard Miquel, François Louisy, Roger Lise, Rodolphe Désiré, Ernest Cartigny, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Alain Pluchet, Alphonse Arzel, Philippe Adnot, Albert Vecten, Gérard César, Pierre Louvot, Jean-Paul Emin, Lucien Neuwirth, Jean Madelain, Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1994

##### I. Opérations à caractère définitif

##### A - Budget général

**Art. 26** (*Budget général – Service voté*) – Adopté (p. 5999).

**Art. 27 et Etat B** (*Mesures nouvelles ; dépenses ordinaires des services civils*) (p. 5999) – Adoptés (p. 6001).

**Art. 28 et Etat C** (*Mesures nouvelles ; Dépenses en capital des services civils*) (p. 6001) – Adoptés (p. 6004).

**Art. 29** (*Mesures nouvelles ; dépenses ordinaires des services militaires*) – Adopté (2 décembre 1993, p. 5481).

**Art. 30** (*Mesures nouvelles ; Dépenses en capital des services militaires*) – Adopté (2 décembre 1993, p. 5482).

**Art. 31 et Etat D** (*Autorisations d'engagement par anticipation*) – Adoptés (p. 6004).

##### B - Budgets annexes

**Art. 32** (*Budgets annexes ; services votés*) – Adopté (p. 6004).

**Art. 33** (*Budgets annexes ; mesures nouvelles*) – Adopté (p. 6004).

##### III. Dispositions diverses

**Art. 40 et Etat E** (*Autorisation de perception de taxes parafiscales*) (p. 6005) – Adoptés (p. 6016).

**Art. 41 et Etat F** (*Crédits évaluatifs*) (p. 6016) – Adoptés (p. 6018).

**Art. 42 et Etat G** (*Crédits provisionnels*) (p. 6018) – Adoptés (p. 6019).

**Art. 43 et Etat H** (*Reports de crédits*) (p. 6019) – Adoptés (p. 6022).

**Art. 44** (*Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle*) – Adopté (8 décembre 1993 ; p. 5837).

## TITRE II

### DISPOSITIONS PERMANENTES

#### A. Mesures fiscales

##### 1. Mesures relatives à l'épargne

**Art. 45** (*Aménagement du seuil des cessions de parts ou actions d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux*) (p. 6022) – Adopté (p. 6024).

**Art. 46** (*Réduction du taux de prélèvement libératoire sur les produits bancaires*) (p. 6024) – Adopté après modification (p. 6025).

**Art. additionnel après l'art. 46** (*Application de l'article 27 de la loi de finances rectificative pour 1993 du 22 juin 1993 à compter du 26 juin 1993*) (p. 6027) – Adopté (p. 6028).

**Art. 47** (*Extension de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières*) (p. 6028) – Adopté (p. 6029).

##### 2. Mesures en faveur des entreprises

**Art. 48** (*Aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés*) (p. 6031) – Adopté après modification (p. 6034).

**Art. 49** (*Mesures destinées à faciliter les opérations commerciales intracommunautaires*) – Adopté (p. 6035).

**Art. 49 bis** (*Opérations effectuées par les pêcheurs et armateurs à la pêche à l'exception des pêcheurs en eau douce*) – Supprimé (p. 6036).

**Art. additionnel avant l'art. 50** (*Possibilité de majoration de 5 % du taux de la taxe professionnelle*) (p. 6037) – Adopté (p. 6041).

##### 3. Mesures de simplification

**Art. 50** (*Simplification de la procédure de dégrèvement de taxes foncières*) – Adopté (p. 6042).

**Art. 50 bis** (*Compétence des organes délibérants des groupements de communes en matière d'exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères*) – Adopté (p. 6042).

**Art. 50 ter** (*Affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des régions de l'outre-mer*) (p. 6042) – Adopté (p. 6045).

**Art. 50 quater** (*Création d'une ressource fiscale nouvelle assise sur les passagers, affectée aux régions d'outre-mer*) (p. 6046) – Adopté après modification (p. 6048).

**Art. 50 quinquies** (*Relèvement du droit additionnel à l'octroi de mer perçu au profit des régions d'outre-mer*) (p. 6048) – Adopté (p. 6050).

**Art. 51** (*Conditions d'octroi de l'abattement spécial à la base en matière de taxe d'habitation*) – Adopté (p. 6050).

**Art. 51 bis** (*Evaluation de la valeur locative cadastrale des terrains situés en zones urbaines*) – Adopté (p. 6050).

**Art. 51 ter** (*Exonération de la taxe professionnelle en faveur des entreprises nouvelles*) – Adopté (p. 6050).

**Art. 51 quater** (*Perception de la taxe sur certaines fournitures d'électricité par les communautés de villes et les communautés de communes*) (p. 6050) – Supprimé (p. 6052).

**Art. 51 quinquies** (*Taxe professionnelle des communes rattachées à un groupement de communes déjà existant prélevant une taxe professionnelle communautaire ou de zone*) – Adopté (p. 6053).

**Art. additionnel après l'art. 51 quinquies** (*Désignation de la liste des barrages pris en compte au titre des attributions du fonds*

*départemental de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 6053) – Adopté (p. 6054).

**Art. additionnel avant l'art. 52** (*Abrogation de l'article 123 de la loi de finances pour 1992 relatif à l'interruption des versements de l'allocation aux adultes handicapés*) (p. 6059) – Adopté (p. 6061).

#### B. Autres mesures

**Art. 52** (*Réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés*) (p. 6061) – Adopté après modification (p. 6070).

**Art. 52 bis** (*Utilisation en faveur de l'apprentissage des fonds recueillis au titre de la participation des entreprises à la formation en alternance*) (p. 6071) – Adopté après modification (p. 6072).

**Après l'art. 52 bis** (p. 6074).

**Art. additionnel** (*Suppression de la contrainte relative à la qualité du locataire pour le bénéfice de la réduction d'impôt égale à 10 % du coût de l'investissement locatif neuf*) – Adopté (p. 6074).

**Art. additionnel** (*Régime de circulation applicable aux jus de fruits conditionnés pour la vente au détail, lorsque la contenance est inférieure à deux litres*) – Adopté (p. 6074).

**Seconde délibération**, ordonnée à la demande de M. Nicolas Sarkozy, ministre en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, **portant sur les articles 27 et Etat B, 28 et Etat C, 30, 33, 34, 35 et 37 de la deuxième partie, et, pour coordination, sur l'article 25 et Etat A de la première partie** (p. 6075, 6086).

**Demande de vote unique**, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et de l'article 42 alinéa 7 du règlement du Sénat **portant sur les articles soumis à une seconde délibération** (p. 6075).

**Art. 27 et Etat B annexé** (p. 6076) – Adoptés après modification (lors du vote unique, p. 6085).

**Art. 28 et Etat C annexé** (p. 6078) – Adoptés après modification (lors du vote unique, p. 6085).

**Art. 30, 33 et 34** (p. 6080) – Adoptés après modification (lors du vote unique, p. 6085).

**Art. 35** (p. 6080) – Adopté après modification (lors du vote unique, p. 6085).

**Art. 37** (p. 6081) – Adopté après modification (lors du vote unique, p. 6085).

**Art. 25 et Etat A annexé** (*Coordination*) (p. 6081) – Adoptés après modification (lors du vote unique, p. 6085).

**Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances** (p. 6086, 6105) : MM. Maurice Blin, Jean-Pierre Masseret, Ernest Cartigny, Jean Clouet, Josselin du Rohan, Mme Paulette Fost, MM. Jacques Habert, Jean-Pierre Fourcade ; intervention de M. Nicolas Sarkozy, ministre.

**Scrutin public à la tribune** de droit n° 74 (p. 6105).

**Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1994** (11 décembre 1993) (p. 6105).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(17 décembre 1993) (p. 6522, 6544).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6522, 6528) : MM. Jean Arthuis, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Robert Vizet.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6528, 6544)

#### PREMIERE PARTIE

#### CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

## TITRE PREMIER

## DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

## I – Impôts et revenus autorisés

## B - Mesures fiscales

## 1. Réforme de l'impôt sur le revenu

**Art. 2 bis** (p. 6528).

## 3. Mesures de soutien de l'activité

**Art. 6** (p. 6529).

**Art. 6 bis A** (*Exonération des plus-values en cas de réinvestissement du produit de la cession d'un immeuble dans l'acquisition d'une résidence principale, limites et conditions d'application de cette mesure*) (p. 6529).

**Art. 6 bis B** (*Imputation sur le revenu global, sans application de la limite de 50 000 F, des déficits constatés par les nus-propriétaires d'immeubles bâtis, lorsque le démembrement de propriété résulte de la succession ou de la donation entre vifs effectuée sans charge ni condition et consentie entre parents jusqu'au 4<sup>e</sup> degré inclusivement*) (p. 6529).

**Art. 6 bis C** (*Extension de la majoration de la réduction d'impôt aux souscriptions au capital de sociétés civiles de placements immobiliers qui acquièrent des logements neufs dans les départements et territoires d'outre-mer*) (p. 6529).

**Art. 6 bis D** (*Conditions de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit lors du premier achat par le contribuable*) (p. 6529).

**Art. 6 bis** (p. 6529).

**Art. 7** (p. 6530).

**Art. 8 bis** (*Taxe forfaitaire de 50 F sur les actes des huissiers de justice et acquittement des droits d'enregistrement par les offices d'huissiers de justice au moment du paiement du prix par le débiteur*) (p. 6530).

## 4. Mesures en faveur des entreprises

**Art. 9 ter** (p. 6530).

**Art. 9 quater** (*Régime de défiscalisation en cas de restructuration d'entreprises et de mise en liquidation judiciaire*) (p. 6530).

**Art. 9 quinquies** (*Augmentation du taux de remboursement de la TVA*) (p. 6531).

## 5. Mesures diverses

**Art. 10 A** (*Application de la TVA aux pêcheurs en eau douce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994*) (p. 6531).

**Art. 10 B** (*Application du taux réduit de TVA aux hôtels de catégorie « quatre étoiles luxe »*) (p. 6531).

**Art. 14 bis** (p. 6531).

**Art. 14 ter A** (*Exonération pour tous les jeunes agriculteurs qui s'installent, de l'impôt foncier non bâti*) (p. 6531).

**Art. 14 ter B** (*Revalorisation des coefficients de remboursement de TVA pour les agriculteurs soumis au régime du réel simplifié*) (p. 6531).

**Art. 14 ter C** (*Exonération des impôts pesant sur les primes d'assurance couvrant les risques agricoles et sur les contrats d'assurance-maladie complémentaire dans le secteur agricole*) (p. 6531).

**Art. 14 quater** (p. 6531).

**Art. 14 sexies A** (*Extension de l'exonération de la taxe foncière à l'ensemble des associations culturelles dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) (p. 6531).

**Art. 14 sexies** (p. 6531).

**Art. 14 septies** (*Possibilité donnée à chacun des exploitants de fonds séparés ou à des conjoints associés au sein d'une même*

*société de bénéficier d'un abattement sur le bénéfice imposable en qualité d'adhérent d'un centre de gestion agréé*) (p. 6532).

**Art. 14 octies** (*Octroi du bénéfice du tarif réduit du droit de mutation à titre onéreux applicable aux acquisitions d'immeubles ruraux, aux jeunes agriculteurs qui bénéficient de prêts à moyen terme spéciaux d'installation*) (p. 6532).

**Art. 14 nonies** (*Extension de la taxe sur les allumettes aux acquisitions faites en provenance d'autres pays de la Communauté européenne*) (p. 6532).

## C – Mesures diverses

**Art. 15 et 16 bis** (p. 6532).

## II – Ressources affectées

**Art. 17 bis** (*Augmentation de deux centimes de la redevance du Fonds national de développement des adductions d'eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994*) (p. 6532).

**Art. 17 ter** (*Extension à Mayotte du bénéfice du Fonds national pour les adductions d'eau*) (p. 6532).

**Art. 17 quater** (*Prélèvement à un taux unique de 2,3 % sur l'ensemble des jeux*) (p. 6532).

**Art. 18** (p. 6532).

**Art. 18 bis** (*Affectation de la taxe forestière et de la taxe sur les défrichements au Fonds forestier national et mesures en faveur de la filière bois*) (p. 6532).

**Art. 20** (p. 6533).

**Art. 21** (p. 6533) – Supprimé par la CMP.

**Art. 22** (p. 6533).

## TITRE II

## DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

**Art. 25 Etat B** (p. 6533).

## DEUXIEME PARTIE

## MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

## TITRE PREMIER

## DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1994

## I – Opérations à caractère définitif

## A – Budget général

**Art. 27 et Etat B** (p. 6537).

**Art. 28 et Etat C** (p. 6538).

**Art. 30** (p. 6540).

## B – Budgets annexes

**Art. 33** (p. 6540).

## C – Opération à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

**Art. 34 et 35** (p. 6540).

## II – Opérations à caractère temporaire

**Art. 37** (p. 6540).

## TITRE II

## DISPOSITIONS PERMANENTES

## A - Mesures fiscales

## 1. Mesures relatives à l'épargne

**Art. 46** (p. 6541).



**Art. 46 bis** (Application de l'article 27 de la loi de finance rectificative pour 1993 du 22 juin 1993 à compter du 26 juin 1993) (p. 6541).

## 2. Mesures en faveur des entreprises

**Art. 48** (p.6541).

**Art. 49 bis** (p. 6942) – Supprimé par la CMP.

## 3. Mesures de simplification

**Art. 50 A** (Possibilité de majoration de 5 % du taux de la taxe professionnelle) (p. 6542).

**Art. 50 quater** (p. 6542).

**Art. 51 quater et 51 sexies** (p. 6542) – Supprimés par la CMP.

### B – Autres mesures

**Art. 52 A** (Abrogation de l'article 123 de la loi de finances pour 1992) (p. 6542).

**Art. 52** (p. 6542).

**Art. 52 bis** (p. 6543).

**Art. 52 bis-1** (Suppression de la contrainte relative à la qualité du locataire pour le bénéfice de la réduction d'impôt égale à 10 % du coût de l'investissement locatif neuf) (p. 6543).

**Art. 52 bis-2** (Régime de circulation applicable aux jus de fruits conditionnés pour la vente au détail, lorsque la contenance est inférieure à 2 litres) (p. 6543).

**Art. 61** (Revalorisation du montant des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base) (p. 6543).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6542, 6543) : *MM. Jean-Pierre Masseret, Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel.*

**Scrutin public** de droit n° 84 (p. 6544).

**Adoption** (17 décembre 1993) (p. 6544).

## Lois de finances rectificatives

Voir *Rappels au règlement*, 6

1. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1993**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (10 mai 1993) [n° 157 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, de la défense, de la production – Rapport de M. Philippe Auberger (19 mai 1993) [n° 210 (92-93)] – Avis de M. Michel Péricard (19 mai 1993) [n° 207 (92-93)] – Avis de M. René Galy-Dejean (18 mai 1993) [n° 206 (92-93)] – Avis de M. René Beaumont (18 mai 1993) [n° 192 (92-93)] – Discussion (25, 26 et 27 mai 1993) – Adoption (27 mai 1993) [n° 3].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 mai 1993) [n° 321 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (2 juin 1993) [n° 329 (92-93)] – Discussion (8 et 9 juin 1993) – Adoption (9 juin 1993) [n° 92].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 juin 1993) [n° 327 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Auberger (10 juin 1993) [n° 330 (92-93)] – Discussion (11 juin 1993) – Adoption (11 juin 1993) [n° 20].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Arthuis (10 juin 1993) [n° 351 (92-93)] – Discussion (11 juin 1993) – Adoption (11 juin 1993) [n° 93].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL – Décision n° 93-320 DC du 21 juin 1993 (*J. O. Lois et décrets* du 23 juin 1993) qui déclare contraire à la Constitution l'article 1<sup>er</sup> de la loi.

PROMULGATION : loi n° 93-859 du 22 juin 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juin 1993).

## Discussion (première lecture)

(8 juin 1993) (p. 712, 793) ; (9 juin 1993) (p. 813, 935).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 712, 778) : *MM. Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Jean Huchon, vice-président de la commission des affaires économiques ; Adrien Gouteyron, représentant le président de la commission des affaires culturelles ; Désiré Debavelaere, Daniel Millaud, Jean-Pierre Masseret, Jacques Habert, Mme Michèle Demessine, MM. Jean Dumont, Ernest Cartigny, Gérard Larcher, Pierre Lagourgue, Paul Loridant, Roland du Luart, François Lesein, René Régnault, José Balarelo, Paul Girod, Franck Sérusclat, Robert Laucourmet, Roland Bernard.*

**Motion n° 1** de M. Claude Estier, soutenue par M. Paul Loridant, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 768) – *MM. Paul Loridant, Jean Arthuis, rapporteur général.*

**Rejet de la motion** (p. 772 ; scrutin public n° 62).

**Motion n° 3** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Vizet **tendant à opposer la question préalable** (p. 772) – *MM. Robert Vizet, Jean Arthuis, rapporteur général.*

**Rejet de la motion** (p. 775 ; scrutin public n° 63).

**Motion n° 86** de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Paulette Fost, **tendant au renvoi à la commission** (p. 775) – *Mme Paulette Fost, M. Jean Arthuis, rapporteur général.*

**Rejet de la motion** (p. 777 ; scrutin public n° 64).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 778, 793 ; 813, 935) : *MM. Philippe Richert, Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Jean-Pierre Masseret, Claude Estier, Robert Vizet, Paul Loridant, Jean Arthuis, rapporteur général ; Jean Chérioux, Xavier de Villepin, Mme Paulette Fost – MM. Michel Charasse, Michel Moreigne, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, Jacques Oudin, Jean-Luc Bécart, Adrien Gouteyron, Louis Perrein, Henri de Raincourt, Philippe Adnot, Paul Girod, Pierre Lacour, Aubert Garcia, Roland Courteau, Paul Blanc, Raymond Soucaret, Maurice Lombard, Michel Souplet, Mme Michelle Demessine, MM. Félix Leyzour, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Huriet, Josselin de Rohan, Robert Laucourmet, Alain Lambert, Camille Cabana, José Balarelo, Emmanuel Hamel, Jean Huchon, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Jean-Pierre Camoin, Etienne Dailly, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Albert Pen, Pierre Lagourgue, Georges Othily, Daniel Millaud, Louis Perrein, Simon Loueckhote, Roland du Luart, Désiré Debavelaère, Louis Moïnard, Jacques Machet, Dominique Leclerc.*

## PREMIERE PARTIE

### CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

#### A – MESURES EN FAVEUR DES ENTREPRISES

**Art. 1<sup>er</sup> A** (Création d'un groupement d'intérêt public chargé de la gestion du livre foncier en Alsace-Moselle) – Adopté (p. 778).

**Art. 1<sup>er</sup>** (Suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de taxe sur la valeur ajoutée) (p. 778) – Adopté après modification (p. 790).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (Modification des modalités de paiement de la taxe professionnelle) (p. 813) – Adopté (p. 817).

**Art. 2** (Allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce) (p. 817) – Adopté après modification (p. 819).

**Art. 3** (Réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières) (p. 821) – Adopté après modification (p. 825).

**Art. 3 bis** (*Anticipation de l'étalement de la suppression de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 828) – Adopté après modification (p. 833).

#### B – MESURES DE REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

**Art. 4** (*Modification du tarif du droit de consommation sur les boissons alcoolisées*) (p. 833) – Adopté (p. 836).

**Art. 5** (*Modification du tarif des taxes intérieures des consommations sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final*) (p. 839) – Adopté après modification (p. 842).

**Art. 5 bis** (*Autorisation d'émettre un emprunt d'Etat convertible en actions de sociétés privatisées*) (p. 844) – Adopté après modification (p. 848).

**Art. 5 ter** (*Inscription d'une partie du produit des privatisations au budget général*) (p. 848) – Adopté après modification (p. 849).

**Art. additionnel après l'art. 5 ter** (*Augmentation du tarif des ordonnances pénales*) – Adopté (p. 850).

**Art. 6 et Etat A** (*Equilibre général*) (p. 851) – Adoptés après modification (p. 860).

**Seconde délibération**, ordonnée en application de l'article 47 bis, alinéa 1, du règlement, à la demande de M. Nicolas Sarkozy, ministre (p. 860).

**Art. 2** (p. 861) – Adopté après modification avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération.

**Art. 5** (p. 861) – Adopté après modification avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération.

**Art. 6 et Etat A** (p. 861) – Adoptés après modification avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération.

### DEUXIEME PARTIE

#### MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

##### TITRE I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1993

##### I – Opérations à caractère définitif

**Art. 7 et Etat B** (*Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures*) (p. 868) – Adoptés après modification (p. 873).

**Art. 8 et Etat C** (*Dépenses en capital des services civils – Ouvertures*) (p. 873) – Adoptés après modification (p. 875).

**Art. 9** (*Dépenses ordinaires des services militaires – Ouvertures*) (p. 875) – Adopté ; clôture du débat prononcée à la demande de M. Yves Guéna, président de séance.

**Art. 9 bis** (*Comptes d'affectation spéciale – Ouvertures*) – Adopté (p. 878).

##### II – Opérations à caractère temporaire

**Art. 10** (*Comptes de prêts – Ouvertures*) – Adopté (p. 879).

**Art. 11** (*Comptes d'avance – Ouvertures*) – Adopté (p. 879).

##### III – Autres dispositions

**Art. 12** (*Ratification de décrets d'avance*) – Adopté (p. 879).

**Art. additionnel après l'art. 12** (*Inscription à l'Etat F (tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs de la loi de finances pour 1993) du nouveau chapitre 37-05 créé sur le budget des charges communes*) – Adopté (p. 879).

##### TITRE II

#### DISPOSITIONS PERMANENTES

##### I – Mesures concernant la fiscalité

A – Mesures en faveur du logement et de soutien du bâtiment

**Art. 13** (*Exonération de droits de mutations en faveur de*

*constructions nouvelles*) (p. 879) – Adopté après modification (p. 884).

**Art. 14** (*Relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour grosses réparations*) (p. 885) – Adopté après modification (p. 886).

**Art. 15** (*Imputation des déficits fonciers sur le revenu global*) (p. 887) – Adopté après modification (p. 892).

**Art. 15 bis** (*Réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière*) (p. 892) – Adopté après modification (p. 894).

**Art. 16** (*Relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers*) (p. 895) – Adopté (p. 896).

**Demande de vote unique**, présentée par le gouvernement en application de l'article 44 de la Constitution, portant sur l'ensemble des dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1993 restant en discussion après l'examen de l'article 16 (p. 897).

**Art. 16 bis** (*Relèvement de l'abattement par année de détention pour le calcul des plus-values immobilières*) – Adopté (p. 926 ; précédemment réservé p. 899)

##### B – Mesures en faveur de l'épargne longue

**Art. 17** (*Incitation au transfert dans un plan d'épargne en actions des sommes placées dans certains organismes de placements collectifs à valeur mobilière, OPCVM*) (p. 899) – Adopté après modification (p. 927 ; précédemment réservé p. 901).

**Art. additionnel après l'art. 17** (*Taxation des plus-values sur cessions de titres*) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 902).

**Art. 17 bis** (*Défiscalisation des investissements outre-mer*) (p. 902) – Adopté après modification (p. 927 ; précédemment réservé p. 910).

**Art. 17 ter** (*Extension des conditions de dégrèvement de taxe sur le foncier non bâti pour les jeunes agriculteurs regroupés en sociétés civiles agricoles*) – Adopté après modification (p. 927 ; précédemment réservé p. 911).

##### C – Mesures diverses

**Art. 18 A** (*Relèvement du taux et du plafond de la déduction pour investissement en agriculture*) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 912).

**Après l'art. 18 A (p. 912).**

**Art. additionnel** (*Suppression de l'assujettissement à la taxe professionnelle pour l'activité semencière*) – Adopté après modification (p. 927 ; précédemment réservé p. 912).

**Art. additionnel** (*Affectation d'une nouvelle ressource à l'indemnisation des dégâts à la charge des chasseurs de grands gibiers ayant obtenu la validation nationale de leur permis*) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 912).

**Art. 18** (*Validation des taxes sur les véhicules à moteur*) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 914).

**Art. additionnel après l'art. 18** (*Plafond de réduction des droits de mutation à 6 % pour les transactions immobilières jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1995*) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 914).

**Art. 19** (*Imposition selon la règle des intérêts courus des produits de placement à revenu fixe des entreprises*) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 914).

**Après l'art. 19.**

**Art. additionnel** (*Assimilation des revenus des copropriétaires des chevaux de course à des bénéfices de l'exploitation agricole ou à des bénéfices des professions non commerciales*) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 915).

**Art. additionnel** (*Suppression de certaines distorsions engendrées par le dispositif actuel des plans d'achat d'actions*) – Adopté après modification (p. 927) ; précédemment réservé (p. 916).

**Art. additionnel** (*Détermination des coefficients d'actualisation des bases des impôts locaux pour 1994 et 1995*) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 916).

## II – Autres dispositions

**Art. 20** (*Barème des aides à la personne*) (p. 916) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 918).

**Art. 21** (*Aménagement de la contribution sociale généralisée*) (p. 919) – Adopté (p. 927 ; précédemment réservé p. 923).

**Vote unique portant sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16** (p. 927).

**Seconde délibération**, ordonnée en application des articles 43 et 47 bis du règlement, à la demande de M. Nicolas Sarkozy, ministre (p. 927).

**Art. 13** (p. 927).

**Art. 6 et Etat A** (p. 928).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 934, 935) : interventions de MM. Christian Poncelet, président de la commission ; Nicolas Sarkozy, ministre.

**Scrutin public** de droit n° 85 (p. 934).

**Adoption** (9 juin 1993) (p. 935).

## Discussion (commission mixte paritaire)

(11 juin 1993) (p. 1049, 1070).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1049, 1054) : MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Robert Vizet, Paul Lorient, Jean-Pierre Masseret.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1054, 1070) : MM. Nicolas Sarkozy, ministre ; Christian Poncelet, rapporteur.

**Art. 1<sup>er</sup>** (p. 1054).

**Art. 2, 3, 3 bis, 4, 5 bis, 5 ter, 5 quater, 6 et Etat A** (p. 1056, 1057).

**Art. 7 et état B** (p. 1061).

**Art. 12 bis, 13, 14 et 15** (modifié par la CMP) (p. 1063).

**Art. 15 bis, 16 bis A et 17** (p. 1064).

**Art. 17 bis A, 17 bis** (modifié par la CMP) et **17 ter** (p. 1065).

**Art. 18 B, 18 C, 18 bis, 19 bis, 19 ter et 19 quater** (p. 1068).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1068, 1070) : MM. Etienne Dailly, Jean-Pierre Fourcade, Paul Lorient, Robert Vizet.

**Scrutin public** de droit n° 89 (p. 1070).

**Adoption** (11 juin 1993) (p. 1070).

2. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1993**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (24 novembre 1993) [n° 756 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Philippe Auberger (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 782 (93-94)] – Avis de M. René Galy-Dejean (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 783 (93-94)] – Discussion (6 décembre 1993) – Adoption (6 décembre 1993) [n° 91].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 décembre 1993) [n° 144 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Arthuis (15 décembre 1993) [n° 182 (93-94)] – Avis oral de M. Jacques Genton – Discussion (17 décembre 1993) – Adoption (17 décembre 1993) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1993) [n° 868 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Auberger (20 décembre 1993) [n° 872 (93-94)] – Discussion (20 décembre 1993) – Adoption (20 décembre 1993) [n° 122].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean Arthuis (20 décembre 1993) [n° 198 (93-94)] – Discussion (20 décembre 1993) – Adoption (20 décembre 1993) [n° 55].

PROMULGATION : loi n° 93-1353 du 30 décembre 1993 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1993).

## Discussion (première lecture)

(17 décembre 1993) (p. 6544, 6595).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6545, 6556) : MM. Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret, Daniel Millaud.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6556, 6595) : MM. Jean Arthuis, rapporteur général ; Nicolas Sarkozy, ministre ; Robert Vizet, Daniel Millaud, Xavier de Villepin, Pierre Laffitte, Michel Souplet, Emmanuel Hamel, Gérard César, Jean-Paul Delevoye, Michel Charasse, Jean-Pierre Masseret, Philippe Adnot, Philippe Marini, Camille Cabana, Jean François-Poncet, Ernest Cartigny, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Paul d'Ornano, Jean-Pierre Camoin.

## PREMIERE PARTIE

## CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Transposition en droit interne de la directive européenne portant simplification en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 6556) – Adopté (p. 6557).

**Art. 2** (*Précision relative au champ d'application du droit de fabrication des produits alcooliques*) – Adopté (p. 6557).

**Art. 3** (*Modalités d'imposition des produits des titres comportant une prime de remboursement*) – Adopté (p. 6557).

**Art. 4** (*Exonération des droits de mutation par décès des indemnités versées aux victimes de la maladie de Creutzfeldt-Jakob*) – Adopté (p. 6557).

**Art. 5** (*Démantèlement des taxes fiscales sur les céréales et les oléagineux perçues au profit du BAPSA*) (p. 6557) – Adopté (p. 6558).

**Art. 6** (*Prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite « Taxe sur les grandes surfaces » et élargissement du champ d'application du FISAC*) – Adopté après modification (p. 6558).

**Art. 7 et Etat A** (*Equilibre général*) (p. 6558) – Adoptés (p. 6563).

## DEUXIEME PARTIE

## MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

## TITRE PREMIER

## DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1993

## I – Opérations à caractère définitif

## A - Budget général

**Art. 8 et Etat B** (*Dépenses ordinaires des services civils*) (p. 6563) – Adoptés (p. 6565).

**Art. 9 et Etat C** (*Dépenses en capital des services civils*) (p. 6565) – Adoptés (p. 6567).

**Art. 10** (*Dépenses ordinaires des services militaires*) – Adopté (p. 6567).

**Art. 11** (*Dépenses en capital des services militaires*) (p. 6567) – Adopté (p. 6568).

## B - Budgets annexes

**Art. 12** (*Budgets annexes*) – Adopté (p. 6568).

## C - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

**Art. 13** (*Comptes d'affectation spéciale*) – Adopté (p. 6568).

#### I – Opérations à caractère temporaire

**Art. 14** (*Comptes de prêts*) – Adopté (p. 6568).

**Art. 15** (*Comptes d'avances*) – Adopté (p. 6568).

#### III – Autres dispositions

**Art. 16** (*Affectation des produits supplémentaires de 1992 et 1993 de la taxe dénommée « Redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision »*) (p. 6568) – Adopté (p. 6569).

### TITRE II

#### DISPOSITIONS PERMANENTES

##### I – Mesures concernant la fiscalité

**Art. 17** (*Modalités de détermination des droits à déduction des personnes partiellement assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 6569) – Adopté (p. 6570).

**Art. 18** (*Clarification des règles de détermination du montant de la taxe sur les salaires due par les employeurs partiellement assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 6570) – Adopté (p. 6571).

**Art. 19** (*Exonération en matière de taxe sur la valeur ajoutée de certains travaux et expertises portant sur des biens meubles corporels et de certains transports nationaux*) – Adopté (p. 6571).

**Art. 20** (*Suppression de l'option pour l'assujettissement de la TVA des commissions perçues lors de l'émission et du placement d'emprunts obligataires*) (p. 6571) – Adopté (p. 6572).

**Art. 21** (*Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée de certains psychothérapeutes non médecins*) – Adopté (p. 6572).

**Art. 22** (*Adaptation de l'exonération de taxe sur la valeur ajoutée des établissements de soins à la nouvelle loi hospitalière*) – Adopté (p. 6572).

**Art. 23** (*Exonération de taxe sur la valeur ajoutée des organismes privés de formation professionnelle continue*) – Adopté (p. 6572).

**Art. 24** (*Adaptation des modalités de perception du droit spécifique sur les boissons non alcoolisées*) – Adopté (p. 6573).

**Art. 25** (*Simplification des modalités de perception de la taxe sur les farines perçue au profit du BAPSA*) – Adopté (p. 6573).

**Art. 26** (*Extension au recouvrement des accises du champ d'application de l'assistance administrative mutuelle*) – Adopté (p. 6573).

**Art. 27** (*Aménagement de la taxe sur les livraisons de postes CB*) – Adopté (p. 6573).

**Art. 28** (*Calcul de la puissance administrative des moteurs équipant les navires de plaisance*) – Adopté (p. 6574).

**Art. 29** (*Validation de décisions par les commissions départementales des impôts directs et taxes sur le chiffre d'affaires*) – Adopté (p. 6574).

**Art. 29 bis** (*Aménagement du régime d'exonération de TIPP applicable aux biocarburants*) – Adopté après modification (p. 6574).

**Art. 30** (*Motivation des redressements en matière de droits d'enregistrement*) (p. 6575) – Adopté après modification (p. 6576).

**Art. 31** (*Régime fiscal de la société par action simplifiée*) – Adopté (p. 6577).

**Art. 31 bis** (*Prorogation de dispositions fiscales relatives à la Corse*) – Adopté (p. 6577).

**Art. 32** (*Adaptation du régime fiscal de la SAGESSE*) – Adopté (p. 6577).

**Art. 33** (*Conséquences de l'exclusion des charges déductibles pour la détermination du résultat imposable de certains amortissements*) – Adopté après modification (p. 6577).

**Art. 34** (*Régime fiscal des plus-values de cession d'un fonds de commerce mis en location-gérance*) – Adopté (p. 6577).

**Art. 35** (*Unification du régime fiscal des sociétés de personnes*) (p. 6577) – Adopté (p. 6578).

**Après l'art. 35** (p. 6578).

**Art. additionnel** (*Aménagement du régime fiscal des titres libellés en devises détenues par les établissements de crédit*) – Adopté (p. 6578).

**Art. additionnel** (*Aménagement du régime fiscal des opérations de couverture*) (p. 6578) – Adopté (p. 6579).

**Art. additionnel** (*Assouplissement du traitement des cessions de parts de fonds communs de placements à risques pour l'application du régime des plus-values à long terme*) – Adopté (p. 6580).

**Art. 36** (*Transfert des biens de la Bibliothèque nationale*) – Adopté (p. 6581).

**Art. 36 bis** (*Amélioration du régime de déduction des dépenses d'acquisitions d'oeuvres d'artistes vivants*) – Adopté (p. 6581).

**Art. 37** (*Aménagement des conditions d'imposition des plus-values réalisées par des sociétés qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France*) – Adopté (p. 6581).

**Art. 38** (*Aménagement des modalités de remboursement de la retenue à la source applicable aux revenus des salariés domiciliés hors de France*) – Adopté (p. 6581).

**Art. 39** (*Conditions de remboursement de l'avoir fiscal en cas de démembrement de certains titres*) – Adopté (p. 6581).

**Art. 40** (*Définition de la compétence territoriale des agents de l'administration fiscale*) (p. 6581) – Adopté après modification (p. 6582).

**Art. 41** (*Paiement par virement des impôts directs dus par les entreprises*) (p. 6582) – Adopté (p. 6583).

**Après l'art. 41** (p. 6583).

**Art. additionnel** (*Aménagement de la législation relative aux exonérations ou au dégrèvement de la taxe d'habitation*) – Adopté (p. 6584).

**Art. additionnel** (*Investissements ouvrant droit à une attribution du fonds de compensation pour la TVA*) (p. 6590) – Adopté (p. 6592).

**Art. additionnel** (*Compléments techniques à l'article 72 de la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle concernant le crédit d'impôt formation*) – Adopté (p. 6592).

##### II – Autres dispositions

**Art. 42** (*Modalités de calcul des émoluments des personnels militaires en service à l'étranger*) – Adopté (p. 6592).

**Art. 43** (*Annulation de dettes de pays étrangers*) (p. 6592) – Adopté (p. 6593).

**Art. 44** (*Prorogation du régime de cession des biens immeubles affectés au ministère de la défense*) – Adopté (p. 6593).

**Art. 45** (*Fonds national des abattoirs*) – Adopté (p. 6593).

**Art. 46** (*Indemnisation des Français sinistrés d'Irak et du Koweït*) (p. 6593) – Adopté (p. 6594).

**Art. additionnel après l'art. 46** (*Délivrance d'un duplicata de document officiel pour les personnes victimes de catastrophes naturelles, sans perception de droit ou taxe*) – Adopté (p. 6595).

**Scrutin public** de droit n° 85 (p. 6595).

**Adoption** (17 décembre 1993) (p. 6595).

##### Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1993) (p. 6755, 6759).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6755, 6756) : MM. Jean Arthuis, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6756, 6759) : M. Roger Romani, ministre délégué.

**Art. 6 et 29 bis** (p. 6756).

**Art. 30, 33, 35 bis, 35 ter, 35 quater, 40, 41 bis et 41 ter** (p. 6757).

**Art. 41 quater et 47** (p. 6758).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6758, 6759) : *MM. Jean-Pierre Masseret, Jean-Luc Bécart, Jacques Habert, Philippe Marini, Michel Miroudot, Emmanuel Hamel.*

**Scrutin public** de droit n° 87 (p. 6759).

**Adoption** (20 décembre 1993) (p. 6759).

#### Lois de programme

Voir *Patrimoine artistique, archéologique et historique, 4*

#### Lois de règlements

1. – **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1991**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (19 mai 1993) [n° 208 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Philippe Auberger (16 juin 1993) [n° 349 (92-93)] – Avis de M. Jacques Boyon (16 juin 1993) [n° 352 (92-93)] – Discussion (23 juin 1993) – Adoption (23 juin 1993) [n° 28].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIER LECTURE) (23 juin 1993) [n° 385 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean Arthuis (6 juillet 1993) [n° 403 (92-93)] – Discussion (9 juillet 1993) – Adoption (9 juillet 1993) [n° 122].

PROMULGATION : Loi n° 93-948 du 24 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 27 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(9 juillet 1993) (p. 2488, 2502).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2488, 2496) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances, Mme Monique ben Guiga, MM. Robert Pagès, Etienne Dailly.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2496, 2502)

**Art 1<sup>er</sup>** (*Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1991*) (p. 2496) – Adopté (p. 2497).

**Art. 2 et tableau A annexé** (*Recettes du budget général*) – Adoptés (p. 2497).

**Art. 3 et tableau B annexé** (*Dépenses ordinaires civiles du budget général*) – Adoptés (p. 2497).

**Art. 4 et tableau C annexé** (*Dépenses civiles en capital du budget général*) – Adoptés (p. 2497).

**Art. 5 et tableau D annexé** (*Dépenses ordinaires militaires du budget général*) – Adoptés (p. 2498).

**Art. 6 et tableau E annexé** (*Dépenses militaires en capital du budget général*) – Adoptés (2498).

**Art. 7 et tableau F annexé** (*Résultats du budget général de 1991*) – Adoptés (p. 2498).

**Art. 8 et tableau G annexé** (*Résultats des budgets annexes*) – Adoptés (p. 2498).

**Art. 9 et tableau I annexé** (*Comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1992*) – Adoptés (p. 2499).

**Art. 10** (*Comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année 1991*) – Adopté (p. 2499).

**Art. 11** (*Pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) – Adopté (p. 2500).

**Art. 12** (*Gestion de fait – Reconnaissance d'utilité publique de dépenses*) – Adopté (p. 2500).

**Art. 13** (*Apurement d'une partie du solde créditeur d'un compte spécial du Trésor*) – Adopté (p. 2500).

**Art. 14** (*Transports aux découverts du Trésor des résultats définitifs de 1991*) – Adopté (p. 2501).

**Art. 15** (*Dégrèvements et remboursements d'impôts*) – Adopté (p. 2501).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2501, 2502) : *M. Emmanuel Hamel, Mme Monique ben Guiga, MM. Jean-Jacques Robert, François Collet, intervention de M. Roger Romani, ministre.*

**Scrutin public** de droit n° 141 (p. 2502).

**Adoption** (9 juillet 1993) (p. 2502).

#### Lorraine (région)

Voir *Mines et carrières, 1*

## M

## Magistrature

Voir *Constitution*, 2  
*Magistrature*, 1 ; 2

1. – **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature**, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 11 septembre 1993) [n° 447 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (30 septembre 1993) [n° 463 (92-93)] – Discussion (5 et 6 octobre 1993) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 448 (92-93) du 11 septembre 1993 – Magistrature 2) – Adoption (6 octobre 1993) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 octobre 1993) [n° 554 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (18 novembre 1993) [n° 725 (93-94)] – Discussion (24 novembre 1993) – Adoption (24 novembre 1993) [n° 80].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 novembre 1993) [n° 120 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (8 décembre 1993) [n° 146 (93-94)] – Discussion (15 décembre 1993) (Discussion générale commune avec celle du projet n° 121 (93-94) – Magistrature 2) – Adoption (15 décembre 1993) [n° 37].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1993) [n° 854 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (17 décembre 1993) [n° 862 (93-94)] – Discussion (21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 124].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (21 décembre 1993) [n° 203 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. André Fanton (22 décembre 1993) [n° 907 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 130].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Hubert Haenel (22 décembre 1993) [n° 210 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993) – Adoption (22 décembre 1993) [n° 65].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-337 DC du 27 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 1<sup>er</sup> février 1994) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-100 du 5 février 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 8 février 1994).

## Discussion (première lecture)

(5 octobre 1993) (p. 2738, 2774) ; (6 octobre 1993) (p. 2780, 2789).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2738, 2750) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 448 – Magistrature 2) : MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Jacques Robert, Charles Lederman, Pierre Fauchon, Michel Dreyfus-Schmidt.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2750, 2774) ; (p. 2780, 2789) : MM. Hubert Haenel, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Pierre Méhaignerie, ministre ; Etienne Dailly – MM. Bernard Laurent, en remplacement de M. Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois, Jacques Habert, Alex Türk.

TITRE I<sup>er</sup>

## COMPOSITION

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Formation compétente à l'égard des magistrats du siège*) (p. 2750) – Adopté après modification (p. 2752).

**Art. additionnel après l'art. 1<sup>er</sup>** (*Désignation du conseiller d'Etat*) (p. 2752) – Adopté (p. 2753).

**Art. 2** (*Formation compétente à l'égard des magistrats du parquet*) (p. 2753) – Adopté après modification (p. 2754).

**Art. 3 et 4** (*Désignation des membres représentant les magistrats des cours et tribunaux*) (p. 2754) – Adoptés après modification (p. 2760).

**Art. 5** (*Mandat des membres*) (p. 2760) – Adopté (p. 2761).

**Art. 6** (*Remplacement des membres*) (p. 2761) – Adopté (p. 2762).

**Art. 7** (*Statut des membres*) (p. 2762) – Adopté (p. 2764).

**Art. 8** (*Indemnité de fonctions*) – Adopté après modification (p. 2764).

**Art. 9** (*Secret professionnel*) – Adopté (p. 2765).

**Art. 10** (*Secrétariat administratif*) (p. 2765) – Adopté après modification (p. 2768).

**Art. 11** (*Budget*) – Adopté (p. 2768).

## TITRE II

## ATTRIBUTIONS

**Art. 12** (*Convocation*) (p. 2768) – Adopté après modification (p. 2772).

**Art. 13** (*Quorum et majorité*) – Adopté après modification (p. 2772).

## Section I

## Des nominations des magistrats

**Art. 14** (*Nominations des magistrats du siège*) (p. 2772) – Adopté après modification (p. 2782).

**Art. 15** (*Nominations aux fonctions du parquet*) – Adopté après modification (p. 2783).

**Art. 16** (*Examen des propositions du ministre de la justice*) – Adopté après modification (p. 2783).

## Section II

## Du Conseil supérieur siégeant en formation disciplinaire

**Art. 17** (*Composition des formations disciplinaires*) – Adopté (p. 2783).

**Art. 18 et 19** (*Composition des formations disciplinaires*) – Supprimés (p. 2784).

**Art. 20** (*Sanctions et procédures disciplinaires*) – Adopté après modification (p. 2784).

## Section III

## Consultation du Conseil supérieur

**Art. 21** (*Consultation*) (p. 2784) – Adopté après modification (p. 2787).

**Art. 22** (*Abrogation*) – Adopté après modification (p. 2787).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2787, 2789) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Rufin, Charles Lederman, Pierre Fauchon, Michel Miroudot.

**Scrutin public** de droit n° 1 (p. 2789).

**Adoption** (6 octobre 1993) (p. 2789).

## Discussion (deuxième lecture)

(15 décembre 1993) (p. 6333, 6345).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6333, 6336) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 121 (93-94) –

Magistrature 2) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6337, 6344) : *MM. Hubert Haenel, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Guy Allouche, Robert Pagès, Bernard Laurent.*

**Art. 5** (p. 6337) – Adopté après modification (p. 6338).

**Art. 7** (p. 6338) – Adopté (p. 6339).

**Art. 10** (p. 6339) – Adopté après modification (p. 6341).

**Art. 11** – Adopté (p. 6341).

**Art. 14** (p. 6342) – Adopté après modification (p. 6344).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6344, 6345) : *M. Guy Allouche.*

**Scrutin public de droit** n° 79 (p. 6345).

**Adoption** (15 décembre 1993) (p. 6345).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1993) (p. 6878, 6880).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6878, 6880) : *MM. Charles Jolibois, en remplacement de M. Hubert Haenel, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6880)

##### TITRE I<sup>er</sup>

##### COMPOSITION

**Art. 5 et 10** (p. 6880).

##### TITRE II

##### ATTRIBUTIONS

##### Section 1

##### Des nominations de magistrats

**Art. 14** (p. 6880).

**Scrutin public** de droit n° 89 (p. 6880).

**Adoption** (22 décembre 1993) (p. 6880).

2. – **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 11 septembre 1993) [n° 448 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (30 septembre 1993) [n° 463 (92-93)] – Discussion (5 et 6 octobre 1993) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 447 (92-93) du 11 septembre 1993 – Magistrature 1) – Adoption (6 octobre 1993) [n° 2].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 octobre 1993) [n° 555 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (18 novembre 1993) [n° 725 (93-94)] – Discussion (24 novembre 1993) – Adoption (24 novembre 1993) [n° 79].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 novembre 1993) [n° 121 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (8 décembre 1993) [n° 146 (93-94)] – Discussion (15 décembre 1993) (Discussion générale commune avec celle du projet n° 120 (93-94) – Magistrature 1) – Adoption (15 décembre 1993) [n° 38].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1993) [n° 855 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. André Fanton (17 décembre 1993) [n° 862 (93-94)] – Discussion (21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 125].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (21 décembre 1993) [n° 204 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. André Fanton (22 décembre 1993) [n° 908 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 131].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Hubert Haenel (22 décembre 1993) [n° 211 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993) – Adoption (22 décembre 1993) [n° 66].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-336 DC du 27 janvier 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 1<sup>er</sup> février 1994) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 94-101 du 5 février 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 8 février 1994).

#### Discussion (première lecture)

(5 octobre 1993) (p. 2738, 2750) ; (6 octobre 1993) (p. 2790, 2801).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2738, 2750) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 447 – Magistrature 1)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2790, 2801) : *MM. Bernard Laurent, en remplacement de M. Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Jacques Habert, Charles Lederman, Robert Pagès, Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Emplois hors hiérarchie*) – Adopté (p. 2790).

**Art. 2** (*Incompatibilités des fonctions de magistrat avec l'exercice d'une fonction publique locale électorale*) – Adopté (p. 2790).

**Art. 3 et 4** (*Interdictions d'exercer certaines activités privées*) (p. 2790) – Adoptés après modification (p. 2793).

**Art. 5** (*Dossier individuel du magistrat*) (p. 2793) – Adopté après modification (p. 2794).

**Art. 6** (*Coordination avec la suppression de la commission de discipline du parquet*) – Adopté (p. 2794).

**Art. 7** (*Remplacement en cas de vacance définitive à la commission d'avancement*) – Adopté (p. 2794).

**Art. 8** (*Equivalences de diplôme pour l'accès au premier concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature*) (p. 2794) – Adopté (p. 2795).

**Art. 9** (*Classement des auditeurs*) (p. 2795) – Adopté après modification (p. 2796).

**Art. 10** (*Première affectation des auditeurs*) (p. 2796) – Adopté (p. 2797).

**Art. 11** (*Projets de nominations aux fonctions du premier et du second grade*) – Adopté (p. 2797).

**Art. 12** (*Nominations aux fonctions du premier et du second grade*) – Adopté (p. 2797).

**Art. 13** (*Prise en compte de la situation de famille pour les affectations*) – Adopté après modification (p. 2797).

**Art. 14** (*Tableau d'avancement*) (p. 2797) – Adopté après modification (p. 2798).

**Art. 15** (*Durée du mandat de la commission d'avancement*) – Adopté (p. 2798).

**Art. 16** (*Extension de la « transparence » aux premiers présidents de cour d'appel*) – Supprimé (p. 2798).

**Art. 17** (*Nominations des magistrats du parquet hors hiérarchie*) – Adopté (p. 2798).

**Art. 18** (*Evaluation de certains magistrats*) – Adopté (p. 2798).

**Art. additionnel après l'art. 18** (*Discipline des magistrats en détachement, en disponibilité ou ayant cessé leurs fonctions*) – Adopté (p. 2798).

**Art. 19** (*Coordination*) – Adopté (p. 2799).

**Art. 20** (*Discipline des magistrats du siège*) – Adopté (p. 2799).

**Art. 21 à 23** (*Coordination avec la suppression de la commission de discipline du parquet*) – Adoptés après modification (p. 2799).

**Art. 24** (*Report de l'attribution de l'honorariat*) – Adopté (p. 2799).

**Art. additionnel après l'art. 24** (*Retrait de l'honorariat*) – Adopté (p. 2800).

**Art. 25** (*Coordination*) (p. 2800) – Adopté (p. 2801).

**Art. 26** (*Coordination*) – Adopté (p. 2801).

**Art. 27** (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 2801).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2801) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès, Michel Rufin.*

**Scrutin public** de droit n° 2 (p. 2801).

**Adoption** (6 octobre 1993) (p. 2801).

#### Discussion (deuxième lecture)

(15 décembre 1993) (p. 6333, 6337, 6345, 6351).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6333, 6337) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 120 (93-94) – Magistrature I)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6345, 6350) : *MM. Hubert Haenel, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Robert Pagès, Guy Allouche, Pierre Fauchon.*

**Art. 3** – Adopté (p. 6345).

**Art. 4 bis** (*Interdiction d'exercer les fonctions d'arbitre*) – Adopté après modification (p. 6345).

**Art. 5** (p. 6345) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 8** – Adopté (p. 6346).

**Art. 9** (p. 6345) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli (p. 6348).

**Art. 11 et 12** – Adoptés (p. 6348).

**Art. 16** (p. 6348) – Supprimé (p. 6349).

**Art. 20** (p. 6349) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 23 et 24 bis** (*Retrait de l'honorariat*) – Adoptés (p. 6349).

**Art. 27** (p. 6349) – Adopté après modification (p. 6350).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6350) : *MM. Bernard Laurent, Guy Allouche, Michel Miroudot.*

**Scrutin public** de droit n° 80 (p. 6350).

**Adoption** (15 décembre 1993) (p. 6351).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1993) (p. 6881).

I – DISCUSSION GENERALE (voir discussion générale des conclusions du rapport n° 210 (93-94) de la commission mixte paritaire sur le projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature – Magistrature I (p. 6878, 6880)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6881)

**Art. 4 bis et 16** (p. 6881) – Supprimés par la CMP.

**Art. 27** (p. 6881).

**Scrutin public** de droit n° 90 (p. 6881).

**Adoption** (22 décembre 1993) (p. 6881).

#### Maladies contagieuses et épidémiques

Voir *Santé*, 3

#### Marchés financiers

Voir *Politique économique et sociale*, 2

1. – Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/C.E.E. portant coor-

dination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Yves Guéna, sénateur (5 mai 1993) [n° 293 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jacques Legendre (19 mai 1993) [n° 315 (92-93)] – Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles (3 juin 1993) [n° 336 (92-93)] – Discussion (29 juin 1993) – Adoption (29 juin 1993) [n° 111].

#### Discussion des conclusions du rapport

(29 juin 1993) (p. 1833, 1837).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1833, 1837) : *MM. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles en remplacement de M. Jacques Legendre, rapporteur ; Jacques Toubon, ministre de la culture ; Yves Guéna, Robert Pagès.*

II – DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE RESOLUTION (p. 1836, 1837)

**Explication de vote** (p. 1836, 1837) : *M. Jacques Bellanger.*

**Adoption** (29 juin 1993) (p. 1837).

#### Marchés publics

1. – **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 29 juillet 1993) [n° 439 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Robert Laucournet (6 octobre 1993) [n° 10 (93-94)] – Discussion (21 octobre 1993) – Adoption (21 octobre 1993) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1993) [n° 647 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Christian Daniel (8 décembre 1993) [n° 831 (93-94)] – Discussion (14 décembre 1993) – Adoption (14 décembre 1993) [n° 110].

PROMULGATION : Loi n° 93-1416 du 29 décembre 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(21 octobre 1993) (p. 3335, 3349).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3335, 3341) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Alain Pluchet, Félix Leyzour.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3341, 3349) : *MM. Robert Laucournet, rapporteur ; Roger Romani, ministre ; Félix Leyzour, Alain Pluchet, Xavier de Villepin, Bernard Laurent, Christian Bonnet.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Organisation des recours devant les deux ordres de juridiction*) (p. 3341) – Adopté après modification (p. 3344).

**Art. 2** (*Modification du champ d'application de la loi du 11 décembre 1992*) – Adopté (p. 3344).

**Art. 3** (*Entrée en vigueur des articles 7-1 et 7-2*) – Adopté (p. 3344).

**Art. 4** (*Mise en oeuvre des recours relatifs au contrat de droit public*) (p. 3344) – Adopté après modification (p. 3346).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3348, 3349) : *MM. Christian Bonnet, Jacques Bellanger, Alain Pluchet, Félix Leyzour.*

**Adoption** (21 octobre 1993) (p. 3349).

2. – **Projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures des marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de**



**publicité et de mise en concurrence**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (30 novembre 1993) [n° 130 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

3. – **Proposition de loi destinée à permettre aux présidents d'établissements de coopération intercommunale de se faire représenter dans les commissions d'appel d'offres dans les mêmes conditions que les maires**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Maurice Lombard, sénateur, et plusieurs de ses collègues (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 135 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

### Mariage

Voir *Etrangers*, 1 ; 2 ; 3

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 164 du code civil**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Michel Charasse, sénateur, et plusieurs de ses collègues (27 octobre 1993) [n° 68 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

### Marine marchande

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - IV – Mer

### Martinique

Voir *Lois de finances*, 2, Départements et territoires d'outre-mer

### Mayotte

Voir *Lois de finances*, 2, Départements et territoires d'outre-mer

### Médicaments

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - I – Affaires sociales et santé  
*Santé*, 3

### Médicaments vétérinaires

Voir *Agriculture*, 5

### Mer

Voir *Lois de finances*, 2

### Métaux précieux

Voir *Impôts et taxes*, 4

### Météo-France

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - II – Transports - 4. Transports aériens - 5. Météorologie

### Mines et carrières

1. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'avenir du bassin houiller lorrain**, PRESENTEE AU SENAT, par MM. Jean-Pierre Masseret et Charles Metzinger (10 décembre 1992) [n° 110 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Roger Husson (15 décembre 1993) [n° 188 (93-94)].

### Mineurs (d'âge)

Voir *Code pénal*, 2  
*Crimes, délits et contraventions*, 1  
*Procédure pénale*, 1

### Ministère public

Voir *Magistrature*, 1 ; 2

### Missions d'information

Voir *Première partie : informations parlementaires*

### Monaco (Principauté)

Voir *Traités et conventions*, 16

### Mongolie

Voir *Traités et conventions*, 8 ; 17

### Monnaie

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 2

### Monnaies et Médailles

Voir *Lois de finances*, 2

### Montagne

Voir *Urbanisme*, 2

### Monuments et sites

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

### Monuments historiques

Voir *Patrimoine artistique, archéologique et historique*, 4

### Motions d'ordre (procédure parlementaire)

1. – **De M. Joël Bourdin, rapporteur de la commission des affaires culturelles**, organisation des travaux du Sénat : demande la poursuite de la discussion du texte relatif à l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales – Adoption de la motion (p. 1880) – M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Mme Hélène Luc.

### Mouvements sociaux

Voir *Rappels au règlement*, 33

### Musées

Voir *Arts et spectacles*, 1  
*Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

### Musique

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie  
*Propriété intellectuelle*, 3

### Mutualité sociale agricole (MSA)

Voir *Agriculture*, 5

### Mutuelles

Voir *Santé*, 3

## N

**Nationalité française**

1. – **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur et plusieurs de ses collègues (7 juin 1990) [n° 364 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (20 juin 1990) (voir Table des matières 1990 – Nationalité française 1) – Adoption (20 juin 1990) [n° 134].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 avril 1993) [n° 16 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (29 avril 1993) [n° 125 (92-93)] – Discussion (11, 12 et 13 mai 1993) – Adoption (13 mai 1993) [n° 2].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 mai 1993) [n° 308 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Bérard (2 juin 1993) [n° 331 (92-93)] – Discussion (15, 16, 17 juin 1993) – Adoption (17 juin 1993) [n° 95].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 juin 1993) [n° 357 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Mazeaud (22 juin 1993) [n° 361 (92-93)] – Discussion (24 juin 1993) – Adoption (24 juin 1993) [n° 31].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-321 DC du 20 juillet 1993, *J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1993 qui déclare non conformes à la Constitution les dispositions suivantes de la loi tendant à réformer le droit de la nationalité :

– dans le texte de l'article 12, les mots « ou d'un arrêté d'assignation à résidence non expressément rapporté ou abrogé, soit d'un arrêté de reconduite à la frontière » ;

– dans le texte de l'article 24, les mots « ou d'un arrêté d'assignation à résidence non expressément rapporté ou abrogé, soit d'un arrêté de reconduite à la frontière » ;

– dans le texte de l'article 44, au quatrième alinéa, les mots « et aux îles Wallis et Futuna » ;

– l'article 47 en tant qu'il abroge l'article 161 du code de la nationalité en ce qui concerne les îles Wallis et Futuna.

PROMULGATION : Loi n° 93-933 du 22 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1993 – Rectificatifs : *J.O.* Lois et décrets du 25 août 1993).

**Discussion (deuxième lecture)**

(15 juin 1993) (p. 1262, 1322) ; (16 juin 1993) (p. 1336, 1385) ; (17 juin 1993) (p. 1399, 1411) (p. 1430, 1454).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1262, 1291) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jacques Bérard, rapporteur de la commission des lois ; Gérard Larcher, Xavier de Villepin, Charles Metzinger, Hubert Durand-Chastel, Robert Pagès, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, M. Ernest Cartigny, Mmes Françoise Seligmann, Monique ben Guiga, M. Guy Penne.*

**Motion** n° 31 de M. Claude Estier, soutenue par M. Jean-Luc Melenchon, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1291) – *MM. Jean-Luc Melenchon, Jacques Bérard, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 1294 ; scrutin public n° 93).

**Motion** n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1294) – *MM. Charles Lederman, Jacques Bérard, rapporteur.*

**Rejet de la motion** (p. 1296 ; scrutin public n° 94).

**Motion** n° 32 de M. Claude Estier, soutenue par M. François Autain, **tendant au renvoi en commission** (p. 1296) – *MM. François Autain, Jacques Bérard, rapporteur.*

**Rejet de la motion** (p. 1299 ; scrutin public n° 95).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1299, 1322) ; (p. 1336, 1385) ; (p. 1399, 1411) ; (p. 1430, 1451) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, Mme Monique ben Guiga, MM. Pierre Méhaignerie, ministre ; Jacques Bérard, rapporteur ; Jean-Luc Melenchon, Guy Penne, Charles de Cuttoli, François Autain, Charles Lederman, Hubert Durand-Chastel, Jacques Habert, Jean Chérioux, Charles Metzinger, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance, Robert Pagès, Bernard Laurent, Mme Françoise Seligmann, M. Jacques Larché, président de la commission – M. Henri Goetschy, Mme Paulette Brisepierre, MM. Pierre Fauchon, Guy Penne, Josselin de Rohan, Louis Jung, Jacques Legendre, Félix Leyzour, Paul Masson – MM. Bernard Hugo, Roger Romani, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, Paul d'Ornano.*

**Chapitre I<sup>er</sup>****Dispositions modifiant le droit de la nationalité**

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*Expression en « France » au sens du code de la nationalité*) – Adopté (p. 1299).

**Art. 1<sup>er</sup> ter** (*Notions de majorité et de minorité au sens du code de la nationalité*) – Adopté (p. 1299).

**Art. 2** (*Allongement du délai pendant lequel l'enfant né à l'étranger d'un parent français a la faculté de répudier la qualité de Français*) (p. 1299) – Adopté (p. 1301).

**Art. 2 bis** (*Manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger*) (p. 1302) – Supprimé (p. 1305).

**Art. 3** (*Allongement du délai pendant lequel l'enfant né en France d'un parent lui-même né en France a la faculté de répudier la qualité de Français*) (p. 1305) – Adopté (p. 1306).

**Art. 4** (*Modalités d'exercice de la faculté de répudier la nationalité française – Renonciation à l'exercice de cette faculté*) (p. 1306) – Adopté (p. 1307).

**Art. 7** (*Acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 1307) – Adopté après modification (p. 1315).

**Art. 8** (*Opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 1315) – Adopté après modification (p. 1320).

**Art. 9** (*Manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France*) (p. 1320) – Adopté après modification (p. 1353).

**Art. 10** (*Obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité*) (p. 1354) – Adopté après modification (p. 1362).

**Art. 11** (*Autorités habilitées à recevoir et à enregistrer la manifestation de la volonté de devenir français*) (p. 1362) – Adopté après modification (p. 1368).

**Art. 12** (*Démarches valant manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française*) – Adopté (p. 1368).

**Art. 13 bis** (*Acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France*) (p. 1371) – Adopté (p. 1372).

**Art. 14 bis** (*Déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger*) (p. 1372) – Adopté après modification (p. 1377).

**Art. 15** (*Condition de stage en France de cinq années avant le dépôt d'une demande de naturalisation*) (p. 1379) – Adopté (p. 1375).

**Art. 16** (*Dispense de stage conditionnant la demande de naturalisation*) – Adopté (p. 1380).

**Art. additionnel après l'art. 17** (*Possibilité de naturalisation de l'étranger francophone contribuant par une action éminente au rayonnement de la France*) (p. 1377) – Adopté (p. 1379 ; priorité ordonnée p. 1377).

**Art. 18** (*Condition d'âge pour être naturalisé*) – Adopté (p. 1380).

**Art. 19** (*Obstacles à l'acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité ou par décision de l'autorité publique et à la réintégration dans cette nationalité*) (p. 1380) – Adopté après modification (p. 1381).

**Art. 20** (*Acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur dont l'un des parents acquiert cette nationalité*) (p. 64) – Adopté (p. 1385).

**Art. 20 bis** (*Répudiation de sa nationalité française par l'enfant français en vertu de l'article 84 qui n'est pas né en France*) – Adopté (p. 1399).

**Art. 21, 22 et 22 bis** (*Réintégration dans la nationalité française par déclaration*) – Adoptés (p. 1400).

**Art. 23** (*Réception des déclarations de nationalité*) (p. 1400) – Adopté (p. 1401).

**Art. 24 bis** (*Spécialisation des tribunaux d'instance pour la réception et l'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1403) – Adopté (p. 1405).

**Art. 25** (*Refus d'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1405) – Adopté après modification (p. 1407).

**Art. 26** (*Oppositions à l'acquisition de la nationalité*) (p. 1407, 1408) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 27** (*Acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée*) (p. 1408) – Adopté (p. 1411).

**Art. 28** (*Effets de la déclaration*) (p. 1411) – Adopté après modification (p. 1431).

**Art. 29** (*Motivation des décisions administratives de rejet*) – Adopté (p. 1431).

**Art. 30 et 31** (*Sanctions pénales, civiles et administratives du délit d'entremise*) (p. 1432) – Supprimés par l'Assemblée Nationale.

**Art. 31 bis** (*Spécialisations des tribunaux de grande instance pour les contestations de nationalité*) (p. 1432) – Adopté (p. 1434).

**Art. 31 ter** (*Possession d'état de Français de personnes nées à Mayotte*) – Adopté (p. 1434).

**Art. 32** (*Déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger*) et **33** (*Présentation des états de services militaires tenant lieu de déclaration de nationalité française*) – Supprimés par l'Assemblée nationale (p. 1434).

**Art. 33 bis** (*Spécialisation des tribunaux d'instance pour la délivrance des certificats de nationalité*) (p. 1435) – Adopté (p. 1436).

**Art. 34 bis et 34 ter** (*Adaptation du code de la nationalité à l'organisation judiciaire des territoires d'outre-mer*) – Adopté (p. 1436, 1437).

**Art. 34 quater** (*Notion d'assimilation de résidence au sens de l'article 78 du code de la nationalité*) – Adopté (p. 1437).

**Art. 35** (*Droit du sol double*) (p. 1437) – Adopté (p. 1441).

**Art. 35 bis** (*Application des dispositions relatives aux Français de l'étranger*) (p. 1441) – Supprimé (p. 1442).

**Art. 36** (*Attribution de la carte de résident*) (p. 1442) – Adopté après modification (p. 1443).

**Art. 37** (*Carte de résident renouvelable de plein droit*) – Adopté après modification (p. 1443).

**Art. 38** (*Abrogations*) (p. 1443) – Adopté (p. 1444).

**Art. 38 bis** (*Service national et nationalité*) (p. 1445) – Adopté (p. 1447).

**Art. 38 ter** (*Inscription sur les listes électorales*) – Adopté (p. 1447).

**Art. 38 quater** (*Réintégration du code de la nationalité dans le code civil*) (p. 1447) – Adopté après modification (p. 1449).

**Après l'art 38 quater** (p. 1449).

*Division additionnelle* (« Chapitre III : Dispositions diverses ») – Adopté (p. 1451).

*Art. additionnel* (*Dispositions transitoires visant les déclarations de nationalité*) – Adopté (p. 1450).

*Art. additionnel* (*Dispositions transitoires visant les personnes ayant sollicité l'autorisation de souscrire la déclaration de réintégration dans la nationalité française*) – Adopté (p. 1450).

*Art. additionnel* (*Abrogation de la possibilité pour le gouvernement de faire opposition à l'acquisition de la nationalité française pour les jeunes étrangers nés en France et qui y résident*) – Adopté (p. 1450).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1451, 1454) : MM. Claude Estier, Charles Lederman, Ernest Cartigny, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Habert, Paul Masson ; intervention de M. Roger Romani, ministre.

**Scrutin public** n° 102 (p. 1454).

**Adoption** (17 juin 1993) (p. 1454).

### Nature (protection)

Voir *Lois de finances, 2*, Environnement et article 58

### Navigation maritime

Voir *Lois de finances, 2*, Equipement, transports et tourisme - IV – Mer

### Négociations collectives

Voir *Politique économique et sociale, 1*

## O

**Œuvres d'art**

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

**Office national des anciens combattants (ONAC)**

Voir *Lois de finances*, 2, Anciens combattants et victimes de guerre et articles 53 A, 53 B, 53, 54 et 54 bis

**Organisation des Nations Unies (ONU)**

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires étrangères

**Opéra de Paris**

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

**Or**

Voir *Impôts et taxes*, 4

**Ordre de la Libération**

Voir *Lois de finances*, 2

**Ordre du jour des assemblées parlementaires**

Voir *Enseignement privé*, 3  
*Motions d'ordre (procédure parlementaire)*, 1  
*Rappels au règlement*, 9 ; 10 ; 11 ; 12 ; 14 ; 27 ; 36 ; 40 ;  
41 ; 42 ; 45 ; 49 ; 50

1. – **Conférence des présidents** : observation de Mme Hélène Luc et de M. Claude Estier à propos de la précipitation du Gouvernement dans l'organisation des travaux parlementaires (10 juin 1993) (p. 956, 958) – *Mme Hélène Luc, MM. Claude Estier, Michel Caldaquès, Roger Chinaud, Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

2. – **Conférence des présidents** : observation de M. Charles Lederman sur le temps réservé à la discussion générale du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration (1<sup>er</sup> juillet 1993) (p. 1946, 1947) – *MM. Charles Lederman, Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

3. – **Conférence des présidents** : protestation de M. Aubert Garcia contre l'inscription à l'ordre du jour, par le Gouvernement, le matin pour l'après-midi, de la discussion de la « loi Falloux » (14 décembre 1993) (p. 6218, 6222) – *MM. René Monory, président du Sénat ; Aubert Garcia, Claude Estier, Mme Hélène Luc.*

**Ordre public**

1. – **Projet de loi relatif aux contrôles d'identité**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (19 mai 1993) [n° 211 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Limouzy (2 juin 1993) [n° 259 (92-93)] – Discussion (10 juin 1993) – Adoption (10 juin 1993) [n° 16].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 juin 1993) [n° 352 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Bonnet (23 juin 1993) [n° 381 (92-93)] – Dis-

cussion (29 juin et 10 juillet 1993) – Adoption (10 juillet 1993) [n° 123].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-323 DC du 5 août 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 7 août 1993) qui déclare contraires à la Constitution, au quatrième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi, les mots « cette ligne pouvant être portée, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, jusqu'à 40 kilomètres par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice » et les mots : « conjoint des deux ministres susvisés ».

PROMULGATION : Loi n° 93-392 du 10 août 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 11 août 1993).

**Discussion (première lecture)**

(29 juin 1993) (p. 1786, 1833) ; (10 juillet 1993) (p. 2511, 2526).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1786, 1808) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Ernest Cartigny, Michel Ruffin, Jacques Golliet, Mme Françoise Seligmann.*

Ce projet de loi vise à donner des moyens d'action plus efficaces à la justice et aux forces de l'ordre.

**Motion n° 3** de M. Claude Estier, soutenue par M. Jean-Luc Melenchon, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1797) – *MM. Jean-Luc Melenchon, Christian Bonnet, rapporteur, Pierre Méhaignerie, ministre ; Jacques Larché, président de la commission des lois, Michel Dreyfus-Schmidt, Emmanuel Hamel.*

**Rejet de la motion** (p. 1802).

**Motion n° 2** de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1802) – *MM. Charles Lederman, Christian Bonnet, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 1805 ; scrutin public n° 111).

**Motion n° 4** de M. Claude Estier, soutenue par Mme Monique ben Guiga, **tendant au renvoi en commission** (p. 1805) – *Mme Monique ben Guiga, MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 1807 ; scrutin public n° 112).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1808, 1812 ; 1815, 1833 ; 2511, 2526) : *MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès, Jean-Luc Melenchon, Mmes Monique ben Guiga, Françoise Seligmann – Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Christian Bonnet, rapporteur ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jean Chérioux, Ernest Cartigny.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen*) (29 juin 1993 ; p. 1808) – Adopté par vote unique, à l'exclusion de tout amendement (10 juillet 1993 ; p. 2519).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*Modification de l'intitulé du chapitre III du titre II du Livre I<sup>er</sup> du code de procédure pénale : des contrôles et vérifications d'identité*) – Adopté (p. 2522).

**Art. 1<sup>er</sup> ter** (*Effet des dispositions instituant les contrôles particuliers prévus pour la mise en oeuvre des accords de Schengen à compter de l'entrée en vigueur de la convention de Schengen*) (p. 2522) – Adopté (p. 2523).

**Art. 2** (*Extension du nouveau régime des contrôles d'identité à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 2523).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2523, 2526) : *MM. Jacques Machet, Jean Chérioux, Mmes Françoise Seligmann, Danielle Bidard-Reydet, Monique ben Guiga, MM. Philippe de Gaulle, Jacques Habert, Ernest Cartigny ; interventions de MM. Roger Romani, ministre ; Christian Bonnet, rapporteur.*

**Scrutin public** n° 142 (p. 2526).

**Adoption** (10 juillet 1993) (p. 2526).

**Ordres professionnels**

1. – **Proposition de loi tendant à la création d'un Ordre natio-**

**nal des masseurs-kinésithérapeutes, PRESENTÉE AU SENAT,**  
par MM. Charles Descours et Henri Belcour, sénateurs (20  
décembre 1993) [n° 199 (93-94)] – Renvoi à la commission des  
affaires sociales.

**Organisations non gouvernementales (ONG)**

Voir *Lois de finances, 2*, Coopération

**Organismes de placement collectif en valeurs mobilières  
(OPCVM)**

Voir *Marchés financiers, 1*

## P

## Parlement

Voir *Banques et établissements financiers*, 1  
*Cour de justice de la République*, 1  
*Enseignement privé*, 3  
*Rappels au règlement*, 2

1. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (15 avril 1993) [n° 258 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat** (2 juillet 1993) [n° 402 (92-93)] – Renvoi à la commission prévue par l'article 105 du règlement du Sénat – Rapport de M. Charles Jolibois (7 juillet 1993) [n° 411 (92-93)] – Discussion (8 juillet 1993) – Adoption (8 juillet 1993) [n° 119],

## Discussion des conclusions du rapport

(8 juillet 1993) (p. 2402, 2404).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2402, 2403) : *MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission ad hoc ; Charles Lederman, Etienne Dailly, président de la commission ad hoc.*

II – ADOPTION DE LA PROPOSITION DE RESOLUTION (p. 2404) : *M. Etienne Dailly, président de la commission.*

**Proposition de résolution** (*Le Sénat lève l'immunité parlementaire de M. Eric Boyer, sénateur de la Réunion*) – Adopté (p. 2404).

**Adoption** (9 juillet 1993) (p. 2404).

3. – **Proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires et portant création d'un office parlementaire chargé du suivi de la politique monétaire et de la politique des changes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Loridant, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 21 juillet 1993) [n° 430 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances.

4. – **Proposition de loi portant obligation pour l'Etat d'établir un rapport d'information à l'attention du Parlement concernant les conséquences de l'éventuelle mise en place de diverses mesures fiscales et de commenter les effets de ces mesures sur l'aménagement du territoire de la Nation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. François Gerbaud, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 octobre 1993) [n° 3 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

5. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à instaurer une session parlementaire unique**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Estier, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 octobre 1993) [n° 11 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

6. – **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 49, alinéa 6, du Règlement du Sénat**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 octobre 1993) [n° 41 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (27 octobre 1993) [n° 59 (93-94)] – Rapport supplémentaire de M. Etienne Dailly (15 décembre 1993) [n° 185 (93-94)].

7. – **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier l'article 26 de la Constitution et tendant à réduire le champ d'application de l'immunité parlementaire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur (24 novembre 1993) [n° 115 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

## Parlement européen

Voir *Elections*, 14 ; 15

## Participation des salariés

1. – **Proposition de loi tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 mai 1991) [n° 332 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 20 octobre 1992 – Rapport de M. Etienne Dailly (28 avril 1993) [n° 285 (92-93)] – Discussion (6 mai 1993) – Adoption (6 mai 1993) [n° 85].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi instituant une faculté de participation des salariés actionnaires au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés anonymes** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 mai 1993) [n° 154 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

## Discussion des conclusions du rapport

(6 mai 1993) (p. 192, 202).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 192, 199) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Michel Giraud, ministre du travail ; Jean Chérioux, Robert Pagès, Claude Estier.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 199, 202) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Michel Giraud, ministre.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Rapport du conseil d'administration ou du directoire*) – Adopté (p. 200).

**Art. 2** (*Administrateurs élus par les salariés*) – Adopté après modification (p. 200).

**Art. 3** (*Participation de 5 % du capital social ou plus*) – Adopté (p. 201).

**Art. 4** (*Rémunération des membres du conseil de surveillance*) – Adopté (p. 201).

**Intitulé** : proposition de la commission : « Proposition de loi instituant une faculté de participation des salariés actionnaires au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés anonymes » – Adoptée (p. 201).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 201, 202) : *M. Emmanuel Hamel ; intervention de M. Etienne Dailly, rapporteur.*

**Adoption** (6 mai 1993) (p. 202).

2. – **Proposition de loi relative à la participation des salariés à l'exercice des responsabilités dans l'entreprise**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 20 juillet 1993) [n° 429 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

## Patrimoine artistique, archéologique et historique

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

1. – **Proposition de loi tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des bâtiments de France**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (11 juin 1992) [n° 404 (91-92)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Reprise par ses auteurs le 5 octobre 1993.

2. – **Proposition de loi tendant à harmoniser et à simplifier la protection des monuments historiques et des sites naturels**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Philippe Richert, André Egu et Raymond Bouvier, sénateurs (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 2 août 1993) [n° 440 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

3. – **Proposition de loi tendant à compléter le code de l'expropriation afin de renforcer le dispositif de protection du patrimoine historique et artistique national**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges Gruillot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du

13 juillet 1993 - 23 septembre 1993 [n° 454 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

4. – **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jacques Toubon, ministre de la culture (27 octobre 1993) [n° 657 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean de Boishue (10 novembre 1993) [n° 692 (93-94)] – Discussion (26 novembre 1993) – Adoption (26 novembre 1993) [n° 84].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 novembre 1993) [n° 127 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Paul Hugot (21 décembre 1993) [n° 201 (93-94)] – Discussion (21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 59].

PROMULGATION : Loi n° 93-1437 du 31 décembre 1993 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(21 décembre 1993) (p. 6819, 6833).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6819, 6829) : MM. Jacques Toubon, ministre de la culture ; Francis Lamarque, rapporteur du Conseil économique et social ; Jean-Paul Hugot, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Ivan Renar, Paul Raoult.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6830, 6833) : MM. Jean-Paul Hugot, rapporteur ; Jacques Toubon, ministre ; Maurice Schumann, président de la commission.

Art. 1<sup>er</sup> (Objectifs de la loi de programme) – Adopté (p. 6830).

Art. 2 (Montant et indexation des autorisations de programmes) – Adopté (p. 6830).

Art. 3 (Rapport sur l'exécution de la loi de programme) – Adopté (p. 6830).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6832, 6833) : M. Serge Vinçon, Mme Anne Heinis, MM. Jean Madelain, Ivan Renar ; intervention de M. Jacques Toubon, ministre.

Adoption (21 décembre 1993) (p. 6833).

#### Pauvreté

Voir *Rappels au règlement*, 44

#### Pays de l'Est

Voir *Rapports d'information*, 45

#### Paysages

Voir *Lois de finances*, 2, Environnement et article 58

#### Pêche

Voir *Lois de finances*, 2

#### Pensions civiles et militaires d'invalidité

Voir *Pupilles de la Nation*, 1

#### Pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - I – Affaires sociales et santé  
*Traités et conventions*, 9

#### Personnes âgées

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - I – Affaires sociales et santé

#### Santé, 3

1. – **Proposition de loi relative à la prise en charge des personnes âgées dépendantes**, PRESENTEE AU SENAT, par MM. Jean Puech et André Jourdain, sénateurs (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 13 mars 1993) [n° 236 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à instituer une allocation aux personnes âgées dépendantes**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 mai 1993) [n° 295 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi relative à l'allocation compensatrice pour tierce personne**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Henri de Raincourt, sénateur (3 novembre 1993) [n° 71 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### Plan

Voir *Lois de finances*, 2  
*Rapports d'information*, 42

#### Plans d'occupation des sols (POS)

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - I – Urbanisme et services communs

#### Police

Voir *Communes*, 1  
*Lois de finances*, 2, Intérieur et aménagement du territoire - I – Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation  
*Ordre public*, 1

#### Police municipale

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur et aménagement du territoire - I – Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation

#### Police nationale

Voir *Rappels au règlement*, 30

#### Politique agricole commune (PAC)

Voir *Communautés européennes*, 15  
*Gouvernement (déclarations)*, 5  
*Lois de finances*, 2, Agriculture et pêche  
*Rappels au règlement*, 32

#### Politique culturelle

Voir *Patrimoine artistique, archéologique et historique*, 4

#### Politique de l'emploi

Voir *Emploi*, 1

#### Politique économique et sociale

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1 ; 2  
*Rapports d'information*, 23

1. – **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE

NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Michel Giraud, ministre du travail (14 septembre 1993) [n° 505 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Denis Jacquat (23 septembre 1993) [n° 547 (92-93)] – Urgence – Discussion (28, 29, 30 septembre, 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 5 octobre 1993) – Adoption (5 octobre 1993) [n° 61].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 octobre 1993) [n° 5 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de MM. Louis Souvet et Jean Madelain (27 octobre 1993) [n° 57 (93-94)] – Avis de M. Jacques Legendre (27 octobre 1993) [n° 58 (93-94)] – Discussion (2, 3, 4, 5, 8, 9 et 10 novembre 1993) – Adoption (10 novembre 1993) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 novembre 1993) [n° 707 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Denis Jacquat (15 novembre 1993) [n° 708 (93-94)] – Discussion (18 novembre 1993) – Adoption (18 novembre 1993) [n° 67].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de MM. Louis Souvet et Alain Madelain (16 novembre 1993) [n° 92 (93-94)] – Discussion (19 novembre 1993) – Adoption (19 novembre 1993) [n° 29].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 93-328 DC du 16 décembre 1993 (*JO* Lois et décrets du 21 décembre 1993) qui déclare l'article 11 contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 (*JO* Lois et décrets du 21 décembre 1993).

#### Discussion (première lecture)

(2 novembre 1993) (p. 3656, 3706) ; (3 novembre 1993) (p. 3712, 3779) ; (4 novembre 1993) (p. 3794, 3855) ; (5 novembre 1993) (p. 3878, 3962) ; (8 novembre 1993) (p. 3982, 4095) ; (9 novembre 1993) (p. 4110, 4193) ; (10 novembre 1993) (p. 4201, 4224).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3656, 3706 ; 3712, 3778) : MM. Michel Giraud, ministre du travail ; Albert Morel, rapporteur du Conseil économique et social ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales (travail, emploi) ; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales (formation professionnelle) ; Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Ernest Cartigny, Bernard Seillier, Gérard Larcher, Mme Michelle Demessine, MM. Hubert Durand-Chastel, Maurice Blin, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Georges Mouly, Henri Revol, Maurice Schumann, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Joëlle Dusseau, MM. Pierre Schiélé, Jean-Pierre Masseret, Pierre Laffitte, Pierre-Christian Taittinger, Jean Chérioux, Henri Bangou – MM. Guy Robert, Charles Metzinger, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, M. André Bohl, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Bernard Barbier, Charles Descours, Mme Josette Durrieu, M. Alain Gérard, Mme Monique ben Guiga, MM. René Trégouët, André Jourdain, Joseph Ostermann, Roger Husson, Henri Belcour.

Ce projet de loi tend à mettre en place des réformes attendues dans le domaine du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en s'orientant autour de grands axes : l'allègement du coût du travail, l'assouplissement de l'organisation du travail, la décentralisation de la formation professionnelle et la réorganisation du service public de l'emploi.

**Motion n° 1** de M. Claude Estier, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 3743) – MM. Jean-Luc Mélenchon, Louis Souvet, rapporteur (travail, emploi) ; Michel Giraud, ministre.

**Rejet de la motion** (p. 3747).

**Motion n° 2** de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable (p. 3747) – Mme Hélène Luc, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Michel Giraud, ministre ; Charles Lederman.

**Rejet de la motion** (p. 3750 ; scrutin public n° 17).

**Motion n° 8** de M. Claude Estier, soutenue par M. Franck Sérusclat, tendant au renvoi à la commission (p. 3751) – MM. Franck

Sérusclat, Jean Madelain, rapporteur (formation professionnelle) ; Michel Giraud, ministre.

**Rejet de la motion** (p. 3753).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3754, 3779 ; 3794, 3855 ; 3878, 3962 ; 3982, 4095 ; 4110, 4193 ; 4201, 4224) : MM. François Autain, Charles Lederman, Louis Souvet, rapporteur (travail, emploi) ; Michel Giraud, ministre ; Ernest Cartigny, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Emmanuel Hamel, Jean-Luc Mélenchon, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Pierre Laffitte, Alain Vasselle, Franck Sérusclat, Bernard Seillier, Jean-Paul Hamann – MM. Pierre Louvot, Gérard Delfau, Pierre Fauchon, Jean Chérioux, René Trégouët, Mme Paulette Fost, MM. Guy Robert, Charles Descours, Jean-Luc Bécart, Mmes Michelle Demessine, Maryse Bergé-Lavigne, Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Paul Delevoye, Camille Cabana, Jean Arthuis, Louis Jung, Mme Monique ben Guiga, MM. Jean Madelain, Claude Huriet – MM. Charles Metzinger, Jean-Pierre Cantegrit, Hubert Durand-Chastel, Mme Hélène Missoffe, MM. Robert Pagès, Jean-Jacques Robert, Mme Josette Durrieu, M. Michel Caldaguès, Mme Hélène Luc – MM. Gérard Larcher, Bernard Laurent, Marc Lauriol, Etienne Dailly, Louis Moinard, Lucien Lanier, Jacques Habert, Christian Bonnet, Adrien Gouteyron, Alfred Foy, Jean Garcia, Michel Poniatowski, Ivan Renar, Jean-Pierre Masseret, Jean Madelain, rapporteur (formation professionnelle) ; Jacques Legendre, rapporteur pour avis ; Maurice Schumann – MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale ; Daniel Goulet, Jean-Louis Carrère, Philippe Marini, Henri Bangou, Robert Vizet, Louis de Catuelan, Jean Delaneau – M. François Louisy.

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS RELATIVES A L'EMPLOI

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

#### Mesures d'aide à la création et au maintien de l'emploi

**Art. 1<sup>er</sup>** (Programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise) (p. 3778) – Adopté après modification (p. 3806).

**Art. 2** (Elaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales) (p. 3812) – Adopté après modification (p. 3825).

**Art. additionnel après l'art. 2** (Rapport sur les possibilités de création d'emplois dans les services marchands) (p. 3825) – Adopté (p. 3826).

**Art. 3** (Prorogation et assouplissement des dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié) (p. 3827) – Adopté après modification (p. 3834).

**Art. 4** (Simplification des obligations relatives aux paiements de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque-service) (p. 3835) – Adopté après modification (p. 3843).

**Art. 5** (Simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises) (p. 3845) – Adopté après modification (p. 3849).

**Après l'art. 5** (p. 3850).

**Art. additionnel** (Octroi aux entreprises nouvellement créées des exonérations prévues à l'article 1<sup>er</sup>) – Adopté (p. 3850).

**Art. additionnel** (Versement d'une indemnité compensatrice pour les chômeurs acceptant un emploi dont le salaire net est inférieur au montant de leurs allocations de chômage) – Adopté (p. 3852).

**Art. 6** (Extension et relèvement de la provision d'impôt pour création d'entreprise dans le cadre de l'essaimage) (p. 3878) – Adopté après modification (p. 3881).

**Art. 7** (Prorogation quinquennale du régime relatif au cumul emploi-retraite) – Adopté (p. 3881).

**Après l'art. 7** (p. 3881).

**Art. additionnel** (Dérogation aux règles du cumul emploi-retraite en faveur des personnes ayant exercé simultanément des activités salariées et des activités non-salariées) – Adopté (p. 3881).



*Art. additionnel (Possibilité du cumul emploi-retraite pour les personnes exerçant des activités d'hébergement en milieu rural) – Adopté (p. 3882).*

**Art. 8** (*Elargissement et assouplissement du dispositif relatif au groupement d'employeurs*) (p. 3883) – Adopté après modification (p. 3885).

**Art. additionnel après l'art. 8** (*Exonération temporaire de cotisations pour des emplois nouvellement créés à l'étranger et occupés par des personnes de moins de 26 ans de nationalité française*) (p. 3885) – Adopté (p. 3887).

### Chapitre 2

#### Aides à l'accès à l'emploi

**Art. 9** (*Institution de sanctions applicables aux fraudeurs aux allocations instituées dans le cadre du Fonds national de l'emploi*) (p. 3898) – Adopté (p. 3899).

**Art. 10** (*Création de stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE)*) (p. 3899) – Adopté (p. 3906).

**Art. 11** (*Extension de la durée des contrats de retour à l'emploi (CRE) et modification du régime qui leur est applicable*) (p. 3906) – Adopté (p. 3911).

**Art. 12** (*Redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrats emploi-solidarité (CES) et suppression des contrats locaux d'orientation (CLO)*) (p. 3912) – Adopté après modification (p. 3920).

**Art. 13** (*Incitation au développement du système des emplois consolidés*) (p. 3920) – Adopté après modification (p. 3925).

**Art. 14** (*Possibilité pour l'Etat de conclure des conventions afin de mettre en oeuvre un dispositif d'accompagnement social pour les personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle*) (p. 3925) – Adopté (p. 3926).

**Art. 15** (*Institution d'un « fonds partenarial » abondé par l'Etat et à destination des collectivités locales pratiquant une politique active en matière d'insertion professionnelle des jeunes*) (p. 3927) – Adopté après modification (p. 3929).

**Art. additionnel après l'art. 15** (*Introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure*) (p. 3929) – Adopté (p. 3936).

**Art. 15 bis** (*Extension des conditions d'exonération de la contribution prévue à l'article L. 321-13 du code du travail, dite « contribution Delalande »*) (p. 3936) – Adopté après modification (p. 3939).

### Chapitre 3

#### Dispositions relatives aux institutions représentatives du personnel

**Art. 16** (*Dispositions relatives au mandat des délégués du personnel (art. L. 421-1 et L. 424-1 du code du travail)*) (p. 3941) – Adopté (p. 3947).

**Art. 17** (*Doublement de la durée du mandat des délégués du personnel (art. L. 423-16 du code du travail)*) – Adopté (p. 3947).

**Art. 18** (*Organisation des élections de délégués du personnel : coordination (art. L. 423-18 du code du travail)*) (p. 3947) – Adopté (p. 3948).

**Art. 19** (*Simultanéité des élections des membres du comité d'entreprise et de celles des délégués du personnel (art. L. 423-19 nouveau du code du travail)*) (p. 3948) – Adopté après modification (p. 3950).

**Art. 19 bis** (*Harmonisation des durées de protection assurées aux délégués du personnel et aux membres du comité d'entreprise (art. L. 425-3 du code du travail)*) – Adopté (p. 3950).

**Art. 20** (*Cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants au comité d'entreprise (art. L. 431-1-1 nouveau du code du travail)*) (p. 3951) – Adopté après modification (p. 3955).

**Art. 21** (*Simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés (art. L. 432-4-1 nouveau du code du travail)*) (p. 3956) – Adopté après modification (p. 3958).

**Art. 22** (*Rythme des réunions du comité d'entreprise (art. L. 434-3 du code du travail)*) (p. 3959) – Adopté après modification (p. 3961).

**Art. additionnel après l'art. 22** (*Possibilité pour le chef d'entreprise de se faire assister par des collaborateurs au comité d'entreprise*) – Adopté après modification (p. 3961).

### Chapitre 4

#### Dispositions relatives au travail illégal

**Art. 23 A** (*Dispositions pénales relatives au travail clandestin*) (p. 3982) – Adopté (p. 3983).

**Art. 23 B** (*Dispositions pénales relatives à la main-d'oeuvre étrangère*) (p. 3983) – Adopté (p. 3984).

**Art. 23** (*Renforcement du dispositif de lutte contre le travail clandestin*) (p. 3984) – Adopté (p. 3985).

**Art. 23 bis** (*Application du droit social français aux travailleurs d'une société établie hors de France exécutant une prestation de services sur le territoire national (art. L. 324-14-3 du code du travail)*) (p. 3985) – Adopté après modification (p. 3986).

### TITRE II

#### ORGANISATION DU TRAVAIL

##### Chapitre 1<sup>er</sup>

#### Incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail

**Art. additionnel avant l'art. 24** (*Durée du travail des salariés agricoles*) – Adopté (p. 3988).

**Art. 24** (*Objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail (art. L. 212-2-1 nouveau du code du travail)*) (p. 4020) – Adopté après modification (p. 4029).

**Art. additionnel après l'art. 24** (*Mise en place, à titre expérimental par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires*) (p. 3988) – Adopté (p. 4017).

**Art. 25** (*Négociation sur le capital de temps de formation (art. L. 932-2 nouveau du code du travail)*) (p. 4029) – Adopté (p. 4031).

**Art. 26** (*Rapport au Parlement*) – Supprimé (p. 4031).

##### Chapitre 2

#### Aménagement du temps de travail

**Art. additionnel avant l'art. 27** (*Travail de nuit des ouvriers boulangers (art. L. 213-11 et L. 213-12 du code du travail)*) (p. 4031) – Adopté (p. 4032).

**Art. 27** (*Elargissement du recours au repos compensateur (art. L. 212-5 et L. 212-5-1 du code du travail)*) (p. 4032) – Adopté après modification (p. 4038).

**Art. 28** (*Développement du travail à temps partiel (art. L. 212-4-2, L. 212-4-3, L. 322-4 et L. 322-12 du code du travail, L. 131-2 et L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale)*) (p. 4039) – Adopté après modification (p. 4049).

**Motion n° 613** de la commission, soutenue par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à un certain nombre d'amendements** (p. 4050) – M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; (p. 4070) – MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Robert Pagès, Jean-Pierre Masseret, Michel Giraud, ministre.

**Adoption de la motion** (p. 4071).

**Art. 29** (*Nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire (art. L. 221-8-1 nouveau, L. 221-10 du code du travail et 997 du code rural)*) (p. 4052) – Adopté après modification (p. 4068).

**Art. 30** (*Temps réduit indemnisé de longue durée (art. L. 322-11 du code du travail)*) (p. 4068) – Adopté après modification (p. 4069).

**Art. 30 bis** (*Repos quotidien (art. L. 212-2 du code du travail)*) (p. 4069) – Adopté après modification (p. 4070).

Après l'art. 30 bis (p. 4072).

Art. additionnel (*Procédures en cas de notification au salarié d'une modification substantielle de son contrat*) – Adopté après modification (p. 4072).

Art. additionnel (*Contrôle de la durée du travail dans le secteur agricole*) – Adopté (p. 4073).

### TITRE III

#### FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

##### Chapitre 1<sup>er</sup>

#### Décentralisation de la formation professionnelle continue des jeunes

Art. 31 (*Décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes*) (p. 4074) – Adopté (p. 4080).

Art. 32 (*Modalités du transfert aux régions de certaines compétences de l'Etat en matière de formation professionnelle (art. 84 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983)*) (p. 4080) – Adopté après modification (p. 4083).

Art. 33 (*Compétences réservées à l'Etat : coordination (art. L. 982-1 du code du travail)*) (p. 4083) – Adopté après modification (p. 4084).

Art. 34 (*Plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes (art. 83-1 nouveau de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983)*) (p. 4084) – Adopté après modification (p. 4089).

Art. 34 bis (*Evaluation des politiques régionales d'apprentissage et de formation professionnelle continue (art. 85-1 nouveau de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983)*) (p. 4090) – Adopté après modification (p. 4091).

##### Chapitre 2

#### Insertion professionnelle des jeunes et rénovation de l'apprentissage

Art. 35 (*Droit à l'initiation professionnelle (art. 7 bis nouveau de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989)*) (p. 4091) – Adopté après modification (p. 4095).

Art. 36 (*Classes préparatoires à l'apprentissage (art. 7 ter nouveau de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989)*) (p. 4110) – Adopté après modification (p. 4123).

Art. additionnel après l'art. 36 (p. 4123) (*Compensation par les régions des dépenses engendrées par l'implantation de classes de troisième et quatrième technologique dans les établissements scolaires du second degré*) – Adopté (p. 4126).

Art. 37 (*Information sur l'orientation scolaire et professionnelle (art. 8 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989)*) (p. 4127) – Adopté après modification (p. 4131).

Art. 38 (*Ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement public et privé relevant de l'Education nationale ou d'autres ministères (art. L. 115-1 et L. 116-2 du code du travail)*) (p. 4131) – Adopté après modification (p. 4137).

Art. 39 (*Accueil des apprentis dans les entreprises (art. L. 117-5, L. 117-5 I, L. 117-14 et L. 117-18 du code du travail)*) (p. 4137) – Adopté après modification (p. 4149).

Art. 39 bis (*Signatures du contrat d'apprentissage (art. L. 117-12 du code du travail)*) – Adopté après modification (p. 4150).

Art. 39 ter (*Conditions d'application des dispositions relatives à l'apprentissage en Alsace-Moselle (art. L. 119-4 du code du travail)*) – Adopté (p. 4150).

Art. additionnel avant l'art. 40 (*Dispositif permettant d'adapter par voie réglementaire le contrat de qualification au secteur maritime*) – Adopté (p. 4151).

Art. 40 (*Contrats d'insertion (art. L. 981-9-1 à L. 981-9-3 nouveau du code du travail)*) (p. 4151).

Paragraphe I (*Abrogation des textes relatifs aux contrats d'orientation et d'adaptation*) (p. 4154) – Adopté après modification (p. 4155).

Paragraphe II (*Création de trois articles dans le code du travail*) (p. 4151).

ART. L. 981-9-1 DU CODE DU TRAVAIL (*Contrat d'insertion*) (p. 4157) – Adopté après modification (p. 4164).

ART. L. 981-9-2 DU CODE PRECITE (*Reprise des dispositions du contrat d'orientation pour la rémunération des heures supplémentaires et la rupture anticipée du contrat*) (p. 4164) – Adopté après modification (p. 4166).

ART. L. 981-9-3 DU CODE PRECITE (*Conditions d'exonération de 50 % des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) (p. 4166) – Adopté après modification (p. 4168).

Paragraphe III (*Imputation des dépenses de formation des employeurs*) (p. 4168) – Adopté après modification (p. 4169).

Paragraphe IV (*Imputation des autres dépenses*) (p. 4169) – Adopté (p. 4170).

Paragraphe additionnel après le paragraphe IV (*Coordination*) – Adopté (p. 4170).

– L'article 40 est adopté après modification (p. 4170).

Art. 41 (*Négociation sur le recours aux contrats d'insertion en alternance*) (p. 4170) – Adopté après modification (p. 4171).

Art. 42 (*Concertation sur l'harmonisation des filières de formation sous contrat de travail en alternance*) (p. 4171) – Adopté après modification (p. 4173).

Art. 42 bis (*Institution d'un diplôme de maître d'apprentissage*) (p. 4173) – Adopté après modification (p. 4174).

##### Chapitre 3

#### Insertion de la formation dans la vie professionnelle

Art. additionnel avant l'art. 43 (*Professeurs associés*) (p. 4174) – Adopté (p. 4175).

Art. 43 (*Assouplissement des conditions d'obtention du congé d'enseignement et de recherche*) (p. 4176) – Adopté (p. 4178).

Art. 43 bis (*Conditions d'appel de la contribution de formation dans le secteur agricole*) (p. 4178) – Adopté (p. 4179).

Après l'art. 43 bis (p. 4179).

Art. additionnel (*Enseignement à distance*) – Adopté (p. 4179).

Art. additionnel (*Renforcement des possibilités d'adaptation des actions de formation aux spécificités des zones rurales*) – Adopté (p. 4179).

##### Chapitre 4

#### Modernisation du financement et du contrôle de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Art. 44 (*Gestion des fonds des formations en alternance*) (p. 4180) – Adopté (p. 4181).

Art. 45 (*Crédit d'impôt formation continue et apprentissage (art. 244 quater C du code général des impôts)*) (p. 4181) – Adopté après modification (p. 4184).

Art. 46 (*Garantie d'efficacité des actions d'insertion professionnelle (art. L. 941-1 du code du travail)*) (p. 4184) – Adopté (p. 4186).

Art. 47 (*Procédure d'agrément des organismes collecteurs des contributions pour la formation professionnelle (art. L. 961-12 nouveau du code du travail)*) (p. 4186) – Adopté après modification (p. 4189).

Art. 48 (*Renforcement des contrôles administratifs et financiers du dispositif de formation professionnelle (art. L. 993-2 et L. 993-3, L. 993-4 et L. 993-5 nouveaux du code du travail)*) (p. 4189) – Adopté après modification (p. 4192).

### TITRE IV

#### COORDINATION, SIMPLIFICATION ET EVALUATION

Art. 49 (*Instauration d'un guichet unique à destination des jeunes*) (p. 4202) – Adopté (p. 4205).

Art. 50 (*Compétences des comités régionaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi, du conseil d'orientation et de surveillance et des comités départementaux de*

la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi – Suppression de la commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage) (p. 4205) – Adopté après modification (p. 4207).

**Art. additionnel après l'art. 50** (Création d'un conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts) (p. 4207) – Adopté (p. 4208).

**Art. 50 bis** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur la coordination entre l'ANPE et l'UNEDIC et sur une éventuelle fusion de ces deux organismes) (p. 4208) – Adopté après modification (p. 4209).

Après l'art. 50 bis (p. 4209).

*Art. additionnel* (Création d'un conseil d'orientation et de surveillance des institutions chargées du placement, de l'indemnisation et du contrôle des demandeurs d'emploi) – Adopté (p. 4209).

*Art. additionnel* (Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux travailleurs frontaliers) – Adopté (p. 4209).

**Art. 51** (Rapport d'évaluation de l'application de la loi et rapports d'exécution de certains articles) (p. 4210) – Adopté après modification (p. 4211).

**Art. 52** (Annonce d'une loi ultérieure relative aux dispositions de la loi quinquennale applicable à l'outre-mer) (p. 4212) – Adopté après modification (p. 4213).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4213, 4223) : M. Jacques Machet, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Marie-Claude Beaudeau, MM. Emmanuel Hamel, Adrien Gouteyron, Charles Lederman, Jean Delaneau, Mme Michelle Demessine, MM. Jacques Habert, Etienne Dailly ; interventions de MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Louis Souvet, rapporteur (travail, emploi) ; Michel Giraud ministre.

Scrutin public n° 41 (p. 4223).

Adoption (10 novembre 1993) (p.4223).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(19 novembre 1993) (p. 4472, 4488).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4464, 4472) : MM. Jean Madelain, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Michel Giraud, ministre du travail ; Mme Michelle Demessine, M. Claude Estier.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4472, 4488)

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS RELATIVES A L'EMPLOI

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

#### Mesures d'aide à la création et au maintien de l'emploi

**Art. 1<sup>er</sup> et 2** (p. 4472).

**Art. 2 bis** (Présentation d'un rapport sur la création d'emplois dans les services marchands et de développement du travail des cadres à temps partagé) (p. 4473).

**Art. 3 et 4** (p. 4473).

**Art. 5** (p. 4474).

**Art. 5 bis** (Exonérations immédiates pour les entreprises nouvellement créées ou reprises versant des salaires allant jusqu'à 1,5 fois le Smic) (p. 4474).

**Art. 5 ter** (Versement d'une indemnité compensatrice pour les chômeurs acceptant un emploi dont le salaire net est inférieur au montant de leurs allocations de chômage) (p. 4474).

**Art. 6** (p. 4474).

**Art. 7 bis** (Dérogation aux règles du cumul emploi-retraite en faveur des personnes ayant exercé simultanément des activités salariées et des activités non-salariées) (p. 4475).

**Art. 7 ter** (Possibilité de cumul emploi-retraite pour les personnes exerçant des activités d'hébergement en milieu rural) (p. 4475).

**Art. 8** (p. 4475).

**Art. 8 bis** (Exonération temporaire ou partielle de cotisations au bénéfice des jeunes Français expatriés) (p. 4475).

#### Chapitre 2

#### Aides à l'accès à l'emploi

**Art. 12** (p. 4475).

**Art. 13 et 15** (p. 4476).

**Art. 15 bis A** (Conditions de radiation et d'extinction du droit au revenu de remplacement des demandeurs d'emploi) (p. 4476).

**Art. 15 bis** (p. 4476).

#### Chapitre 3

#### Dispositions relatives aux institutions représentatives du personnel

**Art. 19, 20, 21 et 22** (p. 4477).

**Art. 22 bis** (Composition du comité d'entreprise) (p. 4477).

#### Chapitre 4

#### Dispositions relatives au travail illégal

**Art. 23** (p. 4477).

**Art. 23 bis** (p. 4478).

#### TITRE II

#### ORGANISATION DU TRAVAIL

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

#### Incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail

**Art. 24 A** (Durée du travail des salariés agricoles) (p. 4478).

**Art. 24** (p. 4478).

**Art. 24 bis** (Incitation à une réduction significative de la durée du travail) (p. 4479).

**Art. 26** (p. 4479) – Supprimé par la CMP.

#### Chapitre 2

#### Aménagement du temps de travail

**Art. 27 A** (Travail de nuit des ouvriers boulangers) (p. 4479).

**Art. 27 et 28** (p. 4479).

**Art. 29, 30 et 30 bis** (p. 4481).

**Art. 30 ter** (Procédure en cas de notification au salarié d'une modification substantielle de son contrat de travail) (p. 4481).

**Art. 30 quater** (Contrôle de la durée du travail dans le secteur agricole) (p. 4481).

#### TITRE III

#### FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

#### Décentralisation de la formation professionnelle continue des jeunes

**Art. 32, 33 et 34** (p. 4482).

**Art. 34 bis** (p. 4483).

#### Chapitre 2

#### Insertion professionnelle des jeunes et rénovation de l'apprentissage

**Art. 35 et 36** (p. 4483).

**Art. 36 bis** (Compensation par les régions de charges départementales) (p. 4483) – Supprimé par la CMP.

**Art. 37 et 38** (p. 4483).

**Art. 39 et 39 bis** (p. 4484).

**Art. 39 quater** (*Application du contrat de qualification aux marins*) (p. 4484).

**Art. 40** (p. 4484).

**Art. 41, 42 et 42 bis** (p. 4485).

### Chapitre 3

#### Insertion de la formation dans la vie professionnelle

**Art. 43 A** (*Services des professeurs associés dans le cas de l'enseignement technologique et professionnel*) (p. 4485).

**Art. 43 ter** (*Enseignement à distance*) (p. 4486).

**Art. 43 quater** (*Adaptations spécifiques des programmes de formation professionnelle à certaines zones rurales*) (p. 4486).

### Chapitre 4

#### Modernisation du financement et du contrôle de la formation professionnelle et de l'apprentissage

**Art. 45, 47 et 48** (p. 4486).

### TITRE IV

#### COORDINATION, SIMPLIFICATION, EVALUATION

**Art. 50** (p. 4487).

**Art. 50 bis A** (*Conseil supérieur de l'emploi des revenus et des coûts*) (p. 4487).

**Art. 50 bis** (p. 4487).

**Art. 50 ter** (*Conseil d'orientation et de surveillance des institutions chargées du placement, de l'indemnisation et du contrôle des demandeurs d'emploi*) (p. 4487).

**Art. 50 quater** (*Rapport du Gouvernement au Parlement et relatif aux travailleurs frontaliers*) (p. 4487).

**Art. 51** (p. 4487).

**Art. 52** (p. 4488).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4488, 4489) : *MM. Gérard Larcher, Ernest Cartigny, Hubert Durand-Chastel, Michel Miroudot, Edouard Le Jeune.*

**Scrutin public** n° 48 (p. 4489).

**Adoption** (19 novembre 1993) (p. 4489).

2. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie (10 novembre 1993) [n° 81 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Philippe Marini (10 novembre 1993) [n° 88 (93-94)] – Urgence – Discussion (18 novembre 1993) – Adoption (18 novembre 1993) [n° 28].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 novembre 1993) [n° 752 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Deniaud (30 novembre 1993) [n° 769 (93-94)] – Discussion (15 et 16 décembre 1993) – Adoption (16 décembre 1993) [n° 113].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1993) [n° 193 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Yves Deniaud (22 décembre 1993) [n° 909 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 137].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Philippe Marini (22 décembre 1993) [n° 214 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993) – Adoption (22 décembre 1993) [n° 63].

PROMULGATION : loi n° 93-1444 du 31 décembre 1993 (*JO* Lois et décrets du 5 janvier 1994).

### Discussion (première lecture)

(18 novembre 1993) (p. 4396, 4451).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4396, 4403) : *MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances ; Paul Loridant, Félix Leyzour, Emmanuel Hamel.*

**Motion n° 37** de M. Robert Vizet **tendant à opposer la question préalable** (p. 4404) – *MM. Robert Vizet, Philippe Marini, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre ; Paul Loridant.*

**Rejet de la motion** (p. 4406 ; scrutin public n° 45).

**Motion n° 23** de M. Paul Loridant **tendant au renvoi à la commission** (p. 4406) – *MM. Paul Loridant, Jacques-Richard Delong, Philippe Marini, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 4409).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4409, 4451) : *MM. Paul Loridant, Robert Vizet, Edmond Alphandéry, ministre ; Philippe Marini, rapporteur ; Etienne Dailly, Louis Jung, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Paulette Fost, MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques-Richard Delong, Gérard César.*

### TITRE I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS RELATIVES A LA BANQUE DE FRANCE

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Indépendance de la Banque de France dans la définition de la politique monétaire*) (p. 4409) – Adopté après modification (p. 4421).

### TITRE II

#### DISPOSITIONS RELATIVES AU CREDIT

**Art. 2** (*Modification du régime des compagnies financières*) (p. 4421) – Adopté après modification (p. 4422).

**Art. 3** (*Contrôle des établissements de crédit agréés en France, filiales d'établissements de crédit installés dans un autre état membre de la Communauté européenne*) (p. 4422) – Adopté après modification (p. 4423).

**Art. 4** (*Renforcement de la sécurité juridique des paiements interbancaires*) (p. 4423) – Adopté après modification (p. 4425).

**Après l'art. 4** (p. 4425).

*Art. additionnel (Modification de l'article 2 de la loi du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ; précision que la signature est apposée soit à la main, soit par tout procédé non manuscrit, le bordereau pouvant être stipulé à ordre)* – Adopté (p. 4426).

*Art. additionnel (Effet et opposabilité au tiers de la cession ou du nantissement dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de sa notification au débiteur de la créance cédée ou nantie)* – Adopté (p. 4426).

**Art. 5** (*Assouplissement des conditions dans lesquelles les sociétés peuvent émettre des emprunts obligataires*) – Adopté (p. 4428).

### TITRE III

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES A TERME

**Art. 6** (*Dispositions relatives aux marchés à terme*) (p. 4428) – Adopté après modification (p. 4429).

### TITRE IV

#### DISPOSITIONS RELATIVES A L'EPARGNE

**Art. 7** (*Transfert de propriété de titres*) – Adopté (p. 4430).

### TITRE V

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE PENSION

**Art. 8** (*Pension de titres*) (p. 4430) – Adopté après modification (p. 4435).

#### TITRE VI

##### DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOCIÉTÉS ANONYMES DE CRÉDITS IMMOBILIERS ET AUX FONDS COMMUNS DE CRÉANCE

**Art. 9** (*Sociétés anonymes de crédit immobilier ; statuts de la caisse centrale*) – Adopté après modification (p. 4435).

**Art. 10** (*Sociétés anonymes de crédit immobilier ; pouvoir de contrôle de la chambre syndicale*) (p. 4435) – Adopté (p. 4436).

**Art. 11** (*Modification des règles de transfert du recouvrement des créances cédées à un fonds commun de créance*) (p. 4436) – Adopté (p. 4438).

**Art. additionnel après l'art. 11** (*Procédures d'offre et de demande de retrait – Cas des actionnaires majoritaires et des actionnaires minoritaires*) (p. 4438) – Adopté (p. 4441).

#### TITRE VII

##### DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE DES ASSURANCES

**Art. additionnel avant l'art. 12** (*Non-indemnisation, en cas de vol d'un véhicule, des auteurs, co-auteurs ou complices du vol s'ils ont un accident*) (p. 4441) – Adopté (p. 4443).

**Art. 12** (*Effets de la réquisition de services sur les contrats d'assurance*) (p. 4443) – Adopté après modification (p. 4445).

**Art. 13** (*Dispositions législatives relatives à l'assurance chasse*) – Adopté (p. 4445).

**Art. additionnel après l'art. 13** (*Ouverture du sociétariat des Assurances mutuelles agricoles à d'autres catégories socio-professionnelles que les agriculteurs*) – Adopté (p. 4445).

#### TITRE VIII

##### DISPOSITIONS RELATIVES AUX RAPATRIÉS

**Art. 14** (*Prorogation de la suspension des poursuites contre les rapatriés surendettés*) (p. 4446) – Adopté après modification (p. 4447).

Après l'art. 14 (p. 4447).

**Art. additionnel** (*Insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre IX : Dispositions relatives aux sociétés civiles de placement immobilier »*) – Adopté (p. 4449).

**Art. additionnel** (*Régime juridique et financier des sociétés civiles de placement immobilier, SCPI*) (p. 4447) – Adopté (p. 4449).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4450, 4451) : *MM. Robert Vizet, Jacques Machet, Jacques-Richard Delong, Paul Loridant.*

**Adoption** (18 novembre 1993) (p. 4451).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1993) (p. 6858, 6873).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6858, 6863) : *MM. Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Paul Loridant, Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6864, 6873) : *MM. Etienne Dailly, Edmond Alphandéry, ministre ; Philippe Marini, rapporteur ; Christian Poncelet, président de la commission ; Michel Charasse, Michel Dreyfus-Schmidt.*

**Art. 3 et 4** (p. 6864).

**Art. 4 ter** (*Effet et opposabilité au tiers de la cession ou du nantissement dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de sa notification au débiteur de la créance cédée ou nantie*) (p. 6864) – Supprimé par l'Assemblée nationale – Suppression maintenue par la CMP.

**Art. 5 bis** (*Insertion dans l'article 263-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, après les mots : « la*

*nationalité », des mots « l'année de naissance, ou s'il s'agit d'une personne morale, l'année de constitution »*) (p. 6865).

**Art. 6** (p. 6865).

**Art. 7 A** (*Opération d'achat ou de vente de valeurs de toute nature effectuées par une personne physique ou morale qui est domiciliée ou établie hors de France*) (p. 6866).

**Art. 7 bis** (*Gestion dans le cadre d'un fonds commun de placement d'entreprise des titres acquis par-les mandataires exclusifs*) (p. 6866).

**Art. 11 11** (p. 6866).

**Art. 11 bis** (*Procédure d'offre et de demande de retrait – Cas des actionnaires majoritaires et actionnaires minoritaires*) (p. 6866).

**Art. 12 A A** (*Indemnisation par les entreprises d'assurance des dommages à un véhicule*) (p. 6667).

**Art. 12 A** (*Non-indemnisation, en cas de vol d'un véhicule, des auteurs, co-auteurs ou complices du vol s'ils ont un accident*) (p. 6668).

**Art. 12** (p. 6871).

**Art. 16 et 17** (p. 6872).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6872, 6873) : *MM. Robert Pagès, Emmanuel Hamel, Paul Loridant.*

**Adoption** (22 décembre 1993) (p. 6873).

#### Politique étrangère

Voir *Allocutions et communications, 12*  
*Gouvernement (déclarations), 1 ; 2*  
*Lois de finances, 2, Affaires étrangères*

#### Politique familiale

Voir *Lois de finances, 2, Affaires sociales, santé et ville - I – Affaires sociales et santé*

#### Politique monétaire et financière

Voir *Banques et établissements financiers, 1*  
*Parlement, 3*

#### Pollutions et nuisances

Voir *Lois de finances, 2, Environnement et article 58*  
*Traités et conventions, 3 ; 14*

#### Pologne

Voir *Traités et conventions, 19*

#### Polynésie française

Voir *Lois de finances, 2, Départements et territoires d'outre-mer*  
*Territoires d'outre-mer (TOM), 1*

#### Ports

Voir *Etablissements publics, 1*  
*Lois de finances, 2, Equipement, transports et tourisme - IV – Mer*  
*Traités et conventions, 20*

#### Portugal

Voir *Traités et conventions, 30*

#### Postes et télécommunications

Voir *Lois de finances, 2, Industrie, postes et télécommunications*  
*et commerce extérieur*

1. – **Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi n° 90-568**

**du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public des postes et télécommunications**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Gérard Larcher, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 3 mars 1993) [n° 228 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

#### Pouvoirs publics

Voir *Constitution*, 1  
*Gouvernement (déclarations)*, 2

#### Premier ministre

Voir *Allocutions et communications*, 2

#### Presse

Voir *Lois de finances*, 2, Communication ; Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

#### Prestations familiales

Voir *Retraites*, 2

#### Prestations sociales

1. - **Proposition de loi tendant à assurer l'égalité dans l'accès aux prestations de solidarité**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 28 juillet 1993) [n° 434 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### Prestations sociales agricoles

Voir *Lois de finances*, 2

#### Prévention médicale

Voir *Santé*, 3

#### Prévisions et projections économiques

Voir *Rapports d'information*, 29

#### Privatisations

Voir *Rappels au règlement*, 9 ; 10 ; 11 ; 12 ; 14 ; 15

1. - **Projet de loi de privatisation**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Edmond Alphandéry (26 mai 1993) [n° 319 (92-93)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Claude Belot (2 juin 1993) [n° 326 (92-93)] - Avis de M. Etienne Dailly (9 juin 1993) [n° 345 (92-93)] - Urgence - Discussion (10, 11, 12 et 14 juin 1993) - Adoption (14 juin 1993) [n° 94].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1993) [n° 345 (92-93)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain Griotteray (24 juin 1993) [n° 392 (92-93)] - Discussion (28, 29 et 30 juin, 5 juillet 1993) - Adoption (5 juillet 1993) [n° 40].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (6 juillet 1993) [n° 406 (92-93)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Griotteray (6 juillet 1993) [n° 446

(92-93) - Discussion (8 juillet 1993) - Adoption (8 juillet 1993) [n° 48].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Claude Belot (6 juillet 1993) [n° 407 (92-93)] - Discussion (7 juillet 1993) - Adoption (7 juillet 1993) [n° 117].

PROMULGATION : loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 (*J.O. Lois et décrets* du 21 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(10 juin 1993) (p. 958, 1002) ; (11 juin 1993) (p. 1010, 1111) ; (12 juin 1993) (p. 1121, 1179) ; (14 juin 1993) (p. 1184, 1253).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 958, 1002) : MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Claude Belot, rapporteur de la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Xavier de Villepin, Paul Lorient, Robert Pagès, Ernest Cartigny, Roger Chinaud, Camille Cabana, Mmes Maryse Bergé-Lavigne, Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean Chérioux, François Autain, Jacques de Menou, Philippe Marini.

**Motion n° 1** de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 1010) - Mme Hélène Luc, MM. Etienne Dailly, Claude Belot, rapporteur ; Charles Lederman.

**Rejet de la motion** (p. 1016 ; scrutin public n° 86).

**Motion n° 3** de M. Claude Estier, soutenue par M. Jean-Pierre Masseret, tendant à opposer la question préalable (p. 1017) - MM. Jean-Pierre Masseret, Claude Belot, rapporteur.

**Rejet de la motion** (p. 1019 ; scrutin public n° 87).

**Motion n° 4** de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Paulette Fost, tendant au renvoi à la commission (p. 1019) - Mme Paulette Fost, M. Claude Belot, rapporteur.

**Rejet de la motion** (p. 1022 ; scrutin public n° 88).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1023, 1111) ; (p. 1121, 1179) ; (p. 1184, 1253) : MM. Claude Belot, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre ; Mmes Hélène Luc, Paulette Fost, MM. Jean-Pierre Masseret, Paul Lorient, Louis Perrein, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Charles Lederman, Claude Estier, Robert Pagès, Jean-Luc Bécart, Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Jean Garcia, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Robert Vizet, Pascal Clément, ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale ; Christian Poncelet, président de la commission ; Emmanuel Hamel, Gérard Larcher, Xavier de Villepin, Ernest Cartigny - Mme Michelle Demessine, M. Camille Cabana, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Michel Sergent, René Régnault - Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Louis Minetti, Ivan Renar.

**Art. additionnel avant l'art. 1<sup>er</sup>** (*Inscription du nouveau programme de privatisation dans le cadre juridique de la loi du 6 août 1986 dont il convient de modifier l'intitulé*) (p. 1023) - Adopté (p. 1024).

**Demande de vote unique** présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement portant sur l'article 1<sup>er</sup> et son annexe modifiée par les amendements n° 6, n° 7, n° 8 et le sous-amendement n° 321, n° 9, n° 10, n° 11, n° 28, n° 320 et n° 322, à l'exclusion de tout autre amendement (p. 1071).

**Art. 1<sup>er</sup> et annexe** (*Champ des privatisations*) (p. 1024) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 1111).

**Demande de vote unique** présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat portant sur les articles 2 à 20 dans la rédaction du projet de loi modifié par les amendements suivants : n° 14 à l'article 2, n° 15 et n° 16 à l'article 3, n° 17 à l'article 4, n° 19 et n° 29 à l'article 5, n° 21, n° 22, n° 31, n° 32, n° 33 et n° 326 à l'article 6, n° 34 à l'article 8, n° 23 et sous-amendements n° 35, n° 36 et n° 37 à l'article 9, n° 323 à l'article 10, n° 329, n° 330 et n° 331 à l'article 11, n° 24, n° 25 et n° 332 à l'article 13, n° 26 et n° 39 à l'article 17, n° 324 tendant à insérer un article additionnel après l'article 19, n° 27 tendant à insérer un article additionnel après l'article 20, à l'exclusion de tout autre amendement (p. 1122).

**Art. 2** (*Mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986*) (p. 1121) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 3** (*Rôle de la Commission de la privatisation*) (p. 1128) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 4** (*Opérations de gré à gré*) (p. 1139) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 5** (*Mécanisme de paiement échelonné*) (p. 1144) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 6** (*Protection des intérêts nationaux*) (p. 1152) – Clôture du débat prononcée à la demande de M. Jean Chérioux – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 7** (*Tranches destinées aux salariés*) (p. 1193) – Clôture du débat prononcée à la demande de M. Jean Chérioux – Adopté lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 8** (*Actions gratuites destinées aux salariés*) (p. 1196) – Clôture du débat prononcée à la demande de M. Jean Chérioux – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 9** (*Offres destinées aux personnes physiques*) (p. 1199) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 10** (*Dispositions relatives aux actions détenues par l'Établissement de recherche et d'activité pétrolières, ERAP*) (p. 1204) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 11** (*Dispositions fiscales*) (p. 1205) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 12** (*Élévation du seuil des opérations de transfert et dispenses pour les petites opérations d'une déclaration préalable*) (p. 1207) – Adopté lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 13** (*Dispositions relatives à la régie Renault*) (p. 1209) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 14** (*Dispositions relatives à ELF Aquitaine*) (p. 1218) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 15** (*Dispositions relatives à la SEITA*) (p. 1220) – Adopté lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 16** (*Représentation des salariés au conseil d'administration*) (p. 1227) – Adopté lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 17** (*Dispositions diverses modifiant la loi de démocratisation du secteur public*) (p. 1233) – Adopté après modification lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 18** (*Organes sociaux des sociétés privatisées*) (p. 1237) – Adopté lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 19** (*Nomination des membres de la Commission de la privatisation*) (p. 1237) – Adopté lors du vote unique (p. 1245).

**Art. additionnel après l'art. 19** (*Suppression de la Caisse nationale de l'industrie et de la Caisse nationale des banques créées par la loi de nationalisation du 11 février 1982*) – Adopté lors du vote unique (p. 1245).

**Art. 20** (*Abrogations et dispositions diverses*) (p. 1239) – Adopté lors du vote unique (p. 1245).

**Art. additionnel après l'art. 20** (*Information du Parlement*) – Adopté lors du vote unique (p. 1245).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1245, 1253) : *MM. Pierre Fauchon, Jean-Pierre Masseret, Mme Paulette Fost, M. Jean-Pierre Tizon, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Ernest Cartigny, Etienne Dailly* ; interventions de *MM. Claude Belot, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre*.

**Scrutin public** n° 92 (p. 1253).

**Adoption** (14 juin 1993) (p. 1253).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(7 juillet 1993) (p. 2324, 2336).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2324, 2333) : *MM. Claude Belot, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Robert Vizet, Etienne Dailly, Paul Loridant*.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2333, 2335)

**Art. 3, 4, 5 et 6** (p. 2333).

**Art. 6 bis** (*Cessions de parts à des personnes physiques ou morales étrangères ou sous contrôle étranger*) (p. 2334).

**Art. 7, 10, 12 et 13** (p. 2334).

**Art. 15, 17, 20 et 21** (p. 2335).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2335, 2336) : *MM. Robert Vizet, Paul Loridant*.

**Scrutin public** n° 138 (p. 2336).

**Adoption** (7 juillet 1993) (p. 2336).

#### Procédure parlementaire

Voir *Parlement*, 1

*Rappels au règlement*, 16 ; 17 ; 25

#### Procédure pénale

Voir *Code pénal*, 2

1. – **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales**, PRESENTÉE AU SÉNAT, par M. Jacques Larché, sénateur (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 3 février 1993) [n° 211 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (26 mai 1993) [n° 318 (92-93)] – Discussion (1<sup>er</sup> et 2 juin 1993) – Adoption (2 juin 1993) [n° 90].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) (3 juin 1993) [n° 268 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Tibéri (23 juin 1993) [n° 375 (92-93)] – Discussion (1<sup>er</sup> juillet 1993) – Adoption (1<sup>er</sup> juillet 1993) [n° 38] – NOUVEL INTITULE « **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) (2 juillet 1993) [n° 401 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Marie Girault (7 juillet 1993) [n° 409 (92-93)] – Discussion (10 juillet 1993) – Adoption (10 juillet 1993) [n° 124].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (12 juillet 1993) [n° 464 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean Tibéri (12 juillet 1993) [n° 466 (92-93)] – Discussion (13 juillet 1993) – Adoption (13 juillet 1993) [n° 56].

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) (13 juillet 1993) [n° 421 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport oral – Discussion (13 juillet 1993) – Adoption (13 juillet 1993) [n° 131].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL – Décision n° 93-326 DC du 11 août 1993 (J.O. Lois et décrets du 15 août 1993) qui déclare contraires à la Constitution : le dernier alinéa du IV de l'article 3 ; à l'article 29 ; le I de l'article 4 de l'ordonnance du 2 février 1945 ; le deuxième alinéa du IV de ce même article ; et au premier alinéa du V dudit article, les mots : « d'un mineur de treize ans ou ».

PROMULGATION : Loi n° 93-1013 du 24 août 1993 (J.O. Lois et décrets du 25 août 1993).

#### Discussion des conclusions du rapport

(1<sup>er</sup> juin 1993) (p. 589, 625) ; (2 juin 1993) (p. 635, 676).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 589, 607) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Philippe Marini, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman*.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 607, 625 ; 635, 676) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Marie Girault, rapporteur ;*

*Pierre Méhaignerie, ministre ; Charles Lederman, Robert Pagès, Aubert Garcia, Mme Françoise Seligmann – MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Pierre Fauchon.*

TITRE I<sup>er</sup>

## DE L'ACTION PUBLIQUE

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Instructions du ministre de la justice*) – Adopté (p. 609).

## TITRE II

## DES ENQUÊTES DE POLICE JUDICIAIRE ET DE LA GARANTIE DES DROITS DES PERSONNES GARDEES A VUE

**Art. 2** (*Modalités de la garde à vue*) (p. 609) – Adopté après modification (p. 617).

**Art. 3** (*Entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue*) (p. 617) – Adopté après modification (p. 625).

**Art. 4** (*Modalités de la garde à vue au cours de l'enquête préliminaire*) (p. 635) – Adopté (p. 636).

**Art. 5** (*Rétablissement du juge d'instruction sur les lieux en cas d'enquête sur crime ou délit flagrant*) (p. 636) – Adopté après modification (p. 637).

**Art. additionnel après l'art. 5** (*Garanties en cas de perquisitions*) – Adopté (p. 639).

## TITRE III

## DE LA MISE EN EXAMEN ET DES DROITS DES PARTIES AU COURS DE L'INSTRUCTION

**Art. 6** (*Mise en examen*) (p. 639) – Adopté (p. 642).

**Art. 7** (*Coordinations*) (p. 643) – Adopté (p. 644).

**Art. 8** (*Information de la partie civile sur son droit à formuler une requête*) (p. 644) – Adopté après modification (p. 664 ; précédemment réservé p. 644).

**Art. 9** (*Interdiction d'entendre comme témoins les personnes à l'encontre desquelles se révèlent des indices graves et concordants de culpabilité*) (p. 644) – Adopté après modification (p. 645).

**Art. 10** (*Communication du dossier*) (p. 645) – Adopté (p. 647).

**Art. 11** (*Interrogatoire de première comparution*) (p. 648) – Adopté après modification (p. 664 ; précédemment réservé p. 649).

**Art. 12** (*Coordination – Extension du statut de témoin assisté – Information du témoin assisté en cas d'ordonnance du règlement*) (p. 649) – Adopté (p. 650).

**Art. 13** (*Coordinations – Modifications rédactionnelles*) (p. 650) – Adopté (p. 651).

## TITRE IV

## DE LA DETENTION PROVISOIRE

**Art. 14** (*Réquisitions du procureur de la République*) (p. 651) – Adopté (p. 661 ; précédemment réservé p. 652).

**Art. 15** (*Placement en détention provisoire*) (p. 652) – Adopté après modification (p. 660).

**Art. 16** (*Abrogations*) – Adopté (p. 660).

**Art. 17** (*Coordinations*) (p. 661) – Adopté (p. 662).

## TITRE V

## DU REGIME DES NULLITES DE L'INFORMATION

**Art. 18** (*Fondement des nullités*) (p. 662) – Adopté après modification (p. 663).

**Art. 19** (*Sort des actes ou pièces annulés*) – Adopté (p. 664).

**Art. 20** (*Règlement de l'information*) – Adopté après modification (p. 665).

**Art. 21** (*Renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police*) (p. 666) – Adopté (p. 667).

**Art. 22** (*Compétences de la chambre d'accusation*) (p. 667) – Adopté après modification (p. 668).

**Art. 23** (*Constatations des nullités par le tribunal correctionnel*) – Adopté (p. 668).

**Art. 24** (*Prononcé du nullité par une juridiction*) – Adopté (p. 668).

## TITRE VI

## DES DEBATS A L'AUDIENCE DU JUGEMENT

**Art. 25** (*Procédure accusatoire à l'audience*) – Adopté (p. 669).

## TITRE VII

## DES MINEURS

**Art. 26** (*Garde à vue d'un mineur*) (p. 669) – Adopté (p. 670).

**Art. additionnel après l'art. 26** (*Précisions relatives à la durée de la dérogation*) – Adopté (p. 670).

**Art. 27** (*Information obligatoire de la famille*) – Adopté (p. 670).

**Art. 28** (*Détention provisoire d'un mineur*) (p. 670) – Adopté après modification (p. 671).

**Art. 29** (*Consultation du service de la protection judiciaire de la jeunesse*) – Adopté (p. 671).

**Art. 30** (*Abrogations*) – Adopté (p. 671).

## TITRE VIII

## DISPOSITIONS DIVERSES ET DE COORDINATION

**Art. 31** (*Abrogations*) – Adopté (p. 671).

**Art. 32** (*Nullités textuelles*) – Adopté (p. 671).

**Après l'art. 32** (p. 671).

**Art. additionnel** (*Simplifications*) – Adopté (p. 672).

**Art. additionnel** (*Suppression du caractère obligatoire pour le juge d'instruction ou la chambre d'accusation d'ordonner la publication de la décision lorsque la personne concernée en fait la demande*) – Adopté (p. 674).

**Art. 33** (*Application outre-mer*) – Adopté (p. 674).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 674, 675) : *MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Machet, Michel Ruffin ; interventions de MM. Jacques Larcher, président de la commission ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

**Adoption** (2 juin 1993) (p. 676).

## Discussion (deuxième lecture)

(10 juillet 1993) (p. 2527, 2565).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2527, 2534) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Maurice Schumann.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2534, 2565) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission ; Charles Lederman, Jean Chérioux, Mme Françoise Seligmann, M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

**Art. 2** (p. 2534) – Adopté (p. 2535).

**Art. 3** (p. 2535) – Adopté après modification (p. 2543).

**Art. 3 bis** (*Suppression de l'émargement sur le registre des gardes à vue*) (p. 2543) – Adopté après modification (p. 2544).

**Art. 4** – Adopté (p. 2544).

**Art. 5 bis** (*Maintien de la présence obligatoire d'un magistrat*) – Supprimé (p. 2544).

**Art. 6 bis** (*Formalisme des demandes d'actes formées par les parties*) (p. 2644) – Adopté après modification (p. 2645).

**Art. 8** – Adopté (p. 2545).



**Art. 10** (p. 2545) – Adopté après modification (p. 2548).

**Art. 11** – Adopté (p. 2548).

**Art. 11 bis** (*Suppression de la possibilité pour la personne mise en examen de demander sa première comparution dans les quinze jours*) (p. 2548) – Supprimé (p. 2549).

**Art. 12 et 13** – Adoptés (p. 2549).

**Art. 14 bis** (p. 2549) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 15** (p. 2549) – Adopté après modification (p. 2554).

**Art. 18 A** (*Nullités textuelles*) – Adopté (p. 2554).

**Art. 18** (p. 2554) – Adopté (p. 2556).

**Art. 18 bis** (*Modalités de présentation d'une requête en nullité*) – Adopté après modification (p. 2556).

**Art. 19** – Adopté (p. 2556).

**Art. 20** (p. 2556) – Adopté (p. 2557).

**Art. 21 et 22** (p. 2557) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

**Art. 23 bis** (*Effets de l'annulation prononcée*) – Adopté (p. 2557).

**Art. 26** (p. 2557) – Adopté après modification (p. 2559).

**Art. 26 bis** (*Durée maximale d'une dérogation au principe de la formation obligatoire de la famille d'un mineur placé en garde à vue*) (p. 2559) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 28** – Adopté (p. 2559).

**Art. 32** (p. 2559) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 32 bis** (*Rétablissement du droit d'appel offert à la partie requérante*) – Adopté (p. 2559).

**Art. 32 quater à 32 decies** – Adoptés (p. 2560).

**Art. 32 undecies** (*Protection de la présomption d'innocence*) (p. 2560) – Supprimé (p. 2561).

**Art. 32 duodecies** (p. 2561) – Adopté (p. 2562).

**Après l'art. 32 duodecies** (p. 2562).

**Art. additionnel** (*Disposition prévoyant de manière générale la substitution de l'expression « Mise en examen » à l'expression « Inculpation » dans tous les textes législatifs y faisant référence*) – Adopté (p. 2562).

**Art. additionnel** (*Rémunération des avocats commis d'office pour intervenir au cours de la garde à vue*) – Adopté (p. 2563).

**Art. additionnel après l'art. 33** (*Délai d'application de la loi*) – Adopté (p. 2564).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2564, 2565) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Marie Girault, rapporteur ; Charles Lederman, Mme Paulette Briseperrière, MM. Pierre Fauchon, Ernest Cartigny, Jacques Habert ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

**Scrutin public** n° 144 (p. 2565).

**Adoption** (10 juillet 1993) (p. 2565).

#### Discussion (troisième lecture)

(13 juillet 1993) (p. 2623, 2628).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2623, 2626) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2626, 2629) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Marie Girault, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre.*

**Art. 32 undecies** – Adopté (p. 2626).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2628) : *MM. Robert Vizet, Michel Dreyfus-Schmidt.*

**Adoption** (13 juillet 1993) (p. 2628).

#### Proche-Orient

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires étrangères

#### Produits agricoles et alimentaires

I. – **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture (20 octobre 1993) [n° 47 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Gérard César (3 novembre 1993) [n° 72 (93-94)] – Discussion (16 décembre 1993) – Adoption (16 décembre 1993) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1993) [n° 860 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Patrick Ollier (17 décembre 1993) [n° 864 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993) – Adoption (22 décembre 1993) [n° 128].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1993) [n° 218 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Patrick Ollier (23 décembre 1993) [n° 918 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 136].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Gérard César (23 décembre 1993) [n° 221 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 71].

PROMULGATION : loi n° 94-2 du 3 janvier 1994 (*JO* Lois et décrets du 4 janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(16 décembre 1993) (p. 6401, 6441).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6401, 6412) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Gérard César, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Aubert Garcia, Philippe François, Jean-Paul Hamann, Louis Minetti.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6412, 6441) : *MM. Louis Minetti, Gérard César, rapporteur ; Roger Romani, ministre.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Labels et certification de conformité : art. L. 115-21 à L. 115-23-4 du code de la consommation*) (p. 6412).

ART. L. 115-21 DU CODE DE LA CONSOMMATION (*Labels et certification de conformité*) – Adopté (p. 6413).

ART. L. 115-22 DU CODE PRECITE (*Définition des labels*) – Adopté après modification (p. 6413).

ART. L. 115-23 DU CODE PRECITE (*Certification de conformité*) (p. 6413) – Adopté après modification (p. 6414).

ART. L. 115-23-1 DU CODE PRECITE (*Mention de l'indication géographique*) (p. 6414) – Adopté après modification (p. 6415).

ART. L. 115-23-2 DU CODE PRECITE (*Organismes certificateurs*) – Adopté après modification (p. 6415).

ART. L. 115-23-3 DU CODE PRECITE (*Homologation*) – Adopté (p. 6416).

ART. L. 115-23-4 DU CODE PRECITE (*Décrets en Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 6416).

– L'article 1<sup>er</sup>, ainsi modifié, est adopté (p. 6416).

**Art. 2** (*Dispositions transitoires*) – Supprimé (p. 6416).

**Art. 3** (*Rôle de l'Institut national des appellations d'origine, INAO*) (p. 6416) – Adopté après modification (p. 6417).

**Art. 4** (*Coordination*) – Adopté (p. 6418).

**Art. 5** (*Appellations et indications d'origine protégées ; attestations de spécificité : art. L. 115-26-1 et L. 115-26-2 du code de la consommation*) (p. 6438).

**ART. ADDITIONNEL AVANT L'ART. L. 115-26-1 DU CODE PRECITE** (*Définition des appellations d'origine protégées, des indications géographiques protégées et des attestations de spécificité par référence à leur enregistrement au registre tenu par la commission des communautés européennes*) (p. 6438) – Adopté (p. 6439).

**ART. L. 115-26-1 DU CODE PRECITE** (*Respect du cahier des charges*) (p. 6439) – Adopté après modification (p. 6440).

**ART. L. 115-26-2 DU CODE PRECITE** (*Infractions et sanctions*) – Adopté (p. 6440).

**ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 115-26-2 DU CODE PRECITE** (*Conditions d'utilisation de l'indication de provenance*) (p. 6440) – Adopté (p. 6440).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 6441).

**Art. 6** (*Sanctions pénales*) – Adopté (p. 6441).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6441) : *MM. Louis Minetti, Bernard Seillier, Emmanuel Hamel, Jacques Machet, Michel Moreigne, intervention de M. Gérard César, rapporteur.*

**Adoption** (16 décembre 1993) (p. 6441).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(23 décembre 1993) (p. 6909, 6911).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6909, 6910) : *MM. Gérard César, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean Puech, ministre de l'agriculture.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6910, 6911) : *M. Emmanuel Hamel ; intervention de M. Jean Puech, ministre*

**Art. 5 et 7** (p. 6910).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6910, 6911) : *M. Emmanuel Hamel ; intervention de M. Jean Puech, ministre.*

**Adoption** (23 décembre 1993) (p. 6911).

#### Professions judiciaires et juridiques

1. – **Proposition de loi modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques**, PRESENTE AU SENAT par M. Luc Dejoie, sénateur (5 octobre 1993) [n° 2 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (3 novembre 1993) [n° 76 (93-94)] – Discussion (15 novembre 1993) – Adoption (15 novembre 1993) [n° 24].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi modifiant les articles 17, 22 et 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et les articles 12 et 18 de la loi n° 90-125 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés de professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 novembre 1993) [n° 709 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Christian Dupuy (8 décembre 1993) [n° 825 (93-94)] – Discussion (13 décembre 1993) – Adoption (13 décembre 1993) [n° 103].

PROMULGATION : loi n° 93-1415 du 28 décembre 1993 (*J.O. Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1994*).

#### Discussion des conclusions du rapport

(16 novembre 1993) (p. 4233, 4236).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4233, 4235) : *MM. Christian Bonnet, en remplacement de M. Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4235, 4236) : *MM. Roger Romani, ministre ; Christian Bonnet, rapporteur.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Délai pour la dispense accordée aux conseils juridiques candidats au notariat*) – Adopté (p. 4235).

**Art. 2** (*Formations restreintes du conseil de l'ordre des barreaux de plus de cinq cents avocats*) – Adopté après modification (p. 4235).

**Art. 3** (*Mise en place des sociétés d'exercice libéral*) – Adopté (p. 4235).

**Intitulé** – Adopté (p. 4235).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4235, 4236) : *Mme Françoise Seligmann ; MM. François Gerbaud, Pierre Fauchon, Ernest Cartigny.*

**Adoption** (16 novembre 1993) (p. 4236).

#### Propriété intellectuelle

1. – **Projet de loi portant mise en oeuvre de la directive n° 91-250-C.E.E. du Conseil des Communautés européennes en date du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur et modifiant le code de la propriété intellectuelle**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Jacques Toubon, ministre de la culture (26 mai 1993) [n° 226 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jérôme Bignon (18 novembre 1993) [n° 724 (93-94)] – Discussion (26 novembre 1993) – Adoption (26 novembre 1993) [n° 85].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 novembre 1993) [n° 126 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

2. – **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Paul Hugot, sénateur (17 juin 1993) [n° 372 (92-93)] Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Paul Hugot (23 juin 1993) [n° 386 (92-93)] – Discussion (28 juin 1993) – Adoption (28 juin 1993) [n° 108].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de loi fixant les modalités de calcul de la rémunération due aux artistes-interprètes et aux producteurs de phonogrammes par les services privés de radiodiffusion sonore** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 juin 1993) [n° 395 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Anne-Marie Couderc (6 juillet 1993) [n° 419 (92-93)] – Discussion (9 juillet 1993) – Adoption (9 juillet 1993) [n° 52].

PROMULGATION : Loi n° 93-924 du 20 juillet 1993 (*J.O. Lois et décrets du 21 juillet 1993*).

#### Discussion des conclusions du rapport

(28 juin 1993) (p. 1755, 1758).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1755, 1756) : *MM. Jean-Paul Hugot, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1756, 1758)

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Modalités de calcul de la rémunération due par les radios périphériques*) – Adopté (p. 1757).

**Art. 2** (*Modalités de calcul de la rémunération due par les radios locales privées*) – Adopté (p. 1757).

**Art. 3** (*Modalités et délais de versement de la rémunération due aux artistes-interprètes et producteurs de phonogrammes*) – Adopté (p. 1757).

**Art. 4** (*Durée et conditions d'application de la loi*) – Adopté (p. 1757).

**Intitulé** (« *Proposition de loi fixant les modalités de calcul de la rémunération due aux artistes-interprètes et aux producteurs de phonogrammes par les services privés de radiodiffusion sonore* ») – Adopté (p. 1757).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1757, 1758) : *MM. Claude Estier, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

**Adoption** (28 juin 1993) (p. 1758).

3. – **Proposition de loi portant création du Conseil des utilisateurs de musique et relative aux comptes des sociétés de perception et de répartition des droits**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marc Lauriol, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 novembre 1993) [n° 93 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

#### Propriété littéraire et artistique

Voir *Propriété intellectuelle*, 2

#### Protection contre l'incendie

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur et aménagement du territoire - I – Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation

#### Protection sociale

Voir *Action sanitaire et sociale*, 1  
*Gouvernement (déclarations)*, 1 ; 2  
*Lois de finances*, 2, Travail, emploi et formation professionnelle – Affaires sociales – Services communs  
*Retraites*, 2  
*Santé*, 3

#### Publicité

Voir *Lois de finances*, 2, Communication

1. – **Proposition de loi visant à permettre la propagande et la publicité en faveur du vin**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Roland Courteau et Raymond Courrière, sénateurs (30 avril 1993) [n° 289 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### Pupilles de la Nation

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 4

1. – **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la Nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1<sup>re</sup> partie : législative)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Philippe Mestre, ministre des anciens combattants (26 mai 1993) [n° 227 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Calvel (3 juin 1993) [n° 269 (92-93)] – Discussion (11 juin 1993) – Adoption (11 juin 1993) [n° 19].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 juin 1993) [n° 355 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Guy Robert (15 juin 1993) [n° 360 (92-93)] – Discussion (21 juin 1993) – Adoption (21 juin 1993) [n° 97].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1993) [n° 360 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Calvel (30 juin 1993) [n° 404 (92-93)] – Discussion (8 juillet 1993) – Adoption (8 juillet 1993) [n° 44].

PROMULGATION : Loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 20 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(21 juin 1993) (p. 1525, 1537).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1525, 1530) : *MM. Philippe Mestre, ministre des anciens combattants ; Guy Robert, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Marc Boeuf, Robert Pagès, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1530, 1537) : *MM. Emmanuel Hamel, Philippe Mestre, ministre ; Guy Robert, rapporteur ; Marc Boeuf, Jean Chérioux, Robert Pagès, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Extension du statut de pupille de la Nation aux enfants de certains agents de l'Etat* (p. 1530) – Adopté après modification (p. 1535).

**Art. 2** (*Coordination avec le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre*) – Adopté (p. 1535).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1536, 1537) : *MM. Ernest Cartigny, Jacques Habert, Robert Pagès.*

**Adoption** (21 juin 1993) (p. 1537).

**Q****Qatar**

Voir *Traités et conventions*, 27

**Qualité des produits**

Voir *Produits agricoles et alimentaires*, 1

**Question préalable (procédure parlementaire)**

Voir *Banques et établissements financiers*, 1 ; 2  
*Code pénal*, 1 ; 2  
*Communication audiovisuelle*, 2

*Emploi*, 1  
*Enseignement privé*, 3  
*Enseignement supérieur*, 1  
*Etrangers*, 2  
*Finances locales*, 3  
*Lois de finances rectificatives*, 1  
*Nationalité française*, 1  
*Ordre public*, 1  
*Politique économique et sociale*, 1 ; 2  
*Privatisations*, 1  
*Retraites*, 2  
*Santé*, 3  
*Sociétés nationales*, 1  
*Urbanisme*, 2

**Questions au Gouvernement**

Voir *Rappels au règlement*, 43

## R

**Radiodiffusion et télévision**

Voir *Communication audiovisuelle*, 2

**Rapatriés**

Voir *Lois de finances*, 2

**Rappels au règlement**

1. – **De Mme Paulette Fost** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : assure les cheminots des ateliers du matériel de Vitry-sur-Seine et ceux du dépôt de Béziers de son soutien pour la lutte qu'ils ont engagée pour la défense de leur emploi et souhaite que le Gouvernement exige de la direction de la SNCF un moratoire sur les suppressions d'emplois annoncées (13 mai 1993) (p. 284).

2. – **De M. Emmanuel Hamel** : concomitance des réunions de commission avec la séance publique (25 mai 1993) (p. 385).

3. – **De M. Charles Lederman** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : fermeture de l'usine Hoover de Longvic située dans la zone industrielle de Dijon (25 mai 1993) (p. 386).

4. – **De M. Philippe Marini** : politique de l'aménagement du territoire : restructuration des unités militaires en application du programme « Armée 2000 » (27 mai 1993) (p. 474).

5. – **De M. Robert Pagès** : souhaite l'interruption des travaux du Sénat pour pouvoir assister à la cérémonie en souvenir de la fondation du Conseil national de la Résistance (27 mai 1993) (p. 482).

6. – **De M. Robert Vizet** : s'élève contre l'organisation du débat sur le projet de loi de finances rectificative (8 juin 1993) (p. 777) – *MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

7. – **De M. Félix Leyzour** : souhaite que le Gouvernement explicite sa décision d'accord sur les oléagineux entre la Communauté et les Etats-Unis (9 juin 1993) (p. 812, 813) – *M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget.*

8. – **De M. Charles Lederman** : procès des criminels de guerre – Affaire Touvier (10 juin 1993) (p. 958).

9. – **De M. Charles Lederman** : article 49, alinéa 2 du Règlement du Sénat : organisation du débat sur les privatisations – Examen des amendements portant sur l'annexe de l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi – Ne souhaite pas une discussion commune des amendements (11 juin 1993) (p. 1036).

10. – **De M. Charles Lederman** : projet de loi sur les privatisations : souhaite une suspension de séance afin qu'un plus grand nombre de sénateurs soient présents en séance (11 juin 1993) (p. 1016) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Etienne Dailly.*

11. – **De M. Robert Vizet** : organisation des travaux du Sénat – Texte sur les privatisations – Nécessité de consulter les personnels des sociétés privatisables (11 juin 1993) (p. 1070, 1071).

12. – **De M. Charles Lederman** : organisation du débat sur les privatisations – N'approuve pas la demande de vote unique formulée par le Gouvernement – Prerogatives du Parlement (11 juin

1993) (p. 1071, 1072) – *MM. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Mme Hélène Luc, MM. Etienne Dailly, Jean-Pierre Masseret.*

13. – **De M. Charles Lederman** : profanation de tombes du cimetière juif du Haut-Vernet de Perpignan (11 juin 1993) (p. 1039).

14. – **De M. Robert Pagès** : modification de l'ordre du jour prioritaire – Projets de loi sur les privatisations et la Banque de France – Préambule de la Constitution de 1946 – Constitution de 1958 – « Bloc de constitutionnalité » (11 juin 1993) (p. 1022, 1023) – *M. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie.*

15. – **De M. Louis Perrein** : examen des amendements relatifs au projet de loi sur les privatisations – Procédure du vote bloqué (12 juin 1993) (p. 1139).

16. – **De M. Charles Lederman** : conditions d'examen des amendements sur l'article 9 de la proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité (16 juin 1993) (p. 1334, 1335) – *MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

17. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : conditions d'examen des amendements sur l'article 9 de la proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité (16 juin 1993) (p. 1335) – *MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Jacques Larché, président de la commission des lois.*

18. – **De M. Jean Garcia** : article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat : souhaite que le Gouvernement se prononce sur les procédés utilisés par le gouvernement turc envers les populations kurdes (24 juin 1993) (p. 1713).

19. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : proteste contre la simultanéité des examens en séance publique du projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité et en commission du projet de loi portant réforme constitutionnelle (29 juin 1993) (p. 1813) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

20. – **De Mme Hélène Luc** : demande la suspension de la séance et proteste contre l'organisation des travaux (29 juin 1993) (p. 1813) – *M. Christian Bonnet.*

21. – **De M. Claude Estier** : proteste contre les méthodes de travail de fin de session (29 juin 1993) (p. 1814).

22. – **De M. Charles Lederman** : demande la suspension de la séance publique afin de pouvoir assister aux travaux de la commission des lois (29 juin 1993) (p. 1814) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

23. – **De M. Robert Pagès** : exprime l'indignation des membres du groupe communiste et apparenté devant l'utilisation de la procédure de clôture de la discussion générale qui ne leur a pas permis de s'exprimer dans le débat sur l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales (29 juin 1993) (p. 1853).

24. – **De M. Robert Pagès** : s'élève contre la pratique du Gouvernement qui a opposé l'article 40 aux amendements avant qu'ils ne soient appelés et présentés dans le débat sur l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales (29 juin 1993) (p. 1868) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

25. – **De M. Charles Lederman** : s'élève contre l'utilisation par le Gouvernement et la majorité sénatoriale des procédures de vote bloqué, d'irrecevabilité et de clôture des débats qui brise toute discussion démocratique (30 juin 1993) (p. 1905, 1906).

26. – **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : soulève le problème des déficits sociaux, notamment dans le domaine de la santé et propose d'y remédier en taxant les revenus financiers (30 juin 1993) (p. 1905).
27. – **De M. Claude Estier** : fait remarquer que la séance a repris avec retard pour l'examen du texte relatif à l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales, alors qu'il s'agit des dernières heures de la session (30 juin 1993) (p. 1924).
28. – **De M. Etienne Dailly** : demande une suspension de séance afin de permettre aux sénateurs qui le souhaitent d'assister à la réunion des parlementaires de la majorité présidée par M. Edouard Balladur, Premier ministre (6 juillet 1993) (p. 2225) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*
29. – **De M. Emmanuel Hamel** : fait part de la catastrophe climatique qui a sinistré de nombreuses communes de la région lyonnaise et du département de la Loire et indique que les élus locaux et les maires attendent beaucoup de la solidarité nationale (7 juillet 1993) (p. 2297).
30. – **De M. Charles Lederman** : fait part des faits rapportés dans le journal *Le Monde* du 2 juillet 1993 relatant les injures et les vexations subies par une journaliste de la part de fonctionnaires de police, alors qu'elle voulait témoigner du « passage à tabac » de deux jeunes gens ; demande au ministre de l'intérieur s'il peut confirmer les faits et s'il peut faire appliquer le code de déontologie (9 juillet 1993) (p. 2449).
31. – **De M. Robert Vizet** : demande au Gouvernement l'arrêt immédiat de toute procédure de licenciement économique (29 septembre 1993) (p. 2642, 2643).
32. – **De M. Louis Minetti** : réitère sa demande que le Sénat inscrive à son ordre du jour un débat sur le GATT et la politique agricole commune (5 octobre 1993) (p. 2738).
33. – **De M. Robert Pagès** : article 36 du règlement du Sénat – Demande le retrait du plan de suppression d'emplois d'Air France et l'ouverture de négociations avec les salariés (20 octobre 1993) (p. 3256) – *M. Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*
34. – **De Madame Hélène Luc** : dénonce les incidents provoqués par l'intervention des forces de l'ordre contre les salariés d'Air France, à Orly et à Roissy (21 octobre 1993) (p. 3334, 3336) – *M. Roger Chinaud, vice-président du Sénat, président de séance.*
35. – **De M. René Régnault** : situation en Haïti (27 octobre 1993) (p. 3547, 3548) – *M. Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire.*
36. – **De M. Charles Lederman** : proteste contre l'organisation des travaux du Sénat et demande, d'une part, la suspension de la séance publique afin de permettre aux sénateurs membres de la commission des affaires culturelles d'assister à l'audition du ministre de l'éducation nationale et, d'autre part, la participation de celui-ci au débat sur l'emploi (2 novembre 1993) (p. 3655) – *M. René Monory, président du Sénat.*
37. – **De M. Jean-Luc Mélenchon** : déplore la présentation d'amendements non débattus par la commission saisie au fond et par la commission saisie pour avis (2 novembre 1993) (p. 3673).
38. – **De M. Franck Sérusclat** : souhaite que les projets de loi, votés à l'Assemblée nationale, ayant pour objet de définir une éthique dans le domaine des recherches biomédicales viennent en discussion au Sénat dans des délais brefs (4 novembre 1993) (p. 3792) – *M. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat.*
39. – **De M. Charles Lederman** : proteste vivement contre la motion soutenue par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, et tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à l'égard de 73 amendements déposés sur le projet de loi quinquennale relatif à l'emploi (9 novembre 1993) (p. 4109, 4110) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*
40. – **De M. Emmanuel Hamel** : concomitance des réunions de commission et de la séance publique (16 novembre 1993) (p. 4251) – *M. René Monory, président du Sénat, président de séance.*
41. – **De M. Charles Lederman** : organisation des travaux du Sénat – Fixation de la date de la réunion du Congrès avant la discussion par le Sénat du projet de loi constitutionnelle (16 novembre 1993) (p. 4251, 4252) – *M. René Monory, président du Sénat, président de séance.*
42. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : concomitance des réunions de commission et de la séance publique – Fixation de la date de la réunion du Congrès avant la discussion par le Sénat du projet de loi constitutionnelle (16 novembre 1993) (p. 4252 à 4254) – *MM. René Monory, président du Sénat, président de séance ; Michel Caldaguès, François Collet, Jean-Luc Mélenchon.*
43. – **De M. Jean-Jacques Robert** : temps de parole accordé, lors des séances de questions d'actualité, à l'auteur de la question et au ministre chargé d'y répondre (18 novembre 1993) (p. 4396).
44. – **De M. Robert Vizet** : demande que le Gouvernement fasse part de ses intentions sur les propositions du groupe communiste pour traiter les problèmes de la nouvelle pauvreté (22 novembre 1993) (p. 4601).
45. – **De M. Louis Minetti** : organisation des travaux et calendrier de discussion des budgets (25 novembre 1993) (p. 4796) – *MM. René Monory, président du Sénat ; Nicolas Sarkozy, ministre du budget.*
46. – **De M. Robert Pagès** : accident ferroviaire de Saint-Leu-d'Esserent (Oise) et problème de la sécurité et des moyens de la SNCF (1<sup>er</sup> décembre 1993) (p. 5357).
47. – **De Mme Hélène Luc** : souhaite la désignation d'un sénateur communiste au sein des six représentants du Sénat à la Cour de justice de la République (8 décembre 1993) (p. 5781).
48. – **De M. Louis Minetti** : souhaite un débat au Parlement sur les négociations du GATT (9 décembre 1993) (p. 5873).
49. – **De M. Jean-Luc Mélenchon** : demande une suspension de séance d'une heure pour étudier collectivement le rapport Vedel portant sur la proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales, qui a été remis très tardivement (14 décembre 1993) (p. 6224, 6225).
50. – **De M. Ivan Renar** : au nom du groupe communiste et apparenté, demande la réunion immédiate de la commission des affaires culturelles, pour qu'elle approfondisse sa réflexion sur la proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales, à la lecture du rapport Vedel remis tardivement (14 décembre 1993) (p. 6225).
51. – **De M. Claude Estier** : regrette l'absence de débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement, lue à la tribune du Sénat par Mme Simone Veil, ministre des affaires

sociales (15 décembre 1993) (p. 6324) – *M. René Monory, président du Sénat.*

52. – **De Mme Hélène Luc** : regrette l'absence de débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement, lue à la tribune du Sénat par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales (15 décembre 1993) (p. 6324) – *M. René Monory, président du Sénat.*

53. – **De M. Charles Lederman** : évoque la situation des sans-logis, qui campaient devant le ministère des affaires sociales depuis le 3 décembre dernier (16 décembre 1993) (p. 6437, 6438).

54. – **De M. Robert Pagès** : article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat : proteste contre la décision du Gouvernement de constituer une commission d'enquête sur la sécurité dans les établissements scolaires après l'adoption d'un texte dans des conditions de précipitation (22 décembre 1993) (p. 6854).

### Rapports au Parlement

1. – **Dépôt du rapport public annuel établi par le Conseil supérieur de l'audiovisuel** pour l'année 1992, en application de l'article 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (13 avril 1993) (p. 47).

2. – **Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations** sur les opérations de l'année 1992 (28 juin 1993) (p. 1755).

3. – **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** (30 juin 1993) (p. 1910, 1912) – *MM. Pierre Joxe, Premier président de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

4. – **Dépôt du rapport du Conseil national des assurances** (13 juillet 1993) (p. 2611).

5. – **Dépôt du rapport de la Cour des comptes sur l'exécution de la loi de finances pour 1992** (7 octobre 1993) (p. 2831).

6. – **Dépôt d'un rapport de la Cour des comptes, sur la politique sociale en faveur des personnes handicapées adultes** (23 novembre 1993) (p. 4696).

### Rapports d'information

1. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les problèmes posés par les **déchets ménagers**, établi par M. Michel Pelchat, député, déposé par M. Jacques Moission, sénateur, président de l'Office (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-18 janvier 1993) [n° 200 (92-93)].

2. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la **télévision à haute définition numérique**, établi par MM. Raymond Forni et Michel Pelchat, députés, déposé par M. Jacques Moission, sénateur, président de l'Office (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993-18 janvier 1994) [n° 201 (92-93)].

3. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur **l'impact écologique de la liaison Rhin-Rhône**, établi par MM. Raymond Forni, député et Pierre Vallon, sénateur, déposé par M. Jacques Moission, sénateur, président de l'Office (Rattaché au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-22 janvier 1993) [n° 203 (92-93)].

4. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la **politique communautaire de la concurrence** établi par M. Maurice Blin,

sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 26 janvier 1993) [n° 204 (92-93)].

5. – **Rapport d'information**, fait au nom des délégués élus à **l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale** au cours de la **37<sup>e</sup> session ordinaire** (1991) de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, établi par M. Pierre Jeambrun, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 5 février 1993) [n° 214 (92-93)].

6. – **Rapport d'information**, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur les travaux de la délégation française à **l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe** au cours de la **43<sup>e</sup> session ordinaire** (1991-1992) de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, établi par M. Louis Jung, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 5 février 1993) [n° 215 (92-93)].

7. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les **problèmes posés par le traitement des déchets hospitaliers**, établi par M. Michel Destot, député, déposé par M. Jacques Moission, sénateur, président de l'Office (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992-17 février 1993) [n° 221 (92-93)].

8. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil relative aux **procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale** (n° E-3) établi par M. Michel Poniatowski, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 24 février 1993) [n° 225 (92-93)].

9. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en **Côte d'Ivoire** et au **Cameroun** du 8 au 17 février 1993, établi par M. Michel d'Aillières, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 avril 1993) [n° 251 (92-93)].

10. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la situation des **finances publiques et des comptes sociaux en 1992 et 1993**, établi par M. Jean Arthuis, sénateur, rapporteur général et plusieurs de ses collègues (8 avril 1993) [n° 252 (92-93)].

11. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993, par une **délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe**, établi par M. Jean-Pierre Fourcade, et plusieurs de ses collègues (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993-16 avril 1993) [n° 263 (92-93)].

12. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission d'information effectuée aux Etats-Unis du 28 février au 6 mars 1993, sur la position de la **nouvelle administration américaine dans les négociations du G.A.T.T.**, établi par M. Paul Girod, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993-21 avril 1993) [n° 267 (92-93)].

13. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée au **Cambodge et au Viet-nam** du 26 février au 9 mars 1993, établi par M. André Bettencourt, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993-21 avril 1993) [n° 268 (92-93)].

14. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les **activités de l'Assemblée parlementaire de la CSCE**, établi par M. Jacques Genton, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993-22 avril 1993) [n° 275 (92-93)].

15. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la **situation de la**

**sidérurgie en Europe**, établi par M. Charles Metzinger, sénateur (28 avril 1993) [n° 277 (92-93)].

16. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission effectuée dans **les Terres australes**, en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du Règlement du Sénat, établi par M. Henri Goetschy, sénateur (28 avril 1993) [n° 279 (92-93)].

17. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques sur le **problème de l'eau**, établi par M. Pierre Lacour, sénateur (5 mai 1993) [n° 291 (92-93)].

18. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en **Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna** du 16 au 31 juillet 1992, établi par M. Jean-Marie Girault, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 mai 1993) [n° 299 (92-93)].

19. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques par la mission d'information chargée, en application de l'article 21 du Règlement, d'étudier le fonctionnement **des marchés des fruits, des légumes et de l'horticulture**, d'examiner leurs perspectives d'évolution, compte tenu de la réforme de la politique agricole commune et de formuler toute proposition de nature à remédier aux difficultés dont souffrent ces secteurs, établi par MM. Jean Huchon et Jean-François Le Grand, sénateurs (13 mai 1993) [n° 303 (92-93)].

20. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la **VIIIe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires** qui s'est tenue à Copenhague les 3 et 4 mai 1993, établi par M. Jacques Genton, sénateur et plusieurs de ses collègues (13 mai 1993) [n° 304 (92-93)].

21. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques sur **l'avenir de l'urbanisme commercial**, établi par M. Jean-Jacques Robert, sénateur (2 juin 1993) [n° 324 (92-93)].

22. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur **la réforme relative aux missions et à la coordination des fonds structurels**, établi par M. Claude Belot, sénateur (2 juin 1993) [n° 325 (92-93)].

23. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur **l'incidence économique et fiscale des délocalisations hors du territoire national des activités industrielles et de service**, établi par M. Jean Arthuis, sénateur (4 juin 1993) [n° 337 (92-93)].

24. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur **l'évolution du secteur des télécommunications en Europe**, établi par M. Louis Perrein, sénateur (8 juin 1993) [n° 343 (92-93)].

25. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission effectuée à **Moscou**, du 21 au 24 février, puis à **Saint-Petersbourg**, du 25 au 27 février 1993, en application de l'article 21 du Règlement du Sénat, établi par M. Christian Poncelet, sénateur (14 juin 1993) [n° 357 (92-93)].

26. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en **Algérie** du 4 au 6 juin 1993, établi par MM. Xavier de Villepin et Claude Estier, sénateurs (16 juin 1993) [n° 364 (92-93)].

27. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée en **région maritime Méditerranée à Toulon** le 8 juin 1993, établi par M. François Abadie, sénateur et plusieurs de ses collègues (16 juin 1993) [n° 366 (92-93)].

28. – **Rapport d'information**, fait au nom de la mission d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'**Accord de Schengen** du 14 juin 1985, établi par M. Xavier de Villepin, sénateur (23 juin 1993) [n° 384 (92-93)].

29. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur le **IXe Colloque de réflexion économique**, organisé le 29 avril 1993, sur les **perspectives à moyen terme de l'économie mondiale**, établi par M. Bernard Barbier, sénateur (7 juillet 1993) [n° 413 (92-93)].

30. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, chargée d'étudier **les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement** ainsi que **l'organisation du service public de l'emploi**, établi par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 septembre 1993) [n° 458 (92-93)].

31. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les communautés européennes sur la **deuxième session de l'Assemblée parlementaire de la C.S.C.E.**, établi par MM. Jacques Genton et Yves Guéna, sénateurs (30 septembre 1993) [n° 464 (92-93)].

32. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur **l'Europe et les services publics**, par M. Jacques Oudin, sénateur (6 octobre 1993) [n° 6 (93-94)].

33. – **Rapport d'information**, fait au nom de la mission commune d'information désignée par la commission des affaires culturelles, la commission des affaires économiques, la commission des affaires sociales, la commission des finances et la commission des lois sur **la télévision éducative**, établi par M. René Trégouët, sénateur (7 octobre 1993) [n° 17 (93-94)].

34. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite des missions effectuées les 4 mars, 20 mars, 7 et 8 juin 1993, auprès de **diverses unités de la gendarmerie nationale**, établi par M. Michel Alloncle, sénateur (20 octobre 1993) [n° 42 (93-94)].

35. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, en application de l'article 22 du Règlement du Sénat, sur le **corps européen**, établi par M. Michel Caldaguès, sénateur (20 octobre 1993) [n° 48 (93-94)].

36. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur **l'intérêt du véhicule électrique au regard de la protection de l'environnement**, déposé par M. Jacques Mossion, sénateur, président de l'office établi par M. Pierre Laffitte, sénateur (2 novembre 1993) [n° 70 (93-94)].

37. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les **enjeux des négociations agricoles du GATT**, par M. Marcel Daunay, sénateur (10 novembre 1993) [n° 84 (93-94)].

38. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur le **comité des régions de la Communauté européenne**, par M. Jacques Genton, sénateur (10 novembre 1993) [n° 85 (93-94)].

39. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur **le projet de IVe programme-cadre pour la recherche et le développement technologique**, établi par M. Guy Cabanel, sénateur (18 novembre 1993) [n° 96 (93-94)].

40. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur **les conditions d'utilisation des fonds communautaires**, établi par M. Jacques Oudin, sénateur (18 novembre 1993) [n° 97 (93-94)].

41. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur **l'évolution institutionnelle de l'Union européenne**, établi par M. Yves Guéna, sénateur (18 novembre 1993) [n° 98 (93-94)].

42. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les résultats de **projections macro-**



**économiques et l'évolution du commerce mondial**, établi par M. Bernard Barbier, sénateur (18 novembre 1993) [n° 99 (93-94)].

43. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois sur **l'avenir du secteur des télécommunications en Europe**, établi par M. Gérard Larcher, sénateur (30 novembre 1993) [n° 129 (93-94)].

44. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une **mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993**, par M. Jacques Larché, sénateur et plusieurs de ses collègues (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 132 (93-94)].

45. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques à la suite d'une mission effectuée en **Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques, commerciales et financières** avec la France, par M. Jean François-Poncet, sénateur et plusieurs de ses collègues (2 décembre 1993) [n° 140 (93-94)].

46. – **Rapport d'information**, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur **les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe** au cours de la 44<sup>e</sup> session ordinaire (1992-1993) de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du règlement, établi par M. Louis Jung, sénateur (23 décembre 1993) [n° 222 (93-94)].

#### Rapports de commissions d'enquête parlementaires

1. – **Rapport** fait par M. Claude Belot, sénateur, au nom de la commission d'enquête chargée d'examiner **l'évolution de la situation financière de la SNCF**, les conditions dans lesquelles cette société remplit ses **missions de service public**, les relations qu'elle entretient avec les **collectivités locales** et son rôle en **matière d'aménagement du territoire**, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 20 décembre 1992 (3 juin 1993) [n° 335 (92-93)].

#### Rapports du Gouvernement

1. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 47 de la loi du 4 janvier 1992 modifiant le code du service national, du **rapport sur les réserves militaires** (13 mai 1993) (p. 292).

2. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 21 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, du **quatrième rapport sur les mesures prises dans la fonction publique de l'Etat pour assurer l'application du principe d'égalité des sexes** (30 juin 1993) (p. 1907).

3. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980, d'un **rapport sur la gestion en 1992 des crédits du Fonds national pour le développement du sport** (29 septembre 1993) (p. 2640).

4. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article L. 124-2 du code forestier, d'un **rapport d'activité pour 1992 de l'Office national des forêts** (29 septembre 1993) (p. 2640).

5. – **Dépôt par le Gouvernement**, d'un **rapport sur l'activité du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles pour l'année 1992** (29 septembre 1993) (p. 2640).

6. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 47 de la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991, du **premier rapport relatif au dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés contaminés par voie transfusionnelle par le virus du sida** (29 septembre 1993) (p. 2640).

7. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au Conseil supérieur de

la fonction publique de l'Etat, d'un **rapport sur la fonction publique de l'Etat en 1993** (2 octobre 1993) (p. 2733).

8. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 23-4 de la loi du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets, d'un **rapport sur le bilan en 1991 des transferts transfrontaliers de déchets** (6 octobre 1993) (p. 2780).

9. – **Dépôt par le Gouvernement** du **rapport sur le bilan de l'application de la loi n° 91-650 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique** (7 octobre 1993) (p. 2831).

10. – **Dépôt par le Gouvernement** d'un **rapport sur le bilan de l'application de la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement** (26 octobre 1993) (p. 3410).

11. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application du paragraphe III de l'article 120 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992, d'un **rapport sur les conditions de mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des départements et territoires d'outre-mer** (5 novembre 1993) (p. 3894).

#### Recherche

Voir *Lois de finances*, 2  
*Lois de finances*, 2, Enseignement supérieur et recherche

#### Récidive

Voir *Code pénal*, 2

#### Redressement et liquidation judiciaires

Voir *Entreprises*, 1

1. – **Proposition de loi tendant à substituer dans le code de commerce l'appellation « soutien judiciaire des entreprises » à celle de « redressement judiciaire »**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Vallon, sénateur (10 décembre 1993) [n° 172 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

#### Renvoi à la commission (procédure parlementaire)

Voir *Banques et établissements financiers*, 1  
*Constitution*, 2  
*Enseignement privé*, 3  
*Enseignement supérieur*, 1  
*Etrangers*, 2  
*Lois de finances rectificatives*, 1  
*Nationalité française*, 1  
*Ordre public*, 1  
*Politique économique et sociale*, 1 ; 2  
*Privatisations*, 1

#### République de Vanuatu

Voir *Traités et conventions*, 5

#### Réseau routier et autoroutier

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3 ; 4  
*Lois de finances*, 2, Environnement et article 58 ; Equipement, transports et tourisme - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

#### Résistants

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 8 ; 9 ; 10

*Lois de finances, 2, Anciens combattants et victimes de guerre et articles 53 A, 53 B, 53, 54 et 54 bis*  
*Rappels au règlement, 5*

### Retraites

Voir *Exploitants agricoles, 1*  
*Lois de finances, 2, Prestations sociales agricoles - Budget annexe*  
*Traités et conventions, 9*

1. - **Projet de loi portant création d'une caisse de garantie des retraites**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégo-voy, Premier ministre, par M. René Teulade, ministre des affaires sociales (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 18 mars 1993) [n° 239 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. - **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale**, PRESENTE AU SENAT, au nom et M. Edouard Balladur, Premier ministre, par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales (2 juin 1993) [n° 332 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Alain Vasselle (17 juin 1993) [n° 370 (92-93)] - Urgence - Discussion (22 juin 1993) - Adoption (22 juin 1993) [n° 98].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 juin 1993) [n° 374 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Yves Chamard (30 juin 1993) [n° 403 (92-93)] - Avis oral de M. Adrien Zeller - Discussion (6 et 7 juillet 1993) - Adoption (7 juillet 1993) [n° 43].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 juillet 1993) [n° 416 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jean-Yves Chamard (8 juillet 1993) [n° 458 (92-93)] - Discussion (9 juillet 1993) - Adoption (9 juillet 1993) [n° 54].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Alain Vasselle (8 juillet 1993) [n° 417 (92-93)] - Discussion (13 juillet 1993) - Adoption (13 juillet 1993) [n° 129].

PROMULGATION : loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(22 juin 1993) (p. 1542, 1611).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1542, 1573) : *Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Charles Metzinger, Félix Leyzour, Bernard Seillier, Jacques Bimbenet, Jean Chérioux, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Paulette Fost, MM. Georges Mouly, Jean Madelain, Philippe Marini.*

Le projet de loi comporte deux volets : la mise en oeuvre progressive de mesures de régulation des dépenses et la création d'un fonds de solidarité vieillesse et de sauvegarde de la protection sociale afin de garantir la pérennité du système français de retraite.

**Motion n° 1** de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1567) - *M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mme Simone Veil, ministre ; M. Charles Metzinger.*

**Rejet de la motion** (p. 1573 ; scrutin public n° 103).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1573, 1611) : *Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Alain Vasselle, rapporteur ; Charles Metzinger, Mmes Simone Veil, ministre ; Hélène Luc, Jacqueline Fraysse-Cazalis, Danielle Bidard-Reydet, MM. Bernard Seillier, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Louis Minetti, Mmes Michelle Demessine, Paulette Fost, MM. Félix Leyzour, Robert Vizet.*

### TITRE I<sup>er</sup>

#### FONDS DE SOLIDARITE ET DE SAUVEGARDE DE LA PROTECTION SOCIALE

*Nouvel intitulé* : « Fonds de solidarité vieillesse » - Adopté (p. 1573).

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale*) (p. 1573).

**Chapitre V du titre III du livre I<sup>er</sup> du Code de la sécurité sociale** (*Fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale*) (p. 1576).

*Nouvel intitulé* : « Fonds de solidarité vieillesse » - Adopté (p. 1576).

ART. L. 135-1 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE (*Mission et statut du fonds*) (p. 1576) - Adopté après modification (p. 1578).

ART. L. 135-2 DU CODE PRECITE (*Dépenses à la charge du fonds*) (p. 1578) - Adopté après modification (p. 1581).

ART. L. 135-3 DU CODE PRECITE (*Recettes du fonds*) (p. 1581) - Adopté après modification (p. 1585).

ART. L. 135-4 DU CODE PRECITE (*Financement des frais de gestion administrative*) - Adopté (p. 1985).

ART. L. 135-5 DU CODE PRECITE (*Conditions de versement au fonds du produit de la CSG qui lui est affecté*) - Adopté (p. 1585).

ART. L. 135-6 DU CODE PRECITE (*Frais d'assiette et de recouvrement des ressources affectées au fonds*) - Adopté (p. 1585).

- L'article 1<sup>er</sup> est adopté après modification (p. 1585).

**Art. 2** (*Entrée en vigueur*) - Adopté après modification (p. 1589).

### TITRE II

#### MESURES RELATIVES A L'ASSURANCE INVALIDITE ET A L'ASSURANCE VIEILLESSE

**Art. 3** (*Modalités de revalorisation des pensions d'invalidité*) (p. 1590) - Adopté après modification (p. 1594).

**Art. 4** (*Modalités de revalorisation des pensions de vieillesse*) (p. 1595) - Adopté après modification (p. 1597).

**Art. 5** (*Durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993*) (p. 1597) - Adopté après modification (p. 1600).

**Art. additionnel après l'art. 5** (*Modification de la durée d'assurance conduisant au taux plein*) (p. 1600) - Adopté (p. 1601).

### TITRE III

#### DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 6** (*Codification des articles relatifs à la contribution sociale généralisée*) (p. 1602) - Adopté après modification (p. 1603).

**Art. 7** (*Modifications tirant les conséquences de la codification prévue à l'article 6*) (p. 1603) - Adopté après modification (p. 1604).

**Art. 8** (*Modifications liées aux dispositions du titre I<sup>er</sup> du projet de loi*) (p. 1604) - Adopté après modification (p. 1605).

**Art. 9** (*Modifications du livre VIII du code de la sécurité sociale*) (p. 1605) - Adopté après modification (p. 1606).

**Art. 10** (*Disposition relative au budget annexe des prestations sociales agricoles*) (p. 1605) - Adopté (p. 1606).

**Art. 11** (*Toilettage législatif et réglementaire*) (p. 1606) - Adopté après modification (p. 1607).

**Art. additionnel après l'art. 11** (*Rapport au Parlement sur les dépenses non contributives de retraite*) (p. 1607) - Adopté (p. 1608).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1608, 1611) : *MM. Charles Metzinger, Claude Huriet, Serge Vinçon, Bernard Seillier, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jacques Habert, Jacques Bimbenet ; intervention de Mme Simone Veil, ministre – Augmentation de la CSG – Fragilité du système de protection sociale – Déficit du régime général*

**Scrutin public** n° 107 (p. 1611).

**Adoption** (22 juin 1993) (p. 1611).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(13 juillet 1993) (p. 2612, 2618).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2612, 2614) : *M. Alain Vasselle, rapporteur pour le Sénat de la CMP ; Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; M. Franck Sérusclat.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2614, 2617)

**Art. 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4** (p. 2614, 2615).

**Art. 5 ter** (p. 2616) – Supprimé par la CMP.

**Art. 7, 8, 9, 10 et 12** (p. 2166, 2617).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2617, 2618) : *Mme Marie-Claude Beaudeau.*

**Adoption** (13 juillet 1993 (p. 2618).

3. – **Proposition de loi relative aux annuités d'assurance des pères de famille ayant élevé seuls un ou plusieurs enfants**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 28 juillet 1993) [n° 435 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à revaloriser les retraites agricoles**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (26 octobre 1993) [n° 53 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

5. – **Proposition de loi tendant à revaloriser les retraites des professions artisanales, industrielles et commerciales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (26 octobre 1993) [n° 54 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

6. – **Proposition de loi tendant à intégrer dans le fonds de solidarité vieillesse les majorations de pensions accordées en fonc-**

**tion du nombre d'enfants dans le régime de l'assurance vieillesse agricole**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roland du Luart, sénateur (27 octobre 1993) [n° 67 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### Réunion (Ile)

Voir *Lois de finances, 2*, Départements et territoires d'outre-mer

#### Revenu minimum d'insertion (RMI)

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires sociales, santé et ville - I – Affaires sociales et santé

#### Rhin

Voir *Traités et conventions, 14*

#### Rhône (département)

Voir *Rappels au règlement, 29*

#### Roumanie

Voir *Allocutions et communications, 18*  
*Communautés européennes, 5*

#### Routes

Voir *Lois de finances, 2*

#### Royaume-Uni

Voir *Traités et conventions, 1*

#### Russie

Voir *Rapports d'information, 25 ; 44*

## S

**Saint-Pierre-et-Miquelon**

Voir *Lois de finances, 2*, Départements et territoires d'outre-mer ;  
Équipement, transports et tourisme - IV - Mer

**Salaires minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)**

Voir *Politique économique et sociale, 1*  
*Salaires, traitements et indemnités, 1*

**Salaires, traitements et indemnités**

1. - **Proposition de loi tendant à porter le salaire minimum de croissance à 7 500 F**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1993) [n° 23 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

**Sans domicile fixe (SDF)**

Voir *Rappels au règlement, 53*

**Santé**

Voir *Action sanitaire et sociale, 1*  
*Communautés européennes, 11*  
*Droits de l'Homme, 1*  
*Emploi, 3*  
*Lois de finances, 2*

1. - **Proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Poniatowski, sénateur, et plusieurs de ses collègues (28 avril 1993) [n° 286 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Serge Mathieu, Bernard Barbier et Pierre Vallon, sénateurs (6 octobre 1993) [n° 12 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. - **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale**, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales, et par M. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé (7 octobre 1993) [n° 14 rect. (93-94)] - Lettre rectificative présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre (20 octobre 1993) [n° 46 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude Huriet (21 octobre 1993) [n° 49 (93-94)] - Discussion (26 octobre 1993) - Adoption (26 octobre 1993) [n° 21].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 octobre 1993) [n° 655 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean Bardet (24 novembre 1993) [n° 755 (93-94)] - Discussion (29 et 30 novembre 1993) - Adoption (30 novembre 1993) [n° 86].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 137 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de MM. Claude Huriet et Charles Descours (8 décembre 1993) [n° 155 (93-94)] - Discussion (13 décembre 1993) - Adoption (13 décembre 1993) [n° 34].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1993) [n° 842 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean Bardet (16 décembre 1993) [n° 856 (93-94)] - Discussion (17 décembre 1993) - Adoption (17 décembre 1993) [n° 118].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (17 décembre 1993) [n° 196 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Jean Bardet (20 décembre 1993) [n° 869 (93-94)] - Discussion (20 décembre 1993) - Adoption (20 décembre 1993) [n° 121].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de MM. Claude Huriet et Charles Descours (18 décembre 1993) [n° 197 (93-94)] - Discussion (20 décembre 1993) - Adoption (20 décembre 1993) [n° 54].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 93-332 DC du 13 janvier 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 18 janvier 1994) qui déclare non contraire à la Constitution les articles 67 et 85 de la loi relative à la santé publique et à la protection sociale.

PROMULGATION : loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 (*J.O. Lois et décrets* du 19 janvier 1994).

**Discussion (première lecture)**

(26 octobre 1993) (p. 3410, 3508).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3410, 3434) : MM. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Anne Heinis, MM. Charles Descours, Emmanuel Hamel, Franck Sérusclat, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

**Motion n° 51** de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau, tendant à opposer la question préalable (p. 3431) - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Huriet, rapporteur ; Philippe Douste-Blazy, ministre.

**Rejet de la motion** (p. 3434 ; scrutin public n° 11).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3434, 3507) : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Claude Huriet, rapporteur ; Philippe Douste-Blazy, ministre délégué ; Charles Descours, Charles Metzinger, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Etienne Dailly, Alain Vasselle, Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Sourdille, Jean Chérioux, Paul Blanc, François Delga, Charles de Cuttoli, Dominique Leclerc, Mme Michelle Demessine, M. Guy Cabanel, Mme Anne Heinis, MM. Emmanuel Hamel, Jean Delaneau, Jacques Machet.

**TITRE I<sup>er</sup>****DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE PUBLIQUE****Chapitre I<sup>er</sup>****Lutte contre la tuberculose**

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Lutte contre la tuberculose*) (p. 3438) - Adopté après modification (p. 3447).

**Chapitre II****Soins en milieu pénitentiaire et protection sociale des détenus**

**Art. 2** (*Prise en charge sanitaire des détenus par le service hospitalier*) - Adopté après modification (p. 3447).

**Art. additionnel avant l'art. 3** (*Calcul des dépenses afférentes à la prise en charge sanitaire des détenus hors taux directeur*) - Adopté (p. 3448).

**Art. 3** (*Protection sociale des détenus et financement de leur prise en charge sanitaire*) (p. 3448).

ART. L. 381-30 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE (*Affiliation immédiate et automatique des détenus à l'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale à la date de leur incarcération*) (p. 3449) - Adopté après modification (p. 3450).

ART. L. 381-30-1 DU CODE PRECITE (*Prestations en nature*) (p. 3450) - Adopté (p. 3451).

ART. L. 381-30-2 DU CODE PRECITE (*Modalités de financement de la protection sociale des détenus*) - Adopté après modification (p. 3451).

ART. L. 381-30-3 DU CODE PRECITE (*Globalisation des versements de cotisations effectués par l'Etat*) - Adopté (p. 3451).

ART. L. 381-30-4 DU CODE PRECITE (*Soumission de la rémunération du travail pénal à cotisations patronale et salariale, les*

*obligations d'employeurs étant assumées par l'administration pénitentiaire*) – Adopté (p. 3451).

ART. L. 381-30-5 DU CODE PRECITE (*Modalités de prises en charge des dépenses afférentes aux soins délivrés aux détenus*) – Adopté (p. 3451).

ART. L. 381-30-6 DU CODE PRECITE (*Prise en charge par l'Etat de certaines dépenses qui n'entrent pas dans le champ des dépenses hospitalières remboursables*) (p. 3451) – Adopté après modification (p. 3452).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3452).

**Art. 4** (*Dispositions transitoires*) (p. 3452) – Adopté après modification (p. 3453).

**Art. 5** (*Suppression de l'article L. 161-12 du code de la sécurité sociale*) – Adopté (p. 3453).

**Art. additionnel avant l'art. 6** (*Personnels de santé qui interviennent en milieu carcéral*) (p. 3453) – Adopté (p. 3454).

**Art. 6** (*Entrée en vigueur de la réforme de la prise en charge sanitaire et de la protection sociale des détenus*) – Adopté (p. 3454).

**Art. additionnel après l'art. 6** (*Proposition systématique d'un test de dépistage du SIDA aux détenus à l'occasion de l'examen médical effectué lors de leur incarcération*) (p. 3454) – Adopté (p. 3456).

### Chapitre III

#### Transposition de directives européennes relatives à la publicité pour les médicaments à usage humain, aux médicaments homéopathiques à usage humain, aux dispositifs médicaux, à l'exercice de la pharmacie et à la prévention du tabagisme

##### Section 1

##### Publicité pour les médicaments et certains produits à usage humain

**Art. 7** (*Publicité pour les médicaments et réglementation de la profession de visiteur médical*) (p. 3456).

ART. L. 551 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (*Définition de la publicité*) (p. 3457) – Adopté (p. 3458).

ART. L. 551-1 DU CODE PRECITE (*Caractère d'objectivité et de bon usage de la publicité des médicaments*) – Adopté (p. 3458).

ART. L. 551-2 DU CODE PRECITE (*Publicité des médicaments qui ont obtenu l'autorisation de mise sur le marché*) – Adopté (p. 3458).

ART. L. 551-3 DU CODE PRECITE (*Conditions de la publicité auprès du public*) (p. 3458) – Adopté après modification (p. 3459).

ART. L. 551-4 DU CODE PRECITE (*Indications thérapeutiques mentionnées dans la publicité auprès du public*) – Adopté (p. 3460).

ART. L. 551-5 DU CODE PRECITE (*Autorisation préalable de l'Agence du médicament dénommée visa de publicité, pour la publicité auprès du public d'un médicament mentionné à l'article L. 551-3 ainsi que pour les campagnes publicitaires pour les vaccinations*) – Adopté (p. 3460).

ART. L. 551-6 DU CODE PRECITE (*Publicité pour un médicament auprès des professionnels de santé habilités à prescrire ou à dispenser des médicaments ou à les utiliser*) – Adopté (p. 3460).

ART. L. 551-7 DU CODE PRECITE (*Connaissances scientifiques des personnes qui font de l'information par démarchage ou de la prospection pour des médicaments*) – Adopté (p. 3460).

ART. L. 551-8 DU CODE PRECITE (*Remise d'échantillons gratuits*) – Adopté après modification (p. 3460).

ART. L. 551-9 DU CODE PRECITE (*Application de ces dispositions à la publicité pour les produits mentionnés à l'art. L. 658-11, pour les générateurs, trousseaux et précurseurs et pour les produits et objets contraceptifs autres que les médicaments mentionnés dans la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967*) – Adopté (p. 3460).

ART. L. 551-10 DU CODE PRECITE (*Publicité des produits autres que les médicaments présentés comme favorisant le diagnostic, la prévention ou le traitement des maladies*) – Adopté après modification (p. 3460).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3460).

**Art. additionnel après l'art. 7** (*Dispositions de la directive européenne relatives à l'hospitalité offerte aux médecins*) – Adopté (p. 3461).

**Art. 8** (*Coordination*) – Adopté (p. 3461).

**Art. 9** (*Dispositions transitoires*) (p. 3461) – Adopté après modification (p. 3462).

##### Section 2

##### Médicaments homéopathiques à usage humain

**Art. 10** (*Médicaments homéopathiques*) – Adopté (p. 3462).

**Art. 11** (*Adaptation des dispositions de l'article 17 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992*) – Adopté (p. 3463).

**Art. 12** (*Dispositions transitoires*) – Adopté après modification (p. 3463).

##### Section 3

##### Exercice de la profession de pharmacien

**Art. 13** (*Modification de l'article L. 514 du code de la santé publique*) (p. 3463) – Adopté (p. 3464).

Après l'art. 13 (p. 3464).

**Art. additionnel** (*Ouverture et transfert d'officine*) – Adopté (p. 3466).

**Art. additionnel** (*Cas des ressortissants d'un des Etats membres de la CEE qui souhaitent ouvrir une officine*) – Adopté (p. 3466).

**Art. additionnel** (*Précisions par le préfet, lors de la création d'une officine ou de son transfert, des secteurs de la commune dans lesquelles elle pourra être située, les populations prises en compte pour sa création ou son transfert*) – Adopté (p. 3466).

**Art. additionnel** (*Département de la Guyane*) – Adopté (p. 3467).

**Art. additionnel** (*Règle à observer en matière d'antériorité*) – Adopté (p. 3467).

**Art. additionnel** (*Dispositions relatives aux services de garde*) – Adopté (p. 3467).

##### Section 4

##### Dispositifs médicaux

**Art. 14** (*Calendrier de mise en place des procédures de certification*) – Adopté (p. 3468).

**Art. 15** (*Dispositifs médicaux*) – Adopté (p. 3468).

##### Section 5

##### Prévention du tabagisme

**Art. 16** (*Renforcement du dispositif de lutte contre le tabagisme*) (p. 3468) – Adopté (p. 3469).

### Chapitre IV

#### Agence du médicament

**Art. 17** (*Compétences et régime des décisions de l'Agence*) (p. 3469) – Adopté après modification (p. 3472).

**Art. 18** (*Régime de certaines taxes ou redevances*) (p. 3472) – Adopté après modification (p. 3473).

**Art. additionnel après l'art. 18** (*Soumission à sanctions pénales du défaut d'autorisation de mise sur le marché pour les produits d'entretien des lentilles de contact*) – Adopté (p. 3473).

## TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DES  
STRUCTURES DE SOINS ET DES  
PROFESSIONS DE SANTEChapitre I<sup>er</sup>

## Etablissements de santé

**Art. 19** (*Autorisations tacites*) (p. 3474) – Adopté après modification (p. 3478).

**Art. 20** (*Retraits des autorisations en cas de sous-activité ou pour les raisons sanitaires*) (p. 3478) – Adopté après modification (p. 3486).

**Art. 21** (*Expérimentations*) (p. 3488) – Adopté après modification (p. 3489).

**Art. additionnel après l'art. 21** (*Possibilité de regroupement en dehors du secteur sanitaire de la même région*) (p. 3490) – Adopté (p. 3491).

**Art. 22** (*Délibérations des conseils d'administration des établissements publics de santé*) (p. 3491) – Adopté après modification (p. 3492).

**Art. 23** (*Fonction publique hospitalière*) (p. 3492) – Adopté après modification (p. 3493).

**Art. 24** (*Ecole nationale de la santé publique*) – Adopté (p. 3493).

**Art. 25** (*Pharmacies à usage intérieur*) – Adopté après modification (p. 3493).

**Art. additionnel après l'art. 25** (*Pharmacies dans les établissements pénitentiaires*) (p. 3493) – Adopté (p. 3494).

**Art. 26** (*Tarifification de la pathologie dans les cliniques privées*) – (p. 3494).

**Art. 27** (*Transfusions sanguines ; fonds d'orientation de la transfusion sanguine*) – Adopté (p. 3494).

**Art. 28** (*Transfusions sanguines ; produits stables*) – Adopté (p. 3494).

**Art. 29** (*Qualification des médecins*) – Adopté (p. 3495).

**Art. additionnel après l'art. 29** (*Expérimentations médicales sur l'être humain dans le cadre de la recherche biomédicale*) – Adopté (p. 3495).

## TITRE III

## DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION SOCIALE

**Art. 30** (*Complément d'allocations aux adultes handicapés*) (p. 3495) – Adopté (p. 3498).

**Art. 31** (*Conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés en cas d'hébergement ou de détention*) – Adopté (p. 3502).

**Art. 32** (*Prolongation du mandat des membres des conseils d'administration des organismes du régime général*) – Adopté (p. 3502).

**Art. 33** (*Conventions médicales*) (p. 3502).

**Art. 34** (*Régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle*) (p. 3502) – Adopté (p. 3503).

**Art. 35** (*Accidents du travail*) (p. 3503) – Adopté (p. 3504).

**Art. 36** (*Maintien des droits en cas de liquidation judiciaire pour des non-salariés*) – Adopté (p. 3504).

**Art. additionnel après l'art. 36** (*Maintien des droits à l'assurance maladie pour l'exploitant agricole engagé dans une procédure de liquidation judiciaire*) – Adopté (p. 3504).

**Art. 37** (*Fixation du taux de la contribution patronale pour les navires*) – Adopté (p. 3506).

**Art. additionnel après l'art. 37** (*Sociétés mutualistes d'étudiants*) (p. 3506) – Adopté (p. 3507).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3507, 3508) : MM. Franck Sérusclat, François Delga, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Jacques Machet ; intervention de M. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué.

**Adoption** (26 octobre 1993) (p. 3508).

## Discussion (deuxième lecture)

(13 décembre 1993) (p. 6127, 6211).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 6127, 6145) : Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales ; MM. Claude Huriel et Charles Descours, rapporteurs de la commission des affaires sociales ; Charles Metzinger, Robert Pagès, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé.

**Motion n° 89** de M. Claude Estier, soutenue par M. Charles Metzinger, **tendant à opposer la question préalable** (p. 6143) – MM. Charles Metzinger, Charles Descours, Claude Huriel, rapporteur ; Philippe Douste-Blazy, ministre délégué.

**Rejet de la motion** (p. 6145).

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 6146, 6211) : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Claude Huriel, rapporteur ; Philippe Douste-Blazy, ministre délégué ; Charles Metzinger, Mme Simone Veil, ministre ; MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Jean Chérioux, Ernest Cartigny, Bernard Seillier, Mme Anne Heinis, MM. Charles Descours, Jean Madelain, Guy Poirieux, Franck Sérusclat, Louis Jung, Philippe Marini, Jacques Baudot, Henri de Raincourt, Emmanuel Hamel, Alain Vasselle, Charles Descours, rapporteur ; Joseph Ostermann.

**Art. 1<sup>er</sup>** – Adopté après modification (p. 6147).

**Art. 2 bis** – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 3 et 4** – Adoptés (p. 6148).

**Art. 5 bis** (*Personnels de santé exerçant en milieu pénitentiaire*) (p. 6148) – Adopté après modification (p. 6150).

**Art. 6 bis** – Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Après l'art. 6 bis** (p. 6150).

*Division additionnelle* : « Chapitre II bis – Lutte contre le sida » – Adopté (p. 6152).

*Art. additionnel* (*Proposition systématique de dépistage du sida*) – Adopté (p. 6152).

**Art. 7** (p. 6152) – Adopté après modification (p. 6154).

**Art. 7 bis** (*Modification de l'article L. 365-1 du code de la santé publique*) (p. 6154) – Adopté après modification (p. 6155).

**Art. 8** (p. 6155) – Adopté après modification (p. 6156).

**Art. 9** – Adopté (p. 6156).

**Art. 10** (p. 6156) – Adopté après modification (p. 6157).

**Art. 11 et 12** – Adoptés (p. 6157).

**Art. 13 bis** (*Transfert d'officines*) (p. 6157) – Adopté (p. 6158).

**Art. 13 quater** (*Créations d'officines par voie normale et par voie dérogatoire*) (p. 6158) – Adopté après modification (p. 6159).

**Art. 13 octies** (*Portage des médicaments*) – Adopté (p. 6159).

**Art. additionnel après l'art. 13 octies** (*Examen des demandes de création et de transfert d'officine déposées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994*) – Adopté (p. 6159).

**Art. 13 nonies** (*Pharmacies des hôpitaux des armées*) – Adopté (p. 6159).

**Art. 13 decies** (*Collecte de médicaments*) – Adopté après modification (p. 6160).

**Art. 13 undecies** (*Service de santé des armées*) – Adopté après modification (p. 6161).

**Art. 15** (p. 6161) – Adopté après modification (p. 6162).

**Art. 15 bis** (*Adaptation des dispositions du code de la santé publique relatives aux matériels médicaux stériles*) – Adopté après modification (p. 6162).

**Art. 16** – Adopté (p. 6162).

**Art. 17** (p. 6162) – Adopté après modification (p. 6165).

**Art. 17 bis** (*Contrôle et sécurité des réactifs*) (p. 6165) – Adopté après modification (p. 6166).

**Art. 18** – Adopté (p. 6166).

**Art. 18 bis A** (*Importation des médicaments vétérinaires*) – Adopté (p. 6166).

**Art. 18 ter** (*Transmission de prélèvements aux fins d'analyses*) – Adopté (p. 6167).

**Intitulé avant l'art. 19 A** – Suppression de la division : Chapitre I<sup>er</sup> et de son intitulé : « Etablissements de santé » (p. 6167).

**Art. 19 A** (*Etablissements d'hébergement pour personnes âgées créés ou gérés par des établissements de santé*) – Adopté après modification (p. 6167).

**Art. 19** (p. 6167) – Supprimé par l'Assemblée nationale ; rétabli et modifié par le Sénat (p. 6168).

**Art. 20** (p. 6168) – Adopté (p. 6169).

**Art. additionnel après l'art. 20** (*Incitation à la coopération hospitalière*) (p. 6169) – Adopté après modification (p. 6170).

**Art. 20 bis** (*Régime budgétaire des établissements de santé*) – Adopté (p. 6170).

**Art. 21** (p. 6170) – Adopté (p. 6171).

**Art. 21 bis** (*Regroupement d'établissements*) – Adopté après modification (p. 6172).

**Art. 22 bis** (*Définition des unités fonctionnelles*) – Adopté (p. 6173).

**Après l'art. 22 bis** (p. 6173).

*Art. additionnel* (*Réintroduction, dans la détermination de la carte sanitaire et du schéma régional de l'organisation sanitaire, de l'avis du conseil régional*) – Adopté (p. 6173).

*Art. additionnel* (*Rétablissement de la représentation du maire dans les conférences sanitaires de secteur*) – Adopté (p. 6174).

**Art. 23** – Adopté (p. 6175).

**Art. 29 ter** (*Etablissement français des greffes*) (p. 6175) – Adopté après modification (p. 6178).

**Art. 29 quater** (*Importation et exportation d'organes, tissus, cellules et gamètes*) – Adopté (p. 6178).

**Art. 29 quinquies** (*Comité d'observation de la santé publique*) (p. 6178) – Supprimé (p. 6179).

**Art. 30** – Adopté (p. 6180).

**Art. additionnel après l'art. 30** (*Modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne*) – Adopté (p. 6183).

**Art. 31 bis** (*Tiers payant pour les frais d'analyses*) (p. 6185) – Adopté après modification (p. 6186).

**Art. 33** – Adopté (p. 6186).

**Art. 33 bis** (*Elargissement de l'assiette des revenus servant à déterminer le montant de la cotisation d'assurance personnelle*) – Adopté (p. 6186).

**Art. 33 ter** (*Contribution aux unions professionnelles*) – Adopté (p. 6186).

**Art. 34** – Adopté (p. 6187).

**Art. additionnel après l'art. 35** (*Clarification juridique réglant le problème des interprétations multiples pour les salariés dont la maladie a été constatée avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 janvier 1993*) – Adopté (p. 6187).

**Art. 35 bis** (*Extension du droit à réparation complémentaire aux ayants droit de la victime d'un accident de la circulation reconnu comme accident du travail*) – Adopté après modification (p. 6188).

**Art. 35 ter** (*Simplification du calcul de l'ensemble des cotisations sociales concernant les emplois familiaux*) – Adopté après modification (p. 6188).

**Art. 36** (p. 6188) – Adopté après modification (p. 6189).

**Art. 36 bis A** (*Promotion de la prévention par la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles*) – Adopté (p. 6189).

**Art. 36 bis** (*Maintien des droits en cas de liquidation judiciaire*) – Adopté (p. 6189).

**Art. 38** (p. 6189) – Adopté (p. 6190).

**Art. additionnel après l'art. 38** (*Extension à certaines entreprises publiques du dispositif d'allègement des charges sur les bas salaires*) – Adopté (p. 6191).

**Art. 39** (p. 6191).

**ART. L. 145-6 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE** (*Institution du dossier médical*) (p. 6194) – Adopté après modification (p. 6195).

**ART. L. 145-7 DU CODE PRECITE** (*Tenue du dossier médical*) (p. 6195) – Adopté après modification (p. 6196).

**ART. L. 145-8 DU CODE PRECITE** (*Rôle des chirurgiens-dentistes, sages-femmes et médecins*) (p. 6196) – Adopté après modification (p. 6197).

**ART. L. 145-9 DU CODE PRECITE** (*Carnet médical*) (p. 6197) – Adopté après modification (p. 6198).

**ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 145-9 DU CODE PRECITE** (*Communication du carnet médical*) – Adopté par priorité (p. 6197).

**ART. L. 145-10 DU CODE PRECITE** (*Modalités d'application*) – Adopté après modification (p. 6198).

**ART. L. 162-5 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE** (*Obligations et rémunérations des praticiens*) – Adopté après modification (p. 6198).

**ART. L. 161-15-1 DU CODE PRECITE** (*Remboursement par la sécurité sociale des actes effectués ou prescrits par un médecin*) (p. 6198) – Adopté après modification (p. 6199).

**Paragraphe III** (*Dispositions communes*) (p. 6199) – Adopté après modification (p. 6200).

– L'article 39 est adopté après modification (p. 6200).

**Art. additionnel après l'art. 39** (*Bilan de la mise en place du dossier de suivi médical*) – Adopté (p. 6200).

**Art. 40** (*Ouverture d'une possibilité de recrutement d'agents de droit privé pour le fonds de solidarité vieillesse*) – Adopté après modification (p. 6202).

**Art. 41** (*Modification de la dénomination des organismes chargés du contentieux techniques de la sécurité sociale*) (p. 6202) – Adopté après modification (p. 6203).

**Art. 42** (*Conventions médicales : codage des actes*) – Adopté après modification (p. 6203).

**Art. 43** (*Sécurité sociale des artistes-auteurs*) (p. 6204) – Adopté après modification (p. 6204).

**Art. additionnel avant l'art. 44** (*Suppression de l'article 49 de la loi du 27 janvier 1993 instituant une caisse de garantie unique obligatoire pour les mutuelles*) – Adopté (p. 6206).

**Art. 44** (*Suppression de la situation de monopole de la caisse mutuelle de garantie instaurée par l'article 49 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993*) – Supprimé (p. 6206).

**Art. 45** (*Obligation de se garantir auprès de la caisse mutualiste de garantie pour les mutuelles non couvertes par un autre système de garantie*) – Supprimé (p. 6206).

**Art. 46** (*Reconduction d'une contribution exceptionnelle*) (p. 6206) – Adopté après modification (p. 6208).

**Art. 47** (*Définition du mode de calcul de l'indemnité de difficultés particulières applicable en Alsace-Moselle*) (p. 6208) – Adopté (p. 6209).

**Art. 48** (*Rapport au Parlement*) – (p. 6209).

**Après l'art. 48** (p. 6209).

*Art. additionnel* (*Validation gratuite des périodes accomplies par les agriculteurs en tant qu'aides familiaux avant de devenir chef d'exploitation*) – Adopté après modification (p. 6210).

*Art. additionnel* (*Modalités d'acquittement des pensions de retraite des élus locaux déjà liquidées*) – Adopté (p. 6210).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6210, 6211) : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Charles Messinger ; intervention de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, et de Mme Simone Veil, ministre.*

**Adoption** (13 décembre 1993) (p. 6211).

#### **Discussion (commission mixte paritaire)**

(20 décembre 1993) (p. 6701, 6715).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 6701, 6704) : *M. Jean-Pierre Fourcade, en remplacement de MM. Claude Huriet et Charles Descours, rapporteurs pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales.*

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 6704, 6715) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Michel Caldaguès, Jean Chérioux, Mme Simone Veil, ministre.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (p. 6704).

**Art. 6 ter** (p. 6705).

**Art. 7** (p. 6706).

**Art. 7 bis** (p. 6707).

**Art. 9, 10, 13 octies 1 et 13 decies** (p. 6708).

**Art. 15 et 17** (p. 6709).

**Art. 19** (p. 6710).

**Art. 22 ter et 29 bis A** (p. 6710) – Supprimés par la CMP.

**Art. 30 bis** (p. 6710).

**Art. 30 ter, 31 bis, 35 bis A, 36 bis et 39** (p. 6711).

**Art. 43** (p. 6712).

**Art. 43 bis, 46, 48 bis et 48 ter** (p. 6713).

**Art. 50** (p. 6714).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6714, 6715) : *MM. Jean-Luc Bécart et Claude Estier.*

**Scrutin public n° 86** (p. 6715).

**Adoption** (20 décembre 1993) (p. 6715).

**4. – Proposition de loi visant à compléter le dispositif de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Bernard Barbier et Serge Mathieu, sénateurs (10 décembre 1993) [n° 173 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

**5. – Proposition de loi relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Claude Huriet et Franck Sérusclat (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993 - 28 décembre 1993) [n° 226 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### **Sapeurs-pompiers**

Voir *Lois de finances, 2*, Intérieur et aménagement du territoire - I – Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation

#### **Satellites**

Voir *Lois de finances, 2*, Communication  
*Traités et conventions, 28*

#### **Schengen (accords)**

Voir *Traités et conventions, 29 ; 30*

#### **Seconde délibération (procédure parlementaire)**

Voir *Enseignement privé, 3*

#### **Secrétariat général de la Défense nationale**

Voir *Lois de finances, 2*

#### **Sécurité**

Voir *Traités et conventions, 10*

#### **Sécurité civile**

Voir *Lois de finances, 2*, Intérieur et aménagement du territoire - I – Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation

**1. – Proposition de loi tendant à sanctionner les personnes recherchées ne prévenant pas les équipes de secours lorsque ces dernières deviennent inutiles**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 novembre 1991) [n° 70 (91-92)] – Renvoi à la commission des lois – Reprise par ses auteurs le 27 avril 1993.

**2. – Proposition de loi relative à la vidéo surveillance de la voie et des lieux publics**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Françoise Seligmann et M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateurs (18 mai 1993) [n° 311 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois.

#### **Sécurité publique**

Voir *Gouvernement (déclarations), 1 ; 2*  
*Lois de finances, 2*, Intérieur et aménagement du territoire - I – Intérieur et article 62 - Administration centrale et sécurité – Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation

#### **Sécurité routière**

Voir *Lois de finances, 2*, Equipement, transports et tourisme - II – Transports – 1. Transports terrestres – 2. Routes – 3. Sécurité routière

#### **Sécurité sociale**

Voir *Lois de finances, 2*, Affaires sociales, santé et ville - I – Affaires sociales et santé  
*Traités et conventions, 21*

#### **Sécurité sociale (financement)**

Voir *Rappels au règlement, 26*  
*Retraites, 2*

#### **Sécurité sociale (régime des exploitants agricoles)**

Voir *Agriculture, 5*

#### **Sénateurs**

Voir *Elections, 5*

#### **Sénégal**

Voir *Traités et conventions, 21*

#### **Service national**

Voir *Lois de finances, 2*, Défense

**1. – Proposition de loi tendant à améliorer les garanties légales de réembauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur**



**emploi pour accomplir leur service national**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Michelle Demessine, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1993) [n° 26 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### Service public

Voir *Grève (droit de)*, 1  
*Lois de finances*, 2, Intérieur et aménagement du territoire - II – Aménagement du territoire

#### Services du Premier ministre

Voir *Lois de finances*, 2

#### Services publics locaux

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

#### Sessions parlementaires extraordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 8 ; 9 ; 11 ; 14 ; 15 ; 25 ; 27 ; 29

#### Sessions parlementaires ordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 1 ; 10 ; 12 ; 17 ; 26  
*Parlement*, 5

#### SIDA (Syndrome immuno-déficitaire acquis)

Voir *Communautés européennes*, 11  
*Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - I – Affaires sociales et santé  
*Rapports du Gouvernement*, 5

#### Société nationale des chemins de fer français (SNCF)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 4  
*Rappels au règlement*, 46  
*Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - II – Transports - 1. Transports terrestres

#### Sociétés civiles et commerciales

Voir *Participation des salariés*, 1

1. – **Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélités à certaines actions nominatives des sociétés commerciales**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (5 mai 1993) [n° 292 rect. bis (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (29 septembre 1993) [n° 457 (92-93)] – Discussion (7 octobre 1993) – Adoption (7 octobre 1993) [n° 3].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1993) [n° 589 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1993) [n° 195 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (21 décembre 1993) [n° 206 (93-94)] – Discussion (21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1993) [n° 912 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

#### Discussion des conclusions du rapport

(7 octobre 1993) (p. 2833, 2841).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2833, 2839) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Edmond Alphandéry, ministre de l'économie.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2839, 2841) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Edmond Alphandéry, ministre ; Emmanuel Hamel, Mme Maryse Bergé-Lavigne.*

**Art. unique** – Adopté après modification (p. 2841).

**Adoption** (7 octobre 1993) (p. 2841).

#### Discussion (deuxième lecture)

(21 décembre 1993) (p. 6843, 6846).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6843, 6845) : *MM. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6845, 6846) : *M. Etienne Dailly, rapporteur.*

**Art. unique** – Adopté après modification (p. 6846).

**Adoption** (21 décembre 1993) (p. 6846).

2. – **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice (5 mai 1993) [n° 144 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Xavier de Roux (2 juin 1993) [n° 258 (92-93)] – Discussion (11 juin 1993) – Adoption (11 juin 1993) [n° 17].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 juin 1993) [n° 354 (92-93)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (14 octobre 1993) [n° 35 (93-94)] – Discussion (21 octobre 1993) – Adoption (21 octobre 1993) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 octobre 1993) [n° 649 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Xavier de Roux (4 novembre 1993) [n° 688 (93-94)] – Discussion (22 novembre 1993) – Adoption (22 novembre 1993) [n° 70].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 novembre 1993) [n° 110 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Etienne Dailly (30 novembre 1993) [n° 128 (93-94)] – Discussion (21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 60].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (22 décembre 1993) [n° 913 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Xavier de Roux (22 décembre 1993) [n° 910 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 133].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Etienne Dailly (22 décembre 1993) [n° 216 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993) – Adoption (22 décembre 1993) [n° 67].

PROMULGATION : loi n° 94-1 du 3 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(21 octobre 1993) (p. 3349, 3367).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3349, 3359) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3359, 3366) : *MM. Pierre Méhaignerie, ministre ; Etienne Dailly, rapporteur ; Daniel Millaud.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Constitution et fonctionnement de la société par actions simplifiée*) (p. 3354).

ART. 262-1 DE LA LOI N° 66-537 DU 24 JUILLET 1966 (*Les règles de constitution et de fonctionnement*) – Adopté après modification (p. 3355).

ART. 262-2 DE LA LOI PRECITEE (*Le montant du capital et sa libération*) (p. 3355) – Adopté après modification (p. 3357).

ART. 262-3 DE LA LOI PRECITEE (*L'interdiction de faire publiquement appel à l'épargne*) – Adopté (p. 3357).

ART. 262-4 DE LA LOI PRECITEE (*La transformation d'une société en société par actions simplifiée*) – Adopté après modification (p. 3357).

ART. 262-5 DE LA LOI PRECITEE (*La dissolution de la société par actions simplifiée*) (p. 3357) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 3358).

ART. 262-6 DE LA LOI PRECITEE (*Direction*) – Adopté (p. 3358).

ART. 262-7 DE LA LOI PRECITEE (*Représentation à l'égard des tiers*) – Adopté après modification (p. 3358).

ART. 262-8 DE LA LOI PRECITEE (*Responsabilité civile et pénale des dirigeants*) – Adopté après modification (p. 3358).

ART. 262-9 DE LA LOI PRECITEE (*Responsabilité civile et pénale des dirigeants*) – Adopté (p. 3359).

ART. 262-10 DE LA LOI PRECITEE (*Décisions collectives*) – Adopté après modification (p. 3359).

ART. 262-13 DE LA LOI PRECITEE (*Conventions entre la société et ses dirigeants*) (p. 3359) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 3360).

ART. 262-14 DE LA LOI PRECITEE (*Inaliénabilité des actions*) – Adopté (p. 3360).

ART. 262-15 DE LA LOI PRECITEE (*Agrément des cessions d'actions*) – Adopté après modification (p. 3360).

ART. 262-16 DE LA LOI PRECITEE (*Nullité des cessions d'actions irrégulières*) – Adopté (p. 3360).

ART. 262-17 et 262-18 DE LA LOI PRECITEE (p. 3360) – Adopté après modification (p. 3361).

APRES L'ART. 262-18 DE LA LOI PRECITEE (p. 3361) (*Possibilité donnée à la société par actions simplifiée d'acheter les titres détenus par un actionnaire qui serait évincé ou qui souhaiterait se retirer*) – Adopté (p. 3362).

ART. 262-19 DE LA LOI PRECITEE (*Adoption et modification de certaines clauses à l'unanimité*) – Adopté (p. 3362).

APRES L'ART. 262-19 DE LA LOI PRECITEE (p. 3362).

ART. ADDITIONNEL (*Application aux sociétés par actions simplifiées des dispositions de droit commun relatives aux interdictions qui frappent les commissaires aux comptes et aux contrôles des comptes*) – Adopté (p. 3363).

– L'article 1<sup>er</sup>, ainsi modifié, est adopté (p. 3363).

Après l'art. 1<sup>er</sup> (p. 3363).

Art. additionnel (*Conditions dans lesquelles il peut être procédé à la liquidation d'une société par actions simplifiée et désignation du liquidateur ou renouvellement de celui-ci à l'unanimité des associés*) – Adopté (p. 3363).

Art. 2 (*Présomption d'action de concert*) (p. 3363) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 3364).

Après l'art. 2 (p. 3364).

Art. additionnel (*Conditions dans lesquelles les délégués du comité d'entreprise peuvent exercer leur droit dans une société par actions simplifiée*) – Adopté (p. 3364).

Art. 3 (*Sanctions pénales*) (p. 3364) – Adopté après modification (p. 3365).

Après l'art. 3 (p. 3365).

Art. additionnel (*Transposition de deux nouvelles incriminations dans le « style » du nouveau code pénal*) – Adopté (p. 3365).

Art. 4 (*Application de la loi au territoire d'outre-mer et à Mayotte*) – Adopté après modification (p. 3365).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3365, 3366) : MM. Emmanuel Hamel, Félix Leyzour ; intervention de M. Pierre Méhaignerie, ministre.

**Adoption** (21 octobre 1993) (p. 3366).

#### Discussion (deuxième lecture)

(21 décembre 1993) (p. 6833, 6842).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6833, 6837) : MM. Pascal Clément, ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale ; Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6837, 6842) : MM. Joël Bourdin, Etienne Dailly, rapporteur ; Pascal Clément, ministre.

Art. 1<sup>er</sup> (p. 6837).

ART. 262-1 DE LA LOI N° 66-537 DU 24 JUILLET 1966 (p. 6837) – Adopté après modification (p. 6838).

ART. 262-2 DE LA LOI PRECITEE (p. 6838) – Adopté après modification (p. 6839).

ART. 262-5 DE LA LOI PRECITEE – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 6839).

ART. 262-8 DE LA LOI PRECITEE – Adopté après modification (p. 6840).

ART. 262-9 A 262-18 DE LA LOI PRECITEE – Adoptés (p. 6840).

ART. 268-18-1 DE LA LOI PRECITEE (*Le prix des actions en cas d'exclusion de la société par actions simplifiée, SAS*) (p. 6840) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 6841).

ART. 262-19 DE LA LOI PRECITEE – Adopté (p. 6841).

ART. 262-20 ET 262-21 DE LA LOI PRECITEE – Suppression maintenue (p. 6841) – L'article 1<sup>er</sup>, ainsi modifié, est adopté (p. 6841).

Art. 1<sup>er</sup> bis (*Nomination du liquidateur de la SAS*) (p. 6841) – Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 6842).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6842) : M. Ernest Cartigny.

**Adoption** (21 décembre 1993) (p. 6842).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(22 décembre 1993) (p. 6881, 6886).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6881, 6885) : MM. Etienne Dailly, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Pierre Méhaignerie, ministre de la justice ; Michel Dreyfus-Schmidt.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6885, 6886)

Art. 1<sup>er</sup> (p. 6885).

Art. 1<sup>er</sup> bis (p. 6886).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6886) : M. Michel Dreyfus-Schmidt.

**Adoption** (22 décembre 1993) (p. 6886).

#### Sociétés nationales

1. – **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Nicolas Sarkozy, ministre du budget (29 septembre 1993) [n°461 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Claude Belot (14 octobre 1993) [n° 33 (93-94)] – Discussion (19 octobre 1993) – Adoption (19 octobre 1993) [n° 11].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 octobre 1993) [n° 644 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Jean-Jacques Jegou (16 novembre 1993) [n° 710 (93-94)] – Discussion (19 novembre 1993) – Adoption (19 novembre 1993) [n° 68] –

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 novembre 1993) [n° 109 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Claude Belot (8 décembre 1993) [n° 150 (93-94)] – Discussion (17 décembre 1993) – Adoption (17 décembre 1993) [n° 43].

PROMULGATION : Loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 (J.O. Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(19 octobre 1993) (p. 3225, 3245).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3225, 3236) : *MM. Nicolas Sarkozy, ministre du budget ; Claude Belot, rapporteur de la commission des finances ; Michel Moreigne, Ivan Renar, Jacques Habert.*

**Motion** n° 4 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Vizet, **tendant à opposer la question préalable** (p. 3233) – *MM. Robert Vizet, Claude Belot, rapporteur ; Nicolas Sarkozy, ministre.*

**Rejet de la motion** (p. 3236 ; Scrutin public n° 5).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3236, 3245) : *MM. Robert Vizet, Michel Moreigne, Claude Belot, rapporteur ; Nicolas Sarkozy, ministre ; Ivan Renar, Jacques Habert.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Transfert des droits, biens et obligations de l'Imprimerie nationale à une société nationale*) (p. 3236) – Adopté (p. 3237).

**Art. 2** (*Maintien des missions de souveraineté*) (p. 3237) – Adopté après modification (p. 3239).

**Art. 3** (*Dispositions relatives aux fonctionnaires techniques*) (p. 3239) – Adopté après modification (p. 3241).

**Art. 4** (*Dispositions relatives aux ouvriers d'Etat*) (p. 3241) – Adopté après modification (p. 3244).

**Art. 5** (*Gestion des prestations sociales en nature*) – Adopté (p. 3244).

**Art. 6** (*Texte d'application*) – Adopté (p. 3244).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3245) *MM. Robert Vizet, Michel Moreigne, Jacques Habert ; intervention de M. Nicolas Sarkozy, ministre.*

**Scrutin public** n° 7 (p. 3245).

**Adoption** (19 octobre 1993) (p. 3245).

#### Discussion (deuxième lecture)

(17 décembre 1993) (p. 6519, 6521).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6519, 6520) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE PREMIER (p. 6520, 6521)

**Art. 1<sup>er</sup>** (p. 6520) – Adopté (p. 6521).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6521) : *M. Marcel Bony ; intervention de M. Roger Romani, ministre.*

**Adoption** (17 décembre 1993) (p. 6521).

#### Sports

Voir *Lois de finances, 2, Jeunesse et sports Rapports du Gouvernement, 3*

1. – **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports (7 octobre 1993) [n° 13 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Marie Girault (20 octobre 1993) [n° 44 (93-94)] – Avis de M. François Lesein (19 octobre 1993) [n° 39 (93-94)] – Urgence – Discussion (21 octobre 1993) – Adoption (21 octobre 1993) [n° 18].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1993) [n° 648 (93-94)] – Renvoi

à la commission des lois – Rapport de M. Jean Tibéri (28 octobre 1993) [n° 659 (93-94)] – Discussion (8 novembre 1993) – Adoption (8 novembre 1993) [n° 65].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 novembre 1993) [n° 80 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Tibéri (17 novembre 1993) [n° 714 (93-94)] – Discussion (24 novembre 1993) – Adoption (24 novembre 1993) [n° 77].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Jean-Marie Girault (17 novembre 1993) [n° 94 (93-94)] – Discussion (18 novembre 1993) – Adoption (18 novembre 1993) [n° 27].

PROMULGATION : loi n° 93-1282 du 6 décembre 1993 (n.J.O. Lois et décrets du 7 décembre 1993).

#### Discussion (première lecture)

(21 octobre 1993) (p. 3311, 3334).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3311, 3322) : *Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports ; MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; François Lesein, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean-Louis Carrère, Jean-Pierre Tizon, Dominique Leclerc, Jean Garcia, Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3322, 3334) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur ; Jean-Louis Carrère, Mme Michelle Alliot-Marie, ministre ; MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Charles de Cuttoli, François Lesein, rapporteur pour avis, Charles Lederman, Jean Garcia, Marcel Charmant.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Aménagement du dispositif pénal existant*) (p. 3322).

ART. 42-4 DE LA LOI N° 84-610 DU 16 JUILLET 1984 (*Répression de l'ivresse dans une enceinte sportive*) (p. 3322) – Adopté après modification (p. 3325).

ART. 42-5 DE LA LOI PRECITEE (*Répression de l'introduction de boissons alcooliques dans une enceinte sportive*) (p. 3325) – Adopté après modification (p. 3326).

ART. 42-7 DE LA LOI PRECITEE (*Provocation à la haine ou à la violence*) – Adopté après modification (p. 3326).

– L'article 1<sup>er</sup>, ainsi modifié, est adopté (p. 3326).

**Art. 2** (*Droit des fédérations sportives et des associations agréées de se constituer partie civile*) – Adopté après modification (p. 3327).

**Art. 3** (*Renforcement du dispositif pénal*) (p. 3327).

ART. 42-8 DE LA LOI PRECITEE (*Répression de l'introduction de fusées ou artifices ou d'objets susceptibles de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique dans une enceinte sportive*) (p. 3327) – Adopté après modification (p. 3328).

ART. 42-9 DE LA LOI PRECITEE (*Sanction du jet d'un projectile présentant un danger pour la sécurité des personnes*) (p. 3328) – Adopté après modification (p. 3329).

ART. 42-10 DE LA LOI PRECITEE (*Sanction du fait de troubler le déroulement de la compétition ou de porter atteinte à la sécurité des personnes ou des biens en pénétrant sur l'aire de compétition*) – Adopté (p. 3329).

ART. 42-11 DE LA LOI PRECITEE (*Peines complémentaires applicables en cas de méconnaissance des dispositions précitées relatives au maintien de l'ordre dans les enceintes sportives*) (p. 3329) – Adopté après modification (p. 3330).

ART. 42-12 DE LA LOI PRECITEE (*Sanctions applicables en cas de défaut de réponse aux convocations précitées*) – Adopté (p. 3330).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3331).

**Avant l'art. 4** (p. 3331).

*Art. additionnel (Détermination des minima en droit pénal)* (p. 3331) – Adopté (p. 3332).

**Art. 4** (*Coordination avec le nouveau code pénal*) (p. 3332) – Adopté après modification (p. 3333).

**Art. 5** (*Application à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 3333).

**Intitulé du projet de loi** – Adopté (p. 3333).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3333, 3334).

*MM. Jean Garcia, Jean-Louis Carrère, Charles de Cuttoli, Paul Caron, François Lesein ; intervention de M. Jean-Marie Girault, rapporteur.*

**Adoption** (21 octobre 1993) (p. 3334).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(18 novembre 1993) (p. 4365, 4368).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 4365, 4367) : *M. Jean-Marie Girault, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports.*

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 4367, 4368) : *Mme Michèle Alliot-Marie, ministre ; M. Jean-Marie Girault, rapporteur.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (modifié) et **3** (p. 4367).

**Art. 3 bis** (*Détermination des minima en droit pénal*) (p. 4367).

**Art. 4** (p. 4368).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4368) : *M. Félix Leyzour.*

**Adoption** (18 novembre 1993) (p. 4368).

**2. – Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre par M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement, et par Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports (4 novembre 1993) [n° 78 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (8 décembre 1993) [n° 145 (93-94)] – Discussion (13 décembre 1993) – Adoption (13 décembre 1993) [n° 33].

**NOUVEL INTITULE** : « **Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) en vue de la coupe du monde de football de 1998** ».

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE)** (13 décembre 1993) [n° 841 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Robert Pandraud (17 décembre 1993) [n° 865 (93-94)] – Discussion (20 décembre 1993) – Adoption (20 décembre 1993) [n° 119].

**PROMULGATION** : loi n° 93-1435 du 31 décembre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 4 janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(13 décembre 1993) (p. 6117, 6127).

**I – DISCUSSION GENERALE** (p. 6117, 6123) : *Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports ; MM. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Claude Estier, Ernest Cartigny, Robert Pagès.*

**II – DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 6123, 6127) : *MM. Ernest Cartigny, Bernard Laurent, rapporteur ; Mme Michèle Alliot-Marie, ministre ; MM. Jean Garcia, Robert Pagès.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Autorisation de construire le grand stade*) (p. 6123) – Adopté après modification (p. 6124).

**Art. 2** (*Extension temporaire du champ d'application de l'article L. 15-9 du code de l'expropriation*) (p. 6124) – Adopté après modification (p. 6125).

**Art. 3** (*Relogement préalable des occupants*) (p. 6125) – Adopté après modification (p. 6126).

**Art. 4** (*Concession de la construction et de l'exploitation*) – Adopté (p. 6126).

**Intitulé du projet de loi** (*Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) en vue de la coupe du monde de football de 1998*) – Adopté (p. 6126).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6126, 6127) : *MM. Jacques Habert, Robert Pagès, François Collet.*

**Adoption** (13 décembre 1993) (p. 6127).

#### Structures agricoles

Voir *Agriculture*, 3  
*Code rural*, 2

#### Subventions

Voir *Enseignement privé*, 3

#### Suède

Voir *Rapports d'information*, 30

#### Suisse

Voir *Traités et conventions*, 2

#### Suspensions de séance

Voir *Enseignement privé*, 3  
*Rappels au règlement*, 28

## T

**Taxe foncière sur les propriétés non bâties**

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1

**Taxe professionnelle**

Voir *Lois de finances*, 2, Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire

1. - **Proposition de loi visant à abroger l'article 27 de la loi de finances pour 1993 (n° 92-1376 du 30 décembre 1992)**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Paul Caron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 17 mars 1993) [n° 238 (92-93)] - Renvoi à la commission des finances.

**Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

Voir *Collectivités territoriales*, 9  
*Lois de finances rectificatives*, 1 ; 2

**Télécommunications**

Voir *Marchés publics*, 1  
*Rapports d'information*, 24 ; 43

**Télévision**

Voir *Communications audiovisuelles*, 2  
*Lois de finances*, 2, Communication

**Termites**

Voir *Calamités et catastrophes*, 1

**Terres agricoles**

Voir *Lois de finances*, 2, Agriculture et pêche

**Terres australes et antarctiques françaises (TAAF)**

Voir *Lois de finances*, 2, Départements et territoires d'outre-mer

**Territoires d'outre-mer (TOM)**

Voir *Rapports d'information*, 18

1. - **Projet de loi relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire**, PRESENTEE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Dominique Perben, ministre des départements et territoires d'outre-mer (15 décembre 1993) [n° 190 (93-94)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard Laurent (5 janvier 1994) [n° 228 (93-94)].

**Théâtre**

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie

**Tourisme**

Voir *Lois de finances*, 2, Culture et francophonie ; Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme

**Toxicomanie**

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé

**Train à grande vitesse (TGV)**

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière ; Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire  
*Transports*, 1

**Traité de Maastricht**

Voir *Banques et établissements financiers*, 1

**Traités et conventions**

Voir *Etablissements publics*, 1  
*Europe*, 1  
*Rapports d'information*, 28

1. - **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe transmanche**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (9 octobre 1992) [n° 2939 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André Delehedde (8 décembre 1992) [n° 3112 (92-93)] - Discussion (11 décembre 1992) - Adoption (11 décembre 1992) [n° 757].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 112 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques Golliet (16 décembre 1992) [n° 131 (92-93)] - Discussion (13 avril 1993) - Adoption (13 avril 1993) [n° 74].

PROMULGATION : Loi n° 93-803 du 21 avril 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 23 avril 1993).

**Discussion (première lecture)**

(13 avril 1993) (p. 48, 51).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 48, 51) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 51)

**Art. unique** (*Est autorisée l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe transmanche, signé à Sangatte, le 25 novembre 1991, et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 51).

Adoption (13 avril 1993) (p. 51).

2. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux Etats (ensemble une annexe, un règlement d'application et une délibération)**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (13 novembre 1992) [n° 3039 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Paul Dhaille (3 décembre

1992) [n° 3096 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 758].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 113 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (16 décembre 1992) [n° 132 (92-93)] – Discussion (13 avril 1993) – Adoption (13 avril 1993) [n° 75].

PROMULGATION : Loi n° 93-805 du 21 avril 1993 (J.O. Lois et décrets du 23 avril 1993).

#### Discussion (première lecture)

(13 avril 1993) (p. 51, 52).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 51, 52) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 52)

**Art. unique** (*Est autorisée l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux Etats, signé à Paris le 29 juillet 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 52).

Adoption (13 avril 1993) (p. 52).

3. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (9 octobre 1992) [n° 2938 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. René André (26 novembre 1992) [n° 3084 (92-93)] – Discussion (11 décembre 1992) – Adoption (11 décembre 1992) [n° 756].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1992) [n° 114 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (16 décembre 1992) [n° 133 (92-93)] – Discussion (13 avril 1993) – Adoption (13 avril 1993) [n° 76].

PROMULGATION : Loi n° 93-804 du 21 avril 1993 (J.O. Lois et décrets du 23 avril 1993).

#### Discussion (première lecture)

(13 avril 1993) (p. 53, 55).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 53, 54) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 54, 55) : *MM. Jacques Habert, Roger Romani, ministre ; Bernard Guyomard, rapporteur ; Félix Leyzour.*

**Art. unique** (*Est autorisée l'approbation de l'accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution, signé à Lisbonne le 17 octobre 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 55).

Adoption (13 avril 1993) (p. 55).

4. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (23 décembre 1992) [n° 193 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Genton (16 juin 1993) [n° 365 (92-93)] – Discussion (24 juin 1993) – Adoption (24 juin 1993) [n° 107].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1993) [n° 393 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Claude Mignon (1<sup>er</sup> juillet 1993) [n° 413 (92-93)] – Discussion (9 juillet 1993) – Adoption (9 juillet 1993) [n° 49].

PROMULGATION : Loi n° 93-916 du 19 juillet 1993 (J.O. Lois et décrets du 20 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(24 juin 1993) (p. 1732, 1734).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1732, 1734) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1734)

**Art. unique** (*Autorisation de la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signée à Stockholm le 15 décembre 1992 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 1734).

Adoption (24 juin 1993) (p. 1734).

5. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière domaniale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 7 janvier 1993) [n° 196 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Paul d'Ornano (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 21 avril 1993) [n° 264 (92-93)] – Discussion (5 mai 1993) – Adoption (5 mai 1993) [n° 77].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1993) [n° 145 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Marc Reyman (19 mai 1993) [n° 220 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 13].

PROMULGATION : Loi n° 93-840 du 14 juin 1993 (J.O. Lois et décrets du 15 juin 1993).

#### Discussion (première lecture)

(5 mai 1993) (p. 165, 167).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 165, 167) : *MM. Alain Lamasoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Serge Vinçon, en remplacement de M. Paul d'Ornano, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 167)

**Art. unique** (*Autorisation de l'approbation de l'accord en matière domaniale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe), signé à Paris le 13 mai 1992 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 167).

Adoption (5 mai 1993) (p. 167).

6. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégoovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 7 janvier 1993) [n° 197 (92-93)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Emmanuel Hamel (28 avril 1993) [n° 282 (92-93)] – Discussion (5 mai 1993) – Adoption (5 mai 1993) [n° 78].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1993) [n° 146 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Pierre Garmendia (13 mai 1993) [n° 190 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 8].

PROMULGATION : Loi n° 93-841 du 14 juin 1993 (J.O. Lois et décrets du 15 juin 1993).

#### Discussion (première lecture)

(5 mai 1993) (p. 167, 170).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 167, 168) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 168, 170) : *MM. Daniel Millaud, Emmanuel Hamel, rapporteur ; Alain Lamassoure, ministre.*

**Art. unique** (Autorisation de l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu, signé à Caracas le 7 mai 1992, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 170).

**Adoption** (5 mai 1993) (p. 170).

7. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 13 janvier 1993) [n° 198 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (28 avril 1993) [n° 283 (92-93)] – Discussion (5 mai 1993) – Adoption (5 mai 1993) [n° 79].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1993) [n° 147 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. René André (13 mai 1993) [n° 188 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 10].

PROMULGATION : Loi n° 93-844 du 14 juin 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 15 juin 1993).

#### Discussion (première lecture)

(5 mai 1993) (p. 170, 172).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 170, 172) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 172)

**Art. unique** (Autorisation de la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie, signé à Paris le 18 février 1992, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 172).

**Adoption** (5 mai 1993) (p. 172).

8. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 27 janvier 1993) [n° 206 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (15 avril 1993) [n° 255 (92-93)] – Discussion (5 mai 1993) – Adoption (5 mai 1993) [n° 80].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1993) [n° 148 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Myard (19 juin 1993) [n° 219 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 4].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-318 DC du 30 juin 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 2 juillet 1993) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 93-882 du 5 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(5 mai 1993) (p. 172, 174).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 172, 173) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Jacques Gol-*

*liet, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Hubert Durand-Chastel.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 173, 174) : *MM. Daniel Millaud, Jacques Golliet, rapporteur ; Alain Lamassoure, ministre.*

**Art. unique** (Autorisation de l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Oulan-Bator le 8 novembre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 174).

**Adoption** (5 mai 1993) (p. 174).

9. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et les Communautés européennes portant sur le transfert de droits à pension (ensemble quatre annexes)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 3 février 1993) [n° 213 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Rouvière (15 novembre 1993) [n° 91 (93-94)] – Discussion (18 décembre 1993) – Adoption (18 décembre 1993) [n° 48].

#### Discussion (première lecture)

(18 décembre 1993) (p. 6631, 6633).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6631, 6633) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères, en remplacement de M. André Rouvière, rapporteur.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6633)

**Art. unique** (Autorisation de l'approbation de l'accord) – Adopté (p. 6633).

**Adoption** (18 décembre 1993) (p. 6633).

10. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le régime « Ciel ouvert » (ensemble douze annexes), signé à Helsinki le 24 mars 1992**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 9 février 1993) [n° 216 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel d'Aillières (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 21 avril 1993) [n° 265 (92-93)] – Discussion (5 mai 1993) – Adoption (5 mai 1993) [n° 81].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1993) [n° 149 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Pour avis à la commission de la défense – Rapport de M. Pierre Lequiller (19 mai 1993) [n° 217 (92-93)] – Avis de M. Pierre Favre (26 mai 1993) [n° 229 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 11].

PROMULGATION : Loi n° 93-845 du 14 juin 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 15 juin 1993).

#### Discussion (première lecture)

(5 mai 1993) (p. 175, 177).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 175, 177) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; MM. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 177)

**Art. unique** (Autorisation de la ratification du traité sur le régime « Ciel ouvert » (ensemble douze annexes), signé à Helsinki le 24 mars 1992 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 177).

**Adoption** (5 mai 1993) (p. 177).

11. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouverne-**

**ment de la République du Yémen relatif à la coopération culturelle, scientifique et technique, signé à Sanaa le 31 octobre 1991**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 4 mars 1993) [n° 229 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (15 avril 1993) [n° 256 (92-93)] – Discussion (5 mai 1993) – Adoption (5 mai 1993) [n° 83].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1993) [n° 150 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier Deniau (19 mai 1993) [n° 216 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 5].

PROMULGATION : Loi n° 93-842 du 14 juin 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 15 juin 1993).

#### Discussion (première lecture)

(5 mai 1993) (p. 181, 183).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 181, 183) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; MM. Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 183)

**Art. unique** (Autorisation de l'approbation de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Yémen, signé à Sanaa, le 31 octobre 1991 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 183).

**Adoption** (5 mai 1993) (p. 183).

12. – **Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lituanie**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 25 mars 1993) [n° 244 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (28 avril 1993) [n° 284 (92-93)] – Discussion (5 mai 1993) – Adoption (5 mai 1993) [n° 84].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 mai 1993) [n° 151 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Gabriel Kaspeit (19 mai 1993) [n° 215 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 9].

PROMULGATION : Loi n° 93-843 du 14 juin 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 15 juin 1993).

#### Discussion (première lecture)

(5 mai 1993) (p. 183, 184).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 183, 184) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; MM. Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 184)

**Art. unique** (Autorisation de la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lituanie, fait à Vilnius le 14 mai 1992 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 184).

**Adoption** (5 mai 1993) (p. 184).

13. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes, adoptée à Genève le 24 juin 1974**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 25 février 1993) [n° 226 (92-93)] – Renvoi à la commission des

affaires étrangères – Rapport de M. Serge Vinçon (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993 - 21 avril 1993) [n° 266 (92-93)] – Discussion (5 mai 1993) – Adoption (5 mai 1993) [n° 82].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mai 1993) [n° 152 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Yves Rousset-Rouard (13 mai 1993) [n° 189 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 12].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL – Décision n° 93-319 DC du 30 juin 1993 (*J. O.* Lois et décrets du 2 juillet 1993) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 93-880 du 5 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(5 mai 1993) (p. 177, 181).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 177, 180) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire ; MM. Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Daniel Millaud.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 180, 181) : *MM. Daniel Millaud, Serge Vinçon, rapporteur ; Mme Lucette Michaux-Chevry, ministre ; M. Jean Garcia.*

**Art. unique** (Autorisation de la ratification de la convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes, adoptée à Genève le 24 juin 1974 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 181).

**Adoption** (5 mai 1993) (p. 181).

14. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures signée à Bonn le 3 décembre 1976 (ensemble quatre annexes)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (19 mai 1993) [n° 212 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Ségolène Royal (21 juin 1993) [n° 359 (92-93)] – Discussion (25 juin 1993) – Adoption (25 juin 1993) [n° 34].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 juin 1993) [n° 392 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Louis Jung (7 juillet 1993) [n° 410 (92-93)] – Discussion (13 juillet 1993) – Adoption (13 juillet 1993) [n° 125].

PROMULGATION : Loi n° 93-937 du 22 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 23 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(13 juillet 1993) (p. 2574, 2577).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2574, 2576) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Louis Jung, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2577) : *M. Emmanuel Hamel.*

**Adoption de l'article unique** (p. 2577).

**Adoption** (13 juillet 1993) (p. 2577).

15. – **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (2 juin 1993) [n° 333 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Genton (23 juin 1993) [n° 383 (92-93)] – Discussion (22 octobre 1993) (discussion générale commune avec celle du projet n° 334 (92-93) – Europe 1) – Adoption (22 octobre 1993) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 octobre 1993) [n° 653 (93-94)] – Renvoi à



la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Dominique Paille (18 novembre 1993) [n° 751 (93-94)] – Discussion (22 novembre 1993) – Adoption (22 novembre 1993) [n° 71].

PROMULGATION : Loi n° 93-1274 du 2 décembre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 3 décembre 1993).

#### Discussion (première lecture)

(22 octobre 1993) (p. 3383, 3393).

I – DISCUSSION GENERALE (commune avec celle du projet de loi n° 334 (92-93) – Europe 1) (p. 3383, 3392) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères ; Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; André Rouvière, Jean Garcia.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3392, 3393)

Adoption de l'article unique (p. 3393).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 3393) : *M. Ernest Cartigny.*

Adoption (22 octobre 1993) (p. 3393).

16. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (28 avril 1993) [n° 122 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (19 mai 1993) [n° 214 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 6].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1993) [n° 339 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Bernard Guyomard (9 juin 1993) [n° 348 (92-93)] – Discussion (24 juin 1993) – Adoption (24 juin 1993) [n° 105].

PROMULGATION : Loi n° 93-881 du 5 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(24 juin 1993) (p. 1728, 1730).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1728, 1730) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1730)

**Art. unique** (Autorisation de l'approbation de la convention relative à l'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de son Altesse Sérénissime le prince de Monaco, signée à Monaco le 11 mai 1992, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1730).

Adoption (24 juin 1993) (p. 1730).

17. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Mongolie, relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (28 avril 1993) [n° 123 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Myard (19 mai 1993) [n° 218 (92-93)] – Discussion (3 juin 1993) – Adoption (3 juin 1993) [n° 7].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1993) [n° 340 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Golliet (9 juin 1993) [n° 349 (92-93)] – Discussion (24 juin 1993) – Adoption (24 juin 1993) [n° 106].

PROMULGATION : Loi n° 93-883 du 5 juillet 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 6 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(24 juin 1993) (p. 1730, 1732).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1730, 1732) : *MM. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat ; Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1732)

**Art. unique** (Autorisation de l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Mongolie relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile, signée à Paris le 27 février 1992, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1732).

Adoption (24 juin 1993) (p. 1732).

18. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (30 juin 1993) [n° 409 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Etienne Pinte (8 juillet 1993) [n° 457 (92-93)] – Discussion (9 juillet 1993) – (Discussion générale commune avec celle du projet de la loi n° 408 (92-93) – Traités et conventions 19) – Adoption (9 juillet 1993) [n° 51].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 juillet 1993) [n° 418 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Poniatowski (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 22 septembre 1993) [n° 451 (92-93)] – Discussion (15 octobre 1993) – Adoption (15 octobre 1993) [n° 9].

PROMULGATION : Loi n° 93-1181 du 22 octobre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 23 octobre 1993).

#### Discussion (première lecture)

(15 octobre 1993) (p. 3212, 3220).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3212, 3218) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 408 (92-93) – Traités et conventions 19) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Michel Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires étrangères, Jean Garcia, Jacques Habert.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3220)

Adoption de l'article unique (p. 3220).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3218, 3219) – *MM. Ernest Cartigny, Jacques Golliet, Maurice Schumann.*

Adoption (15 octobre 1993) (p. 3220).

19. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettres concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne, deux déclarations de la Pologne)**, signé à Bruxelles le 16 décembre 1991, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (30 juin 1993) [n° 408 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Etienne Pinte (8 juillet 1993) [n° 456 rect. (92-93)] – Discussion (9 juillet 1993) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 409 (92-93) – Traités et conventions 18) – Adoption (9 juillet 1993) [n° 50].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 juillet 1993) [n° 419 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Poniatowski (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993-22 sep-



TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1993) [n° 166 (93-94)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Rufin.

26. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Bahrein en vue d'éviter les doubles impositions**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (3 novembre 1993) [n° 681 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Habig (9 décembre 1993) [n° 833 (93-94)] – Discussion (14 décembre 1993) – Adoption (14 décembre 1993) [n° 107].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1993) [n° 176 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

27. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, portant interprétation de la convention fiscale du 4 décembre 1990 en vue d'éviter les doubles impositions**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (3 novembre 1993) [n° 682 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. François d'Harcourt (14 décembre 1993) [n° 835 (93-94)] – Discussion (14 décembre 1993) – Adoption (14 décembre 1993) [n° 108].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1993) [n° 177 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

28. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un amendement de la convention établissant l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques « EUMETSAT »**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (3 novembre 1993) [n° 684 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Michel Ferrand (9 décembre 1993) [n° 834 (93-94)] – Discussion (14 décembre 1993) – Adoption (14 décembre 1993) [n° 109].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1993) [n° 178 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

29. – **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes (5 août 1993) [n° 502 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Marc Laffineur (18 novembre 1993) [n° 750 (93-94)] – Discussion (22 novembre 1993) – Adoption (22 novembre 1993) [n° 73].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 novembre 1993) [n° 112 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (8 décembre 1993) [n° 149 (93-94)] – Discussion (18 décembre 1993) – (Discussion générale commune avec celle du projet n° 113 (93-94) – Traités et conventions 30) – Adoption (18 décembre 1993) [n° 51].

PROMULGATION : loi n° 93-1421 du 31 décembre 1993 (JO Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(18 décembre 1993) (p. 6638, 6642).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6638, 6642) (Discussion générale commune avec celle du projet n° 113 (93-94) – Traités et

conventions 30) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Xavier de Villepin, président et rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6642) : *M. Jean Garcia.*

**Art. unique** (Autorisation de l'approbation de l'accord) – Adopté (p. 6642).

**Adoption** (18 décembre 1993) (p. 6642).

30. – **Projet de loi autorisation l'approbation de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes (5 août 1993) [n° 501 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jacques Myard (18 novembre 1993) [n° 749 (93-94)] – Discussion (22 novembre 1993) – Adoption (22 novembre 1993) [n° 74].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 novembre 1993) [n° 113 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Xavier de Villepin (8 décembre 1993) [n° 149 (93-94)] – Discussion (18 décembre 1993) – Adoption (18 décembre 1993) [n° 52] (Discussion générale commune avec celle du projet n° 112 (93-94) – Traités et conventions 29).

PROMULGATION : Loi n° 93-1422 du 31 décembre 1993 (JO Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(18 décembre 1993) (p. 6638, 6642).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6638, 6642).

(Discussion générale commune avec celle du projet n° 112 (93-94) – Traités et conventions 29) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Xavier de Villepin, président et rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6642) : *M. Jean Garcia.*

**Art. unique** (Autorisation de l'approbation de l'accord) – Adopté (p. 6642).

**Adoption** (18 décembre 1993) (p. 6642).

31. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (8 décembre 1993) [n° 158 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

32. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (8 décembre 1993) [n° 159 (93-94)] – Renvoi à la commission des finances.

33. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allo-**

**cations de naissance**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (8 décembre 1993) [n° 160 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

34. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (6 octobre 1993) [n° 553 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Claude Decagny (25 novembre 1993) [n° 761 (93-94)] – Discussion (8 décembre 1993) – Adoption (8 décembre 1993) [n° 94].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1993) [n° 163 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Gérard Gaud (9 décembre 1993) [n° 169 (93-94)] – Discussion (18 décembre 1993) – Adoption (18 décembre 1993) [n° 49].

PROMULGATION : loi n° 93-1424 du 31 décembre 1993 (JO Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(18 décembre 1993) (p. 6633, 6634).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6633, 6634) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères, en remplacement de M. Gérard Gaud, rapporteur.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6634)

**Art. unique** (Autorisation de l'approbation de la convention) – Adopté (p. 6634).

**Adoption** (18 décembre 1993) (p. 6634).

35. – **Projet de loi autorisant la ratification de l'acte modifiant le protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement habilitant le conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères (27 octobre 1993) [n° 658 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Philippe Mathot (2 décembre 1993) [n° 789 (93-94)] – Discussion (8 décembre 1993) – Adoption (8 décembre 1993) [n° 100].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1993) [n° 168 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Caldaguès (9 décembre 1993) [n° 170 (93-94)] – Discussion (18 décembre 1993) – Adoption (18 décembre 1993) [n° 50].

PROMULGATION : loi n° 93-1423 du 31 décembre 1993 (JO Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

#### Discussion (première lecture)

(18 décembre 1993) (p. 6634, 6637).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6634, 6637) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes ; Michel Caldaguès, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6637)

**Art. unique** (Autorisation de la ratification de l'acte) – Adopté (p. 6637).

**Adoption** (18 décembre 1993) (p. 6637).

#### Transfusions et transplantations d'organes

Voir *Rapports du Gouvernement*, 5

#### Transports

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 4

*Impôts et taxes*, 3

*Lois de finances*, 2

*Marchés publics*, 1

*Rappels au règlement*, 1

*Rapports de commissions d'enquête parlementaires*, 1

*Rapports du Gouvernement*, 7

1. – **Proposition de loi sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 1<sup>er</sup> février 1993) [n° 207 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. André Fosset (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 - 5 mars 1993) [n° 230 (92-93)].

2. – **Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement (8 avril 1993) [n° 254 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. André Fosset (11 mai 1993) [n° 298 (92-93)] – Discussion (13 mai 1993) – Adoption (13 mai 1993) [n° 86].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 mai 1993) [n° 191 (92-93)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Hervé Mariton (26 mai 1993) [n° 225 (92-93)] – Discussion (24 juin 1993) – Adoption (24 juin 1993) [n° 30].

PROMULGATION : Loi n° 93-896 du 10 juillet 1993 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1993).

#### Discussion (première lecture)

(13 mai 1993) (p. 284, 292).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 284, 291) : *MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; André Fosset, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Henri Revol, Mme Paulette Fost.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 291, 292) : *Mme Paulette Fost, MM. André Fosset, rapporteur ; Bernard Bosson, ministre ; François Lesein.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (Lieux de perception des surtaxes locales) – Adopté après modification (p. 292).

**Art. 2** (Abrogation de la loi n° 48-405 du 10 mars 1948) – Adopté (p. 292).

**Explication de vote sur l'ensemble** (p. 292) : *M. Roland Courteau.*

**Adoption** (13 mai 1993) (p. 292).

#### Transports aériens

Voir *Lois de finances*, 2

#### Transports en commun

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - II – Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

#### Transports ferroviaires

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3

*Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - II – Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière  
*Rappels au règlement*, 1  
*Transports*, 2

#### Transports fluviaux

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - II –

Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

### Transports routiers

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - II - Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3. Sécurité routière

### Travail

Voir *Lois de finances*, 2, Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales - Services communs  
*Politique économique et sociale*, 1

1. - **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Michel Giraud, ministre du travail (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993-15 juillet 1993) [n° 424 (92-93)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Bernard Seillier (6 octobre 1993) [n° 8 (93-94)] - Discussion (14 octobre 1993) - Adoption (14 octobre 1993) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1993) [n° 603 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Gilles Berthommier (17 novembre 1993) [n° 723 (93-94)] - Discussion (26 novembre 1993) - Adoption (26 novembre 1993) [n° 83].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 novembre 1993) [n° 124 (93-94)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Bernard Seillier (8 décembre 1993) [n° 154 (93-94)] - Discussion (16 décembre 1993) - Adoption (16 décembre 1993) [n° 42].

PROMULGATION : loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 (*J.O.* Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

### Discussion (première lecture)

(14 octobre 1993) (p. 3118, 3142).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3118, 3126) : *MM. Michel Giraud, ministre du travail ; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Bellanger, Mme Michelle Demessine, M. Charles Lederman.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3126, 3142) : *Mme Michelle Demessine ; MM. Bernard Seillier, rapporteur ; Michel Giraud, ministre ; Alain Vasselle, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; José Balarello.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*Abrogation des articles L. 235-3 à L. 235-7 du code du travail et du paragraphe I de l'article 39 de la loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976*) - Adopté (p. 3126).

**Art. 2** (*Dispositions applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil*) (p. 3129).

#### Section I

##### Principes généraux de prévention

ART. L. 235-1 DU CODE DU TRAVAIL (*Obligations de mise en oeuvre des principes généraux de prévention par les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'oeuvre et les coordonnateurs*) (p. 3130) - Adopté après modification (p. 3133).

#### Section II

*Prévention et coordination lors des opérations de bâtiment ou de génie civil*

ART. L. 235-2 DU CODE PRECITE (*Obligation d'une déclaration préalable avant l'ouverture de certains chantiers*) (p. 3133) - Adopté après modification (p. 3134).

ART. L. 235-3 DU CODE PRECITE (*Obligations générales de coordination*) - Adopté après modification (p. 3134).

ART. L. 235-4 DU CODE PRECITE (*Institution d'un coordonnateur*) (p. 3134) - Adopté après modification (p. 3135).

ART. L. 235-5 DU CODE PRECITE (*Attributions des différents participants à une opération de bâtiment et de génie civil*) - Adopté après modification (p. 3135).

ART. L. 235-6 DU CODE PRECITE (*Elaboration d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de santé*) (p. 3135) - Adopté après modification (p. 3136).

ART. L. 235-7 DU CODE PRECITE (*Elaboration d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé*) - Adopté après modification (p. 3136).

ART. L. 235-8 DU CODE PRECITE (*Dérogation pour les travaux d'extrême urgence*) (p. 3136) - Adopté après modification (p. 3137).

ART. L. 235-9 DU CODE PRECITE (*Renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour les caractéristiques des plans visés aux articles L. 235-6 et L. 235-7*) - Adopté (p. 3137).

ART. L. 235-10 DU CODE PRECITE (*Obligation de concertation entre maîtres d'ouvrage intervenant sur le même site*) - Adopté après modification (p. 3137).

ART. L. 235-11 DU CODE PRECITE (*Constitution d'un collège interentreprises*) (p. 3137) - Adopté après modification (p. 3138).

ART. L. 235-12 DU CODE PRECITE (*Obligations pour les entreprises, y compris sous-traitantes, de participer à un collège interentreprises*) - Adopté (p. 3138).

ART. L. 235-13 DU CODE PRECITE (*Rôle du collège interentreprises*) - Adopté après modification (p. 3138).

ART. L. 235-14 DU CODE PRECITE (*Fixation par décret des règles de fonctionnement du collège interentreprises*) - Adopté après modification (p. 3138).

- L'art. 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3138).

**Art. 3** (*Intégration de la sécurité dans les ouvrages*) (p. 3138).

#### Section III

##### Intégration de la sécurité dans les ouvrages

- L'article 3 est adopté après modification (p. 3139).

**Art. 4** (*Obligation pour les travailleurs indépendants de mettre en oeuvre les principes généraux de prévention*) (p. 3139).

#### Section IV

##### Travailleurs indépendants

- L'article 4 est adopté après modification (p. 3139).

**Art. additionnel après l'art. 4** (*Modification des règles de quorum fixé par l'article L. 615-20 du code de la sécurité sociale*) (p. 3139) - Adopté (p. 3140).

**Art. 5** (*Création d'une nouvelle section dans le code du travail*) - Adopté (p. 3140).

**Art. 6** (*Saisine du juge des référés par l'inspection du travail*) - Adopté (p. 3140).

**Art. 7** (*Peines susceptibles d'être prononcées à l'encontre des maîtres d'ouvrage ayant contrevenu aux articles L. 235-17 et L. 235-19 du code du travail*) - Adopté (p. 3140).

**Art. 8** (*Peines encourues par les maîtres d'ouvrage et les entrepreneurs en cas de violation des obligations nouvelles définies par le projet de loi*) (p. 3140) - Adopté (p. 3141).

**Art. 9** (*Peines encourues par les travailleurs indépendants en cas de violation des obligations définies par le code du travail en matière de sécurité et de santé*) - Adopté après modification (p. 3141).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3141) : *MM. Alain Gérard, Emmanuel Hamel, Jacques Bimbenet, Mme Michelle Demessine.*

**Adoption** (14 octobre 1993) (p. 3141).

**Discussion (deuxième lecture)**

(16 décembre 1993) (p. 6488, 6494).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6488, 6491) : *MM. Michel Giraud, ministre du travail ; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Félix Leyzour.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6491, 6494) : *MM. Alain Vasselle, Bernard Seillier, rapporteur ; Michel Giraud, ministre.*

**Art. 2** (*Art. L. 235-1 du code du travail*) (p. 6491) – Adopté (p. 6493).

**Art. 4 bis** (*Modification des règles de quorum fixées par l'article L. 615-20 du code de la sécurité sociale*) – Adopté (p. 6493).

**Art. 8** – Adopté (p. 6493).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6493, 6494) : *MM. Michel Moreigne, Emmanuel Hamel.*

**Adoption** (16 décembre 1993) (p. 6494).

2. – **Proposition de loi relative à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 28 juillet 1993) [n° 432 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi relative au mode de calcul des congés annuels des salariés**, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Michelle Demessine, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 octobre 1993) [n° 22 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de loi tendant à rétablir l'autorisation administrative de licenciement**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Loridant, sénateur (19 octobre 1993) [n° 40 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

**Travail (aménagement du temps)**

Voir *Politique économique et sociale*, 1

**Travail clandestin**

Voir *Politique économique et sociale*, 1

**Trésor public**

Voir *Banques et établissements financiers*, 2

**Turquie**

Voir *Rappels au règlement*, 18

## U

**Universités**

Voir *Enseignement supérieur, 1*  
*Lois de finances, 2*, Enseignement supérieur et recherche

**Urbanisme**

Voir *Commerce et artisanat, 1*  
*Lois de finances, 2*  
*Sports, 2*

1. – **Proposition de loi portant réforme du code de l'urbanisme**, PRÉSENTÉE AU SÉNAT, par M. Jean Delaneau, sénateur, et plusieurs de ses collègues (24 juin 1993) [n° 390 (92-93)].

2. – **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction**, PRÉSENTÉ AU SÉNAT, au nom de M. Edouard Balladur, Premier ministre, par M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993 - 22 juillet 1993) [n° 431 (92-93)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Philippe François (6 octobre 1993) [n° 9 (93-94)] – Avis de M. Jean-Marie Girault (12 octobre 1993) [n° 30 (93-94)] – Discussion (14 octobre 1993) – Adoption (14 octobre 1993) [n° 8].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1993) [n° 606 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. André Santini (25 novembre 1993) [n° 765 (93-94)] – Discussion (30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1993) – Adoption (1<sup>er</sup> décembre 1993) [n° 87].

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIEME LECTURE) (3 décembre 1993) [n° 141 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (15 décembre 1993) [n° 189 (93-94)] – Discussion (21 décembre 1993) – Adoption (21 décembre 1993) [n° 58].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 décembre 1993) [n° 904 (93-94)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. André Santini (22 décembre 1993) [n° 905 (93-94)] – Discussion (22 décembre 1993) – Adoption (22 décembre 1993) [n° 129].

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIEME LECTURE) (23 décembre 1993) [n° 219 (93-94)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. André Santini (23 décembre 1993) [n° 917 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 135].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Philippe François (23 décembre 1993) [n° 220 (93-94)] – Discussion (23 décembre 1993) – Adoption (23 décembre 1993) [n° 70].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 93-335 DC du 21 janvier 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 26 janvier 1994) qui déclare contraires à la Constitution les articles 10 et 23 de la loi.

PROMULGATION : loi n° 94-112 du 9 février 1994 (*J.O.* Lois et décrets du 10 février 1994).

**Discussion (première lecture)**

(14 octobre 1993) (p. 3142, 3187).

I – DISCUSSION GENERALE (P. 3142, 3153) : MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Camille Cabana, Robert Laucournet, Jean-Luc Bécart.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3153, 3187) : MM. Camille Cabana, Philippe François, rapporteur ; Bernard Bos-

son, ministre ; Philippe Richert, Jacques Bellanger, Robert Laucournet, Jean-Luc Bécart, Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis ; Alain Lambert, Philippe Marini, Jean Clouet, Gérard Larcher, Auguste Cazalet, Louis Althapé, François Trucy, Paul Moreau, Rodolphe Désiré, Yves Guéna.

**Art. 1<sup>er</sup>** (Art. L. 125-5 du code de l'urbanisme : Règles applicables en cas d'annulation ou de déclaration d'illégalité d'un document d'urbanisme) (p. 3153) – Adopté après modification (p. 3155).

**Art. 2** (Validation de certains actes réglementaires et non réglementaires) (p. 3155) – Adopté après modification (p. 3156).

**Art. 3** (Dispositions relatives aux contentieux de l'urbanisme) (p. 3156).

ART. L. 600-1 DU CODE DE L'URBANISME (*Recours par voie d'exception pour vice de forme*) (p. 3156) – Adopté après modification (p. 3159).

ART. L. 600-2 DU CODE PRECITE (*Refus abusifs de permis de construire*) – Adopté après modification (p. 3160).

ART. L. 600-3 DU CODE PRECITE (*Obligation de notification des recours*) (p. 3160) – Adopté après modification (p. 3162).

ART. ADDITIONNEL APRES L'ART. L. 600-3 DU CODE PRECITE (*Motivation des décisions de la juridiction administrative statuant sur une requête à fin de sursis à exécution d'une décision administrative*) – Adopté (p. 3163).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3163).

**Art. 4** (*Décisions de préemption illégales*) (p. 3163) – Adopté après modification (p. 3166).

**Art. 5** (*Opérations d'aménagement*) (p. 3166) – Adopté après modification (p. 3167).

**Art. 6** (*Dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence*) (p. 3169) – Adopté après modification (p. 3176).

Après l'art. 6 (p. 3177).

Art. additionnel (*Précision de la notion de hameau*) (p. 3177) – Adopté (p. 3178).

Art. additionnel (*Stations d'épuration d'eaux usées avec rejet en mer non liées à une opération d'urbanisation nouvelle*) (p. 3178) – Adopté (p. 3179).

Art. additionnel (*Accord donné conjointement par les ministres chargés de l'urbanisme et des départements d'outre-mer en l'absence d'un schéma régional approuvé*) (p. 3179) – Adopté après modification (p. 3180).

Art. additionnel (*Déféré préfectoral et recours de droit commun qui est ouvert à tout citoyen qui se prétend lésé par une décision administrative*) (p. 3180) – Adopté (p. 3181).

**Art. 7** (*Prorogation de certains permis de construire*) (p. 3182) – Adopté après modification (p. 3183).

**Art. 8** (*Différé du paiement de certaines contributions d'urbanisme*) (p. 3184) – Adopté après modification (p. 3185).

Après l'art. 8 (p. 3185).

Art. additionnel (*Suppression de l'article 51 de la loi du 29 janvier 1993 qui impose, à peine de nullité d'ordre public, la publication d'un avis préalablement à toute vente de terrains constructibles ou de droits à construire consentis par une collectivité territoriale ou par une société d'économie mixte à une personne privée*) (p. 3167) – Adopté par priorité (p. 3169).

Art. additionnel (*Levée de l'interdiction de faire de la publicité pour un lotissement préalablement à l'obtention d'autorisation de lotir*) – Adopté (p. 3185).

Art. additionnel (*Régime juridique des participations d'urbanisme*) (p. 3185) – Adopté (p. 3186).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3186, 3187) : MM. Jean-Pierre Schosteck, Jacques Bellanger, Jacques Habert ; intervention de M. Bernard Bosson, ministre.

**Adoption** (14 octobre 1993) (p. 3187).

**Discussion (deuxième lecture)**

(21 décembre 1993) (p. 6791, 6818).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6791, 6802) : *MM. Bernard Bosson, ministre de l'équipement ; Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Camille Cabana, Jacques Bellanger, Robert Pagès.*

**Motion n° 1** de M. Claude Estier, soutenue par M. Jacques Bellanger, **tendant à opposer la question préalable** (p. 6799) – *MM. Jacques Bellanger, Philippe François, rapporteur.*

**Rejet de la motion** (p. 6802 ; scrutin public n° 88).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6802, 6818) : *MM. Philippe François, rapporteur ; Bernard Bosson, ministre ; Camille Cabana, Jean-Marie Girault, Robert Laucournet, Jacques Bellanger, Jean-Luc Bécart, Robert Pagès, Alphonse Arzel, Jacques Machet, Alain Lambert.*

**Art. 1<sup>er</sup>** – Adopté après modification (p. 6802).

**Art. 2** (p. 6802) – Adopté (p. 6803).

**Art. 3** (p. 6803).

ART. L. 600-1 DU CODE DE L'URBANISME (p. 6804) – Adopté après modification (p. 6806).

ART. L. 600-2 DU CODE PRECITE – Adopté (p. 6806).

ART. L. 600-3 DU CODE PRECITE (p. 6806) – Adopté après modification (p. 6807).

ART. L. 600-4 DU CODE PRECITE (*Motivation des sursis à exécution*) – Adopté (p. 6807).

ART. L. 600-5 DU CODE PRECITE (*Juge unique en matière de sursis exécution*) – Adopté (p. 6807).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté p. 6807.

**Art. 4** (p. 6807) – Adopté (p. 6808).

**Art. 6** (p. 6808) – Adopté (p. 6809).

**Art. 6 bis** (*Opération d'urbanisation intégrée à l'environnement sur les rives d'un plan d'eau artificiel en zone de montagne*) – Adopté (p. 6810).

**Art. 6 ter** (*Possibilité exceptionnelle d'implantation sur la bande littorale des stations d'épuration avec rejet en mer non liées à une opération d'urbanisation nouvelle*) (p. 6810) – Adopté (p. 6811).

**Art. 6 quater** (*Dispositions particulières au littoral dans les départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 6811).

**Art. 6 quinquies** (*Non-prolongation du délai de recours contentieux en cas de référé préfectoral*) – Adopté (p. 6811).

**Art. 7 et 8** – Adoptés (p. 6811).

**Art. additionnel après l'art. 8** (*Report du délai de prescription de l'action en recouvrement des taxes d'urbanisme*) – Adopté (p. 6811).

**Art. 8 bis** (*Remise gracieuse des pénalités de recouvrement appliquées aux taxes d'urbanisme*) (p. 6811) – Adopté (p. 6812).

**Art. 9** (*Abrogation de l'article 51 de la loi Sapin*) – Adopté (p. 6812).

**Art. 11** (*Participations d'urbanisme susceptibles d'être exigées des constructeurs*) (p. 6812) – Supprimé (p. 6813).

**Art. 12** (*Consultation des associations pour l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols*) – Adopté après modification (p. 6814).

**Art. 13** (*Participation des associations à l'élaboration et la réalisation des schémas directeurs*) – Adopté après modification (p. 6814).

**Art. 14** (*Restauration, reconstruction ou extension limitée des chalets d'alpage existants*) (p. 6814) – Adopté (p. 6815).

**Art. 15** (*Barèmes de supplément de loyer des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 6815) – Adopté après modification (p. 6816).

**Art. 16** (*Composition du comité syndical d'agglomération nouvelle*) – Adopté (p. 6816).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6816, 6818) : *MM. Robert Pagès, Jacques Bellanger, Jacques Machet, Ernest Cartigny ; intervention de M. Bernard Bosson, ministre.*

**Adoption** (21 décembre 1993) (p. 6818).

**Discussion (commission mixte paritaire)**

(23 décembre 1993) (p. 6903, 6909).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 6903, 6906) : *MM. Philippe François, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Bernard Bosson, ministre de l'équipement.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6906, 6909) : *MM. Michel Caldaguès, Bernard Bosson, ministre.*

**Art. 1<sup>er</sup> et 3** (p. 6907).

**Art. 8 ter** (*Remise de pénalités de recouvrement de taxes d'urbanisme*) (p. 6907).

**Art. 11** (p. 6907).

**Art. 12** (p. 6908).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6908) : *MM. Jean Garcia, François Autain ; intervention de M. Bernard Bosson, ministre.*

**Adoption** (23 décembre 1993) (p. 6909).



**V**

**Venezuela**

Voir *Traités et conventions*, 6

**Vétérinaires**

Voir *Agriculture*, 5

**Veuvage**

Voir *Lois de finances*, 2, Affaires sociales, santé et ville - I -  
Affaires sociales et santé

**Viandes**

Voir *Agriculture*, 5

**Victimes (indemnisation)**

Voir *Rapports du Gouvernement*, 5  
*Santé*, 1

**Viet-Nam (République socialiste du)**

Voir *Traités et conventions*, 23  
*Rapports d'information*, 13

**Ville**

Voir *Lois de finances*, 2

**Vins**

Voir *Publicité*, 1

**Violence**

Voir *Sports*, 1

**Viticulture**

Voir *Lois de finances*, 2, Agriculture et pêche

**Voies navigables**

Voir *Lois de finances*, 2, Equipement, transports et tourisme - II -  
Transports - 1. Transports terrestres - 2. Routes - 3.  
Sécurité routière ; Intérieur et aménagement du territoire - II  
- Aménagement du territoire

**Vote bloqué (procédure parlementaire)**

Voir *Enseignement privé*, 3  
*Etrangers*, 2  
*Privatisations*, 1  
*Rappels au règlement*, 12 ; 15

**Vote par procuration**

Voir *Elections*, 6

**W****Wallis-et-Futuna**

Voir *Lois de finances, 2*, Départements et territoires d'outre-mer

**Y**

**Yémen**

Voir *Traités et conventions*, **11**

**Yougoslavie**

Voir *Lois de finances*, **2**, Affaires étrangères

**Z****Zones d'éducation prioritaire (ZEP)**

Voir *Lois de finances, 2*, Education nationale

**Zones rurales**

Voir *Enseignement, 1*

*Lois de finances, 2*, Culture et francophonie ; Education nationale ; Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire

# CONGRÈS DU PARLEMENT

(19 JUILLET 1993)

---

1. 1 – **Constitution du Parlement en Congrès** – Lecture par M. Philippe Seguin, président de l'Assemblée Nationale, président du Congrès du Parlement, du décret de convocation du Congrès (p. 3 et 4).

2 – **Règlement du Congrès** (p. 4).

3 – **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** (p. 4 à 19).

*Intervention de M. Edouard Balladur, Premier ministre.*

**Explications de vote :** MM. Pierre Fauchon, sénateur ; Jack Lang, député ; Etienne Dailly, sénateur ; Jacques Brunhes, Charles Millon, députés ; Jacques Larché, sénateur ; Bernard Pons, député ; Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Josse-lin de Rohan, sénateurs.

**Scrutin public à la tribune** (p. 19 ; liste des votants, p. 20 à 23).

**Adoption** (19 juillet 1993) (p. 19).

4 – **Clôture de la session du Congrès du Parlement** (p. 19).

(19 NOVEMBRE 1993)

---

2 – 1 – **Constitution du Parlement en Congrès** – Lecture par M. Philippe Seguin, président de l'Assemblée Nationale, président du Congrès du Parlement, du décret de convocation du Congrès (p. 3).

2 – **Règlement du Congrès** (p. 3).

3 – **Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** (p. 3 à 14).

*Intervention de M. Edouard Balladur, Premier ministre.*

**Explications de vote :** MM. Jean-Jacques Hyst, député ; Alain Bocquet, député ; Paul Masson, sénateur ; Mme Hélène Luc, sénateur ; MM. Marcel Lucotte, sénateur ; Bernard Pons, député ; Maurice Blin, sénateur ; Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur ; Etienne Dailly, sénateur ; Martin Malvy, député.

**Scrutin public à la tribune** (p. 14 ; liste des votants p. 15 à 18).

**Adoption** (19 novembre 1993) (p. 14).

4 – **Clôture de la session du Congrès du Parlement** (p. 14).